

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation, notre situation financière et nos perspectives futures de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, par rapport aux deux exercices antérieurs. Ce rapport de gestion, daté du 29 novembre 2007, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés et notes complémentaires. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, sauf indication contraire, et sont fondés sur les états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. En date du 31 octobre 2006, RBC Mortgage Company avait cédé pratiquement tous les actifs et obligations restants, et ses résultats ne sont plus présentés séparément dans nos états financiers consolidés. Le total des résultats présentés sur une base consolidée est comparable aux résultats déclarés relativement aux activités poursuivies pour les périodes correspondantes.

Des renseignements supplémentaires à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2007, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

34	Vue d'ensemble	51	Information financière trimestrielle	80	Gestion du risque
34	Aperçu de la Banque Royale du Canada	51	Analyse des résultats et des tendances	80	Aperçu
34	Vision et stratégie	52	Rendement au quatrième trimestre	83	Risque de crédit
35	Sommaire des faits saillants financiers	53	Résultats des secteurs d'exploitation	92	Risque de marché
36	Vue générale de l'exercice 2007	54	Évaluation et présentation des secteurs	95	Risque opérationnel
38	Perspectives et objectifs pour 2008	55	d'exploitation	96	Risque d'illiquidité et de financement
38	Questions en matière de comptabilité	55	Incidence des taux de change sur les	99	Risque lié à la réputation
	et de contrôle	55	secteurs d'exploitation	99	Risque lié à l'environnement
38	Conventions comptables critiques	55	Principales mesures du rendement	100	réglementaire et juridique
	et estimations	57	et mesures hors PCGR	101	Risque environnemental
42	Modifications futures de conventions	61	Services bancaires canadiens	101	Risque d'assurance
	comptables	64	Gestion de patrimoine	102	Risque stratégique
42	Contrôles et procédures	64	Services bancaires américains	102	Risque de concurrence
43	Rendement financier	67	et internationaux	102	Risque systémique
43	Vue d'ensemble	70	Marchés des Capitaux	102	Risques additionnels susceptibles d'influer
45	Total des revenus	70	Services de soutien généraux	104	sur les résultats futurs
46	Revenu net d'intérêt et marge nette	71	Situation financière	104	Information financière supplémentaire
	d'intérêt	71	Bilan		
47	Frais autres que d'intérêt	71	Gestion du capital		
48	Dotation à la provision pour pertes	77	Arrangements hors bilan		
	sur créances				
48	Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition				
	liés aux polices d'assurance				
49	Impôts				
50	Résultats par secteur géographique				
50	Opérations entre apparentés				

Se reporter à notre glossaire pour obtenir les définitions des termes utilisés dans le présent document.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant nos objectifs à moyen terme et pour 2008, nos objectifs et priorités stratégiques ainsi que les perspectives économiques et commerciales pour nous, pour chacun de nos secteurs d'exploitation et pour les économies canadienne, américaine et internationale. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui pourraient faire en sorte que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions pourraient se révéler inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes et que nous ne réalisions pas nos objectifs ou nos objectifs et priorités stratégiques. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment : les risques de crédit et de marché, le risque opérationnel, le risque d'illiquidité et de financement ainsi que les autres risques décrits dans notre rapport de gestion de 2007; la conjoncture économique générale au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la volatilité continue du marché américain des prêts à risque ainsi que des marchés

connexes, de même que le manque de liquidités dans divers marchés financiers; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain, la livre sterling et l'euro; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à bien des acquisitions stratégiques et des coentreprises et à les intégrer avec succès; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux provisions; notre capacité d'attirer et de conserver des employés et des dirigeants clés.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Risques additionnels susceptibles d'influer sur les résultats futurs.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent document. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent document sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. Nous sommes la plus importante banque du Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs et l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Nous offrons, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Nous comptons plus de 70 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 15 millions de particuliers, d'entreprises ainsi que d'organismes du secteur public et d'institutions faisant partie de notre clientèle au Canada, aux États-Unis et dans 36 autres pays.

Avec prise d'effet le 7 février 2007, nos trois anciens secteurs d'exploitation (RBC Particuliers et entreprises – Canada, RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International et RBC Marchés des Capitaux) ont été remplacés par quatre nouveaux secteurs :

Services bancaires canadiens : ce secteur regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au pays, certains services de placement s'adressant aux épargnants, ainsi que nos services d'assurances mondiaux.

Gestion de patrimoine : ce secteur regroupe les services qui répondent directement aux besoins croissants en matière de gestion de patrimoine des clients fortunés et des clients disposant d'un avoir net élevé au Canada, aux États-Unis et à l'extérieur de l'Amérique du Nord, ainsi que les services de gestion d'actifs et les produits de fiducie par l'intermédiaire de RBC et de partenaires externes.

Services bancaires américains et internationaux : ce secteur regroupe nos services bancaires à l'extérieur du Canada, notamment nos services bancaires aux États-Unis et dans les Antilles. Par ailleurs,

ce secteur comprend de notre participation de 50 % dans RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS).

Marchés des Capitaux : ce secteur est responsable de nos services bancaires de gros à l'échelle mondiale et il offre un vaste éventail de services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux grandes entreprises, aux organismes du secteur public et aux institutions faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés dans des marchés ciblés à l'échelle mondiale.

Nos secteurs d'exploitation comptent sur le soutien de notre équipe de services de soutien généraux, laquelle se compose du groupe Technologie et exploitation mondiales et du groupe Fonctions générales. Le groupe Technologie et exploitation mondiales fournit l'infrastructure technologique et d'exploitation nécessaire pour assurer la prestation efficace de produits et de services à nos clients. Le groupe a également pour objectif d'apporter des améliorations novatrices aux processus et à la technologie afin que nous maintenions la sécurité et la solidité de nos activités, et que nos moyens nous permettent de devancer nos concurrents. Notre groupe Fonctions générales consiste en une équipe de spécialistes qui offre une gouvernance et des conseils judicieux en matière de risques, de conformité, de droit, de finance, de fiscalité et de communications. De plus, cette équipe gère le capital ainsi que les positions de liquidité et de financement de l'entreprise afin d'assurer la conformité avec les exigences réglementaires, de même que l'efficacité de la gestion du financement et de l'affectation du capital. En outre, le groupe Fonctions générales fournit un soutien à nos employés et gère nos relations avec les parties prenantes externes, notamment les investisseurs, les agences de notation et les organismes de réglementation, et prête également son appui aux décisions opérationnelles stratégiques.

Banque Royale du Canada

Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Services bancaires américains et internationaux	Marchés des Capitaux
<ul style="list-style-type: none">• Particuliers clients• Services financiers à l'entreprise• Solutions cartes et paiements• Assurance mondiale	<ul style="list-style-type: none">• Gestion de patrimoine – Canada• Gestion de patrimoine – États-Unis et International• Gestion mondiale d'actifs	<ul style="list-style-type: none">• Services bancaires• RBC Dexia IS	<ul style="list-style-type: none">• Marchés mondiaux• Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers• Autres

Services de soutien généraux

- Technologie et exploitation mondiales

- Fonctions générales

Vision et stratégie

Nos stratégies et activités commerciales sont guidées par notre vision consistant à « Toujours mériter le privilège d'être le premier choix de nos clients ». Nous sommes d'avis qu'une telle approche axée sur le client est essentielle à la réalisation de nos objectifs stratégiques ainsi que de nos objectifs de rendement financier. Toutes nos activités sont conformes à notre philosophie « Le client avant tout », y compris notre façon d'agir avec les clients, de concevoir nos produits et services et de collaborer avec les autres secteurs d'exploitation et fonctions. Nous visons toujours à accroître la satisfaction et la loyauté de nos clients en nous efforçant continuellement de comprendre et de satisfaire leurs besoins et attentes changeantes. Nous croyons que la réalisation de notre vision générera des revenus et une croissance du bénéfice élevés et stables, lesquels se traduiront par un rendement total pour les actionnaires se situant dans le quartile supérieur par rapport à notre groupe d'entreprises homologues en Amérique du Nord.

Le marché canadien continue d'offrir d'importantes possibilités de croissance, tant dans le secteur des produits et services de détail que dans celui des produits et services de gros. Notre marque de confiance, conjuguée avec notre vaste savoir-faire et notre position de chef de file dans diverses catégories de produits et de services financiers, nous donne les assises et les ressources nécessaires pour élargir nos activités à l'échelle mondiale. Grâce à leur proximité, à leurs ressemblances culturelles et aux relations commerciales étroites qu'ils entretiennent avec le Canada, les États-Unis continueront d'être une cible de croissance future tandis que nous tirons parti de notre solide position dans certains marchés choisis. En outre, nous poursuivrons notre expansion à l'extérieur de l'Amérique du Nord, en ciblant des marchés dans lesquels nous serons en mesure de faire face à la concurrence efficacement grâce à notre expérience et à notre savoir-faire.

Pour 2008, nos objectifs stratégiques consistent à maintenir le cap sur la croissance de nos activités canadiennes tout en poursuivant notre expansion à l'échelle mondiale. Pour ce faire, nous mettrons à profit nos

capacités fondamentales et élargirons notre portefeuille d'activités à l'échelle internationale. Nous prévoyons atteindre nos objectifs en continuant à mettre l'accent sur la satisfaction des besoins des clients au moyen de l'innovation continue et de la collaboration efficace entre nos divers secteurs d'exploitation et fonctions.

- Au Canada, notre objectif est d'être le chef de file incontesté en matière de prestation de services financiers. Nous renforçons la marque RBC en offrant à l'ensemble de nos clients une expérience supérieure au moyen d'une gamme complète de produits et de services financiers de qualité. En ce qui concerne les services bancaires, nous continuons de mettre à profit nos vastes capacités de distribution pour accroître notre part de marché, par produit et par marché, tout en élargissant et en améliorant notre réseau de distribution pour répondre aux besoins de nos clients. Nous travaillons également à l'élaboration de solutions novatrices et à la simplification des processus pour qu'il soit plus facile pour nos clients de faire affaire avec nous. Pour ce qui est de la gestion de patrimoine, nous continuons à développer notre position de chef de file dans les marchés de la gestion de patrimoine et de la gestion d'actifs et à attirer et à conserver des conseillers chevronnés. En ce qui a trait aux marchés des capitaux, nous continuons à porter nos efforts sur le maintien de notre position de chef de file dans l'ensemble des secteurs d'activité et nous demeurons le premier choix de nos clients pour tous les produits et services financiers de gros.
- Aux États-Unis, notre objectif est de tirer parti de la solidité de nos services bancaires, de nos services de gestion de patrimoine et de nos activités sur les marchés financiers. En ce qui concerne les services bancaires, nous nous attachons à satisfaire les besoins des entreprises, des propriétaires d'entreprises et des professionnels. Nous continuons à accroître notre présence dans des marchés clés à forte croissance dans le sud-est des États-Unis grâce à l'ouverture ciblée de nouvelles succursales ainsi qu'à des acquisitions stratégiques. Pour ce qui est de la gestion de patrimoine, nous poursuivons

l'expansion de nos activités par une croissance interne et des acquisitions stratégiques, tout en utilisant nos ressources à l'échelle mondiale pour fournir aux conseillers un soutien personnalisé en matière de placements, de gestion de patrimoine et de services-conseils. En ce qui a trait aux marchés des capitaux, nous continuons d'accroître le volume d'activités liées à nos clients existants grâce à diverses gammes de produits, de tirer parti des forces des récentes acquisitions ainsi que d'améliorer nos capacités en matière de montage pour accroître notre clientèle.

- **À l'extérieur de l'Amérique du Nord, notre objectif est d'être un prestataire de choix de services financiers précis dans les secteurs où nos capacités fondamentales et notre principal savoir-faire nous procurent des avantages concurrentiels.** En ce qui concerne les services bancaires, nous avons l'intention de continuer à tirer parti de notre solide position dans les Antilles au moyen d'acquisitions stratégiques et de croissance interne, conjuguées à des améliorations continues sur le plan de l'exploitation, la consolidation des relations-clients et l'élargissement de la gamme de produits. Pour ce qui est de la gestion de patrimoine, notre stratégie demeure axée sur la croissance des activités au moyen de l'expansion dans des marchés choisis ainsi que de l'embauche de gestionnaires de relations. De plus, nous continuerons à faire des acquisitions ciblées et à élargir notre gamme

de produits et de services, ainsi qu'à améliorer notre modèle de gestion relationnelle, de sorte que nous puissions profiter de la demande croissante de produits et de services de gestion de patrimoine. En ce qui concerne les services de garde, notre coentreprise RBC Dexia IS se sert de son rayonnement mondial et de son offre de produits élargie pour accroître le nombre de ses relations-clients et approfondir ces relations. En ce qui a trait aux marchés des capitaux, nous continuons d'accroître nos capacités de distribution à l'échelle mondiale ainsi que nos capacités de structuration, de négociation, de financement des infrastructures et de montage de titres à revenu fixe.

En se fondant sur notre philosophie « Le client avant tout » et nos objectifs stratégiques, nos secteurs d'exploitation continuent d'adapter leurs stratégies individuelles pour répondre aux besoins des clients et consolider les relations-clients, selon les contextes opérationnel et concurrentiel. Nous sommes d'avis que le déploiement fructueux de nos stratégies d'entreprise contribuera à l'amélioration de la qualité et de la diversification de nos résultats. Les efforts devraient se traduire par le maintien de nos secteurs d'exploitation canadiens parmi les chefs de file du marché ainsi que par de meilleurs résultats et une croissance solide de nos activités aux États-Unis et à l'échelle internationale.

Sommaire des faits saillants financiers

Tableau 1

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	2007	2006	2005	2007 par rapport à 2006 Augmentation (diminution)
Total des revenus	22 462 \$	20 637 \$	19 184 \$	1 825 \$ 8,8 %
Frais autres que d'intérêt	12 473	11 495	11 357	978 8,5 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	791	429	455	362 84,4 %
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 173	2 509	2 625	(336) (13,4)%
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle	7 025	6 204	4 702	821 13,2 %
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	5 492	4 757	3 437	735 15,5 %
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	(29)	(50)	29 n.s.
Bénéfice net	5 492 \$	4 728 \$	3 387 \$	764 \$ 16,2 %
Secteurs – bénéfice net				
Services bancaires canadiens	2 987 \$	2 426 \$	2 007 \$	561 \$ 23,1 %
Gestion de patrimoine	762	604	502	158 26,2 %
Services bancaires américains et internationaux	242	261	256	(19) (7,3)%
Marchés des Capitaux	1 292	1 355	686	(63) (4,6)%
Services de soutien généraux	209	111	(14)	98 n.s.
Bénéfice net	5 492 \$	4 757 \$	3 437 \$	735 \$ 15,5 %
Données financières sommaires				
Bénéfice par action – de base	4,24 \$	3,65 \$	2,61 \$	0,59 \$ 16,2 %
Bénéfice par action – dilué	4,19 \$	3,59 \$	2,57 \$	0,60 \$ 16,7 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ⁽¹⁾	24,6 %	23,5 %	18,0 %	n.s. 110 p.b.
Rendement du capital de risque ⁽²⁾	37,4 %	36,7 %	29,3 %	n.s. 70 p.b.
Marge nette d'intérêt ⁽³⁾	1,30 %	1,35 %	1,53 %	n.s. n.s.
Ratios de capital ⁽⁴⁾				
Ratio du capital de première catégorie	9,4 %	9,6 %	9,6 %	n.s. (20)p.b.
Ratio du capital total	11,5 %	11,9 %	13,1 %	n.s. (40)p.b.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements				
Total de l'actif	600 346 \$	536 780 \$	469 521 \$	63 566 \$ 11,8 %
Valeurs mobilières	178 255	184 869	160 495	(6 614) (3,6)%
Prêts de détail	169 462	151 050	140 239	18 412 12,2 %
Prêts de gros	69 967	58 889	51 675	11 078 18,8 %
Dépôts	365 205	343 523	306 860	21 682 6,3 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ⁽¹⁾	22 000	19 900	18 600	2 100 10,6 %
Moyenne du capital de risque ⁽²⁾	14 450	12 750	11 450	1 700 13,3 %
Actif ajusté en fonction des risques ⁽⁴⁾	247 635	223 709	197 004	23 926 10,7 %
Biens sous gestion	161 500	143 100	118 800	18 400 12,9 %
Biens administrés – RBC	548 200	525 800	1 778 200	22 400 4,3 %
– RBC Dexia IS ⁽⁵⁾	2 713 100	2 421 100	–	292 000 12,1 %
Information sur les actions ordinaires				
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 273 185	1 279 956	1 283 433	(6 771) (0,5)%
– moyenne (diluée)	1 289 314	1 299 785	1 304 680	(10 471) (0,8)%
– à la fin	1 276 260	1 280 890	1 293 502	(4 630) (0,4)%
Dividendes déclarés par action	1,82 \$	1,44 \$	1,18 \$	0,38 \$ 26,4 %
Rendement de l'action	3,3 %	3,1 %	3,2 %	n.s. 20 p.b.
Cours de l'action (RY sur TSX) – à la clôture, à la fin	56,04 \$	49,80 \$	41,67 \$	6,24 \$ 12,5 %
Capitalisation boursière (TSX)	71 522	63 788	53 894	7 734 12,1 %
Renseignements opérationnels				
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	65 045	60 858	60 012	4 187 6,9 %
Nombre de succursales	1 541	1 443	1 419	98 6,8 %
Guichets automatiques bancaires	4 419	4 232	4 277	187 4,4 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période ⁽⁶⁾	0,915 \$	0,883 \$	0,824 \$	0,03 \$ 4 %
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	1,059	0,890	0,847	0,17 19 %

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période.

(2) Les moyennes sont calculées selon des méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures financières et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée sur la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée au moyen de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Calculé en fonction des lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(5) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise au 30 septembre 2007. Le montant pour 2006 a été retraité pour refléter le montant déclaré par RBC Dexia IS puisque nous n'avions présenté antérieurement que le montant des actifs sous garde ayant trait à notre coentreprise.

(6) Les moyennes sont calculées en fonction des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

n.s. : non significatif

Nous avons déclaré un bénéfice net record de 5 492 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, en hausse de 764 millions, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 4,19 \$, en hausse de 17 % comparativement à l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres s'est élevé à 24,6 %, par rapport à 23,5 % à l'exercice précédent. Le ratio du capital de première catégorie s'est chiffré à 9,4 %, en baisse de 20 points de base (p.b.) par rapport à 9,6 % à l'exercice précédent, et notre ratio du capital total s'est chiffré à 11,5 %, en baisse de 40 points de base comparativement à 11,9 % à l'exercice précédent.

Mise en œuvre de nos initiatives

Au cours de l'exercice, nous avons continué de diversifier nos produits et services, nos marchés et nos secteurs géographiques, de manière à générer une croissance du bénéfice élevée et stable. Nous avons continué de renforcer nos capacités de distribution et d'accroître les taux de satisfaction et de fidélisation de la clientèle, tout en cherchant à fournir aux actionnaires un rendement total se situant dans le quartile supérieur par rapport à notre groupe d'entreprises homologues en Amérique du Nord.

Au Canada, nous avons continué à renforcer notre position de chef de file dans la plupart des principales catégories de produits, grâce à la qualité accrue et à l'expansion de nos gammes de produits et services, ainsi qu'à l'élargissement de notre réseau de distribution, de manière à mieux servir nos clients. Nous sommes demeurés le chef de file dans le secteur canadien des fonds communs de placement en ce qui concerne les ventes nettes de fonds communs de placement à long terme et la plupart de nos activités sur les marchés financiers. Nous avons également renforcé notre position de chef de file dans la plupart des catégories de produits, notamment les prêts hypothécaires, les prêts sur cartes de crédit, les prêts aux entreprises et les dépôts d'entreprises. Dans le cadre de nos initiatives visant à répondre aux besoins des clients et à établir des relations durables avec ces derniers, nous avons élargi nos capacités de distribution en ouvrant de nouvelles succursales, des bureaux d'assurance et des guichets automatiques bancaires, particulièrement dans les marchés à forte croissance, et nous avons modernisé nos succursales. Nous avons lancé de nouveaux produits innovateurs, notamment le compte Épargne @ intérêt élevé et des fonds communs de placement socialement responsables. Nous avons également continué à rationaliser nos processus de vente et de prêts et nos services de soutien, afin que nos clients puissent plus aisément faire affaire avec nous. Notre marque de confiance et notre position de chef de file en ce qui concerne la plupart des principales catégories de produits au Canada ont continué de nous fournir les assises et les ressources nécessaires à notre expansion à l'échelle internationale.

Aux États-Unis, nous avons continué à accroître les activités et la capacité de tous nos principaux secteurs grâce à une combinaison de croissance interne et d'acquisitions stratégiques. Afin d'assurer la croissance stratégique de nos services bancaires dans les marchés à forte croissance du sud-est des États-Unis, nous avons procédé à l'acquisition de Flag Financial Corporation, une société établie à Atlanta, et de 39 succursales de AmSouth Bank en Alabama. Ces acquisitions, conjuguées à l'ouverture de nouvelles succursales, nous ont permis d'accroître considérablement nos services bancaires dans le sud-est des États-Unis. Nous avons également annoncé la conclusion d'une entente (1) aux fins de l'acquisition de Alabama National BanCorporation, société mère de 10 banques filiales et autres entreprises du même groupe en Alabama, en Floride et en Géorgie. Cette acquisition se traduira par l'ajout de 103 succursales à notre réseau et renforcera nos capacités de distribution dans le secteur de détail, et elle portera à plus de 450 le nombre de nos succursales sur les marchés à forte croissance du sud-est des États-Unis. Nous avons également élargi nos services de banque d'investissement et de gestion de patrimoine aux États-Unis. Nous avons aussi conclu l'acquisition de Carlin Financial Group, une société qui fournit à nos clients la plateforme d'exécution des opérations sur titres la meilleure de sa catégorie en Amérique du Nord. Nous avons aussi conclu l'acquisition de Daniels & Associates, L.P., une société de services-conseils en matière de fusions et d'acquisitions dans les secteurs des télécommunications, des médias et des divertissements, et de la technologie. Par ailleurs, nous avons acquis Seasongood & Mayer, LLC, afin de renforcer notre position de chef de file en matière de financement municipal aux États-Unis. Nous avons aussi acquis J.B. Hanauer & Co. afin d'accroître nos capacités au chapitre des services de placements à revenu fixe et de gestion de patrimoine au New Jersey, en Floride et en Pennsylvanie.

À l'échelle internationale, nous avons stratégiquement élargi notre réseau de distribution ainsi que nos gammes de produits et services dans les marchés et régions à forte croissance. Au cours de l'exercice, nous avons annoncé que nous comptions acquérir RBTT Financial Group (RBTT) afin d'accroître nos services bancaires dans les Antilles. Cette acquisition devrait être conclue au milieu de 2008 (1), et elle donnera lieu à la création de l'un des plus importants réseaux de services bancaires de détail dans les Antilles, lequel regroupera des succursales réparties entre 18 pays et territoires. Nous avons aussi annoncé notre intention d'acquérir une participation de 50 % dans Fidelity Merchant Bank & Trust Limited, la filiale bahamienne en propriété exclusive de Fidelity Bank & Trust International Limited, afin de former une coentreprise qui portera le nom de Royal Fidelity Merchant Bank & Trust Limited (1). Cette acquisition à venir devrait se conclure au premier trimestre de 2008 et devrait nous permettre d'étendre nos activités croissantes liées aux services financiers dans les Antilles et de pénétrer plus facilement le secteur en pleine croissance des services bancaires d'investissement et des services-conseils aux grandes entreprises dans cette région.

Accord de Bâle II

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007, nous avons mis en œuvre l'accord de Bâle II (*The International Convergence of Capital Measurement and Capital Standards : A Revised Framework – Comprehensive Version*, datant de juin 2006. Cet accord permet de mieux aligner les exigences en matière de fonds propres réglementaires et le profil de risque sous-jacent et les pratiques internes des institutions financières en matière de gestion du risque, par rapport à l'accord de Bâle I. Il vise aussi à s'assurer que nous disposons de suffisamment de fonds propres pour soutenir les risques avec lesquels nous devons composer. Pour plus de détails concernant l'incidence de l'accord de Bâle II sur la gestion du capital et l'évaluation des risques, se reporter aux rubriques Gestion du capital et Gestion du risque.

Examen de la conjoncture économique et des marchés en 2007

En 2007, le taux de croissance estimatif de l'économie canadienne s'est élevé à 2,6 %, légèrement en déçà du taux de 2,7 % que nous avions prévu il y a un an, et la demande intérieure est demeurée le principal inducteur de la croissance économique. La forte croissance économique enregistrée au début de l'année, qui reflète principalement les dépenses de consommation élevées et les solides conditions du marché du travail, les investissements élevés effectués par les entreprises, les termes de l'échange favorables ainsi que les importantes activités sur le marché de l'habitation, a diminué légèrement au deuxième semestre. Cela tient principalement à la baisse de la demande aux États-Unis et au resserrement des conditions de crédit découlant des préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis. Bien que la croissance des prêts à la consommation et des prêts aux entreprises soit demeurée dans l'ensemble solide, la qualité du crédit a diminué légèrement au cours de l'exercice, un retour aux moyennes historiques s'étant produit. La Banque du Canada a haussé le taux de financement à un jour de 25 points de base en juillet et l'a porté à 4,5 %; elle a maintenu ce taux en septembre et en octobre, en raison du resserrement des conditions de crédit découlant des préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis, ainsi que de l'appréciation considérable du dollar canadien, laquelle a eu une incidence défavorable sur les exportations nettes. Afin d'atténuer les inquiétudes relativement au manque de liquidités et de soutenir le fonctionnement efficace du système financier canadien, la Banque du Canada a injecté des liquidités dans les marchés financiers à quelques reprises au cours du deuxième semestre.

Le taux de croissance estimatif de l'économie américaine s'est élevé à 2 %, soit un taux inférieur au taux de 2,6 % prévu en 2006. Ce résultat tient principalement aux préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis. La forte croissance de l'économie enregistrée au milieu de l'année, qui découle essentiellement du maintien des investissements sur les marchés autres que le marché résidentiel, de la forte croissance des exportations et des dépenses de consommation qui sont demeurées élevées, a ralenti au deuxième semestre. La baisse de la croissance économique est en grande partie imputable au ralentissement des investissements sur le marché résidentiel, à la correction continue du marché de l'habitation, au resserrement des conditions de crédit et à la hausse des coûts de financement découlant des préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis, ainsi qu'à une réévaluation générale du risque dans de nombreux marchés.

(1) Ces acquisitions sont assujetties aux conditions de clôture habituelles, notamment les approbations par les organismes de réglementation et par les actionnaires.

Les prêts à la consommation et les prêts aux entreprises, à l'exception des prêts hypothécaires, ont augmenté au cours des derniers mois, mais d'aucuns craignent que l'intensification de la correction du marché de l'habitation pourrait éventuellement nuire aux activités de prêts. La qualité du crédit a diminué, particulièrement en ce qui concerne les produits de crédit présentant des risques élevés et les prêts hypothécaires résidentiels. Afin d'atténuer les inquiétudes grandissantes concernant les liquidités et de réduire la volatilité des marchés financiers américains imputable au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis, la Réserve fédérale américaine a injecté des liquidités importantes dans les marchés financiers à partir du mois d'août. Elle a également réduit le taux des fonds fédéraux de 50 points de base en septembre et de 25 points de base en octobre, le portant à 4,5 %, afin de favoriser la croissance économique, d'empêcher un ralentissement économique important et de calmer les inquiétudes concernant les liquidités.

La croissance des autres économies mondiales est demeurée solide au cours de l'exercice. Bien que les banques centrales au Royaume-Uni, dans la zone euro et au Japon aient, au début de l'exercice, fait savoir qu'elles comptaient hausser davantage leurs taux d'intérêt afin de maîtriser les pressions inflationnistes, elles ont décidé de ne pas procéder à un resserrement de leurs politiques monétaires pour le moment afin d'éviter un ralentissement économique, en raison de la volatilité des marchés financiers découlant des préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis.

Les marchés financiers mondiaux ont affiché des conditions variables au cours de l'exercice, par rapport à nos perspectives favorables en 2006, en raison principalement des préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis. La plupart des principaux marchés boursiers ont atteint des plafonds records en juin et en juillet et ont ensuite reculé, tout comme les marchés de la dette, à l'exception des obligations d'État, en raison surtout des retombées des difficultés sur le marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis. Les activités de montage de prêts et de titres de participation, qui étaient élevées au début de l'exercice, ont diminué en raison des prix moins favorables et du resserrement des liquidités. Les activités de fusion et d'acquisition sont demeurées élevées pendant la majeure partie de l'exercice.

Rendement par rapport aux objectifs établis pour 2007 Tableau 2

	Objectifs pour 2007	Rendement pour 2007
Croissance du bénéfice dilué par action	10 %+	17 %
Lever d'exploitation défini ⁽¹⁾	>3 %	2,6 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20 %+	24,6 %
Ratio du capital de première catégorie ⁽²⁾	8 %+	9,4 %
Ratio de distribution	40 %–50 %	43 %

- (1) Notre lever d'exploitation défini représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Les revenus sont présentés en fonction de la majoration au montant imposable équivalent, compte non tenu des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées, des ajustements comptables liés aux nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et des revenus liés aux activités d'Assurance mondiale. Les frais autres que d'intérêt ne comprennent pas les frais liés aux activités d'Assurance mondiale. Ce levier constitue une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, il y a lieu de se reporter à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Calculé selon les directives publiées par le BSIF.

Objectifs pour l'exercice 2007

La croissance du bénéfice dilué par action, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le ratio de distribution se comparent favorablement à nos objectifs annuels, et ils reflètent le rendement solide affiché par la plupart de nos secteurs d'exploitation. Nous avons également haussé notre dividende de 0,38 \$, ou 26 %, en 2007. Notre levier d'exploitation défini s'est situé en deçà de notre objectif annuel, résultat qui s'explique par la hausse des coûts à l'appui de la croissance de nos activités et par les investissements à l'appui de nos initiatives visant notre croissance future, y compris les acquisitions. Notre situation de capital demeure solide, le ratio du capital de première catégorie étant considérablement plus élevé que notre objectif cible.

Objectif à moyen terme

Notre objectif à moyen terme vise à fournir aux actionnaires un rendement total se situant dans le quartile supérieur (1) par rapport à notre groupe d'entreprises homologues au Canada et aux États-Unis. Cet objectif nous permet de nous concentrer davantage sur notre priorité visant à maximiser la valeur pour les actionnaires et il nous force à tenir compte de notre rendement actuel et de nos investissements dans des entreprises générant des rendements plus élevés qui nous procureront un avantage concurrentiel durable et une croissance du bénéfice stable.

La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur trois ans (2) se chiffre à 25 %, soit un résultat qui se situe dans le quartile supérieur par rapport à notre groupe d'entreprises homologues et qui se compare favorablement à la moyenne annuelle sur trois ans de 8 % obtenue par ce groupe. Notre rendement reflète nos solides résultats financiers, y compris nos rendements sur les investissements effectués dans nos secteurs d'exploitation, ainsi que notre gestion efficace des risques et du capital, qui nous a permis d'atteindre la plupart de nos objectifs annuels au chapitre du bénéfice et des ratios de capital au cours des trois derniers exercices.

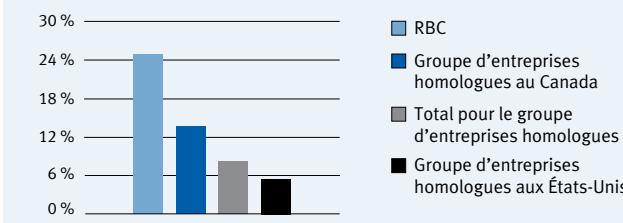
La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur cinq ans (2) se chiffre à 19 %, soit un résultat qui se situe dans le deuxième quartile par rapport à notre groupe d'entreprises homologues et qui se compare favorablement à la moyenne annuelle sur cinq ans de 14 % obtenue par ce groupe.

Les dividendes versés au cours de la période de trois ans ont augmenté à un taux composé annuel moyen de 22 %.

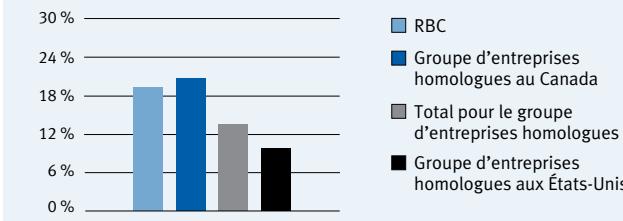
(1) Comparativement au rendement total pour les actionnaires de 7 grandes institutions financières canadiennes (Société Financière Manuvie, La Banque de Nouvelle-Écosse, La Banque Toronto-Dominion, Banque de Montréal, Financière Sun Life inc., Banque Canadienne Impériale de Commerce et Banque Nationale du Canada) et de 13 institutions financières américaines (Bank of America Corporation, JP Morgan Chase & Co., Wells Fargo & Company, Wachovia Corporation, US Bancorp, SunTrust Banks, Inc., The Bank of New York Mellon Corporation, BB&T Corporation, Fifth Third Bancorp, National City Corporation, The PNC Financial Services Group, Inc., KeyCorp et Northern Trust Corporation).

(2) La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur trois ans est calculée en fonction de la somme de la plus-value et du revenu de dividendes réinvesti pour la période allant du 31 octobre 2004 au 31 octobre 2007. La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur cinq ans est calculée pour la période allant du 31 octobre 2002 au 31 octobre 2007.

Moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur trois ans (devise du pays) (1)



Moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur cinq ans (devise du pays) (1)



- (1) En dollars canadiens dans le cas des institutions financières canadiennes et en dollars américains dans le cas des institutions financières américaines.

Perspectives économiques

On prévoit que la croissance de l'économie canadienne ralentira, car la vigueur du dollar canadien et le piétinement de l'économie américaine devraient freiner la croissance des exportations. Néanmoins, le maintien de termes d'échange favorables devrait favoriser l'augmentation des revenus, laquelle stimulera les dépenses des entreprises ainsi que les dépenses de consommation. Nous nous attendons à ce que la Banque du Canada réduise ses taux d'intérêt de 50 points de base d'ici le début de 2008, en raison de l'intensification des contraintes du secteur du commerce et à ce qu'elle hausse les taux d'intérêt plus tard en 2008, moment auquel la volatilité des marchés financiers devrait disparaître. Nous nous attendons au maintien de la solidité du dollar canadien par rapport au dollar américain jusqu'au début de 2008, en raison des prix élevés des marchandises, de la forte croissance de l'économie mondiale et de la faiblesse générale du dollar américain. Nous prévoyons un taux de croissance de l'économie canadienne de 2,2 % en 2008, en raison de la faible croissance aux États-Unis, de la solidité du dollar canadien et du resserrement des conditions de crédit.

Nous prévoyons que les marchés financiers aux États-Unis demeureront volatils jusqu'au début de 2008, car les investisseurs et les prêteurs continueront d'agir avec prudence et d'avoir de l'aversion pour le risque en raison du repli du marché de l'habitation. La croissance de l'économie américaine devrait s'accélérer vers la fin de 2008, principalement en raison des investissements accrus des entreprises, de la croissance élevée des exportations découlant de la faiblesse relative du dollar américain et du maintien des dépenses de consommation qui reflètent le niveau élevé du revenu disponible des particuliers et les solides bilans des ménages liés à la faiblesse des taux d'intérêt, ainsi que de la baisse de la volatilité sur les marchés financiers et de la correction du marché de l'habitation. Nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale américaine réduise le taux des fonds fédéraux de 75 points de base supplémentaires d'ici le début de 2008 afin de restreindre les risques de perte liés aux turbulences sur les marchés financiers et à ce qu'elle hausse ce taux au deuxième semestre de 2008, moment auquel une reprise de la croissance économique est prévue. Nous prévoyons un taux de croissance de l'économie américaine de 2,2 % en 2008, en raison de l'amélioration prévue de la conjoncture vers la fin de l'année.

Nous prévoyons une croissance modeste des autres économies mondiales en 2008 et nous nous attendons à ce que la Chine et les autres économies naissantes en Asie affichent les taux de croissance les plus élevés. La croissance économique au Japon et dans la zone euro devrait ralentir légèrement en raison de la faible baisse des investissements découlant du resserrement des conditions de crédit et de la faible croissance aux États-Unis, mais le maintien des dépenses des entreprises et des ménages devrait continuer de soutenir cette croissance.

Perspectives commerciales

Nous nous attendons à une croissance moindre des prêts à la consommation en 2008, en raison du resserrement des conditions de crédit, mais la demande intérieure croissante et l'expansion du marché du travail devraient continuer de soutenir cette croissance. L'introduction de nouveaux produits hypothécaires au Canada découlant de la libéralisation du marché de l'assurance hypothécaire devrait également continuer à soutenir la croissance des activités de prêts. Nous nous attendons à ce que les prêts aux entreprises demeurent élevés, en raison du maintien des dépenses d'investissement. La qualité du crédit devrait diminuer légèrement, mais

nous prévoyons que la qualité du crédit des portefeuilles de prêts à la consommation et de prêts aux entreprises demeurerà élevée d'un point de vue historique et que la dotation aux provisions sur créances augmentera, en raison principalement de la légère hausse des taux de défaillance, de la croissance des portefeuilles et des recouvrements à la baisse.

Les conditions sur les marchés financiers devraient s'améliorer par rapport au contexte difficile qui a régné au deuxième semestre de 2007 en raison des préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis. Les inquiétudes concernant les liquidités devraient également s'atténuer au fur et à mesure que les marchés financiers mondiaux se stabiliseront et qu'un retour à des niveaux d'activité plus normaux se produira. Nous prévoyons une remontée des activités affichant un rendement inférieur en raison de l'affaiblissement des tensions sur les marchés financiers.

Objectifs de 2008

Notre principal objectif financier demeure la production d'un rendement total pour les actionnaires se situant dans le quartile supérieur par rapport à notre groupe d'entreprises homologues en Amérique du Nord. Pour atteindre cet objectif à moyen terme, nous devons nous concentrer à la fois sur notre performance et sur nos placements prudents dans des activités générant des rendements supérieurs qui se traduiront par un avantage concurrentiel et par une croissance stable du bénéfice dans l'avenir.

Objectifs de 2008

Tableau 3

Croissance du bénéfice dilué par action	7 %–10 %
Levier d'exploitation défini (1)	>3 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20 %+
Ratio de capital de première catégorie (2)	8 %+
Ratio de distribution	40 %–50 %

- (1) Le levier d'exploitation défini constitue une mesure hors PCGR et il correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Se reporter à la rubrique intitulée Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse et un rapprochement.
- (2) Calculé en fonction des lignes directrices du BSIF formulées conformément à l'accord de Bâle II, lequel modifie la méthode utilisée pour calculer l'actif ajusté en fonction des risques et le capital réglementaire.

Nous avons établi nos objectifs financiers pour 2008 en fonction de nos trois objectifs stratégiques et de nos perspectives économiques et commerciales, tels qu'ils sont énoncés dans la présente rubrique. Nous avons maintenu nos objectifs aux chapitres de notre levier d'exploitation défini, de notre rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, de notre ratio du capital de première catégorie et de notre ratio de distribution, lesquels reflètent notre engagement continu envers une croissance élevée des revenus et la limitation des coûts, ainsi que notre gestion saine et efficace des sources de financement. Pour 2008, nous avons comme objectifs de réaliser une croissance du bénéfice dilué par action de 7 % à 10 %. Nos objectifs tiennent compte de l'effet de dilution des acquisitions à venir d'ANB et de RBTT, lesquelles seront financées en partie au moyen de l'émission d'actions ordinaires, ainsi que des coûts d'intégration connexes.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Conventions comptables critiques et estimations

Mise en application des conventions comptables critiques et estimations
 Nos principales conventions et estimations comptables sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés. Certaines de ces conventions, ainsi que des estimations faites par la direction aux fins de l'application desdites conventions, constituent des conventions comptables critiques, car elles font en sorte que nous sommes tenus d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines, et il est probable que des montants considérablement différents seront présentés dans des conditions différentes ou selon des hypothèses différentes. Nos conventions comptables critiques et nos estimations visent la provision pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, la perte de valeur durable des titres disponibles à la vente et des titres détenus jusqu'à l'échéance, les opérations de titrisation, les entités à détenteurs de droits variables, les régimes de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite ainsi que les impôts sur les bénéfices. Nos conventions comptables critiques et nos estimations ont été examinées et approuvées par notre

Comité de vérification, en collaboration avec la direction, dans le cadre du processus d'examen et d'approbation de nos principales conventions comptables et estimations.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances reflète l'estimation de la direction en ce qui a trait aux pertes sur créances du portefeuille qui ont été établies, ainsi qu'aux pertes qui ont été subies mais qui n'avaient pas encore été établies à la date du bilan. La provision est constituée de manière à couvrir le portefeuille de prêts, y compris les prêts, les acceptations, les lettres de crédit et garanties, ainsi que les engagements non provisionnés. La provision pour pertes sur créances se compose de la provision spécifique et de la provision générale. La provision spécifique fait l'objet de calculs basés sur l'établissement et la détermination, par la direction, des pertes liées aux prêts douteux. Le calcul de la provision générale, qui a lieu chaque trimestre, se fonde sur l'évaluation par la direction des pertes probables liées au reste du portefeuille.

Le processus qui sert à calculer les provisions consiste notamment à effectuer des évaluations quantitatives et qualitatives au moyen d'informations actuelles et historiques sur les créances. Notre portefeuille de prêts fait l'objet d'un examen continu, de manière à déterminer si certains prêts devraient être classés à titre de prêts douteux et s'il y a lieu de constituer une provision ou de procéder à une radiation. Le processus nécessite forcément la formulation de certaines hypothèses et de certains jugements, y compris : i) l'évaluation du classement des prêts à titre de prêts douteux ou des cotes de crédit liées aux prêts; ii) l'estimation des flux de trésorerie et de la valeur des biens affectés en garantie; iii) l'établissement de taux de défaillance et de pertes basés sur les données historiques et sur les données de l'industrie; iv) l'ajustement des taux de perte et des paramètres de risques en fonction de la pertinence de l'expérience en matière de taux de perte, compte tenu des changements apportés aux stratégies, aux processus et aux politiques en matière de crédit; v) l'évaluation de la qualité actuelle du crédit du portefeuille selon les tendances en matière de qualité du crédit ayant trait aux prêts douteux, aux radiations et aux recouvrements, ainsi qu'aux caractéristiques et à la composition du portefeuille; vi) l'établissement de la position actuelle relativement au cycle économique et au cycle de crédit. Des modifications de ces hypothèses ou le recours à d'autres jugements raisonnables pourraient avoir une incidence importante sur le niveau de la provision et, par conséquent, sur notre bénéfice net.

Provisions spécifiques

Les provisions spécifiques servent à couvrir les pertes estimatives sur les prêts douteux liés aux secteurs de détail et de gros. Un prêt est considéré comme douteux lorsque la direction juge qu'il n'y a plus aucune assurance raisonnable que tous les paiements d'intérêts et de capital seront effectués conformément au contrat de prêt.

En ce qui concerne les portefeuilles du secteur de gros (y compris les prêts aux petites entreprises gérés individuellement), qui font l'objet d'une surveillance régulière, un prêt est classé comme un prêt douteux selon notre évaluation de la situation financière générale de l'emprunteur, de ses ressources disponibles et de sa propension à effectuer les paiements lorsqu'ils deviennent exigibles. Les provisions spécifiques sont établies pour chaque compte individuel classé comme douteux, selon le jugement de la direction quant à la réalisation des flux de trésorerie futurs, y compris les montants que l'on peut raisonnablement s'attendre à recevoir de l'emprunteur ou de garants financièrement responsables, ou par suite de la réalisation d'une sûreté réelle. Les coûts de recouvrement estimatifs sont déduits des montants que l'on s'attend à recouvrer, et ces montants sont actualisés au taux d'intérêt effectif de l'obligation.

Dans le cas des portefeuilles du secteur de détail gérés collectivement, y compris les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts aux particuliers et les prêts aux petites entreprises, un prêt est classé comme un prêt douteux lorsqu'il est en souffrance depuis 90 jours, soit la période de défaillance généralement prévue par le contrat. L'estimation des provisions spécifiques liées à ces comptes se fonde sur une formule qui consiste à appliquer un ratio de radiations nettes propre à un produit aux montants des prêts douteux connexes. Le ratio de radiations nettes se base sur les taux de perte historiques, ajustés pour tenir compte du jugement de la direction quant aux tendances récentes en matière de qualité du crédit, des caractéristiques et de la composition du portefeuille, ainsi que des conditions économiques et de marché. Les soldes de prêts sur cartes de crédit sont radiés directement lorsque les paiements sont en souffrance depuis 180 jours. Les prêts aux particuliers sont généralement radiés lorsque les paiements sont en souffrance depuis 150 jours.

Provision générale

La provision générale sert à couvrir les pertes sur créances estimatives liées au portefeuille de prêts qui n'ont pas encore été précisément désignés comme douteux. L'estimation de ces pertes se fonde sur un certain nombre d'hypothèses, notamment i) le niveau des prêts douteux non désignés, compte tenu des conditions économiques et de marché actuelles; ii) le moment auquel les pertes sont réalisées; iii) le risque brut d'une facilité de crédit en cas de défaillance; iv) la gravité des pertes. Afin de déterminer le niveau approprié de la provision générale, la direction a d'abord recours à divers modèles statistiques axés sur les taux de perte historiques et sur des paramètres de risques, de manière à estimer une fourchette de pertes probables au cours d'un cycle économique. La direction tient ensuite compte des modifications apportées aux processus d'octroi de crédit, y compris la souscription, l'établissement des limites et le processus lié aux comptes problèmes, afin d'ajuster l'expérience en matière de pertes pour qu'elle reflète davantage l'environnement actuel. Par ailleurs, l'information sur le crédit, y compris la composition du portefeuille, les tendances en matière de qualité du crédit ainsi que les informations propres à l'économie et au marché, est évaluée pour déterminer le niveau approprié de la provision.

Dans le cas des prêts hétérogènes (prêts du secteur de gros incluant les prêts aux petites entreprises gérés individuellement), la provision générale est fondée sur l'application de la probabilité de défaillance

estimative, sur le risque brut auquel nous sommes exposés en cas de défaillance et sur les facteurs de perte, en fonction des pertes historiques selon le type et la cote du prêt. Ces paramètres se fondent sur les taux de perte historiques (évolution des défaillances, gravité des pertes et risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance). Ils sont étayés par des études au sein de l'industrie, et ils sont mis à jour régulièrement. Cette démarche nous permet de générer une fourchette de pertes probables au cours d'un cycle économique. L'un des principaux facteurs relatifs au jugement qui influe sur l'estimation des pertes de ce portefeuille est l'application du cadre interne d'établissement de cotes de crédit, lequel se base sur nos évaluations quantitatives et qualitatives de la situation financière de l'emprunteur afin d'y attribuer une cote de crédit interne semblable à celles utilisées par les agences de notation externes. Toute modification importante des paramètres ou des hypothèses dont il est fait mention ci-dessus aura une incidence sur la fourchette de pertes sur créances probables et pourrait par le fait même influer sur le niveau de la provision générale.

En ce qui concerne les prêts homogènes (prêts du secteur de détail), y compris les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts sur cartes de crédit ainsi que les prêts aux particuliers et aux petites entreprises qui sont gérés collectivement, le calcul de la provision générale se fonde sur l'application des taux de perte historiques. Ces taux sont appliqués aux prêts en souffrance afin de déterminer une fourchette de pertes probables au cours d'un cycle économique.

Pour déterminer le montant de la provision générale, la direction tient compte aussi des tendances actuelles en matière de qualité du crédit du portefeuille, des conditions économiques et de marché, de l'incidence des modifications des politiques et des processus, ainsi que d'autres facteurs pertinents. Par ailleurs, la provision générale comprend une composante relative aux limites liées aux modèles et au caractère imprécis des méthodes de calcul de la provision.

Toute modification fondamentale des méthodes de calcul est assujettie à un processus d'examen détaillé indépendant.

Total de la provision pour pertes sur créances

Selon les procédures dont il est fait mention ci-dessus, la direction estime que le total de la provision pour pertes sur créances, à savoir 1 572 millions de dollars, est suffisant pour absorber les pertes sur créances estimatives subies par le portefeuille de prêts au 31 octobre 2007. Ce montant inclut une tranche de 79 millions de dollars au titre de lettres de crédit, de garanties et d'engagements non provisionnés, classée dans les autres passifs. La hausse de 86 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent reflète en grande partie l'augmentation des prêts douteux.

Juste valeur des instruments financiers

Par suite de l'adoption de trois nouvelles normes comptables ayant trait aux instruments financiers le 1^{er} novembre 2006, un plus grand nombre des postes figurant dans notre bilan consolidé sont maintenant évalués à la juste valeur. Se reporter à la note 1 des Notes complémentaires pour une analyse détaillée. En vertu des nouvelles normes, tous les instruments financiers doivent être évalués à la juste valeur au moment de la constatation initiale, sauf en ce qui a trait à certaines opérations entre apparentés. L'évaluation au cours des périodes subséquentes dépend de la catégorie dans laquelle l'instrument financier a été classé, soit comme instrument détenu à des fins de transaction, instrument disponible à la vente, instrument détenu jusqu'à l'échéance, prêts et créances ou autres passifs financiers.

Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, sont évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont inscrites dans le résultat net, sauf en ce qui concerne les dérivés désignés à titre de couverture efficace des flux de trésorerie ou de couverture du risque de change d'un investissement net dans un établissement étranger autonome; les variations de la juste valeur de ces dérivés sont inscrites dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers disponibles à la vente sont également évalués à la juste valeur, et les gains et pertes non réalisés, y compris les variations des taux de change, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu, sauf en ce qui concerne les placements dans des instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente qui n'ont pas de prix cotés sur un marché actif, lesquels sont évalués au coût. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Au 31 octobre 2007, environ 276 milliards de dollars, ou 46 %, de nos actifs financiers et 205 milliards, ou 36 %, de nos passifs financiers étaient inscrits à la juste valeur (184 milliards, ou 34 %, de nos actifs financiers et 80 milliards, ou 16 %, de nos passifs financiers au 31 octobre 2006). Des renseignements sur la juste valeur de tous nos instruments financiers au 31 octobre 2007 sont présentés à la note 2 des Notes complémentaires.

Par juste valeur, on entend le montant pour lequel un instrument financier pourrait être acheté ou vendu dans le cadre d'une opération sans lien de dépendance et sans contrainte effectuée entre deux parties consentantes et averties, autre que dans le cadre d'une vente forcée ou d'une liquidation. Ce qui atteste le mieux la juste valeur des instruments, dans un

marché actif, est le cours du marché ou le cours vendeur, selon le cas. Si le cours du marché et le cours vendeur ne sont pas disponibles, nous utilisons le cours de clôture de la plus récente opération visant cet instrument, sous réserve des ajustements au titre des liquidités mentionnés ci-dessous. Si un cours du marché n'est pas disponible relativement à un instrument financier donné, nous utilisons le cours du marché d'un instrument financier doté de caractéristiques et de profils de risque semblables, ou des modèles d'évaluation internes ou externes fondés sur des facteurs du marché observables pour déterminer la juste valeur.

Un degré de subjectivité minimal est lié au calcul de la juste valeur des instruments financiers qui sont activement négociés, pour lesquels un cours du marché ou des paramètres d'entrée des modèles facilement observables sont disponibles. Toutefois, la direction doit exercer un jugement si un cours du marché ou des paramètres observables ne sont pas disponibles. La direction exerce également un jugement lorsqu'elle détermine quels ajustements de l'évaluation boursière doivent être effectués pour tenir compte des liquidités, lorsque nous estimons possible que le montant réalisé à la vente sera inférieur à la juste valeur estimative, en raison d'une liquidité insuffisante à court terme. Ces ajustements comprennent les ajustements qui sont calculés lorsque aucun cours du marché n'est observable en raison du volume insuffisant d'activités boursières ou de l'absence d'activités boursières récentes dans un marché moins actif ou inactif. De plus, des ajustements au titre des liquidités sont calculés afin de tenir compte des coûts qu'entraînerait la vente de positions dont le risque de marché est plus élevé que la normale.

La plupart de nos instruments financiers classés comme détenus à des fins de transaction autres que les dérivés et les actifs financiers classés comme disponibles à la vente comportent ou visent des titres de créance et des titres de participation activement négociés, qui sont inscrits à la juste valeur en fonction des cours du marché disponibles. Étant donné que peu de dérivés et d'instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction sont activement cotés, nous nous basons principalement sur des modèles internes d'établissement des prix ainsi que sur des modèles standards du secteur, tels que le modèle de Black et Scholes, pour déterminer la juste valeur. Pour déterminer les hypothèses qui sous-tendent nos modèles d'établissement des prix, nous nous basons principalement sur des facteurs de marché externes facilement observables tels que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que la volatilité des prix et des taux. Toutefois, pour évaluer certains dérivés, nous nous appuyons sur d'importants facteurs de marché non observables tels que les corrélations entre les

défaillances. Ces facteurs font l'objet d'un nombre considérablement plus élevé d'analyses quantitatives et de jugements par la direction. Lorsque les paramètres d'entrée ne sont pas fondés sur des données observables dans le marché, nous reportons les revenus de négociation initiaux jusqu'à ce que les montants reportés aient été réalisés par suite de la réception ou du versement d'espèces, ou lorsque les paramètres d'entrée sont observables dans le marché. Nous comptabilisons également des ajustements de la juste valeur afin de tenir compte de l'incertitude relative à l'évaluation découlant de l'incertitude caractérisant les risques et les paramètres liés au modèle lorsque nous évaluons des instruments financiers complexes ou des instruments financiers qui sont négociés moins activement. De plus amples renseignements sur nos instruments dérivés sont fournis à la note 7 des Notes complémentaires.

Le tableau ci-après illustre nos principaux actifs et passifs financiers constatés à la juste valeur aux 31 octobre 2007 et 2006, pour chaque méthode d'évaluation. Nous avons appliqué les concepts généraux contenus dans les normes comptables relatives aux instruments financiers, en vertu des PCGR du Canada, pour classer les actifs et les passifs constatés à la juste valeur en fonction des méthodes d'évaluation présentées ci-dessous.

Les instruments classés selon la méthode au cours du marché comprennent ceux dont les cours sont fournis par une Bourse, un courtier ou une maison de courtage, un groupe industriel, un service de cotation ou un organisme de réglementation, ou dont les valeurs liquidatives sont fournies par des gestionnaires de fonds communs de placement ou de fonds de couverture. Les instruments dont le cours est établi en fonction de modèles sont classés selon que ces modèles comportent d'importants paramètres observables ou non observables. Si la juste valeur n'est pas étayée par des paramètres de marché observables, et que les gains et pertes non réalisés initiaux ne sont pas permis en vertu des PCGR du Canada, l'instrument est classé selon la méthode fondée sur les modèles d'établissement des prix comportant d'importants paramètres de marché non observables.

En septembre 2006, le U.S. Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié le SFAS 157, intitulé *Fair Value Measurements*, qui comprend des lignes directrices en matière d'évaluation et en vertu duquel tous les instruments financiers évalués à la juste valeur doivent être classés selon une hiérarchie de la juste valeur. Nous n'avons pas adopté ces exigences en matière d'évaluation et d'information, pour les besoins de l'information sur le rapprochement exigée par les PCGR des États-Unis, et l'information contenue dans le tableau ci-dessous n'est pas censée correspondre à la hiérarchie susmentionnée.

Actifs et passifs inscrits à la juste valeur selon chaque méthode d'évaluation

Tableau 4

	2007					2006 (1)				
	Selon					Selon				
	Juste valeur	Cours du marché observables	Modèles d'établissement des prix comportant d'importants paramètres de marché	Modèles d'établissement des prix comportant d'importants paramètres de marché non observables	Total	Juste valeur	Cours du marché observables	Modèles d'établissement des prix comportant d'importants paramètres de marché	Modèles d'établissement des prix comportant d'importants paramètres de marché non observables	Total
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)										
Actifs financiers										
Actifs classés comme détenus à des fins de transaction autres que les dérivés (2)	129 408 \$ 65 568	82 % –	18 % 100 %	– –	100 % 100 %	147 237 \$ 37 008	87 % –	13 % 100 %	– \$ –	100 % 100 %
Dérivés (3)										
Actifs désignés comme détenus à des fins de transaction	52 580	36 %	64 %	–	100 %	S.O. S.O.	S.O. S.O.	S.O. S.O.	S.O. S.O.	S.O. S.O.
Actifs classés comme disponibles à la vente	28 811	70 %	28 %	2 %	100 %					
	276 367 \$					184 245 \$				
Passifs financiers										
Passifs classés comme détenus à des fins de transaction autres que les dérivés (2)	46 328 \$ 71 422	89 % –	11 % 99 %	– 1 %	100 % 100 %	38 252 \$ 41 728	97 % –	3 % 100 %	– \$ –	100 % 100 %
Dérivés (4)										
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction (2)	87 433	–	100 %	–	100 %	S.O. S.O.	S.O. S.O.	S.O. S.O.	S.O. S.O.	S.O. S.O.
	205 183 \$					79 980 \$				

(1) Avant l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, le 1^{er} novembre 2006, aucun actif financier et aucun passif financier n'étaient désignés comme instruments détenus à des fins de transaction, et aucun actif financier n'était classé comme disponible à la vente. Par conséquent, aucun chiffre correspondant des périodes précédentes ne s'applique.

(2) Les catégories d'instruments financiers sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés.

(3) La juste valeur exclut les dépôts de garantie obligatoires de 1 017 millions de dollars (721 millions en 2006).

(4) La juste valeur exclut les ajustements au titre des risques de marché et de crédit de 588 millions de dollars (366 millions en 2006).

2007 par rapport à 2006

Par suite de l'adoption de nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, il y a de nouvelles catégories d'instruments financiers inscrits à la juste valeur, tels que les actifs financiers et passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ainsi que les actifs financiers désignés comme disponibles à la vente, lesquels étaient

inscrits au coût non amorti avant le 1^{er} novembre 2006. De plus, tous les instruments dérivés sont maintenant inscrits à la juste valeur, alors qu'avant la date susmentionnée, seuls les instruments dérivés autres que les instruments de couverture désignés étaient inscrits à la juste valeur. Par conséquent, les chiffres correspondants de 2006 présentés dans le tableau ci-dessus ne tiennent pas compte de ces instruments financiers.

La diminution de 18 milliards de dollars des actifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction et la hausse de 8 milliards des passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction en 2007 se rapportent principalement aux titres de participation et aux obligations détenus dans le cadre de nos activités d'arbitrage sur titres et de négociation de titres à revenu fixe exercées pour notre propre compte. Dans le cours de ces activités, une compensation relative aux risques liés aux titres détenus est effectuée au moyen de la vente à découvert d'autres titres qui comportent des caractéristiques de risque semblables à celles des titres détenus en portefeuille. Les augmentations comptabilisées en 2007 au titre des actifs dérivés et des passifs dérivés, lesquelles se sont chiffrées à 29 milliards de dollars et à 30 milliards, respectivement, sont principalement liées aux contrats de change et aux contrats de taux d'intérêt. Ces augmentations s'expliquent en grande partie par la volatilité accrue, les importantes fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt ainsi que la hausse du nombre de clients et du nombre d'opérations; elles ont toutefois été contrebalancées en partie par l'affaiblissement du dollar américain par rapport au dollar canadien. Cette pratique est conforme à la stratégie que nous avons établie pour ces activités, et les augmentations en 2007 se situent à l'intérieur des limites de risque approuvées.

Le calcul de la juste valeur lorsque aucun cours du marché n'est disponible et l'établissement des ajustements de l'évaluation appropriés nécessitent l'exercice d'un jugement de la part de la direction et ils se fondent sur des recherches et des analyses quantitatives. Notre groupe de gestion des risques est chargé d'élaborer les méthodes et politiques que nous utilisons à des fins d'évaluation, et ces politiques et méthodes traitent de l'utilisation et du calcul des ajustements de l'évaluation. Ces méthodes font l'objet d'un examen continu, de manière à assurer leur caractère approprié. La surveillance qu'exerce le groupe de gestion des risques dans le cadre du processus d'évaluation vise également à s'assurer que tous les modèles d'évaluation financière importants font l'objet de contrôles rigoureux et de révisions régulières, de manière à fournir un point de vue indépendant. Au cours de l'exercice, nous n'avons pas modifié de façon considérable nos méthodes de calcul de la juste valeur, y compris celles qui servent à calculer les ajustements de l'évaluation. De plus amples renseignements sur la sensibilité des instruments financiers utilisés aux fins des activités de négociation et des activités autres que de négociation sont présentés à la rubrique Gestion du risque.

Perte de valeur durable des titres disponibles à la vente et des titres détenus jusqu'à l'échéance

Les titres susceptibles de vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance sont évalués à chaque date de clôture afin de déterminer s'ils ont subi une perte de valeur. Lorsque la juste valeur de l'un quelconque de ces titres devient inférieure à son coût non amorti, la direction doit évaluer si la perte de valeur est durable. Aux fins de cette évaluation, nous tenons compte de facteurs tels que le type de placement, le laps de temps pendant lequel la juste valeur est inférieure au coût non amorti et l'importance de cet écart, la situation financière et la situation de crédit de l'émetteur, ainsi que notre volonté et notre capacité de conserver le placement assez longtemps pour que nous puissions observer la remontée prévue de la juste valeur. La décision de comptabiliser une perte de valeur, le montant de ladite perte de valeur et la période au cours de laquelle cette perte est comptabilisée pourraient varier si l'évaluation de l'un ou plusieurs de ces facteurs faite par la direction est différente. Si la perte de valeur est durable, les variations cumulatives des justes valeurs des titres susceptibles de vente qui étaient auparavant inscrites dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclasées dans le résultat net au cours de cette période. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 1 et 3 nos états financiers consolidés.

Opérations de titrisation

Nous procédons périodiquement à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels canadiens, de créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires commerciaux en vendant ceux-ci à des structures d'accueil ou à des fiducies qui émettent des titres aux investisseurs. L'une des principales décisions comptables aux fins de la titrisation de nos prêts consiste à déterminer si la cession des prêts satisfait aux critères établis pour que ladite cession soit considérée comme une vente et, si tel est le cas, à évaluer les droits que nous avons conservés dans les prêts titrisés. La note 1 des Notes complémentaires fournit une description détaillée de la convention comptable liée aux opérations de titrisation de prêts.

Lorsque nous titrisons des prêts et que nous conservons un droit dans lesdits prêts, nous devons exercer un jugement pour déterminer si les prêts ont été isolés juridiquement. Le cas échéant, nous obtenons des avis juridiques afin d'obtenir l'assurance que les prêts cédés ont été isolés juridiquement. Dans bien des cas, nous conservons des droits dans des prêts titrisés tels que des coupons détachés, des droits de gestion ou des comptes de réserve. Lorsque aucun cours du marché n'est disponible, l'évaluation des droits conservés sur les actifs vendus se fonde sur notre

meilleure estimation de plusieurs hypothèses clés, telles que le taux de remboursement des prêts cédés, la durée moyenne pondérée des créances pouvant être prépayées, la marge excédentaire, les pertes sur créances prévues et le taux d'actualisation. La juste valeur de ces droits conservés calculée au moyen de ces hypothèses influe sur le gain ou la perte qui est constaté au titre de la vente des prêts. La note 5 des Notes complémentaires fournit des renseignements sur les volumes de titrisation de nos prêts ainsi que sur le gain ou la perte constaté à la vente, de même qu'une analyse de sensibilité des principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits que nous avons conservés.

Une autre décision comptable clé consiste à déterminer si nous sommes tenus de consolider la structure d'accueil utilisée aux fins de la titrisation et de la vente de nos prêts. Comme il est décrit à la note 6 des Notes complémentaires, nous avons conclu qu'aucune des structures d'accueil que nous utilisons pour titriser nos actifs financiers ne doit être consolidée.

Entités à détenteurs de droits variables

La Note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (NOC-15), fournit des directives sur la façon d'appliquer les principes de consolidation à certaines entités constituant des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Lorsqu'une entité constitue une EDDV, le principal bénéficiaire est tenu de consolider les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation de l'EDDV. Le principal bénéficiaire est l'entité qui, en raison des droits variables qu'elle détient, assume la majorité des pertes prévues de l'EDDV (telles qu'elles sont définies dans la NOC-15) ou reçoit la majorité des rendements résiduels prévus de cette dernière (tels qu'ils sont définis dans la NOC-15) ou les deux.

Nous avons recours à divers processus d'estimation complexes reposant sur des facteurs qualitatifs et quantitatifs pour déterminer si une entité constitue une EDDV et, le cas échéant, pour analyser et calculer les pertes prévues et les rendements résiduels prévus. Ces processus consistent notamment à estimer les flux de trésorerie et le rendement futurs de l'EDDV, à analyser la variabilité de ces flux de trésorerie et à attribuer les pertes et les rendements aux parties désignées qui détiennent des droits variables afin de déterminer le principal bénéficiaire de l'EDDV. Nous devons par ailleurs exercer un jugement important pour interpréter les dispositions de la NOC-15 et pour les appliquer à chacune de nos opérations.

La NOC-15 s'applique à un certain nombre de nos opérations, y compris les fonds multicédants que nous administrons, les EDDV de création de produits de crédit et les EDDV de financement structuré. La section Arrangements hors bilan et la note 6 des Notes complémentaires fournissent de plus amples renseignements sur les EDDV auxquelles nous avons recours.

Régimes de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

Nous offrons un certain nombre de régimes à prestations ou à cotisations déterminées qui fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite aux employés admissibles. Ces régimes comprennent les régimes de retraite agréés, les régimes de retraite complémentaires et les régimes d'assurance maladie, d'assurance soins dentaires, d'assurance invalidité et d'assurance vie. Ces régimes de retraite fournissent des prestations établies en fonction du nombre d'années de service, des cotisations et du salaire moyen à la retraite.

En raison de la nature à long terme de ces régimes, le calcul de la charge et de l'obligation au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite, ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres de créance de sociétés ayant une cote AA. La direction formule toutes les autres hypothèses, et les actuaires procèdent à leur examen annuel. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles influera sur les montants de l'obligation et de la charge au titre des prestations constituées. Les hypothèses moyennes pondérées utilisées et la sensibilité des hypothèses clés sont présentées à la note 20 des Notes complémentaires.

Impôts sur les bénéfices

La direction exerce un jugement pour estimer la charge d'impôts. Nous sommes assujettis aux lois fiscales des divers territoires où nous exerçons nos activités. Ces lois fiscales complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de la part des contribuables et des autorités fiscales visées. La charge d'impôts représente l'interprétation par la direction des lois fiscales pertinentes ainsi que son estimation de l'incidence des opérations effectuées et des événements survenus au cours de la période sur les impôts exigibles et les impôts futurs. Un actif ou un passif d'impôts futurs est déterminé pour chaque écart temporaire en fonction des taux d'imposition futurs qui devraient être en vigueur et des hypothèses de la direction quant au moment auquel la résorption de l'écart temporaire devrait avoir lieu.

Modifications futures de conventions comptables

Modifications futures de conventions comptables et présentation d'informations

PCGR du Canada

Informations à fournir concernant le capital et Instruments financiers – informations à fournir et présentation

Le 1^{er} décembre 2006, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1535, intitulé *Informations à fournir concernant le capital* (chapitre 1535); le chapitre 3862, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir* (chapitre 3862); le chapitre 3863, intitulé *Instruments financiers – présentation* (chapitre 3863). En ce qui nous concerne, ces nouvelles normes sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2007.

En vertu du chapitre 1535, les entités doivent fournir les informations suivantes : i) leurs objectifs, politiques et procédures de gestion du capital; ii) des données quantitatives sur les éléments qu'elles considèrent comme faisant partie du capital; iii) une attestation de conformité ou de non-conformité avec les exigences applicables en matière de capital; iv) une énumération des conséquences de la non-conformité, le cas échéant.

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861 du *Manuel*, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. Ainsi, les exigences en matière d'informations à fournir ont été révisées et accrues, tandis que les exigences en matière de présentation sont demeurées inchangées. Ces nouveaux chapitres mettent davantage l'accent sur les informations à fournir concernant la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et la façon dont l'entité gère ces risques.

PCGR des États-Unis

Directives relatives à la constatation des impôts

Le FASB a publié, le 13 juillet 2006, le FASB Interpretation No. 48, intitulé *Accounting for Uncertainty in Income Taxes – an interpretation of FASB*

Statement No. 109 (FIN 48) et, le 2 mai 2007, le Staff Position FIN 48-1 connexe, intitulé *Definition of Settlement in FASB Interpretation No. 48 (FSP FIN 48-1)*. Le FIN 48 et le FSP FIN 48-1 fournissent des directives supplémentaires sur la façon de constater, d'évaluer et de présenter les économies d'impôts. Le FIN 48 est entré en vigueur en ce qui nous concerne le 1^{er} novembre 2007, et nous ne nous attendons pas à ce que cette norme ait une incidence importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

Cadre d'évaluation de la juste valeur

Le 15 septembre 2006, le FASB a publié le FASB Statement No. 157, intitulé *Fair Value Measurements* (FAS 157), qui établit un cadre d'évaluation de la juste valeur en vertu des PCGR des États-Unis et s'applique aux autres prises de position en matière de comptabilité pour lesquelles la juste valeur constitue la caractéristique mesurée appropriée. Le FAS 157 exige également que davantage d'information soit fournie sur l'évaluation de la juste valeur. En ce qui nous concerne, le FAS 157 entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2008. Nous procédons actuellement à l'évaluation de l'incidence de l'adoption de cette norme sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

Option d'évaluation des actifs et des passifs financiers à la juste valeur

Le 15 février 2007, le FASB a publié le Statement No. 159, intitulé *The Fair Value Option for Financial Assets and Liabilities* (FAS 159). Le FAS 159 permet à l'entité de comptabiliser à la juste valeur certains actifs et passifs financiers et établit de nouvelles exigences concernant l'information à fournir sur les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur. En ce qui nous concerne, le FAS 159 entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2008. Nous procédons actuellement à l'évaluation de l'incidence de l'adoption de cette norme sur notre situation financière consolidée et nos résultats d'exploitation consolidés.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et des États-Unis. En outre, ces contrôles et procédures sont conçus de manière à assurer la collecte et la communication de cette information à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef des finances, afin de permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

Le 31 octobre 2007, la direction a évalué l'efficacité des contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément au Règlement 52-109 et à la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances. Au terme de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 octobre 2007.

Évaluation de la direction concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de façon à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR. La direction a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2007 et, en se fondant sur cette évaluation, elle a conclu que notre contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace. Se reporter à la page 112, à laquelle figurent le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ainsi que le rapport des comptables agréés inscrits indépendants. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

2007 par rapport à 2006

Nous avons déclaré un bénéfice net record de 5 492 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, soit un résultat en hausse de 764 millions, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 4,19 \$, en hausse de 17 % comparativement à l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres s'est élevé à 24,6 %, par rapport à 23,5 % à l'exercice précédent. Nos solides résultats tiennent principalement à la croissance rentable des volumes et des soldes liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine, aux résultats solides des activités d'Assurance mondiale, ainsi qu'aux résultats à la hausse au titre des activités de négociation de titres de participation et des opérations de change et aux importantes activités de montage de titres de participation sur les marchés financiers. Ces résultats reflètent la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant la croissance ainsi qu'une conjoncture économique et des conditions de marché généralement favorables pendant la majeure partie de l'exercice. Nos résultats à la hausse s'expliquent aussi par un gain au titre de la restructuration de Visa Inc. et de l'échange de notre participation à titre de membre dans l'Association Visa Canada contre des actions de Visa Inc. Pour une analyse détaillée sur le rendement de nos secteurs d'exploitation, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation à la page 53. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes de valeur relatives aux titres adossés à des créances avec flux groupés liés à des titres adossés à des créances mobilières et aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis, reflétant la détérioration des marchés du crédit depuis juillet 2007, par la hausse de la dotation aux provisions pour pertes sur créances découlant de la croissance des portefeuilles, par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis, ainsi que par la hausse des coûts liés à notre programme de fidélisation des clients. Les facteurs favorables ont aussi été neutralisés en partie par l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance de nos activités et par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains. Le ratio du capital de première catégorie s'est chiffré à 9,4 %, en baisse de 20 points de base par rapport à 9,6 % à l'exercice précédent, et le ratio du capital total s'est chiffré à 11,5 %, en baisse de 40 points de base comparativement à 11,9 % à l'exercice précédent.

Marché américain des prêts à risque

En octobre 2007, les marchés du crédit se sont considérablement détériorés après que des agences de notation eurent les cotes d'un grand nombre de titres adossés à des créances avec flux groupés liés à des titres adossés à des créances mobilières et de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis. Par conséquent, nous avons comptabilisé une charge de 357 millions de dollars avant impôts relativement au secteur Marchés des Capitaux, charge qui consiste en des réductions de la juste valeur de notre participation directe dans des titres adossés à des créances avec flux groupés liés à des titres adossés à des créances mobilières et des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis, ainsi que dans les swaps sur défaillance connexes.

Les placements du secteur Marchés des Capitaux dans des titres adossés à des créances avec flux groupés liés à des titres adossés à des créances mobilières et dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis sont principalement liés à notre rôle dans la structuration de tels placements, qui sont classés dans les titres détenus à des fins de transaction. Les variations non réalisées de la juste valeur de ces placements sont reflétées dans les revenus autres que d'intérêt. Nos autres placements dans de tels titres sont classés dans les titres disponibles à la vente; les variations non réalisées de la juste valeur sont généralement reflétées dans les autres éléments du résultat étendu, mais sont reflétées dans les revenus autres que d'intérêt seulement si la direction estime que leur valeur devrait être réduite (perte de valeur durable).

Au 31 octobre 2007, le secteur Marchés des Capitaux avait des placements nets de 216 millions de dollars en titres adossés à des créances avec flux groupés liés à des titres adossés à des créances mobilières à risque aux États-Unis, après la prise en compte de la protection fournie par les swaps sur défaillance. En effet, nous avons conclu des swaps sur défaillance qui nous fournissent une protection s'élevant à 240 millions de dollars, lesquels ont été comptabilisés à une juste valeur de marché de 104 millions. Nous avons conclu ces swaps avec des contreparties dont les cotes attribuées par Standard & Poor's (S&P) et Moody's Investors Service (Moody's) sont inférieures à AAA et à Aaa, respectivement. D'autres

swaps sur défaillance nous fournissent une protection additionnelle de 1 053 millions de dollars à l'égard de nos placements bruts; il s'agit de swaps garantis ou de swaps que nous avons conclus avec des contreparties dont les cotes attribuées par S&P et Moody's sont de AAA et de Aaa, respectivement.

Au 31 octobre 2007, nous avions des placements de 388 millions de dollars en titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis, lesquels étaient comptabilisés dans les titres disponibles à la vente et que nous avons l'intention de conserver jusqu'à leur échéance. Au 31 octobre 2007, le secteur Marchés des Capitaux n'avait aucun placement net en titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis, après la prise en compte de swaps sur défaillance fournissant une protection de 1 113 millions de dollars, lesquels sont des swaps garantis ou des swaps que nous avons conclus avec des contreparties dont les cotes attribuées par S&P et Moody's sont de AAA et de Aaa, respectivement.

Papier commercial canadien adossé à des créances mobilières non commandité par des banques

Au 31 octobre 2007, nous avions des placements directs de 4 millions de dollars en papier commercial canadien adossé à des créances mobilières non commandité par des banques, en vertu desquels les liquidités sont subordonnées à une désorganisation générale du marché. Nous ne sommes pas un joueur important dans ce marché, ni en tant que distributeur, ni en tant que fournisseur de liquidités.

Instruments de placement structurés

Au 31 octobre 2007, nous avions des placements directs totalisant 1 million de dollars, des facilités de liquidité consenties totalisant 140 millions et des dérivés de taux d'intérêt conclus dans le cours normal de nos activités totalisant 88 millions conclus au moyen d'instruments de placement structurés. Nos facilités de liquidité demeuraient inutilisées en date du 31 octobre 2007, et nous estimons qu'aucun de nos placements n'a subi de perte de valeur.

Incidence du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien

Les fluctuations des taux de change du dollar canadien par rapport aux autres devises influent sur la valeur de conversion de nos résultats consolidés. Le tableau ci-après illustre l'incidence de la conversion en dollars canadiens des résultats consolidés libellés en dollars américains de l'exercice considéré au taux de change en vigueur par rapport aux taux de change des périodes historiques. Nous sommes d'avis que cela permet aux lecteurs d'évaluer les résultats sous-jacents sur une base davantage comparable, compte tenu particulièrement de l'importance des variations récentes du taux de change et de l'incidence de ces variations sur nos résultats.

Les fluctuations des taux de change du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling influent également sur les résultats de certains secteurs d'exploitation. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Incidence des taux de change sur les secteurs d'exploitation.

Incidence de la conversion en dollars canadiens d'opérations libellées en dollars américains

Tableau 5

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2007 par rapport 2006	2006 par rapport 2005
Taux de change du dollar américain par rapport au dollar canadien (moyenne)		
2007	1,093 \$	\$
2006	1,132	1,132
2005		1,214
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (1)	4 %	7 %
Total des revenus (en baisse)	230 \$	425 \$
Frais autres que d'intérêt (en baisse)	139	215
Bénéfice net (en baisse)	47	123
Bénéfice par action de base (en baisse)	0,04 \$	0,10 \$
Bénéfice dilué par action (en baisse)	0,04 \$	0,09 \$

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide du cours au comptant à la fin du mois pour la période.

En 2007, le dollar canadien s'est apprécié de 4 % en moyenne par rapport à l'exercice précédent, ce qui a donné lieu à une diminution de 47 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains et à une réduction de 0,04 \$ du bénéfice dilué par action de l'exercice considéré.

Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté trois nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers publiées par l'ICCA. Selon ces normes, une plus grande partie des éléments figurant au bilan consolidé doit être évaluée à la juste valeur. Sauf en ce qui concerne les titres disponibles à la vente et les dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie ou des couvertures de l'investissement net

dans des établissements étrangers, les variations de la juste valeur des éléments visés du bilan sont inscrites dans les résultats au cours de la période où elles se produisent. Les variations de la juste valeur des titres du compte de placement et des dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie ou des couvertures de l'investissement net dans des établissements étrangers sont inscrites dans le cumul des autres éléments du résultat étendu. Les normes fournissent également de nouvelles directives sur la comptabilisation des dérivés désignés dans des relations de couverture.

Le tableau suivant illustre l'incidence générale de l'application des nouvelles normes concernant les instruments financiers sur nos états consolidés des résultats. De plus amples renseignements sur les nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers sont fournis aux notes 1 et 2 des Notes complémentaires.

Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers

Tableau 6

(en millions de dollars canadiens)	2007	Secteurs touchés de façon importante
Revenu net d'intérêt	22 \$	Services bancaires canadiens
Revenus autres que d'intérêt		
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	(160)	Services bancaires canadiens
Revenus liés aux activités de négociation	18	Marchés des Capitaux
Autres	35	Gestion de patrimoine
Autres	8	Services de soutien généraux
Total des revenus	(77)\$	
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(154)	
Bénéfice net	55	Services bancaires canadiens

Services bancaires canadiens

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons constaté une augmentation de 22 millions de dollars du revenu net d'intérêt relativement à l'application de la méthode des intérêts effectifs au portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels. De plus, nous avons comptabilisé une perte de 160 millions de dollars au poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires, relativement aux variations de la juste valeur des titres garantissant les activités d'assurances vie et maladie. Ces pertes ont été en grande partie contrebalancées par une diminution correspondante de 154 millions de dollars de certaines obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, qui sont comptabilisées au poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Marchés des Capitaux

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons constaté un gain de 18 millions de dollars dans les revenus liés aux activités de négociation, en raison de l'augmentation nette des justes valeurs des divers portefeuilles de négociation, qui étaient évalués au coût non amorti auparavant. Ce gain inclut un gain de 59 millions de dollars lié à nos passifs au titre des dépôts désignés comme détenus à des fins de transaction, qui est attribuable à l'élargissement de notre écart de taux au cours de l'exercice.

Gestion de patrimoine

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons comptabilisé un gain de change de 35 millions de dollars dans les revenus autres que d'intérêt – Autres, relativement aux dépôts ayant servi à financer certains titres susceptibles de vente libellés en devises, de manière à réduire au minimum le risque lié aux variations des taux de change. La perte de change correspondante liée aux titres disponibles à la vente a été inscrite dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Services de soutien généraux

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons constaté un gain de 8 millions de dollars. Ce gain se composait d'un gain de 32 millions de dollars comptabilisé au poste Revenus autres que d'intérêt – Autres relativement à certains billets à long terme à des fins de financement et à des débentures subordonnées qui ont été émis et désignés comme des passifs détenus à des fins de transaction, y compris un gain de 29 millions au titre de l'élargissement de notre écart de taux au cours de l'exercice. Ces montants ont été neutralisés en grande partie par des pertes à la valeur de marché de 24 millions de dollars liées principalement à la constatation de la trame inefficace des éléments couverts et des dérivés connexes en ce qui concerne les relations de couverture.

Vue générale des exercices 2006 et 2005

En 2006, nous avons dégagé un bénéfice net de 4 728 millions de dollars, en hausse de 1 341 millions, ou 40 %, par rapport à 2005. La hausse solide de notre bénéfice reflète la croissance élevée des activités dans tous nos

secteurs d'exploitation ainsi que la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance, malgré l'incidence défavorable de la solidité du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos résultats libellés en devises. Nos résultats de 2005 tiennent compte de la provision au titre du litige relatif à Enron. Nos solides résultats de 2006 s'expliquent aussi par une conjoncture économique et des conditions de crédit généralement favorables sur le marché intérieur et sur les marchés internationaux.

En 2006, l'économie canadienne a affiché un taux de croissance de 2,8 %, en raison principalement de la forte demande intérieure. Les facteurs précédents ont été contrebalancés en partie par le ralentissement des exportations et de l'activité manufacturière, dans un contexte où le dollar canadien est fort, les prix de l'énergie sont élevés tout en étant à la baisse, la demande américaine ralentit et la concurrence des marchés émergents se manifeste. L'économie américaine a affiché un taux de croissance de 2,9 %, qui s'explique par la vigueur des dépenses de consommation et des dépenses des entreprises, laquelle est attribuable à la solidité des bilans ainsi qu'à la bonne tenue du marché du travail, mais laquelle est neutralisée en partie par l'incidence différée des hausses de taux d'intérêt ainsi que des prix de l'énergie, qui sont élevés même s'ils sont à la baisse.

Au cours de 2006, la vigueur des prêts à la consommation était tributaire des conditions favorables du marché du travail ainsi que de la faiblesse relative des taux d'intérêt. Les prêts aux entreprises sont demeurés vigoureux, même s'ils ont été contrebalancés en partie par les surplus de fonds générés à l'interne disponibles pour les dépenses en immobilisations et les investissements dans les stocks. Un environnement de crédit favorable, de même que la solidité des bilans des ménages et des grandes sociétés, a continué de soutenir la qualité élevée du crédit de nos portefeuilles de prêts à la consommation et de prêts aux entreprises. Les conditions sur les marchés financiers se sont avérées généralement favorables, en raison des importantes activités de fusion et d'acquisition au Canada et du solide rendement des actions du secteur des ressources naturelles. Les activités de montage de prêts ont fléchi aux États-Unis et en Europe en 2006, notamment en raison de la hausse des taux d'intérêt et de l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien.

En 2006, nous avons relevé un certain nombre d'éléments particuliers qui ont eu une incidence négligeable sur nos résultats, car leurs conséquences respectives se sont en grande partie annulées. Nous avons obtenu un règlement favorable d'une vérification fiscale concernant des exercices antérieurs, lequel a donné lieu à une réduction de 70 millions de dollars de la charge d'impôts. Nous avons reçu 51 millions de dollars au titre de la résiliation d'un accord. Nous avons contrepassé une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale liée à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Nous avons aussi comptabilisé un gain net de 40 millions de dollars lié à l'échange de sièges à la Bourse de New York (NYSE) contre des actions de NYSE Group (NYX). Nous avons comptabilisé des charges nettes de 16 millions de dollars (charges de 19 millions après impôts, qui comprennent la radiation d'impôts reportés) au titre de la cession de nos Services aux institutions.

et aux investisseurs à la coentreprise RBC Dexia IS. Nous avons comptabilisé une charge de 61 millions de dollars (avant et après impôts) dans nos activités d'assurance au titre des sinistres nets estimatifs supplémentaires liés principalement aux dommages causés par l'ouragan Wilma survenu à la fin de 2005. De plus, nous avons effectué un ajustement de 72 millions de dollars pour augmenter le passif au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, en raison principalement des améliorations apportées aux hypothèses qui sous-tendent nos modèles.

En 2005, le bénéfice net s'est chiffré à 3 387 millions de dollars, en hausse de 584 millions, ou 21 %, par rapport à 2004. Nos solides résultats s'expliquent par la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives axées sur le service à la clientèle et par une conjoncture économique favorable, malgré l'incidence défavorable de la provision au titre du litige relatif à Enron Corp. et des charges au titre des sinistres nets liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma.

En 2005, l'économie canadienne a progressé de 3,1 % (1), grâce à la vigueur des dépenses de consommation et des dépenses des entreprises en raison de la faiblesse des taux d'intérêt, de la forte croissance de l'emploi et de la hausse des prix des maisons, même si ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence défavorable de la solidité du dollar canadien et de la hausse des prix de l'énergie. L'économie américaine a enregistré une croissance de 3,1 % (1), alimentée par de fortes dépenses de consommation sur fond de solide croissance de l'emploi et de flambée des prix des maisons, malgré la hausse des taux d'intérêt et des prix de l'énergie ainsi que l'incidence défavorable des ouragans Katrina, Rita et Wilma. Aux États-Unis, les investissements des entreprises ont été stimulés à la fois par les dépenses en immobilisations et par les investissements

dans les stocks. La qualité indéniable du crédit à la consommation a été soutenue par la solide capacité de service de la dette et par les liquidités élevées dont disposaient les ménages, tandis que la qualité du crédit aux entreprises a continué à refléter un contexte favorable au chapitre du crédit et des activités commerciales, ainsi qu'une diminution générale du nombre de défaillances et de faillites.

En 2005, nous avons pris des mesures pour réduire l'incertitude concernant les poursuites liées à Enron, y compris le règlement de notre part de la poursuite MegaClaims intentée par Enron contre RBC et un certain nombre d'institutions financières; le montant du règlement s'est élevé à 31 millions de dollars (25 millions de dollars US). Nous avons également versé un montant de 29 millions de dollars (24 millions de dollars US) relativement à une demande de règlement à l'encontre des biens en faillite d'Enron. En outre, nous avons constitué une provision de 591 millions de dollars (500 millions de dollars US) ou 326 millions après impôts (276 millions de dollars US après impôts) au titre du litige relatif à Enron. Nous avons inscrit une charge de 203 millions de dollars (173 millions de dollars US) avant et après impôts au titre des sinistres nets estimatifs liés aux dommages causés par les ouragans Katrina, Rita et Wilma. Nous avons conclu la vente de Liberty Insurance Services Corporation (LIS) à IBM Corporation (IBM) et avons conclu un accord à long terme avec IBM en vertu duquel elle se chargera de processus opérationnels clés pour l'unité américaine de RBC Assurances. Par ailleurs, nous avons conclu la vente de certains actifs de RBC Mortgage Company (RBC Mortgage) à Home123 Corporation.

(1) Reflète des données révisées de Statistique Canada et du Bureau of Economic Analysis.

Total des revenus	Tableau 7		
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Intérêts créditeurs	26 377 \$	22 204 \$	16 981 \$
Intérêts débiteurs	18 845	15 408	10 188
Revenu net d'intérêt	7 532 \$	6 796 \$	6 793 \$
Services de placement (1)	4 405 \$	3 786 \$	3 357 \$
Activités d'assurance (2)	3 152	3 348	3 270
Activités de négociation	2 261	2 574	1 594
Services bancaires (3)	2 620	2 391	2 326
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	1 217	1 024	1 026
Autres (4)	1 275	718	818
Revenus autres que d'intérêt	14 930 \$	13 841 \$	12 391 \$
Total des revenus	22 462 \$	20 637 \$	19 184 \$
Renseignements supplémentaires			
Total des revenus tirés des activités de négociation (5)			
Revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation	(390) \$	(539) \$	21 \$
Revenus autres que d'intérêt – revenus tirés des activités de négociation	2 261	2 574	1 594
Total	1 871 \$	2 035 \$	1 615 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit (5)			
Produits liés aux taux d'intérêt et produits de crédit	693 \$	1 174 \$	1 025 \$
Titres de participation	823	561	355
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	355	300	235
Total	1 871 \$	2 035 \$	1 615 \$

(1) Compriment les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et les revenus tirés des fonds communs de placement.

(2) Compriment les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés.

(3) Compriment les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.

(4) Compriment les revenus autres que d'intérêt, le gain et la perte à la vente de titres et les opérations de titrisation.

(5) Le total des revenus tirés des activités de négociation comprend les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les postes Revenu net d'intérêt et Revenus autres que d'intérêt. Le total des revenus tirés des activités de négociation comprend les revenus tirés des titres liquides et des dérivés sous-jacents.

2007 par rapport à 2006

Le total des revenus a augmenté de 1 825 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les revenus se sont accrus de 1 902 millions de dollars, ou 9 %. Cette augmentation tient principalement à la solide croissance continue des soldes et des volumes liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi qu'au gain au titre de la restructuration de Visa Inc. Elle s'explique aussi par la hausse des revenus tirés de plusieurs activités sur les marchés financiers. La forte croissance enregistrée reflète la mise en œuvre fructueuse de notre stratégie, y compris les activités d'expansion et les acquisitions, ainsi que le maintien de conditions du marché généralement favorables pendant presque tout l'exercice. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les réductions de valeur relatives aux titres adossés à des créances avec flux groupés liés à des titres adossés à des créances mobilières et aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis, à l'incidence négative du raffermissement du dollar canadien à la conversion

des revenus libellés en dollars américains et à la hausse des coûts liés à notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit. Pour un rapprochement des revenus exclusion faite des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 736 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de la forte croissance des prêts et des dépôts. La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,30 %, en baisse de 5 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrus de 619 millions de dollars, ou 16 %, résultant qui tient principalement à la croissance continue des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète le niveau élevé des ventes, l'appréciation du capital et l'embauche de conseillers chevronnés. Ce résultat à la hausse tient aussi à la croissance des services de garde et des activités de prêt de titres, laquelle s'explique par les importantes activités sur le marché et par l'augmentation des volumes de transactions effectuées dans le cadre de nos activités de courtage.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont diminué de 196 millions de dollars, ou 6 %. Compte non tenu de l'incidence des nouvelles normes comptables sur les instruments financiers, les revenus ont diminué de 36 millions de dollars, ou 1 %, comparativement à l'exercice précédent. La diminution est en grande partie imputable à la réduction des ventes de rentes aux États-Unis découlant principalement de la faiblesse relative des taux d'intérêt, ainsi qu'à la baisse des revenus tirés de nos activités de réassurance contre les catastrophes puisque nous avons entièrement cessé d'assurer de nouvelles activités au cours de l'exercice considéré. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance de nos activités de réassurance vie en Europe et des activités au Canada. Un rapprochement des revenus liés aux *activités d'assurance*, excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, est présenté à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont progressé de 229 millions de dollars, ou 10 %. Cette augmentation reflète principalement la hausse des volumes de transactions et des soldes des clients, ainsi que l'accroissement des activités de syndication de prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit qui ont été portés en réduction des revenus.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont diminué de 313 millions de dollars, ou 12 %. Le total des revenus tirés des activités de négociation s'est établi à 1 871 millions de dollars, en baisse de 164 millions, ou 8 %, comparativement à l'exercice précédent, résultat qui est en grande partie imputable aux réductions de valeur totalisant 357 millions comptabilisées relativement aux titres adossés à des créances avec flux groupés liés à des titres adossés à des créances mobilières et aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis s'inscrivant dans le cadre de nos activités de crédit structuré.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont augmenté de 193 millions de dollars, ou 19 %, résultat qui tient aux importantes activités de montage de titres de participation dans tous les secteurs géographiques et à l'amélioration des résultats liés à nos activités de fusion et d'acquisition, principalement aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des activités de montage de prêts aux États-Unis, imputable en partie au resserrement des marchés du crédit survenu au deuxième semestre de 2007 en raison des préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis.

Les *autres revenus* se sont accrus de 557 millions de dollars, ou 78 %, résultat qui tient essentiellement au gain de 326 millions au titre de la restructuration de Visa Inc. ainsi qu'aux gains liés à l'évaluation à la juste valeur des dérivés de crédit ayant servi de couverture économique de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. L'augmentation tient aussi à un ajustement favorable de 40 millions de dollars au titre de la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers provenant de nos activités d'assurance mondiale, montant qui avait soutenu nos activités de réassurance contre les catastrophes, puisque nous avons complètement abandonné ces activités au cours de l'exercice considéré, au gain de change de 35 millions sur certains dépôts découlant de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, ainsi qu'à la hausse des gains et des distributions sur les placements privés.

2006 par rapport à 2005

Le total des revenus a augmenté de 1 453 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à 2005, principalement en raison des résultats inégalés au chapitre des activités de négociation découlant de l'amélioration de la conjoncture du marché et de la solide croissance des activités bancaires et de gestion de patrimoine, résultats qui reflètent la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance et la conjoncture favorable du marché. Les importantes activités de fusion et d'acquisition ainsi que le gain net lié à l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX ont également fourni un apport à l'augmentation. Ces facteurs ont été en

partie contrebalancés par une baisse de 425 millions de dollars imputable à l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos revenus libellés en dollars américains, par la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation, ainsi que par certains éléments favorables constatés en 2005.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 3 millions de dollars. La forte croissance des prêts et des dépôts, ainsi que de l'accroissement des marges liées aux dépôts et aux produits de placement à l'intention des particuliers ont été neutralisés en grande partie par les coûts de financement liés à certaines stratégies de négociation de titres de participation ainsi que par l'incidence de l'augmentation des soldes de crédit titrisés.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrus de 429 millions de dollars, ou 13 %, essentiellement en raison de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète la vigueur des ventes nettes et l'appréciation du capital et l'inclusion des résultats d'Abacus Financial Services Group Limited. La hausse du volume de services de courtage traditionnels et autogérés a également contribué à l'augmentation.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont augmenté de 78 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète surtout la croissance de nos activités d'assurance vie au Canada et de réassurance vie en Europe. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des revenus tirés de nos activités d'assurance vie aux États-Unis, principalement imputable à la diminution des ventes de rentes, à l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos revenus libellés en dollars américains et à la baisse des revenus tirés des activités de réassurance contre les catastrophes, laquelle reflète la réduction stratégique de notre risque lié à ces activités compte tenu du fait que nous avons cessé d'assurer de nouvelles activités.

Les revenus tirés des *services bancaires* se sont accrus de 65 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de l'augmentation des frais bancaires, de la hausse des commissions de crédit liées à nos activités de banque d'investissement et de l'accroissement des revenus liés aux opérations de change en raison du volume accru d'opérations. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation des coûts liés à notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit qui ont été portés en diminution des revenus.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont progressé de 980 millions de dollars, ou 61 %. Le total des revenus tirés des activités de négociation s'est établi à 2 035 millions de dollars, soit une hausse de 420 millions, ou 26 %, comparativement à l'exercice précédent, attribuable aux résultats jamais atteints auparavant au chapitre des activités de négociation découlant de l'amélioration de la conjoncture du marché et de la croissance liée à certaines stratégies en matière de négociation des titres de participation. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des coûts de financement à l'appui de la croissance découlant de certaines stratégies en matière de négociation des titres de participation.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont diminué de 2 millions de dollars en raison de la baisse des activités de montage de titres de participation au Canada, laquelle reflète essentiellement le ralentissement des activités dans les secteurs autres que celui des ressources ainsi que la diminution des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis, en raison du contexte de hausse des taux d'intérêt. Ces facteurs ont été contrebalancés en grande partie par l'intensification des activités de fusion et d'acquisition.

Les *autres revenus* ont diminué de 100 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui tient essentiellement à de nombreux facteurs favorables comptabilisés en 2005, notamment le gain à la vente d'une demande de règlement liée à Enron, l'ajustement comptable cumulé lié à notre participation dans un placement et le gain à la vente de LIS. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la réception d'une indemnité liée à la résiliation d'un accord et par le gain net réalisé à l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX qui ont été constatés en 2006.

Tableau 8

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants en pourcentage)	2007	2006	2005
Revenu net d'intérêt	7 532 \$	6 796 \$	6 793 \$
Actif moyen (1)	581 000	502 100	445 300
Marge nette d'intérêt (2)	1,30 %	1,35 %	1,53 %

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour l'exercice.

(2) Revenu net d'intérêt, exprimé en pourcentage de l'actif moyen.

Variation du revenu net d'intérêt (1)

Tableau 9

(en millions de dollars canadiens)	2007 par rapport à 2006			2006 par rapport à 2005		
	Facteur d'augmentation (de diminution)		Variation nette	Facteur d'augmentation (de diminution)		Variation nette
	Volume moyen (2)	Taux moyen (2)		Volume moyen (2)	Taux moyen (2)	
Actif						
Dépôts à d'autres banques						
Canada	11 \$	(9)\$	2 \$	10 \$	-\$	10 \$
États-Unis	71	(50)	21	11	89	100
Autres pays	31	4	35	35	104	139
Valeurs mobilières						
Titres du compte de négociation	1 142	423	1 565	863	482	1 345
Titres disponibles à la vente (3)	(230)	141	(89)	-	-	-
Placements (3)	-	-	-	22	216	238
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	783	(160)	623	404	1 069	1 473
Prêts						
Canada						
Prêts de détail	1 025	194	1 219	697	423	1 120
Prêts de gros	-	(217)	(217)	146	(144)	2
États-Unis	348	(218)	130	108	376	484
Autres pays	778	106	884	172	140	312
Total du revenu d'intérêt	3 959 \$	214 \$	4 173 \$	2 468 \$	2 755 \$	5 223 \$
Passif						
Dépôts						
Canada	(1)\$	646 \$	645 \$	122 \$	1 178 \$	1 300 \$
États-Unis	264	281	545	238	733	971
Autres pays	1 344	528	1 872	754	737	1 491
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	386	(460)	(74)	197	493	690
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	542	(60)	482	341	421	762
Débentures subordonnées	(66)	(15)	(81)	(18)	(5)	(23)
Autres passifs portant intérêt	89	(41)	48	(115)	144	29
Total des frais d'intérêt	2 558 \$	879 \$	3 437 \$	1 519 \$	3 701 \$	5 220 \$
Revenu net d'intérêt	1 401 \$	(665)\$	736 \$	949 \$	(946)\$	3 \$

(1) Le classement géographique des actifs et passifs choisis est fondé sur le point d'inscription des actifs et des passifs en question.

(2) L'écart de volume ou de taux est attribué en fonction du pourcentage des variations de soldes et de taux par rapport au total de la variation nette du revenu net d'intérêt.

(3) Les titres disponibles à la vente sont inscrits à la juste valeur. Avant le 1^{er} novembre 2006, les titres disponibles à la vente étaient comptabilisés comme titres du compte de placement et inscrits au coût non amorti.**2007 par rapport à 2006**

La marge nette d'intérêt a diminué de 5 points de base, résultat qui reflète l'augmentation des actifs productifs générant des rendements inférieurs ou ne générant pas d'intérêt, la concurrence au chapitre des dépôts aux États-Unis, ainsi que la contrepassation d'intérêts courus découlant du nombre plus élevé de prêts douteux aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse du revenu net d'intérêt.

Le *revenu net d'intérêt* s'est accru de 736 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui tient en grande partie à la croissance élevée des prêts et des dépôts s'inscrivant dans le cadre de nos services bancaires.

Comme il est illustré dans le tableau 9, nous avons enregistré une augmentation des actifs productifs générant des rendements inférieurs ou ne générant pas d'intérêt, y compris les titres du compte de négociation et les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés, principalement à l'appui de nos activités de négociation et de nos autres activités qui génèrent des revenus autres que d'intérêt. Pour plus de détails, se reporter au tableau 58 à la rubrique Information financière supplémentaire.

2006 par rapport à 2005

La marge nette d'intérêt a diminué de 18 points de base par rapport à 2005, résultat qui reflète la baisse du revenu net d'intérêt résultant de l'augmentation des coûts de financement à l'appui de la croissance découlant de certaines stratégies en matière de négociation des titres de participation. La diminution s'explique aussi par l'augmentation des actifs productifs générant des rendements inférieurs ou ne générant pas d'intérêt, principalement à l'appui de nos activités de négociation et de nos autres activités. Cette diminution a été neutralisée en partie par la plus forte croissance des prêts et des dépôts et par l'accroissement des marges liées aux dépôts et aux produits de placement à l'intention des particuliers.

Frais autres que d'intérêt

Tableau 10

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Salaires	3 541 \$	3 192 \$	3 101 \$
Rémunération variable	2 975	2 827	2 309
Rémunération à base d'actions	194	169	169
Avantages sociaux et frais de rémunération au titre de la conservation de personnel	1 150	1 080	1 103
Ressources humaines	7 860 \$	7 268 \$	6 682 \$
Matériel	1 009	957	960
Frais d'occupation	839	792	749
Communications	723	687	632
Services professionnels et autres services externes	838	844	796
Autres charges	1 204	947	1 538
Frais autres que d'intérêt	12 473 \$	11 495 \$	11 357 \$

2007 par rapport à 2006

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 978 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts découlant de l'accroissement des niveaux d'activité, notamment ceux liés aux équipes de vente et de service supplémentaires, ainsi que la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus tirés des commissions dans le secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation tient aussi à la hausse des pertes hors exploitation et à l'accroissement des coûts liés au développement de systèmes, aux coûts supplémentaires engagés à l'appui de nos initiatives visant la croissance, y compris les acquisitions effectuées récemment, l'augmentation du nombre de nouvelles succursales et les programmes de modernisation des succursales. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains ainsi que par la diminution des frais au titre de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux, laquelle découle des résultats à la baisse enregistrés.

2006 par rapport à 2005

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 138 millions de dollars, ou 1 %, comparativement à 2005, résultat qui reflète principalement la hausse des frais au titre de la rémunération variable des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine découlant du solide rendement enregistré. La hausse des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance, y compris l'expansion des équipes de vente et l'élargissement des infrastructures de notre réseau de distribution, la hausse des coûts liés à la conception d'applications de système, la hausse des coûts liés au marketing et à la publicité ainsi que l'augmentation du nombre de succursales ont aussi contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains en raison de l'appréciation du dollar canadien. La provision liée au litige relatif à Enron et le règlement de la poursuite MegaClaims liée à la faillite d'Enron ont été comptabilisés en 2005.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Tableau 11

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Prêts hypothécaires résidentiels	13 \$	6 \$	2 \$
Prêts aux particuliers	364	306	259
Prêts sur cartes de crédit	223	163	194
Prêts aux petites entreprises (1)	34	29	27
Prêts de détail	634 \$	504 \$	482 \$
Prêts aux entreprises (2)	148	(22)	(93)
Prêts aux États souverains (3)	—	—	—
Prêts aux banques	—	—	—
Prêts de gros	148 \$	(22)\$	(93)\$
Provision spécifique	782 \$	482 \$	389 \$
Provision générale	9	(53)	66
Dotation à la provision pour pertes sur créances	791 \$	429 \$	455 \$
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,33 %	0,23 %	0,21 %

(1) Comprendent les prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

(2) Comprendent les prêts aux petites entreprises gérés individuellement.

(3) Par États souverains, on entend toutes les Administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

2007 par rapport à 2006

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui était dans un creux cyclique et tend à augmenter pour se rapprocher des moyennes historiques, s'est accru de 362 millions de dollars, ou 84 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation reflète la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts de gros et de prêts de détail, laquelle découle principalement de la croissance des portefeuilles et du nombre plus élevé de prêts douteux au sein de nos activités de financement de constructeurs résidentiels américains imputable au repli du marché de l'habitation aux États-Unis. La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations s'est accrue comparativement à l'exercice précédent, résultat qui reflète le nombre plus élevé de prêts douteux au sein de nos activités de financement de constructeurs résidentiels américains.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances liée aux prêts de détail a augmenté de 130 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation tient principalement à la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de marges de crédit non garanties aux particuliers, qui s'explique essentiellement par les taux de pertes plus élevés et par la croissance des portefeuilles.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances liée aux prêts de gros s'est accrue de 170 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation est en grande partie imputable à notre portefeuille de prêts aux entreprises principalement en raison du nombre plus élevé de prêts douteux au sein de nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, ainsi qu'à l'augmentation des radiations au Canada. L'augmentation tient également à la baisse des recouvrements au titre de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises comptabilisés au cours de l'exercice considéré.

La provision générale a augmenté de 62 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la contrepassation, à l'exercice précédent, d'une tranche de 50 millions de la provision générale liée à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. L'augmentation s'explique aussi par la hausse des provisions au titre de notre portefeuille de prêts aux constructeurs résidentiels aux États-Unis, laquelle reflète en grande partie la baisse de la qualité du crédit découlant du repli du marché de l'habitation aux États-Unis.

2006 par rapport à 2005

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 26 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à 2005. La diminution s'explique surtout par la contrepassation, en 2006, d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale liée au portefeuille de prêts aux grandes entreprises du secteur Marchés des Capitaux, laquelle découle du maintien des conditions de crédit favorables et de la qualité accrue du crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises, par l'incidence favorable du niveau plus élevé de soldes de cartes de crédit titrisés ainsi que par le maintien de la qualité élevée du crédit de notre portefeuille de prêts aux États-Unis. Les résultats en 2005 tenaient également compte d'une provision au titre de notre quote-part de 50 % de la provision liée à Solutions Moneris, Inc. (Moneris). Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux particuliers et aux petites entreprises au Canada, de même que par la baisse des recouvrements au titre de nos portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et de prêts aux exploitations agricoles.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Tableau 12

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance	1 588 \$	1 939 \$	2 103 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	585	570	522
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 173 \$	2 509 \$	2 625 \$

2007 par rapport à 2006

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 336 millions de dollars, ou 13 %, comparativement à l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et des charges liées aux ouragans comptabilisées à l'exercice précédent, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 121 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent. La diminution tient en grande partie à l'incidence de la réduction des ventes de rentes aux États-Unis et à la hausse des ajustements nets favorables des provisions techniques au cours de l'exercice considéré, lesquels comprennent des ajustements cumulés de 92 millions de dollars relativement à des périodes antérieures. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance de nos activités de réassurance vie en Europe et de nos activités au Canada. Un rapprochement des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, est présenté à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

2006 par rapport à 2005

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 116 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à 2005. Cette diminution reflète principalement la réduction de 142 millions de dollars (avant et après impôts) des charges liées aux ouragans comptabilisées au titre des sinistres nets, des charges de 203 millions ayant été comptabilisées relativement aux ouragans Katrina, Rita et Wilma en 2005 et des charges de 61 millions, principalement liées à l'ouragan Wilma, ayant été comptabilisées en 2006 au titre des sinistres additionnels. La diminution est aussi attribuable à l'incidence favorable de la valeur de conversion des provisions techniques libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien et à la diminution des ventes de rentes aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux indemnités et aux sinistres découlant de la croissance des activités ainsi que par la baisse des ajustements nets favorables des provisions techniques en 2006.

Impôts

Tableau 13

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2007	2006	2005
Impôts sur les bénéfices	1 392 \$	1 403 \$	1 278 \$
Autres taxes			
Taxe sur les produits et services et taxes de vente	208 \$	218 \$	218 \$
Cotisations sociales	227	217	220
Taxes sur le capital	117	107	164
Taxes foncières (1)	97	92	93
Taxes sur les primes d'assurance	41	39	39
Taxes d'affaires	8	7	9
	698	680	743
Total des impôts sur les bénéfices et des autres taxes	2 090 \$	2 083 \$	2 021 \$
Bénéfice net avant impôts	7 025 \$	6 204 \$	4 702 \$
Taux d'imposition effectif sur les bénéfices (2)	19,8 %	22,6 %	27,2 %
Taux d'imposition effectif total (3)	27,1 %	30,3 %	37,1 %

(1) Comprennent les montants portés en déduction des revenus autres que d'intérêt concernant les placements en biens immobiliers.

(2) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts.

(3) Total de la charge d'impôts et des autres taxes en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts et les autres taxes.

Nos activités sont assujetties à différents impôts et autres taxes, notamment les impôts sur les bénéfices et sur le capital levés par les gouvernements fédéral et provinciaux au Canada, et les impôts sur les bénéfices levés par les gouvernements des pays étrangers où nous exerçons nos activités. Des taxes sont également levées sur les dépenses et les fournitures liées au soutien de nos activités.

2007 par rapport à 2006

La charge d'impôts a diminué de 11 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent, malgré la hausse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 19,8 %, soit une amélioration comparativement à 22,6 % à l'exercice précédent. La baisse du taux d'imposition effectif tient principalement aux réductions de valeur relatives des titres adossés à des créances avec flux groupés et à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis déclarées par nos filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus élevés, au gain au titre de la restructuration de Visa Inc., lequel est imposé au taux applicable aux gains en capital, ainsi qu'au bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes).

Les autres taxes ont augmenté de 18 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui est en grande partie imputable à la hausse des cotisations sociales, laquelle reflète l'accroissement de l'effectif, et à la hausse des taxes sur le capital découlant de l'augmentation de l'assiette des impôts sur le capital en fonction de laquelle les taxes sur le capital sont levées au Canada. L'augmentation tient aussi à la hausse des taxes foncières, laquelle reflète l'augmentation du nombre de succursales. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de la taxe sur les produits et services et des taxes de vente découlant de la diminution du taux de la taxe sur les produits et services (TPS).

Outre la charge d'impôts et les autres taxes figurant à l'état consolidé des résultats, nous avons inscrit une charge d'impôts de 946 millions de dollars en 2007 (136 millions en 2006) dans les capitaux propres, soit une hausse de 810 millions qui reflète principalement l'augmentation des gains de change non réalisés dont il est fait mention à la note 24 des Notes complémentaires.

2006 par rapport à 2005

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté en 2006 comparativement à 2005, ce qui s'explique en grande partie par la hausse du bénéfice et l'incidence de la provision au titre du litige relatif à Enron, laquelle avait été comptabilisée en 2005. Le taux d'imposition effectif a baissé de 4,6 % en 2006, surtout en raison du bénéfice plus élevé déclaré par nos filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles, du bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes), ainsi que du règlement favorable de vérifications fiscales liées à des exercices précédents comptabilisé en 2006.

Les autres taxes ont diminué de 63 millions de dollars, en raison principalement de la baisse des taxes sur le capital liée surtout aux économies de taxes sur le capital constatées dans des périodes antérieures ainsi qu'à la diminution de l'assiette des impôts sur le capital en fonction de laquelle les taxes sur le capital sont levées au Canada.

Résultats par secteur géographique (1)

Tableau 14

(en millions de dollars canadiens)	2007				2006				2005			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	6 435 \$	412 \$	685 \$	7 532 \$	6 045 \$	108 \$	643 \$	6 796 \$	5 628 \$	608 \$	557 \$	6 793 \$
Revenus autres que d'intérêt	8 605	4 322	2 003	14 930	7 518	4 397	1 926	13 841	6 878	3 955	1 558	12 391
Total des revenus	15 040	4 734	2 688	22 462	13 563	4 505	2 569	20 637	12 506	4 563	2 115	19 184
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	696	90	5	791	456	(28)	1	429	433	23	(1)	455
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 230	474	469	2 173	1 379	683	447	2 509	1 270	809	546	2 625
Frais autres que d'intérêt	7 409	3 405	1 659	12 473	7 056	3 038	1 401	11 495	6 685	3 595	1 077	11 357
Charges liées au réalignement de l'entreprise	–	–	–	–	–	–	–	–	45	–	–	45
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	1 788	(13)	(242)	1 533	1 495	13	(61)	1 447	1 299	(64)	30	1 265
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	3 917 \$	778 \$	797 \$	5 492 \$	3 177 \$	799 \$	781 \$	4 757 \$	2 774 \$	200 \$	463 \$	3 437 \$
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités abandonnées	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(29)\$	– \$	(29)\$	– \$	(50)\$	– \$	(50)\$
Bénéfice net	3 917 \$	778 \$	797 \$	5 492 \$	3 177 \$	770 \$	781 \$	4 728 \$	2 774 \$	150 \$	463 \$	3 387 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui de nos clients. Les opérations sont comptabilisées dans la devise locale de référence et sont assujetties aux variations des taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien.

2007 par rapport à 2006

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 3 917 millions de dollars, en hausse de 740 millions, ou 23 %, comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation reflète en grande partie les volumes élevés et la croissance des soldes liés à nos services bancaires et à nos services de gestion de patrimoine au pays, ainsi qu'un gain au titre de la restructuration de Visa Inc. Les résultats à la hausse au chapitre des activités de négociation, l'amélioration des activités de montage de titres de participation et l'accroissement des activités de syndication de prêts ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts découlant des niveaux d'activité accrus et des coûts à l'appui des initiatives visant la croissance, par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par les coûts plus élevés de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit au cours de l'exercice.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est chiffré à 778 millions de dollars, en hausse de 8 millions, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent. La forte croissance des revenus reflétant la prise en compte de nos acquisitions récentes et l'amélioration des activités de montage de titres de participation et des activités de fusion et d'acquisition ont été en grande partie neutralisées par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains, par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, ainsi que par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle reflète essentiellement le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis.

Le bénéfice net des autres pays s'est établi à 797 millions de dollars, en hausse de 16 millions, ou 2 %, comparativement à 2006, résultat qui découle en partie des résultats solides au chapitre de l'assurance, lesquels tiennent au fait que nous n'avons pas constaté de charges liées aux ouragans au cours de l'exercice considéré, ainsi que de l'ajustement favorable au titre de la réaffectation de certains capitaux de placement étrangers au cours de l'exercice considéré. L'augmentation tient aussi à la croissance des activités de RBC Dexia IS. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par les résultats à la baisse liés à certaines activités de négociation de titres à revenu fixe, par suite des réductions de valeur relatives à des titres adossés à des créances avec flux groupés et à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis.

2006 par rapport à 2005

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 3 177 millions de dollars, en hausse de 403 millions, ou 15 %, par rapport à 2005. Cette hausse reflète principalement la forte croissance des revenus liés à nos activités de gestion de patrimoine et à nos activités bancaires, laquelle découle de la mise en œuvre réussie de nos initiatives de croissance, du maintien de la conjoncture économique favorable, ainsi que de l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré de nos activités ainsi que des coûts accrus à l'appui de la croissance des activités.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est chiffré à 770 millions de dollars, en hausse de 620 millions, ou 413 %, par rapport à 2005, et se compose d'un bénéfice tiré des activités poursuivies de 799 millions et d'une perte nette liée aux activités abandonnées de 29 millions. Le bénéfice net tiré des activités poursuivies aux États-Unis a bondi de 599 millions de dollars, ou 300 %, par rapport à l'exercice 2005, en raison surtout de la provision au titre du litige relatif à Enron, ainsi que des solides résultats liés aux activités de négociation en 2006. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la baisse des activités de montages de titres d'emprunt, la baisse des ventes de rentes aux États-Unis, l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains, de même que le gain comptabilisé en 2005 à la vente de LIS.

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est chiffrée à 29 millions de dollars en 2006, comparativement à une perte nette de 50 millions en 2005. La perte nette pour 2006 s'explique par les charges liées à l'abandon progressif des activités de RBC Mortgage Company. La perte nette constatée à l'exercice 2005 reflétait principalement les charges liées à la vente de certains actifs et à l'abandon progressif des activités, notamment les coûts liés à la fermeture du bureau de RBC Mortgage Company à Chicago et de certaines succursales, les primes de performance versées aux employés et la réduction de valeur de certains actifs.

Le bénéfice net des autres pays a augmenté de 318 millions de dollars, ou 69 %, par rapport à 2005, principalement en raison des facteurs suivants : une réduction des charges nettes estimatives liées aux ouragans, les impôts, qui avaient essentiellement trait aux activités de financement générales; la solide croissance de nos activités de réassurance vie en Europe. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de réassurance contre les catastrophes en raison de la réduction stratégique de notre exposition au risque lié à ces activités.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et des services d'exploitation et concluons d'autres opérations avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés apparentées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles accordées à des parties non apparentées.

Nous accordons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. En outre, nous offrons des régimes d'unités d'actions différenciées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Se reporter aux notes 9 et 29 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements.

Information financière trimestrielle

Analyse des résultats et des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et la

concurrence. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres :

Résultats trimestriels

Tableau 15

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2007				2006			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenu net d'intérêt	1 828 \$	1 965 \$	1 889 \$	1 850 \$	1 731 \$	1 766 \$	1 617 \$	1 682 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 787	3 515	3 780	3 848	3 618	3 440	3 505	3 278
Total des revenus	5 615 \$	5 480 \$	5 669 \$	5 698 \$	5 349 \$	5 206 \$	5 122 \$	4 960 \$
Frais autres que d'intérêt	3 093	3 165	3 148	3 067	2 955	2 861	2 928	2 751
Dotation à la provision pour pertes sur créances	263	178	188	162	159	99	124	47
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	637	343	677	516	611	627	619	652
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 622 \$	1 794 \$	1 656 \$	1 953 \$	1 624 \$	1 619 \$	1 451 \$	1 510 \$
Impôts sur les bénéfices	255	349	353	435	342	381	348	332
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	43	50	24	24	19	44	(25)	6
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 324 \$	1 395 \$	1 279 \$	1 494 \$	1 263 \$	1 194 \$	1 128 \$	1 172 \$
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités abandonnées	–	–	–	–	(1)	(17)	(10)	(1)
Bénéfice net	1 324 \$	1 395 \$	1 279 \$	1 494 \$	1 262 \$	1 177 \$	1 118 \$	1 171 \$
Bénéfice par action – de base	1,02 \$	1,07 \$	0,99 \$	1,16 \$	0,97 \$	0,91 \$	0,86 \$	0,90 \$
– dilué	1,01 \$	1,06 \$	0,98 \$	1,14 \$	0,96 \$	0,90 \$	0,85 \$	0,89 \$
Bénéfice net (perte nette) sectoriel								
Services bancaires canadiens	899 \$	699 \$	618 \$	771 \$	675 \$	660 \$	511 \$	580 \$
Gestion de patrimoine	180	177	194	211	164	136	159	145
Services bancaires américains et internationaux	21	87	67	67	79	82	62	38
Marchés des Capitaux	186	360	350	396	300	303	414	338
Services de soutien généraux	38	72	50	49	45	13	(18)	71
Bénéfice net	1 324 \$	1 395 \$	1 279 \$	1 494 \$	1 263 \$	1 194 \$	1 128 \$	1 172 \$
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (1)	1,001 \$	0,937 \$	0,874 \$	0,861 \$	0,897 \$	0,896 \$	0,877 \$	0,865 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	1,059	0,937	0,901	0,850	0,890	0,884	0,894	0,878

(1) Les moyennes sont calculées au moyen de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

Fluctuations saisonnières

Les facteurs saisonniers ont une incidence sur nos résultats pour la plupart des trimestres. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les trois autres trimestres, ce qui a donné lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments des charges essentiellement. Le troisième et le quatrième trimestres incluent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés subissent fréquemment un ralentissement, ce qui a une incidence défavorable sur les résultats liés à nos activités sur les marchés financiers, ainsi qu'à nos activités de courtage et de gestion de placements.

Incidence de la conjoncture de l'économie et du marché

En général, la conjoncture économique est demeurée avantageuse au cours de la plupart des huit derniers trimestres et a eu une incidence favorable sur nos activités. La conjoncture économique a subi une incidence défavorable au second semestre de l'exercice 2007, essentiellement en raison des préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Vue générale de l'exercice 2007.

Le raffermissement du dollar canadien au cours de la période s'est traduit par une baisse de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains, soit principalement le bénéfice tiré de nos activités bancaires de gros et de détail aux États-Unis.

Aperçu et résultats consolidés

Au cours des huit derniers trimestres, nos résultats ont été touchés par divers facteurs favorables et défavorables. Au quatrième trimestre de 2007, nos résultats ont été touchés par les réductions de valeur des titres adossés à des créances avec flux groupés et à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis, par le gain au titre de la restructuration de Visa Inc. et par des coûts plus élevés au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une

carte de crédit. Au premier trimestre de 2007, nous avons comptabilisé un ajustement favorable au titre de la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers et nos activités d'assurance ont été touchées de façon défavorable par la constatation de charges liées aux ouragans de 61 millions de dollars (avant et après impôts). Également au cours de ce trimestre, nous avons effectué la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale, en raison de la qualité du crédit élevée de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, laquelle s'explique en partie par les conditions de crédit favorables. Nos résultats au cours des huit derniers trimestres ont également été touchés par l'acquisition de certaines activités. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Vue générale de l'exercice 2007.

Au cours des huit derniers trimestres, notre bénéfice net consolidé a constamment excédé 1 milliard de dollars. Ces solides résultats tiennent en grande partie à l'augmentation générale des revenus dans l'ensemble de nos secteurs d'exploitation. Cette tendance positive a été partiellement neutralisée par la baisse de la valeur de conversion du bénéfice libellé en devises, en raison du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain pendant presque toute la période, et encore plus particulièrement au cours du trimestre le plus récent.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté dans l'ensemble au cours des huit derniers trimestres, situation qui s'explique principalement par la hausse des frais au titre de la rémunération variable résultant du solide rendement des activités, ainsi que par l'augmentation des coûts découlant du volume accru des activités, des acquisitions et de la hausse des dépenses à l'appui de nos initiatives visant la croissance.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est demeurée à un creux cyclique pendant presque toute la période, résultat qui reflète principalement un environnement de crédit généralement avantageux et des recouvrements favorables au titre des prêts aux grandes entreprises. Cependant, elle a augmenté au cours du dernier exercice, en raison de la croissance des portefeuilles ainsi que de l'augmentation des taux de

pertes et du nombre de prêts douteux, qui tendent dans les deux cas à s'établir aux moyennes historiques. Au quatrième trimestre de 2007, la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires américains et internationaux a augmenté en raison du nombre plus élevé de prêts douteux découlant principalement du repli du marché de l'habitation aux États-Unis. La diminution des provisions au premier trimestre de 2006 était principalement attribuable à la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale, en raison de la qualité élevée du crédit lié à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises au cours de ce trimestre.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fluctué considérablement au cours de la période. Bien que la croissance sous-jacente des activités se soit de façon générale traduite par une augmentation des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, une volatilité importante peut se produire au cours d'un trimestre donné, en raison des résultats techniques, des ajustements de la provision actuarielle et de l'incidence des marchés financiers sur les titres garantissant les fonds des titulaires de polices d'assurance vie universelle. L'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers adoptées au premier trimestre de 2007 a accentué la volatilité de ces produits. Sauf en ce qui concerne les résultats techniques et les ajustements de la provision actuarielle, ces éléments sont en grande partie contrebalancés par les revenus liés aux activités d'assurance. Également, les charges liées aux ouragans ont influé sur les résultats du premier trimestre de 2006.

Notre taux d'imposition effectif a dans l'ensemble diminué au cours de la période, passant de 22,0 % à 15,7 %, malgré la hausse du bénéfice avant impôts. Ce résultat tient en grande partie au bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et aux règlements favorables d'une vérification fiscale au premier trimestre de 2006 et aux deuxième et troisième trimestres de 2007. Les résultats du quatrième trimestre de 2007 reflètent les réductions de valeur relatives à des titres adossés à des créances avec flux groupés et à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis comptabilisées par nos filiales dans les territoires où les taux d'imposition sont plus élevés, ainsi que le taux d'imposition plus faible lié au gain au titre de la restructuration de Visa Inc.

La part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales a fluctué au cours de la période, situation qui dépend du bénéfice net attribué aux tiers investisseurs dans les entités que nous sommes tenus de consolider, mais dans lesquelles nous ne détenons pas une participation de 100 %.

Résultats des secteurs d'exploitation

Le bénéfice net du secteur Services bancaires canadiens s'est généralement accru au cours des huit derniers trimestres. L'augmentation s'explique par une forte croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité. Les marges ont diminué légèrement au second semestre de l'exercice 2007 essentiellement en raison de la forte concurrence sur le marché. Nos résultats du quatrième trimestre de 2007 ont été touchés favorablement par le gain au titre de la restructuration de Visa Inc., lequel a été partiellement contrebalancé par la hausse des coûts liés au programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit. En outre, les résultats du premier trimestre de 2007 ont été touchés positivement par un ajustement favorable lié à la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers, alors que les résultats du premier trimestre de 2006 avaient subi l'incidence défavorable des charges liées aux ouragans.

Le bénéfice net de la Gestion de patrimoine a de façon générale augmenté au cours des huit derniers trimestres, en raison principalement de la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients dans tous les secteurs d'activité, laquelle reflète les nouvelles ventes, l'appréciation du capital et l'embauche et la fidélisation de conseillers chevronnés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus tirés des commissions et par l'accroissement des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les acquisitions récentes.

Les résultats du secteur Services bancaires américains et internationaux sont demeurés stables dans l'ensemble au cours de la période, sauf au quatrième trimestre de 2007. La baisse du bénéfice au quatrième trimestre de 2007 est en grande partie imputable à la hausse de la dotation à la provision à l'égard de notre portefeuille de prêts de financement aux constructeurs résidentiels aux États-Unis, laquelle s'explique par le nombre plus élevé de prêts douteux. La hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les récentes acquisitions et l'ouverture de nouvelles succursales, a également eu une incidence sur le bénéfice net.

Le secteur Marchés des Capitaux a constaté une amélioration générale du bénéfice au cours de la période, sauf en ce qui concerne les résultats du quatrième trimestre de 2007, qui ont été touchés par les réductions de valeur relatives à des titres adossés à des créances avec flux groupés et à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis découlant des préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis. Au cours de 2006 et de la majeure partie de 2007, la diversité de nos secteurs d'activité et produits, conjuguée avec l'expansion de nos activités et nos capacités de distribution croissantes à l'échelle mondiale, a contribué à cette tendance haussière. Ces facteurs ont toutefois été neutralisés en partie par la réduction de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains et en livres sterling par suite du raffermissement du dollar canadien.

Rendement au quatrième trimestre de 2007

Le bénéfice net du quatrième trimestre s'est établi à 1 324 millions de dollars, en hausse de 62 millions, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, malgré l'incidence défavorable de 48 millions liée au raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 1,01 \$, en hausse de 5 %. Le rendement des capitaux propres s'est chiffré à 23,0 %, comparativement à 23,9 % à l'exercice précédent. L'augmentation tient principalement au gain au titre de la restructuration de Visa Inc., aux résultats accrus au chapitre des dérivés sur actions et des opérations de change, ainsi qu'aux volumes élevés et à la croissance des soldes liés à nos services bancaires et services de gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les réductions de valeur relatives à des titres adossés à des créances avec flux groupés et à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis et par un ajustement découlant de la hausse des coûts liés au programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.

Le total des revenus a augmenté de 266 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement le gain au titre de la restructuration de Visa Inc., les résultats accrus au chapitre des dérivés sur actions et des opérations de change, ainsi que le maintien de volumes élevés et la croissance continue des soldes liés à nos services bancaires et services de gestion de patrimoine. L'augmentation s'explique aussi par l'incidence favorable des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, par la prise en compte des acquisitions récentes, ainsi que par l'amélioration des activités de fusion et d'acquisition. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, laquelle reflète les réductions de valeur relatives à des titres adossés à des créances avec flux groupés et à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis, ainsi qu'un ajustement découlant de la hausse des coûts liés au programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 138 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts liés aux initiatives visant la croissance de nos activités, y compris l'accroissement de l'effectif, nos acquisitions récentes et l'ouverture de nouvelles succursales. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des frais au titre de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux, laquelle s'explique par les résultats à la baisse enregistrés.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 104 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui s'explique en grande partie par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts de financement aux constructeurs résidentiels aux États-Unis, lequel tient essentiellement au repli du marché de l'habitation aux États-Unis. L'augmentation s'explique aussi par la hausse des provisions découlant de la croissance de notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit, ainsi que par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts aux entreprises.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 26 millions de dollars, ou 4 %, comparativement à l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, de l'accroissement des coûts liés à la croissance de nos activités de réassurance vie en Europe, ainsi que des résultats techniques moins favorables enregistrés durant la période considérée. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des charges liée à la baisse des ventes de rentes aux États-Unis, par le niveau plus élevé d'ajustements favorables de la provision actuarielle nette, ainsi que par l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains.

Résultats des secteurs d'exploitation

Résultats par secteur d'exploitation

Tableau 16

(en millions de dollars canadiens)	2007						2006	2005
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Services bancaires américains et internationaux	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total	Total	Total
Revenu net d'intérêt	6 353 \$	427 \$	1 031 \$	453 \$	(732) \$	7 532 \$	6 796 \$	6 793 \$
Revenus autres que d'intérêt	6 168	3 565	884	3 936	377	14 930	13 841	12 391
Total des revenus	12 521 \$	3 992 \$	1 915 \$	4 389 \$	(355) \$	22 462 \$	20 637 \$	19 184 \$
Frais autres que d'intérêt	5 285	2 902	1 481	2 769	36	12 473	11 495	11 357
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	788	1	109	(22)	(85)	791	429	455
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 173	—	—	—	—	2 173	2 509	2 625
Charges liées au réalignement de l'entreprise	—	—	—	—	—	—	—	45
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	4 275 \$	1 089 \$	325 \$	1 642 \$	(306) \$	7 025 \$	6 204 \$	4 702 \$
Bénéfice net	2 987 \$	762 \$	242 \$	1 292 \$	209 \$	5 492 \$	4 757 \$	3 437 \$
Rendement des capitaux propres (2)	34,3 %	32,4 %	6,9 %	26,6 %	6,7 %	24,6 %	23,5 %	18,0 %
Rendement du capital de risque (2)	45,5 %	65,1 %	11,7 %	32,5 %	n.s.	37,4 %	36,7 %	29,3 %
Actif moyen (3)	220 000 \$	16 600 \$	39 700 \$	311 200 \$	(6 500) \$	581 000 \$	502 300 \$	447 100 \$

(1) Le revenu net d'intérêt, le total des revenus et le bénéfice net avant impôts du secteur Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent est éliminée dans le secteur des Services de soutien généraux. Des précisions sont fournies à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) La moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque font partie des principales mesures financières. Pour obtenir des précisions, se reporter à la rubrique Principales mesures de rendement et mesures hors PCGR.

(3) Les moyennes sont calculées au moyen de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

n.s. : non significatif

Services bancaires canadiens

Le bénéfice net a augmenté de 561 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation reflète principalement la forte croissance au sein de tous nos secteurs d'activité ainsi qu'un gain lié à la restructuration de Visa Inc. Ces facteurs ont toutefois été neutralisés en partie par la hausse des coûts liée à la croissance des activités, la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la hausse des coûts liés à notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit au cours de l'exercice. Les résultats de l'exercice précédent tenaient également compte de charges au titre des ouragans et de la réception d'une indemnité de rupture liée à la résiliation d'un accord, alors que les résultats de l'exercice considéré prennent en compte un ajustement favorable lié à la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers.

Gestion de patrimoine

Le bénéfice net s'est chiffré à 762 millions de dollars pour l'exercice, en hausse de 158 millions, ou 26 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est en grande partie attribuable à la forte croissance des revenus dans l'ensemble de nos secteurs d'exploitation, grâce à la réussite de nos initiatives de croissance, dont la mise en œuvre se poursuit, et à la conjoncture généralement favorable. Au cours de l'exercice considéré, nous avons comptabilisé un gain au titre de la conversion des devises découlant de certains dépôts, par suite de l'entrée en vigueur des nouvelles normes comptables relatives aux instruments financiers. Pour obtenir des précisions sur le gain comptabilisé au titre de la conversion des devises, se reporter à la rubrique Incidence de la juste valeur sur nos instruments financiers.

Services bancaires américains et internationaux

Le bénéfice net a diminué de 19 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent. La diminution est en grande partie imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle reflète principalement l'augmentation des prêts douteux à l'égard de nos

activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis. Cette diminution a été atténuée en partie par la forte croissance des activités de RBC Dexia IS, ainsi que par l'augmentation des prêts et des dépôts aux États-Unis par suite des acquisitions de Flag et des succursales d'AmSouth, de l'ouverture de nouvelles succursales et de la croissance des activités. Nos résultats s'expliquent aussi par la hausse des coûts liés à la croissance des activités et une perte liée à la restructuration du portefeuille de placements des services bancaires américains au cours de l'exercice considéré.

Marchés des Capitaux

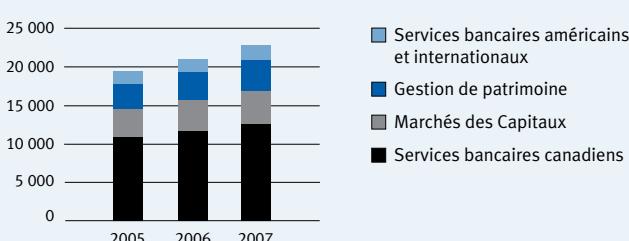
Le bénéfice net a diminué de 63 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, en grande partie par suite des réductions de valeur des titres adossés à des créances avec flux groupés liés à des titres adossés à des créances mobilières et de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis liées à nos activités de crédit structuré. La diminution est également imputable à l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur des bénéfices libellés en dollars américains, après la conversion. Les facteurs précédents ont été contrebalancés en partie par la croissance générale des revenus dans nombre d'autres secteurs d'exploitation.

Services de soutien généraux

Le bénéfice net de 209 millions de dollars enregistré pour l'exercice tient compte des impôts liés essentiellement aux activités de financement générales, lesquels n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, ainsi que du règlement favorable de vérifications fiscales concernant des exercices antérieurs. Les facteurs précédents ont été partiellement neutralisés par les pertes à la valeur de marché sur les dérivés découlant de certaines couvertures économiques, un ajustement cumulatif au titre des pertes résultant de l'évaluation à la juste valeur de certains dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture ainsi que les impôts accrus sur le capital, lesquels n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation.

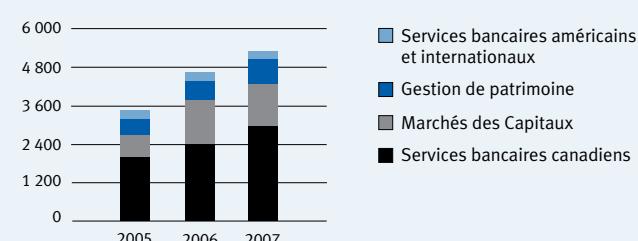
Apport de nos secteurs d'exploitation aux revenus

(en millions de dollars canadiens)



Apport de nos secteurs d'exploitation au bénéfice net

(en millions de dollars canadiens)



Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme si ceux-ci exerçaient leurs activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette démarche vise à s'assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation tiennent compte de tous les revenus et de toutes les charges pertinents qui sont liés à la conduite des activités des secteurs, et elle reflète la perception qu'a la direction à l'égard de ces résultats.

Les aspects importants concernant la gestion de nos secteurs d'exploitation et la présentation de l'information sectorielle sont les suivants :

- Les résultats déclarés du secteur Services bancaires canadiens tiennent compte des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés canadiens ainsi que des montants connexes au titre des revenus et de la provision pour pertes sur créances. Les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts sur cartes de crédit titrisés inclus au 31 octobre 2007 s'établissaient à 19 milliards de dollars et à 4 milliards, respectivement.
- Les résultats déclarés du secteur Gestion de patrimoine comprennent des données supplémentaires libellées en dollars américains pour la division *Gestion de patrimoine – États-Unis et International*, puisque nous examinons et gérons dans une large mesure les résultats de cette division en fonction des montants libellés en dollars américains.
- Les résultats déclarés du secteur Services bancaires américains et internationaux comprennent des données supplémentaires libellées en dollars américains pour la division *Services bancaires*, puisque nous examinons et gérons dans une large mesure les résultats de cette division en fonction des montants libellés en dollars américains.
- Les résultats déclarés du secteur Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent, ce qui signifie que le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) est majoré au montant imposable équivalent, et un montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôts. Cette majoration accroît la comparabilité des sources de revenus imposables et des sources de revenus qui présentent un avantage sur le plan fiscal.
- Les résultats du secteur Services de soutien généraux comprennent les résultats de toutes les activités mises en œuvre au profit de l'organisation qui ne sont pas attribués à nos quatre secteurs d'exploitation. Ces activités incluent notamment le financement de l'entreprise, la titrisation ainsi que les charges nettes liés au capital non attribué. Les résultats déclarés du secteur Services de soutien généraux reflètent également les ajustements de consolidation, y compris les écritures d'élimination des résultats majorés au montant imposable équivalent inscrits dans le secteur Marchés des Capitaux.

Principales méthodes

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion sont présentées ci-après. Ces hypothèses et ces méthodes sont régulièrement revues par la direction afin d'assurer leur validité.

Attribution des charges

Afin de nous assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation comprennent les charges liées à la conduite de leurs activités, nous ventilons les coûts engagés ou les services fournis par les groupes Technologie et exploitation mondiales et Fonctions générales, lorsque ceux-ci ont été engagés ou fournis. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à nos secteurs d'exploitation, y compris les coûts indirects et les autres charges indirectes, nous utilisons notre cadre d'information de gestion pour attribuer ces coûts à chaque secteur d'exploitation d'une manière qui reflète les avantages sous-jacents.

Attribution du capital

Notre cadre d'information de gestion facilite également l'attribution du capital à nos secteurs d'exploitation, d'une manière visant à mesurer de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et risques sous-jacents liés aux activités de chaque secteur d'exploitation. Le montant de capital attribué à chaque secteur d'exploitation constitue le capital attribué. Le capital non attribué, de même que les charges nettes connexes, est présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

Les méthodes d'attribution du capital, qui sont décrites en détail à la section Gestion du capital, nécessitent la formulation d'hypothèses et d'estimations qui font appel au jugement et qui sont révisées périodiquement. Toutes les modifications de ces facteurs ont une incidence directe sur d'autres mesures telles que le rendement de la moyenne des capitaux

propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne du capital de risque des secteurs d'exploitation.

Prix de cession interne des fonds

Notre méthode d'établissement des prix de cession interne des fonds sert à attribuer les intérêts créditeurs et les intérêts débiteurs à chaque secteur d'exploitation. Ce processus d'attribution tient compte du risque de taux d'intérêt et du risque d'illiquidité de nos secteurs d'exploitation ainsi que des exigences réglementaires auxquelles ceux-ci doivent se conformer. Sous réserve de l'approbation de la direction, il se pourrait que nos secteurs d'exploitation demeurent exposés à certains risques de taux d'intérêt liés au cours normal des activités. Les autres activités entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché.

Majoration au montant imposable équivalent

De façon analogue à bien d'autres institutions, nous majorons au montant imposable équivalent certains revenus tirés de sources bénéficiant d'avantages fiscaux (les dividendes imposables de sociétés canadiennes). En vertu de cette démarche, nous majorons au montant imposable équivalent les revenus tirés de certaines sources bénéficiant d'avantages fiscaux qui, à l'heure actuelle, ne comprennent que nos dividendes imposables de sociétés canadiennes, inscrits dans le revenu net d'intérêt, et nous inscrivons un montant compensatoire correspondant dans la charge d'impôts. Nous comptabilisons des résultats majorés au montant imposable équivalent dans le secteur Marchés des Capitaux, et nous comptabilisons les ajustements au titre des éliminations dans le secteur Services de soutien généraux. Nous estimons qu'il est utile d'effectuer ces majorations afin de refléter la façon dont le secteur Marchés des Capitaux gère ses activités, car ces majorations accroissent la comparabilité des revenus et des ratios connexes concernant les sources imposables et nos principales sources qui présentent un avantage sur le plan fiscal. Il se pourrait toutefois que les majorations au montant imposable équivalent et les mesures ne soient pas comparables à des mesures analogues prévues par les PCGR ou à des majorations semblables effectuées dans d'autres institutions financières. La majoration au montant imposable équivalent s'est établie à 332 millions de dollars pour 2007 (213 millions en 2006 et 109 millions en 2005).

Changements apportés en 2007

Les informations suivantes mettent en évidence les changements que nous avons apportés à notre cadre d'information de gestion et à nos secteurs d'exploitation au cours de l'exercice. Les résultats des secteurs d'exploitation pour 2006 et 2005 ont tous été révisés. Sauf indication contraire, ces changements n'ont eu aucune incidence sur nos résultats consolidés ni sur les informations fournies.

- Nous avons révisé le montant de 2006 du poste Biens administrés – *RBC Dexia IS* afin de refléter le montant total des biens administrés déclaré par notre coentreprise. Auparavant, nous avions seulement présenté le montant total des actifs sous garde liés à *RBC Dexia IS*.
- Nous avons révisé nos définitions des actifs administrés et des actifs sous gestion de façon à les harmoniser avec nos activités commerciales. Ce changement n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés pour 2006 et 2005.
- Certains montants du secteur Marchés des Capitaux ont été reclasés du poste Revenu d'intérêt au poste Frais d'intérêt. Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur le revenu net d'intérêt.
- Certains montants présentés relativement aux Services de soutien généraux et liés au règlement de swaps de taux d'intérêt dans le cadre d'opérations de couverture de la juste valeur ont été reclasés des revenus autres que d'intérêt au revenu net d'intérêt. Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur les résultats de 2006 et de 2005.
- Nous avons reclasé certains dépôts présentés dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires américains et internationaux relativement à *RBC Dexia IS*, conformément au réalignement des secteurs d'exploitation effectué au deuxième trimestre de 2007.
- Des charges liées aux logiciels créés à l'interne qui étaient inscrites à la ligne Autres sous le poste Frais autres que d'intérêt ont été reclasées à d'autres lignes sous le poste Frais autres que d'intérêt. Les chiffres correspondants ont tous été mis à jour afin de refléter ce reclassement; seul le secteur des Services de soutien généraux a été touché par ce reclassement et il n'a eu aucune incidence sur les frais autres que d'intérêt.
- Dans le secteur Services bancaires canadiens, certains montants liés aux services de fiducie classés au poste Revenus autres que d'intérêt – commissions de gestion de placements et de services de garde ont été reclasés dans le revenu net d'intérêt, afin de mieux refléter leur nature.

Incidence des taux de change sur les secteurs d'exploitation

Les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux autres devises influent sur la valeur de conversion des résultats de nos secteurs d'exploitation. Les secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires américains et internationaux et Marchés des Capitaux effectuent d'importantes opérations libellées en dollars américains, tandis que le secteur Services bancaires américains et internationaux effectue aussi d'importantes opérations libellées en euros liées à *RBC Dexia IS* et le secteur Marchés des Capitaux effectue d'importantes opérations libellées en livres sterling.

En 2007, le dollar canadien s'est apprécié de 4 % en moyenne par rapport au dollar américain, et il s'est déprécié de 5 % en moyenne par rapport à la livre sterling et à l'euro, comparativement à l'exercice précédent. En raison de l'incidence de la variation des taux de change respectifs par rapport à l'an dernier, le bénéfice net de la Gestion de patrimoine a reculé de 9 millions de dollars, le bénéfice net des Services bancaires américains et internationaux s'est accru de 4 millions, et le bénéfice net des Marchés des Capitaux a diminué de 30 millions. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Principales mesures du rendement

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de mesures, y compris le bénéfice net, le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne du capital de risque. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. Le rendement du capital de risque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières.

Nos calculs consolidés du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation sont fondés sur le bénéfice net sectoriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par la moyenne du capital attribué pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne du capital attribué est fondée sur le capital de risque attribué et les montants investis dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels (1).

L'attribution du capital suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction. L'attribution du capital de risque est fondée sur certains jugements, hypothèses et modèles qui quantifient les risques économiques comme il est décrit à la section Capital économique. Des modifications de ces hypothèses, jugements et méthodes peuvent

avoir une incidence importante sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque par secteur que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements sur les mesures d'attribution et de rendement connexes semblables peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Nous utilisons le rendement du capital de risque pour évaluer le rendement du capital investi nécessaire pour soutenir les risques liés aux activités courantes. Nos calculs du rendement du capital de risque se fondent sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le capital de risque attribué (qui exclut l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ainsi que le capital non attribué). La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque par secteur est considérée par la direction comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

(1) Aux fins d'attribution interne et d'évaluation, le total du capital attribué est réputé par la direction être composé des montants nécessaires pour soutenir les risques inhérents aux activités (capital de risque) et des montants liés aux investissements historiques (écart d'acquisition et actifs incorporels). Le total du capital de risque, de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels est habituellement désigné sous le terme « capital attribué » ou « capital économique ». Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, l'écart entre le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et la moyenne du capital attribué est classé à titre de capital non attribué et présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

Calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque

Tableau 17

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants en pourcentage) (1), (2)	2007						2006	2005
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine américains et internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total	Total
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 953 \$	753 \$	228 \$	1 272 \$	198 \$	5 404 \$	4 668 \$	3 349 \$
Moyenne du capital de risque (2)	6 500 \$	1 150 \$	1 950 \$	3 900 \$	950 \$	14 450 \$	12 750 \$	11 450 \$
Ajouter : Capital non attribué	–	–	–	–	2 000	2 000	2 500	2 300
Écart d'acquisition et capital incorporel	2 100	1 150	1 400	900	–	5 550	4 650	4 850
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	8 600 \$	2 300 \$	3 350 \$	4 800 \$	2 950 \$	22 000 \$	19 900 \$	18 600 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	34,3 %	32,4 %	6,9 %	26,6 %	6,7 %	24,6 %	23,5 %	18,0 %
Rendement du capital de risque	45,5 %	65,1 %	11,7 %	32,5 %	n.s.	37,4 %	36,7 %	29,3 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et au capital incorporel ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement.

(2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles. Se reporter à la section Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.

(3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont également désignés à titre de capital attribué.

n.s. : non significatif

Mesures hors PCGR

Étant donné la nature et l'objectif de notre cadre d'information de gestion, nous utilisons certaines mesures financières hors PCGR qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR. Par conséquent, les montants et ratios connexes déclarés ne sont pas nécessairement comparables à l'information analogue présentée par d'autres institutions financières.

Levier d'exploitation défini de 2007

Le levier d'exploitation défini représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Les revenus sont présentés en fonction de la majoration au montant imposable équivalent, et l'incidence des EDDV consolidées

n'est pas prise en compte, car celles-ci n'influent pas de manière importante sur nos résultats. Les revenus excluent également les ajustements comptables liés aux nouvelles normes concernant les instruments financiers, car elles entraînent une volatilité comptable, principalement en ce qui concerne les gains et pertes non réalisés découlant de l'évaluation à la juste valeur des instruments, et car elles ne constituent pas une mesure du rendement économique. Les résultats des activités d'Assurance mondiale sont exclus, car certaines variations des revenus peuvent être en grande partie contrebalancées par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, qui ne sont pas compris dans nos calculs du levier d'exploitation défini.

Le tableau suivant illustre le calcul du levier d'exploitation défini.

Levier d'exploitation défini de 2007

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants en pourcentage)

	2007	2006	Variation
Total des revenus	22 462 \$	20 637 \$	
Ajouter : Ajustement lié au montant imposable équivalent	332	213	
Déduire : Revenus liés aux EDDV	31	(7)	
Déduire : Revenus tirés des activités d'Assurance mondiale	3 192	3 348	
Déduire : Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers (1)	83	–	
Total des revenus (ajusté)	19 488 \$	17 509 \$	11,3 %
Frais autres que d'intérêt	12 473 \$	11 495 \$	
Déduire : Frais autres que d'intérêt liés aux activités d'Assurance mondiale	537	517	
Frais autres que d'intérêt (ajusté)	11 936 \$	10 978 \$	8,7 %
Levier d'exploitation défini			2,6 %

(1) Ne tient pas compte de l'incidence, sur les revenus tirés des activités d'Assurance mondiale, de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers.

Revenus consolidés et résultats liés aux activités d'assurance, excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et charges liées aux ouragans

En 2007 et en 2006, certains éléments ont influé sur le total des revenus consolidés, sur le secteur Assurance mondiale et sur les résultats des activités d'assurance. La direction estime que la mise en évidence et l'ajustement de ces éléments améliorent la comparabilité de nos résultats et permettent une comparaison plus utile de notre rendement financier et de celui d'autres institutions financières qui effectuent des ajustements semblables.

Le tableau suivant présente le rapprochement des revenus consolidés ainsi que des résultats des activités d'Assurance mondiale et des activités d'assurance, compte non tenu de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et des charges liées aux ouragans.

Revenus consolidés, résultats des activités d'Assurance mondiale et des activités d'assurance, exclusion faite des éléments mentionnés

Tableau 19

	31 octobre 2007				31 octobre 2006			
	Revenus consolidés (1)	Revenus tirés des activités d'Assurance mondiale (2)	Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires (1)	Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (1)	Revenus consolidés (1)	Revenus tirés des activités d'Assurance mondiale (2)	Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires (1)	Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (1)
(en millions de dollars canadiens)								
Montants présentés selon les PCGR	22 462 \$	3 192 \$	3 152 \$	2 173 \$	20 637 \$	3 348 \$	3 348 \$	2 509 \$
Exclude : Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers	77	160	160	154	–	–	–	–
Charges liées aux ouragans	–	–	–	–	–	–	–	(61)
Montants excluant les éléments mentionnés	22 539 \$	3 352 \$	3 312 \$	2 327 \$	20 637 \$	3 348 \$	3 348 \$	2 448 \$

(1) Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement financier.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la section Services bancaires canadiens.

Services bancaires canadiens

Les Services bancaires canadiens se composent de nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au pays, de certains services de placement s'adressant aux épargnants, ainsi que de nos services d'assurances mondiaux. Ce secteur se compose des services suivants : *Particuliers clients, Services financiers à l'entreprise, Solutions cartes et paiements, et Assurance mondiale*.

Les Services bancaires canadiens fournissent un vaste éventail de produits et services financiers à plus de 14 millions de particuliers et d'entreprises clients par l'intermédiaire de nos vastes réseaux de succursales, de guichets automatiques bancaires (GAB), de services en ligne et de services bancaires par téléphone, ainsi que par l'intermédiaire d'une grande équipe de vente interne, en plus d'un ample réseau de distributeurs d'assurance indépendants.

Nous sommes un chef de file relativement à la plupart des produits de détail, et nos activités d'assurance sont les plus importantes parmi celles détenues par une banque canadienne.

Faits saillants

- Nous avons lancé des produits bancaires innovateurs pour mieux servir nos clients, y compris une nouvelle gamme de produits à l'intention des particuliers comportant plusieurs avantages pour les clients, notamment le Rabais multiproduits, ainsi que le nouveau compte Épargne @ intérêt élevé.

- Nous avons renforcé notre position de chef de file en ce qui a trait à notre part du marché des prêts aux particuliers, en raison de la croissance de 12 % des prêts hypothécaires résidentiels consentis.
- Nous avons poursuivi l'expansion et l'amélioration de notre réseau de distribution. Au cours de l'exercice, nous avons ouvert 30 succursales bancaires et 12 bureaux d'assurance au Canada.

Revue économique et revue des marchés

La forte croissance de l'économie au Canada, qui reflète en partie les niveaux élevés des dépenses de consommation et des dépenses des entreprises au début de l'année, a diminué légèrement vers la fin de l'année, en raison principalement du ralentissement de la demande aux États-Unis et du resserrement des conditions de crédit découlant des préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis. Néanmoins, la forte demande intérieure, qui est étayée en grande partie par les conditions favorables sur le marché du travail, les investissements importants effectués par des entreprises et la solidité continue du marché de l'habitation canadien, a contribué à la croissance des volumes dans tous nos secteurs d'activité, particulièrement en ce qui concerne le financement aux fins d'accès à la propriété et les placements s'adressant aux épargnants. La concurrence de la part des institutions financières traditionnelles et de celles exerçant leurs activités dans des marchés à créneaux est demeurée forte en ce qui concerne le marché des dépôts des particuliers.

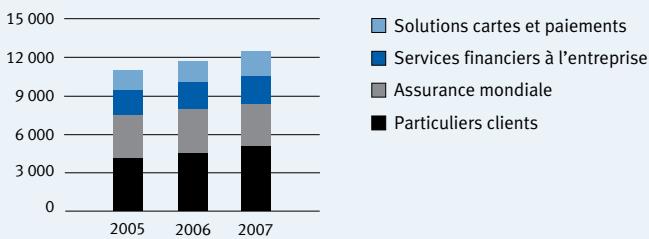
Rendement financier du secteur Services bancaires canadiens

Tableau 20

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)	2007	2006	2005
Revenu net d'intérêt	6 353 \$	5 816 \$	5 233 \$
Revenus autres que d'intérêt	6 168	5 880	5 765
Total des revenus	12 521 \$	11 696 \$	10 998 \$
Frais autres que d'intérêt	5 285	5 027	4 830
Dotation à la provision pour pertes sur créances	788	604	542
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 173	2 509	2 625
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	4 275 \$	3 556 \$	2 994 \$
Bénéfice net	2 987 \$	2 426 \$	2 007 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres (1)	34,3 %	30,1 %	26,3 %
Rendement du capital de risque (1)	45,5 %	39,9 %	36,3 %
Marge nette d'intérêt (2)	3,17 %	3,22 %	3,21 %
Levier d'exploitation (Services bancaires) (3)	6,5 %	4,4 %	5,8 %
Principales données moyennes figurant au bilan (4)			
Total de l'actif (5)	220 000 \$	199 200 \$	181 100 \$
Total des actifs productifs (5)	200 400	180 500	163 200
Prêts et acceptations (5)	200 000	179 700	160 700
Dépôts	147 100	139 200	132 500
Capital attribué (1)	8 600	8 000	7 550
Capital de risque (1)	6 500	6 050	5 450
Autres renseignements			
Biens administrés	53 300 \$	44 600 \$	33 900 \$
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	25 813	24 828	23 794
Information relative au crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,35 %	0,33 %	0,31 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,39 %	0,34 %	0,34 %
Services bancaires (6)			
Total des revenus	9 329 \$	8 348 \$	7 687 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	788	604	542
Frais autres que d'intérêt	4 748	4 510	4 329
Bénéfice net	2 545	2 124	1 852
Assurance mondiale			
Total des revenus	3 192 \$	3 348 \$	3 311 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 173	2 509	2 625
Frais autres que d'intérêt	537	517	501
Bénéfice net	442	302	155

- (1) Le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des principales mesures du rendement. La moyenne du capital attribué et le rendement des capitaux propres sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée.
- (2) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif total. La moyenne de l'actif productif total est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes moyens pour la période.
- (3) Correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt des Services bancaires.
- (4) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (5) Le total de l'actif, le total des actifs productifs et les prêts et les acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour l'exercice, laquelle s'est établie à 19 milliards de dollars et à 4 milliards, respectivement (15 milliards et 4 milliards en 2006; 11 milliards et 4 milliards en 2005).
- (6) Les services bancaires du secteur Services bancaires canadiens se composent des services suivants : *Particuliers clients, Services financiers à l'entreprise, et Solutions cartes et paiements*.

Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



Rendement financier

2007 par rapport à 2006

Le bénéfice net a augmenté de 561 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation reflète principalement la forte croissance dans tous nos secteurs d'activité ainsi qu'un gain de 326 millions de dollars (269 millions après impôts) comptabilisé au cours de l'exercice considéré relativement à la restructuration de Visa Inc. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par la hausse des coûts liés à un programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, qui reflètent un ajustement du passif de 121 millions de dollars (79 millions après impôts) au cours de l'exercice, comparativement à un ajustement de 72 millions (47 millions après impôts) à l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice précédent tenaient également compte de charges liées aux ouragans et de la réception d'une indemnité de rupture liée à la résiliation d'un contrat, alors que les résultats de l'exercice considéré prennent en compte un ajustement favorable lié à la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers.

La moyenne de l'actif a augmenté de 21 milliards de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est en grande partie attribuable à la forte croissance des prêts, laquelle découle de la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance, à la forte demande intérieure et au maintien des importantes activités sur le marché de l'habitation canadien. La moyenne des dépôts a progressé de 8 milliards de dollars, ou 6 %, comparativement à l'exercice précédent, résultat qui tient surtout à l'accroissement des dépôts des entreprises, lequel reflète les niveaux de liquidités élevés des entreprises canadiennes.

Services bancaires

Le bénéfice net des Services bancaires s'est accru de 421 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation tient principalement à la forte croissance dans tous les secteurs d'activité et au gain constaté relativement à la restructuration de Visa Inc. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, par la réception d'une indemnité de rupture liée à la résiliation d'un contrat à l'exercice précédent, et par les coûts plus élevés de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit au cours de l'exercice.

Le total des revenus a progressé de 981 millions de dollars, ou 12 %, comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation est en grande partie attribuable à la croissance élevée des volumes dans tous les secteurs d'activité et au gain au titre de la restructuration de Visa Inc. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réception d'une indemnité de rupture liée à la résiliation d'un contrat à l'exercice précédent, et par les coûts plus élevés de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit au cours de l'exercice.

La marge nette d'intérêt a diminué de 5 points de base par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète en grande partie l'incidence des modifications apportées à notre gamme de produits.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 238 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est en grande partie imputable à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, notamment l'expansion des équipes de vente et de service à hauteur de 4 %, soit environ 900 employés, et à l'ouverture de nouvelles succursales, ainsi qu'à la hausse des coûts liés au développement des systèmes, des honoraires et des pertes hors exploitation.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 184 millions de dollars, ou 30 %, par rapport à l'exercice précédent au cours duquel elle avait enregistré un creux cyclique, et elle a suivi une tendance à la hausse pour se rapprocher des moyennes historiques. L'augmentation est en grande partie imputable à la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux entreprises, de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers, qui reflète l'augmentation des taux de pertes et la croissance des portefeuilles.

Assurance mondiale

Le bénéfice net de l'Assurance mondiale a augmenté de 140 millions de dollars, ou 46 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est en grande partie liée aux activités de réassurance contre les catastrophes

et elle reflète les charges liées aux ouragans comptabilisées au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'un ajustement favorable au titre de la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers au cours de l'exercice considéré, facteurs neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés de ces activités puisque nous avons entièrement cessé d'assurer ces activités au cours de l'exercice. L'augmentation tient aussi au niveau plus élevé d'ajustements favorables de la provision actuarielle nette et à la croissance élevée des activités de réassurance vie en Europe. Une analyse détaillée des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance est présentée à la section concernant les activités de l'Assurance mondiale.

2006 par rapport à 2005

Le bénéfice net a augmenté de 419 millions de dollars, ou 21 %, par rapport à 2005. Cette hausse reflète en grande partie la croissance solide des revenus liés aux services bancaires, ainsi que la diminution des charges liées aux ouragans comptabilisées en 2006. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle tient en partie à la croissance des prêts et à la diminution des recouvrements.

Services bancaires

Le bénéfice net des Services bancaires s'est accru de 272 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à 2005, résultat qui reflète principalement la forte croissance des revenus dans tous les secteurs d'activité. L'augmentation du bénéfice net a été en partie contrebalancée par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et à l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a augmenté de 661 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à 2005. L'augmentation du bénéfice net tient principalement à la croissance élevée des volumes dans tous les secteurs d'activité et à l'amélioration des marges liées aux dépôts et aux produits de placement, qui découlent de la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance ainsi que d'une conjoncture favorable.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 1 point de base par rapport à 2005, résultat qui reflète principalement l'amélioration des marges liées aux dépôts et aux produits de placement.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 181 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout de l'expansion des équipes de vente et de service et des coûts relatifs à l'infrastructure de notre réseau de distribution, ainsi que de la hausse des frais de marketing à l'appui de la croissance des activités.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 62 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète en grande partie la hausse des provisions au titre de notre portefeuille de prêts aux particuliers et la baisse des recouvrements au titre du portefeuille de prêts aux exploitations agricoles au cours de 2006. Les résultats de l'exercice 2005 comprenaient notre quote-part de 50 % de la provision liée à Moneris.

Assurance mondiale

Le bénéfice net de l'Assurance mondiale a augmenté de 147 millions de dollars comparativement à 2005, résultat qui reflète principalement la réduction de 142 millions des charges liées aux ouragans en 2006. L'augmentation tient aussi à la croissance de nos activités d'assurance vie au Canada et de nos activités de réassurance vie en Europe, ainsi qu'à l'amélioration de l'historique des sinistres liés à nos activités d'assurance IARD au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de réassurance contre les catastrophes, laquelle reflète la réduction stratégique de notre risque lié à ces activités. Une analyse détaillée des revenus tirés des activités d'assurance et des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance est présentée à la section Rendement financier.

Perspectives et priorités pour 2008

Nous prévoyons un ralentissement de la croissance économique au Canada en 2008, en raison du resserrement de conditions de crédit, mais la forte demande intérieure, l'expansion du marché du travail et les investissements élevés des entreprises devraient continuer de soutenir la croissance du marché du crédit. Nous continuons de nous concentrer sur l'accroissement de notre clientèle et sur la croissance de nos activités dans les marchés présentant une valeur élevée; nous comptons pour ce faire simplifier nos processus, accroître nos capacités en matière de distribution, procéder à l'élargissement et à l'intégration de notre gamme de produits, et augmenter nos capacités en matière d'analyse afin de fournir un service à la clientèle supérieur.

Principales priorités stratégiques pour 2008

- Nous comptons fournir une expérience client supérieure afin d'aider nos clients à connaître la réussite financière, de manière à les fidéliser et à les encourager à faire davantage affaire avec nous.
- Nous avons l'intention de continuer d'améliorer nos processus et de revoir nos modèles de gestion afin que nos clients puissent plus aisément faire affaire avec nous.
- Nous comptons nous concentrer sur la prestation de conseils et solutions pertinents afin d'attirer de nouveaux clients dans des marchés et des secteurs géographiques donnés, ainsi que des clients se trouvant à une étape précise de leur vie.

Analyse des secteurs d'activité

Particuliers clients

Le secteur d'activité *Particuliers clients* vise à répondre aux besoins des particuliers faisant partie de notre clientèle à toutes les étapes de leur vie, en leur offrant un vaste éventail de produits et de services de prêt et de placement tels que du financement aux fins d'accès à la propriété, des marges de crédit, des prêts aux particuliers, des comptes de chèque et d'épargne, des certificats de placement garanti (CPG), des fonds communs de placement ainsi que des comptes de courtage autogéré. Nous possédons le plus vaste réseau de services bancaires de détail au Canada, lequel se compose de 1 146 succursales et de 3 946 GAB. De plus, nous avons recours aux services de plus de 75 spécialistes en gestion privée et de 1 700 spécialistes des ventes. Par ailleurs, nous occupons le premier ou le deuxième rang en ce qui concerne nos parts de marché liées à la plupart des produits bancaires aux particuliers.

Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 461 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation reflète en grande partie la croissance élevée des volumes d'activités de financement aux fins d'accès à la propriété et d'activités de placement s'adressant aux épargnantes, ainsi que l'amélioration des marges liées à la plupart des produits. Elle tient aussi à la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, laquelle reflète la croissance de 18 % des soldes des fonds communs de placement découlant des ventes nettes élevées et de l'appréciation du capital.

La moyenne des soldes des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts aux particuliers a dans chaque cas augmenté de 12 % comparativement à l'exercice précédent, en raison des taux d'intérêt relativement faibles d'un point de vue historique, d'un marché du travail ferme et de la solidité continue du marché de l'habitation canadien. La moyenne des soldes des dépôts des particuliers a augmenté de 6 % par rapport à l'exercice précédent, malgré l'intensification de la concurrence sur le marché. Ce résultat tient en partie au succès découlant du lancement récent du nouveau compte Épargne @ intérêt élevé.

Faits saillants

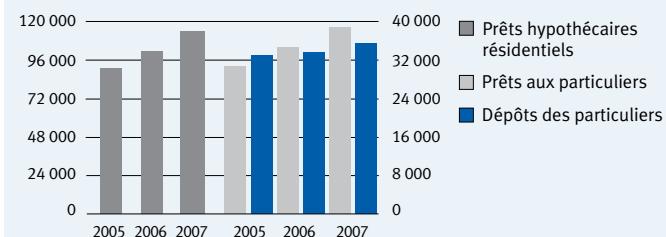
Tableau 21

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Total des revenus	5 082 \$	4 621 \$	4 181 \$
Autres renseignements			
Prêts hypothécaires résidentiels (1)	113 200	100 800	89 700
Prêts aux particuliers (1)	38 700	34 600	30 500
Dépôts des particuliers (1)	35 500	33 600	32 900
CPG de particuliers (1)	57 900	57 000	57 200
Soldes des fonds communs de placement	66 900	56 500	46 600
Biens administrés – courtage autogéré	28 300	23 200	19 800
Ouvertures de nouveaux comptes (en milliers) (2)	1 066	769	740
Nombre de :			
Succursales	1 146	1 117	1 104
Guichets automatiques bancaires	3 946	3 847	3 906

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Comptes de dépôt seulement.

Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers et des dépôts des particuliers (en millions de dollars canadiens)



Services financiers à l'entreprise

Les *Services financiers à l'entreprise* offrent une vaste gamme de produits et services de prêt, de location, de dépôt, de placement et de transaction aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux clients commerciaux et aux clients du secteur de l'agriculture dans l'ensemble du Canada. Nous fournissons également des produits et services liés aux opérations commerciales à des clients canadiens et internationaux pour les aider à mener leurs activités d'importation et d'exportation au pays et partout dans le monde. Notre vaste réseau de services bancaires à l'entreprise se compose d'environ 100 centres bancaires et regroupe 2 000 gestionnaires de comptes commerciaux, et notre engagement ferme envers nos clients nous a permis de nous classer au premier rang en ce qui concerne notre part du marché des prêts aux entreprises et des dépôts des entreprises.

Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 160 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est en grande partie attribuable à la croissance élevée des prêts aux entreprises et des dépôts des entreprises, laquelle a été neutralisée en partie par la diminution des marges liées aux dépôts.

La moyenne des prêts aux entreprises s'est accrue de 7 %, et la moyenne des dépôts des entreprises a progressé de 10 %, en raison principalement du maintien des dépenses élevées engagées par les entreprises et des niveaux de liquidités élevés des entreprises canadiennes.

Faits saillants

Tableau 22

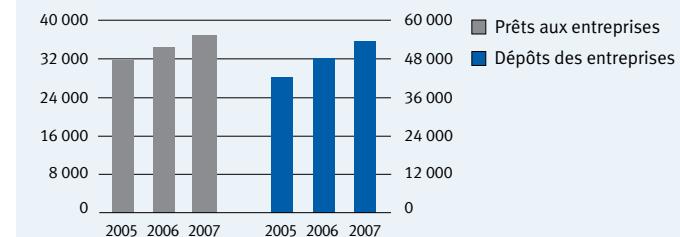
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Total des revenus	2 301 \$	2 141 \$	2 011 \$
Autres renseignements (soldes moyens) (1)			
Prêts aux entreprises (2)	36 900	34 400	31 700
Dépôts des entreprises (3)	53 700	48 600	42 400

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Comprendent les prêts aux petites entreprises traités à titre de prêts de détail ou de gros.

(3) Inclut les soldes des CPG.

Moyenne des prêts aux entreprises et des dépôts des entreprises (en millions de dollars canadiens)



Solutions cartes et paiements

Les *Solutions cartes et paiements* offrent une vaste gamme de cartes de crédit pratiques et personnalisées ainsi que de produits et solutions connexes. Elles comprennent également notre participation de 50 % dans Solutions Moneris, la coentreprise de traitement des opérations sur cartes de crédit à l'intention des commerçants formée avec la Banque de Montréal.

Nous avons plus de 5 millions de comptes de cartes de crédit, et notre part de marché au chapitre des volumes d'achat par carte de crédit au Canada s'élève à environ 20 %.

Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 360 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation reflète principalement le gain avant impôts de 326 millions de dollars (269 millions après impôts) comptabilisé relativement à la restructuration de Visa Inc. Elle tient aussi à la forte croissance des soldes des prêts sur cartes de crédit et des volumes de transactions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réception d'une indemnité de rupture liée à la résiliation d'un contrat à l'exercice précédent, ainsi que par la hausse des coûts liés à notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit au cours de l'exercice.

Faits saillants

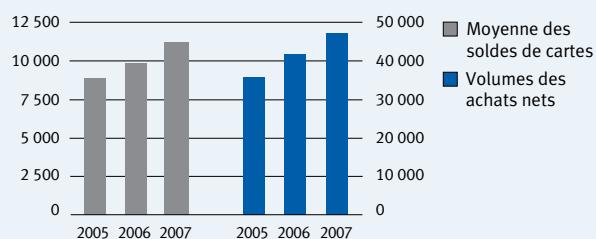
Tableau 23

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Total des revenus	1 946 \$	1 586 \$	1 495 \$
Autres renseignements			
Moyenne des soldes de cartes (1)	11 200	9 900	8 800
Volumes des achats nets	47 200	41 500	36 100

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période

Moyenne des soldes de cartes et volumes des achats nets

(en millions de dollars canadiens)



Assurance mondiale

L'*Assurance mondiale* offre une vaste gamme de produits et de services d'assurance vie et d'assurances crédit, maladie, voyage, habitation et automobile aux particuliers et aux entreprises faisant partie de notre clientèle au Canada et aux États-Unis, ainsi que des services de réassurance à nos clients partout au monde. Ces produits et services sont offerts par l'intermédiaire de divers réseaux de distribution, notamment des services par téléphone, des courtiers indépendants, des agents de voyages, une équipe de vente interne, des services par Internet et des bureaux de vente au détail d'assurance.

Nos activités d'assurance sont les plus importantes parmi celles détenues par une banque canadienne, et nos produits d'assurance sont distribués par l'intermédiaire de plus de 17 000 courtiers indépendants et de plus de 650 représentants en Amérique du Nord. Nous occupons une position de chef de file au Canada en ce qui concerne les produits d'assurance crédit, d'assurance voyage et d'assurance individuelle à prestations du vivant et nous jouissons d'une présence importante sur les marchés des produits d'assurances vie, habitation et automobile. Aux États-Unis, nous sommes un fournisseur privilégié en matière de couvertures d'assurance, d'accumulation d'actifs et de solutions de retraite.

Rendement financier

Le bénéfice net de l'*Assurance mondiale* a augmenté de 140 millions de dollars, ou 46 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est en grande partie liée aux activités de réassurance contre les catastrophes, que nous avons entièrement cessé d'assurer au cours de l'exercice, et elle reflète les charges liées aux ouragans comptabilisées au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'un ajustement favorable au titre de la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers au cours de l'exercice considéré, facteurs neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés de ces activités. L'augmentation tient aussi au niveau plus élevé d'ajustements favorables de la provision actuarielle nette et à la croissance élevée des activités de réassurance vie en Europe.

Le total des revenus a diminué de 156 millions de dollars, ou 5 %, comparativement à l'exercice précédent. En excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, le total des revenus a progressé de 4 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation est en grande partie attribuable à la croissance de nos activités de réassurance vie en Europe et de nos activités au Canada ainsi qu'à un ajustement favorable au titre de la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers au cours de l'exercice considéré. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la réduction des ventes de rentes aux États-Unis découlant principalement de la faiblesse des taux d'intérêt, ainsi que par la baisse des revenus tirés de nos activités de réassurance contre les catastrophes, que nous avons entièrement cessé d'assurer au cours de l'exercice. Pour un rapprochement des revenus tirés de l'*Assurance mondiale*, exclusion faite de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Les primes d'assurance brutes et les dépôts ont augmenté de 54 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète principalement l'accroissement des nouvelles ventes et la vigueur du taux de maintien de la clientèle,

facteurs qui ont été neutralisés en partie par le recul des ventes de rentes aux États-Unis.

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 20 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète surtout la hausse des dépenses liées aux projets et des autres coûts à l'appui de la croissance des activités.

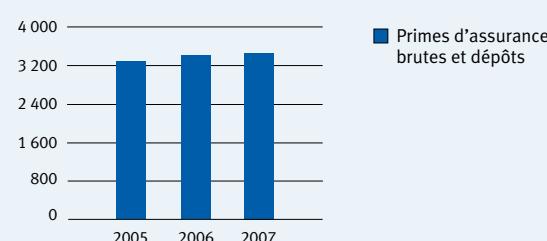
Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 336 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et les charges liées aux ouragans comptabilisées à l'exercice précédent, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 121 millions de dollars, ou 5 %, comparativement à l'exercice précédent. Cette diminution est grande partie attribuable à l'incidence de la réduction des ventes de rentes aux États-Unis et au niveau plus élevé d'ajustements favorables

Faits saillants

Tableau 24

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Total des revenus	3 192 \$	3 348 \$	3 311 \$
Frais autres que d'intérêt	537	517	501
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 173	2 509	2 625
Bénéfice net	442	302	155
Autres renseignements			
Primes d'assurance brutes et dépôts	3 460	3 406	3 288
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 283	7 337	7 117

Primes d'assurance brutes et dépôts (en millions de dollars canadiens)



de la provision actuarielle nette au cours de l'exercice considéré, lesquels comprenaient des ajustements de l'évaluation cumulatifs de 92 millions de dollars à l'égard de périodes antérieures. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance de nos activités de réassurance vie en Europe et de nos activités au Canada. Pour un rapprochement des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, exclusion faite de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Les sinistres et les obligations liées aux indemnités d'assurance ont diminué de 54 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à l'exercice

précédent. Cette diminution reflète principalement l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des obligations libellées en dollars américains, la baisse des obligations au titre des activités de réassurance contre les catastrophes, les paiements nets de sinistres à l'égard des ouragans, ainsi que la réduction nette des obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, qui reflète les modifications des hypothèses actuarielles et les améliorations de modèles. Ces facteurs ont été largement neutralisés par la hausse des coûts liés à la croissance des activités ainsi que par l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers.

Gestion de patrimoine

La Gestion de patrimoine regroupe les services qui répondent directement aux besoins croissants de nos clients en matière de gestion de patrimoine, notamment les clients fortunés et les clients disposant d'un avoir net élevé au Canada, aux États-Unis et à l'extérieur de l'Amérique du Nord, ainsi que les services de gestion d'actifs et les services de fiducie offerts par RBC et par l'entremise de partenaires externes. Ce secteur comprend *Gestion de patrimoine – Canada*, *Gestion de patrimoine – États-Unis* et *International* et *Gestion mondiale d'actifs*.

Faits saillants

- Nous avons créé le secteur Gestion de patrimoine en février 2007, afin de renforcer notre position de chef de file au Canada et d'assurer la croissance importante de nos activités sur les marchés aux États-Unis et dans les autres pays.
- Le secteur lié à nos services de gestion de patrimoine au Canada qui continue d'afficher la croissance la plus rapide demeure celui des clients qui disposent d'un avoir net élevé (ménages disposant d'actifs pouvant être investis supérieurs à 1 million de dollars).
- Nous sommes la première maison de courtage traditionnel au Canada à avoir surpassé le cap de 150 milliards de dollars au chapitre des biens administrés de clients.

- Nous sommes demeurés le chef de file du secteur canadien au chapitre des ventes nettes de fonds communs de placement pour un 16^e trimestre civil d'affilée.
- Nous avons continué d'accroître nos activités de courtage traditionnel aux États-Unis en procédant à l'acquisition de J.B. Hanauer & Co. (J.B. Hanauer).
- Nous avons ouvert des bureaux de gestion de patrimoine dans plusieurs villes au monde, notamment à Mexico, à Beijing et à Santiago.

Revue économique et revue des marchés

La croissance de l'économie s'est avérée solide en 2007, en raison des taux d'intérêt relativement favorables, des niveaux d'emploi élevés et des hausses salariales, ainsi que d'un marché de l'habitation qui est demeuré solide malgré un ralentissement. Ces facteurs ont contribué à l'accroissement de la demande visant les services de gestion de patrimoine. Les conditions généralement favorables sur les marchés financiers au cours de l'exercice ont continué de soutenir la croissance de nos activités de gestion de patrimoine. La croissance économique a fléchi légèrement au deuxième semestre, en raison principalement du ralentissement de la demande aux États-Unis, ainsi que du resserrement des conditions de crédit découlant des préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis.

Faits saillants du secteur Gestion de patrimoine

Tableau 25

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2007	2006	2005
Revenu net d'intérêt	427 \$	397 \$	374 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	2 109	1 745	1 458
Revenus tirés des transactions et autres revenus	1 456	1 345	1 319
Total des revenus	3 992 \$	3 487 \$	3 151 \$
Frais autres que d'intérêt	2 902	2 613	2 440
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	1	2
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 089 \$	872 \$	708 \$
Bénéfice net	762 \$	604 \$	502 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres (1)	32,4 %	27,8 %	24,5 %
Rendement du capital de risque	65,1 %	59,3 %	54,8 %
Marge avant impôts	27,3 %	25,0 %	22,5 %
Principales données moyennes figurant au bilan (2)			
Total de l'actif	16 600 \$	15 100 \$	13 200 \$
Prêts et acceptations	4 600	4 400	4 100
Dépôts	24 900	22 100	20 700
Capital attribué (1)	2 300	2 150	2 050
Capital de risque (1)	1 150	1 050	900
Autres renseignements			
Revenus par conseiller (en milliers) (3)	784 \$	694 \$	687 \$
Biens administrés	488 500	476 500	380 700
Biens sous gestion	161 200	142 800	118 500
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	10 382	9 667	8 791
Nombre de conseillers (3)	3 118	3 001	2 934

Exercice terminé

Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains

2007 par rapport à 2006

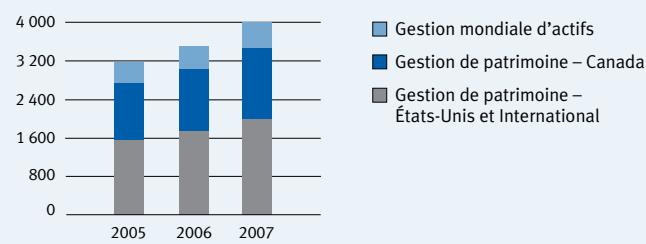
Total des revenus : diminution (augmentation)	61 \$
Frais autres que d'intérêt : diminution (augmentation)	49
Bénéfice net : diminution (augmentation)	9

Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (4)

4 %

- (1) Le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des principales mesures du rendement. La moyenne du capital attribué et le rendement des capitaux propres sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée.
- (2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (3) Comprend les conseillers en placement et les conseillers financiers au sein de nos services de courtage traditionnel au Canada et aux États-Unis.
- (4) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour l'exercice.

Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



Rendement financier

2007 par rapport à 2006

Le bénéfice net pour l'exercice s'est établi à 762 millions de dollars, en hausse de 158 millions, ou 26 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation tient en grande partie à la forte croissance des résultats dans tous nos secteurs d'activité, laquelle reflète la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant la croissance ainsi que les conditions généralement favorables du marché. Nous avons comptabilisé un gain de change de 35 millions de dollars (28 millions après impôts) au titre de certains dépôts au cours de l'exercice considéré, relativement à l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers.

Le total des revenus a progressé de 505 millions de dollars, ou 14 %, comparativement à l'exercice précédent, résultat qui est principalement attribuable à la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients dans tous les secteurs d'activité, laquelle reflète les nouvelles ventes, l'appréciation du capital ainsi que l'embauche et la fidélisation de conseillers chevronnés. L'augmentation tient aussi à la constatation d'un gain de change au titre de certains dépôts, à la prise en compte de l'acquisition de J.B. Hanauer, à la croissance élevée des prêts et des dépôts liés à nos services de gestion de patrimoine à l'échelle internationale, ainsi qu'à l'accroissement des volumes de transactions s'inscrivant dans le cadre de nos services de courtage, qui reflètent les conditions généralement favorables du marché pendant le premier semestre de l'exercice. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 289 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus tirés des commissions, de l'accroissement de l'effectif et de la hausse des autres coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'acquisition de J.B. Hanauer. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains.

Analyse des secteurs d'activité

Gestion de patrimoine – Canada

La *Gestion de patrimoine – Canada* est un chef de file canadien au chapitre des services de courtage traditionnel et regroupe plus de 1 300 conseillers en placement. Elle fournit des solutions financières complètes fondées sur l'expertise de ses conseillers. Nous fournissons par ailleurs des services de gestion discrétionnaire de placements et des services de fiducie aux clients qui disposent d'un avoir net élevé, et offrons des services hautement spécialisés aux clients à la recherche de solutions financières complexes. Nous avons à ces fins recours à plus de 28 conseillers en placement et à plus de 125 spécialistes des services de fiducie, qui sont répartis dans tous nos bureaux au pays.

Rendement financier

Les revenus ont augmenté de 170 millions de dollars, ou 13 %, comparativement à l'exercice précédent, en raison principalement de la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la hausse des ventes nettes, de l'appréciation du capital, ainsi que de l'embauche et de la fidélisation de conseillers chevronnés. Cette augmentation tient aussi à la hausse des volumes de transactions s'inscrivant dans le cadre de nos services de courtage, laquelle reflète les conditions généralement favorables du marché.

2006 par rapport à 2005

Le bénéfice net s'est accru de 102 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à 2005. Cette augmentation reflète principalement la forte croissance des résultats dans tous nos secteurs d'activité ainsi que les conditions généralement favorables du marché. Cette augmentation a été neutralisée en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus tirés des commissions, par la hausse des coûts liés à l'effectif ainsi que par l'accroissement des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'acquisition de Abacus Financial Services Group Limited.

Le total des revenus a augmenté de 336 millions de dollars, ou 11 %, comparativement à 2005, en raison surtout de la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients découlant des nouvelles ventes et de l'appréciation du capital, ainsi que de la prise en compte des résultats d'Abacus, une société que nous avons acquise. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des volumes de transactions effectuées par des clients, lesquelles s'inscrivent dans le cadre de nos services de courtage.

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 173 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à 2005. Cette augmentation tient principalement à la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus tirés des commissions, à la prise en compte de l'acquisition d'Abacus ainsi qu'à l'accroissement de l'effectif.

Perspectives et priorités pour 2008

La conjoncture et le contexte commercial au Canada devraient s'affaiblir légèrement. Cependant, la croissance des activités devrait continuer d'être soutenue par les conditions généralement favorables touchant les marchés financiers. Aux États-Unis, nous nous attendons à ce que les marchés des capitaux demeurent volatils jusqu'au début de 2008, mais une reprise de la croissance économique devrait se produire vers la fin de 2008. Nous prévoyons un léger ralentissement de la croissance des autres économies mondiales en 2008. Cette conjoncture et la mise en œuvre réussie de nos priorités stratégiques devraient accélérer notre croissance.

Principales priorités stratégiques pour 2008

- Continuer d'accroître notre position de chef de file au Canada en ce qui concerne les services de gestion de patrimoine et d'actifs.
- Poursuivre la croissance interne soutenue et l'augmentation vigoureuse des acquisitions au sein de nos services de gestion de patrimoine aux particuliers et aux conseillers aux États-Unis.
- Continuer d'accroître sensiblement nos services de gestion de patrimoine aux clients disposant d'un avoir net élevé dans des marchés choisis partout au monde et procéder à des acquisitions qui complètent nos activités existantes.
- Mettre l'accent sur la croissance de nos services de gestion d'actifs à l'étranger, et comptons initialement procéder à des acquisitions en nous concentrant sur les occasions qui se présenteront aux États-Unis.
- Embaucher et conserver, dans tous nos secteurs d'activité, des conseillers chevronnés, des spécialistes des services de gestion privée et d'autres professionnels qui ont un contact direct avec les clients.

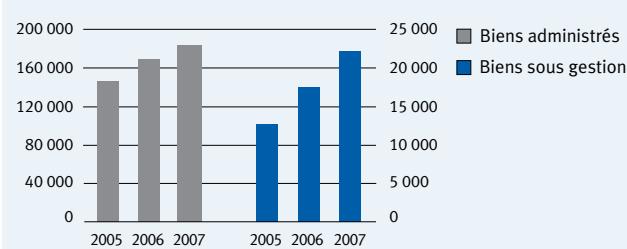
Faits saillants

Tableau 26

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Total des revenus	1 460 \$	1 290 \$	1 164 \$
Autres renseignements			
Biens administrés	183 000	168 600	146 400
Biens sous gestion	22 200	17 500	12 700
Total de l'actif lié aux services tarifés	83 300	70 200	56 500

Moyenne des biens administrés et des biens sous gestion

(en millions de dollars canadiens)



Gestion de patrimoine – États-Unis et International

La *Gestion de patrimoine – États-Unis et International* se compose de nos services de courtage au détail, lesquels sont fournis par l'une des plus importantes maisons de courtage traditionnel aux États-Unis, laquelle regroupe plus de 1 770 conseillers financiers. Nous offrons également des services de compensation et d'exécution aux courtiers en valeurs mobilières indépendants et aux institutions de petite et moyenne taille. Dans les autres pays, nous fournissons aux clients des services de gestion privée qui disposent d'un avoir net élevé, des services bancaires personnalisés ainsi que des solutions en matière de crédit, de placement et de services de fiducie. Notre réseau regroupe 2 300 employés et se compose de 34 bureaux répartis dans 20 pays.

Rendement financier

Les revenus ont augmenté de 256 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent. Libellés en dollars américains, les revenus se sont accrus de 293 millions de dollars, ou 19 %, en raison surtout de la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, de l'augmentation des volumes de transactions s'inscrivant dans le cadre de nos services de courtage aux États-Unis, laquelle reflète les conditions généralement favorables du marché pendant le premier semestre de l'exercice, ainsi que du gain de change constaté relativement à certains dépôts. L'augmentation résulte aussi de la prise en compte de l'acquisition de J.B. Hanauer, ainsi que de la croissance élevée des prêts et des dépôts s'inscrivant dans le cadre de nos services de gestion de patrimoine dans les autres pays.

Faits saillants

Tableau 27

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Total des revenus	1 988 \$	1 732 \$	1 580 \$
Autres renseignements			
Total des prêts, des garanties et des lettres de crédit (1), (2)	5 500	4 500	3 900
Total des dépôts (1), (2)	17 900	15 100	13 900
Biens administrés	305 500	307 900	234 300
Biens sous gestion	20 200	19 700	15 600
Total de l'actif lié aux services tarifés (3)	26 600	26 400	20 700
Autres renseignements			
(en millions de dollars américains)			
Total des revenus	1 826	1 533	1 305

(1) Représente les montants liés à nos services de gestion de patrimoine dans les autres pays.

(2) Représente une moyenne calculée à l'aide des méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Représente les montants liés à nos services de gestion de patrimoine aux États-Unis.

Moyenne des biens administrés et des biens sous gestion

(en millions de dollars canadiens)



Gestion mondiale d'actifs

La *Gestion mondiale d'actifs* est responsable des services de gestion d'actifs pour notre propre compte aux Canada et aux États-Unis. Au Canada, nous fournissons un vaste éventail de services de gestion de placements, y compris des fonds communs de placement, des fonds en gestion commune et des portefeuilles gérés séparément. Nous offrons nos solutions de placement par l'intermédiaire d'un vaste réseau constitué de nos succursales bancaires, de nos courtiers à escompte et traditionnels, des conseillers indépendants et des vendeurs s'adressant directement aux clients. Nous sommes la plus importante société de fonds communs de placement et l'un des principaux gestionnaires de placements au Canada. Aux États-Unis, nous fournissons des services de placement aux épargnantes et aux institutions faisant partie de notre clientèle, notamment des fonds communs de placement, des comptes à services tarifés et des portefeuilles gérés séparément.

Rendement financier

Les revenus ont augmenté de 79 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la forte croissance des biens sous gestion au Canada, laquelle découle des ventes nettes élevées de fonds communs de placement à long terme et de fonds du marché monétaire ainsi que de l'appréciation du capital.

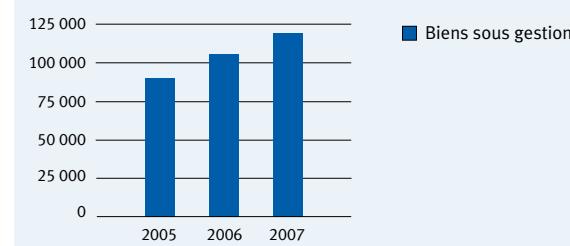
Faits saillants

Tableau 28

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Total des revenus	544 \$	465 \$	407 \$
Autres renseignements			
Ventes nettes de fonds communs de placement à long terme au Canada	6 200	5 400	5 600
Biens sous gestion	118 800	105 600	90 200

Moyenne des biens sous gestion

(en millions de dollars canadiens)



Services bancaires américains et internationaux

Les services bancaires américains et internationaux regroupent nos services bancaires à l'étranger, notamment nos services bancaires aux États-Unis et dans les Antilles. Par ailleurs, ce secteur comprend notre participation de 50 % dans RBC Dexia IS.

Tous nos secteurs d'activité tirent parti des ressources de RBC à l'échelle mondiale, ainsi que des connaissances et de l'expertise de nos spécialistes à l'échelle locale, afin d'offrir des solutions personnalisées à nos clients. Afin de nous différencier de la concurrence dans chacun des marchés hautement concurrentiels où nous exerçons nos activités, nous personnalisons nos solutions en fonction des besoins particuliers de nos clients, et nous établissons des relations à long terme solides en assurant la prestation constante de services de haute qualité.

Faits saillants

- Nous avons poursuivi l'expansion de nos services bancaires dans les principaux secteurs de croissance du sud-est des États-Unis, en procédant à des acquisitions ciblées et à l'ouverture de nouvelles succursales. Nous avons acquis 39 succursales de AmSouth Bank (succursales de AmSouth) en Alabama et ajouté 17 succursales à notre réseau en Géorgie, par suite de l'acquisition de Flag Financial Corporation (Flag).
- Les biens administrés de RBC Dexia IS ont augmenté de 12 % (17 % en euros), résultat stimulé par la croissance enregistrée au chapitre des nouveaux clients et des clients existants.

- Nous avons mis sur pied une équipe de Crédit immobilier dans les Antilles, qui nous fournit l'expertise voulue pour mieux servir nos clients dans cette région. Nous avons également mis sur pied une unité des Services à la petite entreprise afin de servir ce segment de marché en pleine croissance.

Revue économique et revue des marchés

La solide croissance de l'économie américaine au milieu de l'année, qui découle principalement du maintien des investissements dans les secteurs autres que le secteur résidentiel, de la croissance élevée des exportations et des dépenses de consommation, a ralenti au deuxième semestre. L'affaiblissement de la conjoncture reflète en grande partie la correction continue du marché de l'habitation, le resserrement des conditions de crédit et la hausse des coûts du financement découlant des préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis. Ces facteurs ont entraîné une baisse générale de la qualité du crédit et des prêts immobiliers résidentiels. À l'échelle internationale, la conjoncture dans les Antilles est demeurée solide, mais la forte concurrence sur le marché des dépôts a également freiné la croissance des activités. La solide conjoncture canadienne et le secteur en pleine croissance des services de gestion d'actifs en Europe ont continué de soutenir la croissance de nos services de garde internationaux.

Rendement financier du secteur Services bancaires américains et internationaux

Tableau 29

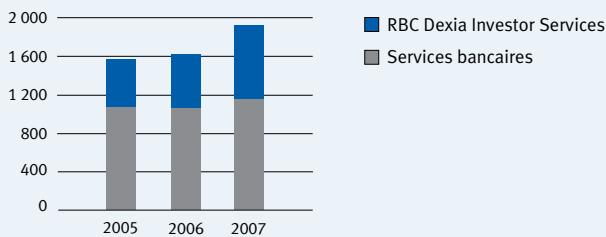
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2007	2006	2005
Revenu net d'intérêt	1 031 \$	940 \$	923 \$
Revenus autres que d'intérêt	884	688	654
Total des revenus	1 915 \$	1 628 \$	1 577 \$
Frais autres que d'intérêt	1 481	1 216	1 136
Dotation à la provision pour pertes sur créances	109	25	49
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	325 \$	387 \$	395 \$
Bénéfice net	242 \$	261 \$	256 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres (1)	6,9 %	10,6 %	10,8 %
Rendement du capital de risque (1)	11,7 %	16,1 %	16,4 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens) (2)			
Total de l'actif	39 700 \$	32 600 \$	25 900 \$
Prêts et acceptations	22 300	18 500	17 200
Dépôts	34 200	28 700	21 200
Capital attribué (1)	3 350	2 400	2 350
Capital de risque (1)	1 950	1 600	1 550
Autres renseignements			
Biens administrés – RBC	–	–	1 361 100
Biens administrés – RBC Dexia IS (3)	2 713 100	2 421 100	–
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	6 001	5 034	6 880
Information relative au crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	1,91 %	1,01 %	0,94 %
Dotation aux provisions pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,49 %	0,14 %	0,28 %

Exercice terminé

Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en euros	2007 par rapport à 2006
Total des revenus : diminution (augmentation)	8 \$
Frais autres que d'intérêt : diminution (augmentation)	6
Bénéfice net : diminution (augmentation)	4
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (4)	4 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros (4)	(5)%

- (1) Le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des principales mesures du rendement. La moyenne du capital attribué et le rendement des capitaux propres sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures de rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée.
- (2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (3) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise au 30 septembre 2007. Nous avons modifié le montant présenté pour 2006 afin qu'il reflète le montant présenté par RBC Dexia IS; auparavant, nous présentions uniquement les actifs en dépôt liés à notre coentreprise.
- (4) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour l'exercice.

Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



Rendement financier

2007 par rapport à 2006

Le bénéfice net a diminué de 19 millions de dollars, ou 7 %, comparativement à l'exercice précédent. Cette diminution est en grande partie imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle reflète principalement l'augmentation du nombre de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis. Ce résultat a été neutralisé en partie par la forte croissance des activités de *RBC Dexia IS*, ainsi que par la croissance accrue des prêts et des dépôts aux États-Unis, qui reflète la prise en compte des acquisitions de Flag et des succursales de AmSouth, l'ouverture de nouvelles succursales, ainsi que l'accroissement des activités. Nos résultats reflètent également la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et la perte au titre de la restructuration du portefeuille de placements des Services bancaires aux États-Unis.

Le total des revenus a progressé de 287 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est en grande partie attribuable à *RBC Dexia IS* et elle reflète le niveau élevé des activités sur le marché, la prise en compte des résultats pour un mois supplémentaire ainsi que la croissance des activités. Les revenus tirés des *Services bancaires* ont eux aussi augmenté, en raison principalement de la croissance des prêts et des dépôts, laquelle reflète en grande partie la prise en compte de Flag et des succursales de AmSouth, et ce, malgré l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par une perte au titre de la restructuration du portefeuille de placement des Services bancaires aux États-Unis au cours de l'exercice considéré.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 265 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ce résultat à la hausse tient principalement à l'augmentation des coûts de traitement et des coûts liés à l'effectif de *RBC Dexia IS* découlant de la croissance des activités, à la prise en compte des acquisitions de Flag et des succursales de AmSouth et aux coûts d'intégration connexes, ainsi qu'à l'ouverture de nouvelles succursales aux États-Unis. La hausse des coûts liée à la prise en compte des résultats de *RBC Dexia IS* pour un mois supplémentaire de même que l'expansion des équipes de vente et de service dans notre réseau de succursales ont également contribué à l'augmentation.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 84 millions de dollars, en raison principalement de la hausse du nombre de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, laquelle reflète le repli du marché de l'habitation aux États-Unis au deuxième semestre. Au 31 octobre 2007, des prêts de financement à l'intention de constructeurs résidentiels aux États-Unis d'un montant de 2,8 milliards de dollars étaient en cours.

2006 par rapport à 2005

Le bénéfice net a augmenté de 5 millions de dollars, ou 2 %, comparativement à 2005, résultat qui reflète en grande partie la forte croissance et l'amélioration de la qualité du crédit liées aux *Services bancaires*, lesquelles ont été contrebalancées en partie par les charges au titre des opérations liées à la cession des Services aux institutions et aux investisseurs à *RBC Dexia IS*.

Le total des revenus s'est accru de 51 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à 2005, résultat qui reflète principalement la forte croissance des revenus de *RBC Dexia IS* découlant de l'augmentation du volume d'activités. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des revenus tirés des *Services bancaires*, laquelle découle de l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains. Libellés en dollars américains, les revenus tirés des *Services bancaires* ont augmenté de 58 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète la forte croissance des prêts et des dépôts ainsi que l'accroissement des services tarifés.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 80 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à 2005, résultat qui reflète en grande partie les charges au titre des opérations liées à la cession des SII à *RBC Dexia IS*, de même que la hausse des dépenses liées aux projets et des autres coûts à l'appui de la croissance des activités.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 24 millions de dollars, ou 49 %, comparativement à 2005, résultat qui reflète principalement la qualité du crédit élevée du portefeuille de prêts des Services bancaires aux États-Unis en 2006.

Perspectives et priorités pour 2008

Nous continuons de cerner d'importantes occasions d'accroître les *Services bancaires* aux États-Unis et dans les Antilles, que ce soit dans le cadre d'activités de croissance interne ou d'acquisitions stratégiques. Nous prévoyons que les marchés financiers aux États-Unis demeureront volatils jusqu'au début de 2008, car les investisseurs et les prêteurs continueront d'agir avec prudence et de fuir le risque en raison du repli du marché de l'habitation aux États-Unis. L'amélioration prévue de l'économie américaine vers la fin de 2008, qui devrait principalement découler des investissements accrus des entreprises, de la croissance élevée des exportations et du maintien des dépenses de consommation, ainsi que de la baisse de la volatilité sur les marchés des capitaux et de la correction du marché de l'habitation, devrait soutenir la croissance des activités et des revenus. La forte croissance prévue de l'économie au Canada et dans la zone euro, ainsi que la tendance à la hausse au chapitre de l'impartition des services par les gestionnaires de fonds au Canada, dans la zone euro et en Asie, devraient continuer de soutenir la croissance des activités de *RBC Dexia IS*.

Principales priorités stratégiques pour 2008

- Nous comptons poursuivre la mise en œuvre de notre stratégie à long terme visant à devenir la banque de choix des entreprises, des propriétaires d'entreprise et des professionnels dans le sud-est des États-Unis.
- Concernant l'acquisition en cours d'Alabama National BanCorporation, nous procéderons à l'intégration efficace des activités de cette société à nos activités bancaires aux États-Unis tout en assurant le maintien et la croissance de notre clientèle, en continuant d'améliorer nos produits et services ainsi que notre réseau de distribution.
- Nous comptons tirer parti de notre solide position dans les Antilles de manière à créer la banque la plus importante dans cette région en procédant à l'intégration efficace de RBTT Financial Group, par suite de notre annonce récente concernant notre intention d'acquérir cette société, qui devrait être conclue sous réserve des conditions de clôture.
- Nous comptons poursuivre les stratégies de croissance liées à *RBC Dexia IS* afin de renforcer notre clientèle à l'échelle mondiale, d'élargir la gamme de produits offerts par cette société en faisant preuve d'innovation, et d'accroître sa présence dans les marchés qui connaissent une forte croissance.

Analyse des secteurs d'activité

Services bancaires

Les *Services bancaires* regroupent nos activités bancaires aux États-Unis et dans les Antilles. Ils offrent un vaste choix de produits et services bancaires aux particuliers et aux entreprises clientes dans leurs marchés respectifs, notamment des services de financement liés au marché de la construction d'habitations. Nous nous classons au 5^e rang des services bancaires aux États-Unis en ce qui concerne la part du marché des dépôts en Caroline du Nord, et nous sommes l'un des 15 principaux prestataires de services bancaires dans le sud-est des États-Unis. Nous possédons un réseau de 350 succursales et de 395 GAB. Les services bancaires dans les Antilles se situent parmi les trois premiers pour ce qui est de leur part du marché des dépôts dans la plupart des marchés où ils exercent leurs activités, et ils possèdent un réseau de 44 succursales et de 78 GAB.

Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 86 millions de dollars, ou 8 %, comparativement à l'exercice précédent, malgré l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains. Libellés en dollars américains, les revenus tirés des *Services bancaires* se sont accrus de 114 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de la croissance solide des prêts et des dépôts, laquelle reflète la prise en compte de Flag et des succursales de AmSouth, l'ouverture de 10 nouvelles succursales aux États-Unis depuis l'an dernier, ainsi que la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une perte au titre de la restructuration du portefeuille de placements des Services bancaires aux États-Unis. La marge nette d'intérêt a reculé de 16 points de base, en raison principalement du maintien de la concurrence au chapitre des dépôts, de la contrepassation d'intérêts courus liés au nombre plus élevé de prêts douteux au cours de l'exercice considéré et de la perte au titre du remboursement anticipé de billets privilégiés de fiducie découlant de l'incidence des modifications apportées à la composition de notre portefeuille.

En dollars américains, la moyenne des prêts et acceptations et des dépôts a augmenté de 3 milliards de dollars (18 %) et de 2 milliards (11 %), respectivement, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation est en grande partie attribuable à la croissance de 14 % au titre des prêts et acceptations liés à nos services bancaires américains de 18 % et à la croissance de 12 % au titre des dépôts aux États-Unis, résultats qui reflètent les acquisitions de Flag et des succursales de AmSouth, l'ouverture de nouvelles succursales, et la croissance des activités. L'augmentation tient aussi à la croissance des prêts et acceptations ainsi que des dépôts s'inscrivant dans le cadre de nos services bancaires dans les Antilles, qui s'est élevée à 14 % et à 8 %, respectivement, et qui reflète la priorité que nous continuons d'accorder à une gestion des ventes améliorée et à l'accroissement du taux de satisfaction de la clientèle.

RBC Dexia Investor Services

Notre coentreprise, RBC Dexia IS, offre une gamme intégrée de produits et de services, incluant des services de garde internationale, d'administration de fonds et de caisses de retraite, de prêt de titres, de services aux actionnaires, d'analyse et divers autres services connexes destinés aux investisseurs institutionnels du monde entier. RBC Dexia IS a été créée le 2 janvier 2006, lorsque nous avons fusionné les activités de nos Services aux institutions et aux investisseurs avec les activités de Dexia Banque Internationale à Luxembourg (Dexia), en contrepartie d'une participation de 50 % dans RBC Dexia IS.

Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 201 millions de dollars, ou 36 %, comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation reflète principalement l'accroissement de nos services de garde et de prêt de titres découlant du niveau élevé des activités sur le marché, ainsi que la croissance interne liée aux clients existants et l'acquisition de nouveaux clients. L'augmentation tient aussi à la prise en compte des résultats pour un mois supplémentaire.

Les biens administrés ont augmenté de 12 % par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est en grande partie attribuable à l'acquisition de nouveaux clients découlant surtout de l'accroissement des ventes, en raison de l'élargissement de notre gamme de produits et services, de la croissance interne liée aux clients existants ainsi que de la remontée des marchés.

Faits saillants

Tableau 30

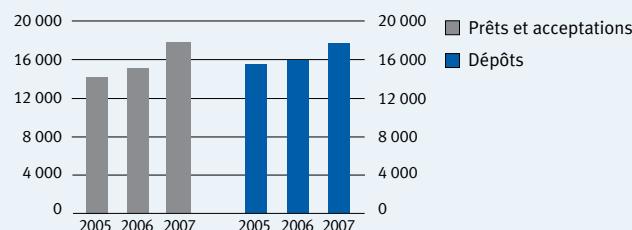
	2007	2006	2005
Total des revenus (en millions de dollars canadiens)	1 156 \$	1 070 \$	1 077 \$
Autres renseignements (en millions de dollars américains)			
Total des revenus	1 059 \$	945 \$	887 \$
Marge nette d'intérêt ⁽¹⁾	3,56 %	3,73 %	3,70 %
Moyenne des prêts et des acceptations ^{(2), (3)}	17 800 \$	15 100 \$	14 200 \$
Moyenne des dépôts ^{(2), (3)}	17 700	15 900	15 500
Nombre :			
de succursales	394	325	315
de guichets automatiques bancaires	473	385	371

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif total. La moyenne de l'actif productif total est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) La moyenne des prêts et des acceptations et la moyenne des dépôts de 2005 ont été ajustées aux fins de la compensation, avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2005, d'un important compte du portefeuille de prêts aux gouvernements dans les Antilles, qui a donné lieu à une baisse correspondante des soldes des prêts et des dépôts.

Moyenne des prêts et des dépôts (en millions de dollars américains)



Faits saillants

Tableau 31

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Total des revenus ⁽¹⁾	759 \$	558 \$	500 \$
Autres renseignements			
Biens administrés			
RBC ⁽²⁾	–	–	1 361 100
RBC Dexia IS ⁽³⁾	2 713 100	2 421 100	–

(1) En raison de la similarité des activités des Services aux institutions et aux investisseurs et des activités de RBC Dexia IS, nous avons divulgué les revenus de nos anciennes activités des SII et notre participation proportionnelle de 50 % dans RBC Dexia IS dans un même poste, à des fins de comparaison. Les revenus déclarés pour 2006 représentent les revenus sur une période de deux mois tirés des SII entre le 1^{er} novembre 2005 et la création de RBC Dexia IS le 2 janvier 2006. Les revenus pour la période considérée comprennent également notre participation proportionnelle dans RBC Dexia IS pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2007, car RBC Dexia IS présente ses résultats avec un décalage de un mois.

(2) Le poste Biens administrés – RBC représente le total des biens administrés de nos SII. Nous avons fourni des biens administrés de 1 400 milliards de dollars de nos SII à RBC Dexia IS, en échange d'une participation de 50 % dans la coentreprise.

(3) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise au 30 septembre 2007. Nous avons modifié le montant présenté pour 2006 afin qu'il reflète le montant présenté par RBC Dexia IS; auparavant, nous présentions uniquement les actifs en dépôt liés à notre coentreprise.

Marchés des Capitaux

Le secteur Marchés des Capitaux se compose de nos services bancaires de gros à l'échelle mondiale et il fournit un vaste choix de services de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux grandes entreprises, aux organismes du secteur public et aux institutions faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés à l'échelle mondiale. Ce secteur se compose de deux grandes divisions, soit les *Marchés mondiaux* et les *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers*. Toutes les autres activités sont regroupées dans les *Autres services*.

Nous sommes reconnus comme la principale banque d'investissement au Canada, et nous occupons des positions de chef de file au chapitre des parts de marché en ce qui concerne la quasi-totalité des services de gros au Canada. Nous offrons une gamme complète de produits et de services, et nous jouissons de solides relations de longue date avec nos clients. Nos capacités à l'échelle mondiale sont diversifiées et elles comprennent des services à revenu fixe, des opérations sur les marchés boursiers, des opérations de change, des produits structurés, des services mondiaux de financement d'infrastructures, ainsi que des services liés aux secteurs de l'énergie et des mines.

Nous avons pris un engagement envers nos secteurs d'activité, et nous nous efforcerons de demeurer un chef de file incontesté au Canada, un chef de file de premier rang dans le marché milieu de gamme aux

États-Unis, un chef de file mondial en matière de structuration et de négociation, ainsi qu'une banque de premier rang à l'échelle mondiale en matière de titres à revenu fixe.

Faits saillants

- Nous avons procédé à trois acquisitions afin d'accroître notre clientèle et d'améliorer nos capacités : Carlin Financial Group, une maison de courtage américaine réputée pour sa plateforme exclusive d'exécution des opérations sur titres; Daniels & Associates, L.P., un conseiller américain en matière de fusions et d'acquisitions; Seasongood & Mayer, LLC, une société américaine de financement du secteur public et un preneur ferme de titres d'emprunt municipaux.
- En 2007, nous avons dirigé ou codirigé nombre de nouvelles opérations d'émission de titres de participation et de créance qui ont totalisé 184 milliards de dollars.
- Nous avons participé aux cinq plus importantes opérations de fusion et d'acquisition au Canada au cours des trois premiers trimestres civils de 2007.
- Nous avons été nommés négociateur de l'année au Canada à quatre reprises au cours des cinq dernières années (*Financial Post*) et meilleure banque d'investissement au Canada (*Financial Post* et magazine *Global Finance*).

Rendement financier du secteur Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)

	2007	2006	2005
Revenu net d'intérêt (1)	453 \$	131 \$	557 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 936	4 005	3 005
Total des revenus (1)	4 389 \$	4 136 \$	3 562 \$
Frais autres que d'intérêt	2 769	2 603	2 890
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances (PCL)	(22)	(115)	(91)
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	1 642 \$	1 649 \$	762 \$
Bénéfice net	1 292 \$	1 355 \$	686 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres (2)	26,6 %	31,5 %	17,5 %
Rendement du capital de risque (2)	32,5 %	38,7 %	22,4 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens) (3)			
Total de l'actif	311 200 \$	260 600 \$	229 100 \$
Titres de négociation	152 900	132 300	109 600
Prêts et acceptations	29 000	22 100	17 600
Dépôts	125 700	108 100	96 500
Capital attribué (2)	4 800	4 250	3 850
Capital de risque (2)	3 900	3 450	3 050
Autres renseignements			
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	3 364	2 936	2 762
Information relative au crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,06 %	0,28 %	0,67 %
Provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	(0,08)%	(0,52)%	(0,52) %

Tableau 32

Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en livres sterling (1)

Exercice terminé
2007 par rapport à 2006

Total des revenus : diminution (augmentation) (1)	70 \$
Frais autres que d'intérêt : diminution (augmentation)	15
Bénéfice net : diminution (augmentation)	30
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (4)	4 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling (4)	(5)%

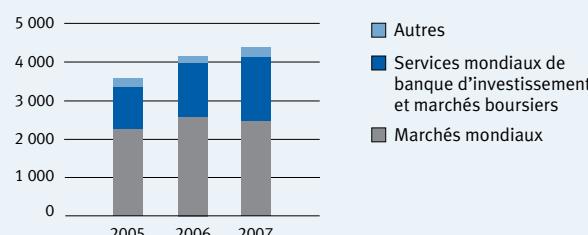
(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des principales mesures du rendement. La moyenne du capital attribué et le rendement des capitaux propres sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée.

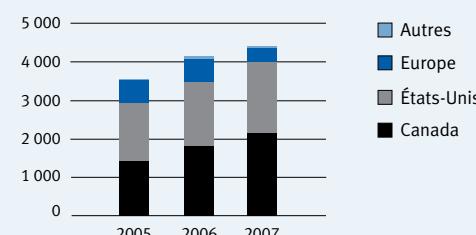
(3) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour l'exercice.

Revenus (1) par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



Revenus (1) par secteur géographique (en millions de dollars canadiens)



(1) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Revue économique et revue des marchés

Les marchés financiers se sont dans l'ensemble avérés favorables au premier semestre de 2007; toutefois, l'importante détérioration soudaine du marché des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis au deuxième semestre de 2007 a eu des retombées négatives sur les marchés du crédit en général, ce qui a entraîné un élargissement important des écarts de taux, une volatilité accrue des titres mondiaux, des révisions à la baisse des cotes de crédit attribuées par les agences de notation à un grand nombre de titres adossés à des créances avec flux groupés liés à des titres adossés à des créances mobilières et de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles aux États-Unis, ainsi qu'une absence générale de liquidités concernant un vaste éventail de produits, y compris les titres bénéficiant de cotes de crédit élevées. Les importants bouleversements survenus sur les marchés des capitaux ont contribué aux importantes réductions de valeur enregistrées et ont eu une incidence défavorable sur l'efficacité des stratégies de couverture de certains produits de crédit. Les banques centrales mondiales continuent d'injecter des liquidités sur le marché; la Réserve fédérale américaine a notamment réduit son taux d'emprunt à un jour de 75 points de base au quatrième trimestre de 2007. La baisse des niveaux de liquidités, conjuguée à l'accroissement de la volatilité des marchés des capitaux, a contribué à la diminution des activités de montage par rapport à 2006. Les activités de fusion et d'acquisition sont demeurées solides pendant presque toute l'année. Le raffermissement du dollar canadien a eu une incidence défavorable sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains.

Rendement financier

2007 par rapport à 2006

Le bénéfice net a diminué de 63 millions de dollars, ou 5 %, comparativement à l'exercice précédent, en raison principalement de réductions de valeur totalisant 357 millions de dollars comptabilisées au cours de l'exercice relativement à des titres adossés à des créances avec flux groupés et à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis s'inscrivant dans le cadre de nos activités de crédit structuré. Les réductions de valeur reflètent la détérioration des marchés du crédit au cours du deuxième semestre de 2007, laquelle tient aux préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis, à une absence générale de liquidités ainsi qu'aux révisions à la baisse récentes des cotes de crédit attribuées par les agences de notation à un grand nombre de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles aux États-Unis et de certains titres adossés à des créances avec flux groupés liés à des titres adossés à des créances mobilières. L'incidence négative du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance générale des revenus tirés de nombreuses autres activités. Les réductions de valeur de 357 millions de dollars ont été contrebalancées par des écritures de compensation de 119 millions et un ajustement des impôts sur les bénéfices de 78 millions pour une incidence nette de 160 millions.

Le total des revenus a augmenté de 253 millions de dollars, ou 6 %. Ce résultat est principalement attribuable à la hausse des revenus tirés des activités de négociation de dérivés sur actions et des opérations de change, aux importantes activités de montage de titres de participation dans tous les secteurs géographiques, ainsi qu'à la prise en compte des acquisitions récentes. Le résultat à la hausse tient aussi à l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition, principalement aux États-Unis, aux gains liés aux dérivés de crédit ayant servi de couverture économique de notre principal portefeuille de prêts, lesquels reflètent l'élargissement des écarts de taux, et à la hausse des distributions sur les placements privés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, laquelle reflète les réductions de valeur de titres adossés à des créances avec flux groupés liés à des titres adossés à des créances mobilières et de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis, par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains, ainsi que par la diminution des résultats provenant des activités de montage de prêts aux États-Unis en partie en raison du resserrement des marchés du crédit au deuxième semestre de 2007.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 166 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'augmentation de l'effectif et la prise en compte de nos récentes acquisitions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des frais au titre de la rémunération variable découlant de la baisse du rendement et de la réduction des honoraires.

Le recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 22 millions de dollars pour l'exercice, par rapport au recouvrement de 115 millions constaté à l'exercice précédent, lequel comprenait la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale.

La moyenne de l'actif a augmenté de 51 milliards de dollars, ou 19 %, en raison principalement de l'augmentation des titres du compte de négociation, laquelle résulte en grande partie de la croissance liée à certaines stratégies de négociation de titres de participation ainsi que de l'accroissement de nos activités de négociation de titres à revenu fixe.

Les prêts et les acceptations se sont accrus de 7 milliards de dollars, ou 31 %, résultat qui tient en grande partie aux solides services de banque d'investissement et à l'accroissement de nos activités de financement d'infrastructures. Les dépôts ont augmenté de 18 milliards de dollars, ou 16 %, en raison surtout de l'accroissement des besoins de financement liés à nos activités de négociation. La qualité du crédit est demeurée élevée, le montant brut des prêts douteux ayant diminué de 43 millions de dollars, ou 72 %, par rapport à l'exercice précédent.

2006 par rapport à 2005

Le bénéfice net a augmenté de 669 millions de dollars, ou 98 %, comparativement à 2005, en raison principalement de la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une provision au titre du litige relatif à Enron de 591 millions (326 millions après impôts). L'augmentation tient aussi aux résultats records liés aux activités de négociation, à la diminution du taux d'imposition effectif et au nombre presque record d'activités de fusion et d'acquisition. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement accru des activités, ainsi que par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains et en livres sterling.

Le total des revenus s'est accru de 574 millions de dollars, ou 16 %. Cette augmentation est en grande partie attribuable aux résultats records au chapitre des activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché, ainsi qu'à la croissance liée à certaines stratégies au chapitre de la négociation de titres de participation et au nombre plus élevé d'activités de fusion et d'acquisition. Les distributions et les gains à la hausse sur les placements privés, l'augmentation des commissions de courtage et l'accroissement des commissions de crédit liées aux services de banque d'investissement ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une baisse des activités de montage de titres de participation au Canada, qui reflète dans une large mesure l'incertitude qui règne sur les marchés boursiers non liés aux secteurs des ressources. Les honoraires liés aux activités de montage de prêts ont également reculé, principalement aux États-Unis, en raison des taux d'intérêt à la hausse et du repli additionnel du dollar américain.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 287 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète principalement la comptabilisation d'une provision au titre du litige relatif à Enron en 2005 ainsi que la réduction favorable de la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains et en livres sterling découlant du raffermissement du dollar canadien. La hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement accru des activités et la hausse des dépenses à l'appui de la croissance des activités ont neutralisé en partie la diminution.

Le recouvrement de pertes sur créances s'est chiffré à 115 millions de dollars en 2006 et il tenait compte de la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale. En 2005, le recouvrement de pertes sur créances s'était établi à 91 millions de dollars.

Perspectives et priorités pour 2008

Les préoccupations concernant les marchés du crédit et les liquidités devraient s'atténuer au fur et à mesure que les marchés financiers mondiaux se stabiliseront et que les niveaux d'activité redeviendront peu à peu plus normaux. L'amélioration graduelle prévue des conditions du marché devrait se traduire par une reprise au chapitre des activités qui affichent un rendement inférieur. Au Canada, nous continuerons à miser sur notre position de chef de file, tandis qu'aux États-Unis, nous continuerons à tirer parti des avantages liés aux acquisitions récentes pour assurer la croissance continue de nos activités liées au marché milieu de gamme et pénétrer de nouveaux secteurs. À l'échelle internationale, nous élargirons nos capacités mondiales de façon stratégique, notamment en renforçant nos activités de financement des infrastructures et en assurant une plus grande distribution de nos produits structurés et de nos produits à revenu fixe dans les marchés asiatiques. Notre liste de placements devrait continuer d'afficher une bonne tenue et de s'accroître. Toutefois les conversions demeurent un sujet de préoccupation.

Principales priorités stratégiques pour 2008

- Nous comptons maintenir notre position de chef de file au Canada et continuer à percer le marché milieu de gamme au Canada.
- Nous avons l'intention de continuer d'accroître nos produits pour le secteur municipal grâce à l'acquisition récente de Seasongood & Mayer, d'élargir le champ géographique de nos activités bancaires et d'offrir nos produits dans de nouveaux secteurs aux États-Unis.
- Nous prévoyons continuer d'élargir notre réseau de distribution des produits structurés et des produits à revenu fixe dans les marchés asiatiques.
- Nous prévoyons continuer d'offrir nos produits de financement d'infrastructures et de projets actuellement offerts au Royaume-Uni dans d'autres marchés internationaux et américains.
- Nous avons l'intention de continuer d'accroître nos capacités dans le secteur mondial de l'énergie, un secteur dans lequel nous détenons une solide position.

Analyse des secteurs d'activité

Marchés mondiaux

Les *Marchés mondiaux* se composent des activités de montage, de négociation et de distribution de titres à revenu fixe qui sont pour la plupart des titres de première qualité, ainsi que des produits de change et des produits dérivés. Ils regroupent également les activités de négociation pour notre propre compte, les actifs diversifiés et les placements privés.

Rendement financier

Les revenus des *Marchés mondiaux* ont diminué de 124 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus tirés des activités de négociation ont reculé de 94 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la baisse des revenus tirés de certaines activités de négociation de titres à revenu fixe découlant de réductions de valeur totalisant 357 millions relativement à des titres adossés à des créances avec flux groupés et à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis s'inscrivant dans le cadre de nos activités de crédit structuré. Ce résultat a été neutralisé en partie par la hausse des revenus tirés des activités de négociation de dérivés sur actions et des opérations de change découlant de l'expansion des activités et de la volatilité accrue des marchés. Les autres revenus ont diminué de 30 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent essentiellement en raison de la baisse des gains liés aux placements privés.

Nous avons dirigé ou codirigé environ 1 005 émissions obligataires d'une valeur totale approximative de 164 milliards de dollars, en hausse par rapport à 615 émissions obligataires à l'exercice précédent. En ce qui concerne le financement municipal, nous avons participé à 779 émissions d'une valeur totale de 81 milliards de dollars US jusqu'au mois d'octobre 2007.

Faits saillants

Tableau 33

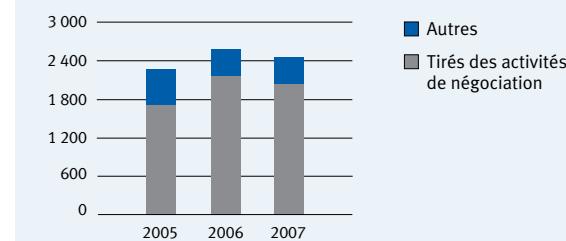
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Total des revenus (1)	2 455 \$	2 579 \$	2 256 \$
Autres renseignements			
Activités de négociation	2 060	2 154	1 706
Autres (2)	395	425	550

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Le poste Autres comprend les revenus tirés des activités de montage de prêt et des produits à l'intention du secteur municipal, les gains et les pertes sur les placements privés et les revenus tirés des dérivés détenus à des fins autres que de transaction et de la titrisation.

Revenus tirés des activités de négociation et autres

(en millions de dollars canadiens)



Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers

Les *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* regroupent les services de banque d'investissement et les activités de vente et de négociation de titres de participation. Ils offrent à nos clients un choix complet de services-conseils et de services liés aux titres de participation, notamment des services de montage et de structuration, des services-conseils, ainsi que des services de distribution, de vente et de négociation.

En raison de la croissance importante des Entreprises nationales, qui étaient présentées dans le poste Autres, nous avons transféré ces activités aux *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* au deuxième trimestre de 2007.

Rendement financier

Les revenus des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* ont augmenté de 293 millions de dollars, ou 21 %, comparativement à l'exercice précédent. Le montant brut des commissions de prise ferme et honoraires tirés des services-conseils a progressé de 166 millions de dollars, ou 25 %, résultat qui reflète en grande partie les importantes activités de montage de titres de participation dans tous les secteurs géographiques ainsi que l'amélioration des activités de fusion et d'acquisition essentiellement aux États-Unis. Les activités de vente et de négociation de titres de participation ont augmenté de 92 millions de dollars, ou 33 %, en raison principalement de la prise en compte des acquisitions récentes, et les autres revenus ont progressé de 35 millions, ou 8 %, résultat qui tient en grande partie à la hausse des distributions sur les placements privés et à l'accroissement des activités de prêt.

En 2007, nous avons fourni des services-conseils dans le cadre de 98 opérations de fusion et d'acquisition annoncées d'une valeur totale de 190 milliards de dollars. En 2007, nous avons agi à titre de chef de file ou de co-chef de file dans le cadre de 142 nouvelles émissions de titres de participation ou de nouvelles émissions liées à des titres de participation d'une valeur de marché totale de 20 milliards de dollars, soit un résultat en hausse comparativement à 82 émissions à l'exercice précédent.

Faits saillants

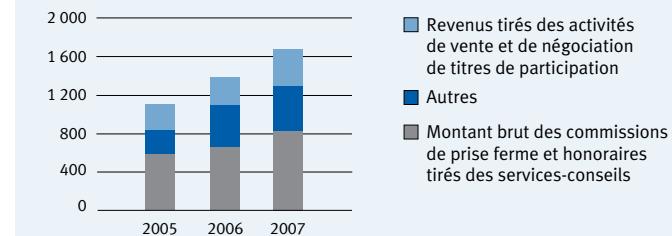
Tableau 34

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Total des revenus (1)	1 675 \$	1 382 \$	1 098 \$
Autres renseignements			
Montant brut des commissions de courtage et honoraires tirés des services-conseils	831	665	598
Vente et négociation de titres de participation	375	283	252
Autres (2)	469	434	248

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Le poste Autres inclut l'augmentation des distributions sur les placements privés, la croissance des revenus tirés de notre principal portefeuille de prêts et du financement par syndicat, ainsi que le gain lié à l'échange de sièges à la NYSE contre des actions du NYX.

Montant brut des commissions de prise ferme et honoraires tirés des services-conseils, et revenus tirés des activités de vente et de négociation de titres de participation et autres revenus (en millions de dollars canadiens)



Les Autres services se composent de nos autres activités, y compris les Crédits mondiaux, un groupe responsable de la gestion de nos principaux portefeuilles de prêts et de notre portefeuille de prêts non stratégiques. Les Crédits mondiaux comprennent également la division Institutions financières mondiales, laquelle offre des solutions innovatrices aux institutions financières à l'échelle mondiale, y compris des services de correspondance bancaire, de trésorerie et de gestion de trésorerie. La Recherche offre des services de recherche visant l'économie et les valeurs mobilières à l'intention des clients institutionnels au Canada et dans le reste du monde.

Rendement financier

Les revenus tirés des Autres services se sont chiffrés à 259 millions de dollars, en hausse de 84 millions, ou 48 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse reflète principalement les gains liés aux dérivés de crédit ayant servi de couverture économique de notre principal portefeuille de prêts, lesquels tiennent à l'élargissement des écarts de taux, et la hausse des revenus des Institutions financières mondiales, laquelle découle de l'augmentation des soldes des dépôts.

Services de soutien généraux

Les Services de soutien généraux regroupent nos ressources en matière de technologie de l'information et d'exploitation, la trésorerie générale ainsi que les fonctions de finances, de ressources humaines, de gestion du risque, de vérification interne et d'autres fonctions générales. Les coûts liés à ces services sont en grande partie attribués aux secteurs d'exploitation.

Les résultats déclarés des Services de soutien généraux reflètent en grande partie les activités mises en œuvre au profit de l'organisation qui ne sont pas attribuées aux secteurs d'exploitation, telles que le financement de l'entreprise, les activités de titrisation et les charges nettes liées au capital non attribué. Les résultats comprennent également les ajustements de consolidation, y compris les écritures d'élimination des résultats

majorés au montant imposable équivalent comptabilisés dans les résultats du secteur Marchés des Capitaux, qui ont trait à la majoration au montant imposable équivalent des revenus tirés des dividendes imposables de sociétés canadiennes. Ces majorations sont inscrites dans le revenu net d'intérêt et elles sont compensées dans la charge d'impôts.

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse des tendances sur douze mois n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chacun des exercices.

Rendement financier des Services de soutien généraux

Tableau 35

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Revenu net d'intérêt (1)	(732)\$	(488)\$	(294)\$
Revenus autres que d'intérêt	377	178	190
Total des revenus (1)	(355)\$	(310)\$	(104)\$
Frais autres que d'intérêt	36	36	61
Recouvrement de pertes sur créances	(85)	(86)	(47)
Charges liées au réalignement de l'entreprise	–	–	39
Perte nette avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	(306)\$	(260)\$	(157)\$
Bénéfice net (perte nette)	209 \$	111 \$	(14)\$
Principales données figurant au bilan (soldes moyens) et autres renseignements (2)			
Total de l'actif	(6 500)\$	(5 400)\$	(4 000)\$
Capital attribué (3)	2 950	3 100	2 800
Titrifications			
Total des créances titrisées et vendues en cours (4)	17 889 \$	15 836 \$	11 587 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de l'exercice (5)	4 264	6 142	3 821
Autres renseignements			
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	19 485	18 393	17 785

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation. Ces montants tiennent compte de l'écriture d'élimination des revenus tirés des dividendes de sociétés canadiennes de 332 millions de dollars qui ont été majorés au montant imposable équivalent et comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux en 2007 (213 millions en 2006; 109 millions en 2005).

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Le total des créances titrisées et vendues en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels.

(5) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts sur cartes de crédit titrisées et vendues au cours de l'exercice. Se reporter à la note 5 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements à ce sujet.

2007

Le bénéfice net de 209 millions de dollars pour l'exercice tient compte des montants d'impôts liés principalement aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, ainsi que du règlement favorable de vérifications fiscales liées à des exercices précédents. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes à la valeur de marché découlant essentiellement de la comptabilisation de la tranche inefficace des éléments couverts et des dérivés connexes dans le cadre des relations de couverture comptable, par un ajustement cumulatif au titre des pertes résultant de l'évaluation à la juste valeur de certains dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture, ainsi que par la hausse des impôts sur le capital qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation.

2006

Le bénéfice net de 111 millions de dollars pour l'exercice reflète principalement les impôts, qui avaient essentiellement trait aux activités

de financement de l'entreprise ainsi que le règlement favorable de vérifications fiscales liées à des exercices précédents, qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation. Les gains à la valeur de marché sur les dérivés liés à certaines couvertures économiques ont également contribué au bénéfice net de l'exercice. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le calendrier d'exécution des opérations de titrisation, ainsi que par un montant passé en charges au titre de locaux loués que nous n'occuperons pas et que nous prévoyons sous-louer moyennant un loyer inférieur à celui prévu par notre contrat de location.

2005

La perte nette de 14 millions de dollars pour l'exercice reflète en grande partie les charges de 39 millions liées au réalignement de l'entreprise et les pertes à la valeur de marché sur les dérivés découlant de certaines couvertures économiques, qui ont été neutralisées en partie par les activités de titrisation et par les remboursements d'intérêts relatifs au règlement de questions fiscales visant les périodes d'imposition de 1993 à 1998.

Situation financière

Bilan

Tableau 36

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre	2007	2006
Dépôts productifs d'intérêts à des banques		11 881 \$	10 502 \$
Valeurs mobilières		178 255	184 869
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés		64 313	59 378
Prêts		239 429	209 939
Autres actifs		103 735	69 100
Total de l'actif		600 346	536 780
Dépôts		365 205	343 523
Autres passifs		201 284	160 575
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales		1 483	1 775
Capitaux propres		24 439	22 123

Par suite de l'adoption de nouvelles normes comptables relatives aux instruments financiers, certains instruments financiers sont maintenant évalués à la juste valeur, alors qu'ils étaient auparavant comptabilisés au coût ou au coût amorti. Par conséquent, une plus grande partie de notre bilan consolidé est maintenant évaluée à la juste valeur, y compris certains instruments dérivés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Conventions comptables critiques et estimations, ainsi qu'aux notes 1 et 2 de nos états financiers consolidés.

2007 par rapport à 2006

Le total de l'actif a augmenté de 64 milliards de dollars, ou 12 %, comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation a touché la plupart des catégories d'actifs, et elle est en grande partie attribuable à la forte croissance des prêts, notamment la croissance des prêts hypothécaires résidentiels au Canada, des prêts aux particuliers et des prêts aux entreprises, laquelle découle des conditions du marché généralement favorables au pays. L'augmentation s'explique aussi par la hausse des montants liés aux dérivés reflétant en grande partie la variation des conditions du marché.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques se sont accrus de 1 milliard de dollars, ou 13 %, comparativement à l'exercice précédent, résultat qui reflète en grande partie les modifications apportées à la composition de nos portefeuilles afin de tirer profit des actifs générant des rendements plus élevés.

Les valeurs mobilières ont diminué de 7 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la réduction stratégique de nos positions compte tenu de la volatilité récente sur le marché, ainsi que de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des titres libellés en dollars américains.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont augmenté de 5 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation reflète principalement la hausse des soldes à l'appui de certaines stratégies en matière de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe.

Les prêts se sont accrus de 29 milliards de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète les hausses liées à toutes les catégories de produits. La hausse la plus importante est attribuable aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada, lesquels ont augmenté de 13 milliards de dollars ou 14 % (malgré l'effet compensatoire des 13 milliards de dollars de prêts titrisés au cours des 12 derniers mois) et aux prêts aux

particuliers, en raison principalement de la demande visant le financement aux fins d'accès à la propriété et du maintien de solides activités sur les marchés de l'habitation au pays, de la faiblesse relative des taux d'intérêt d'un point de vue historique, ainsi que de la vigueur du marché du travail. L'augmentation tient aussi à la croissance élevée des prêts de gros, qui ont progressé de 11 milliards de dollars, ou 19 %, résultat qui reflète principalement la croissance continue des prêts aux grandes entreprises.

Les autres actifs ont augmenté de 35 milliards de dollars, ou 50 %. L'augmentation est en grande partie attribuable à la hausse des montants liés aux dérivés touchant essentiellement les contrats de change et de taux d'intérêt, ce qui reflète la volatilité accrue, les variations importantes des taux de change et d'intérêt ainsi que l'augmentation de la clientèle et des opérations de négociation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en dollars américains.

Les dépôts se sont accrus de 22 milliards de dollars, ou 6 %, comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation découle principalement de la croissance des dépôts des entreprises et des gouvernements, laquelle reflète en grande partie la hausse des soldes à l'appui des activités, l'accroissement des soldes de RBC Dexia IS ainsi que la croissance des activités au pays. L'augmentation s'explique aussi par la hausse des dépôts des particuliers découlant en partie du succès du compte Épargne @ intérêt élevé que nous avons lancé récemment. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par la réduction des dépôts productifs d'intérêts à des banques, laquelle reflète en partie la diminution de nos besoins de financement par rapport à l'exercice précédent.

Les autres passifs ont augmenté de 41 milliards de dollars, ou 25 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation tient principalement aux montants liés aux dérivés reflétant les mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment à l'égard des actifs liés aux dérivés. L'augmentation s'explique également par l'accroissement des activités se rapportant aux titres vendus à découvert, laquelle reflète en grande partie la croissance des activités et la hausse des soldes à l'appui de nos stratégies en matière de négociation de titres à revenu fixe.

Les capitaux propres ont progressé de 2 milliards de dollars, ou 10 %, comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation reflète principalement la solide croissance du bénéfice, déduction faite des dividendes, ainsi que l'émission nette de 1 milliard de dollars d'actions privilégiées depuis l'exercice précédent.

Gestion du capital

Cadre de gestion du capital

Nous gérons activement notre capital afin d'équilibrer la volonté de maintenir de solides ratios de capital et de conserver des cotations de crédit élevées, l'objectif étant de fournir des rendements élevés à nos actionnaires. Pour parvenir à cet équilibre, nous tenons compte des exigences des organismes de réglementation, des agences de notation, des déposants et des actionnaires, ainsi que de nos plans d'affaires futurs, des comparaisons avec nos homologues et de notre position relativement aux objectifs internes en matière de ratios de capital. Nous tenons également compte des coûts et des modalités liés aux émissions de capitaux actuelles et éventuelles, et des besoins de trésorerie prévus.

Notre cadre de gestion du capital prévoit les politiques et processus nécessaires pour établir et évaluer le capital ainsi que pour mobiliser et investir des capitaux sous diverses formes, selon une démarche coordonnée et uniforme. Nous gérons et surveillons différents types de capital, notamment :

- i) le capital réglementaire, soit le capital requis aux fins du respect de la réglementation, conformément aux critères établis par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF);
- ii) le capital économique, lequel constitue une estimation interne des fonds propres requis pour soutenir nos risques;
- iii) le capital affecté aux filiales, soit le montant de capital réglementaire investi dans les filiales.

Cette démarche coordonnée de la gestion du capital revêt un caractère important aux fins de nos activités. Notre objectif est d'optimiser l'utilisation et la structure du capital et de soutenir plus efficacement nos secteurs d'exploitation et nos clients et d'offrir des rendements supérieurs à nos actionnaires, tout en protégeant nos déposants et nos créanciers de premier rang.

Gouvernance

Le Conseil d'administration est responsable de l'examen annuel et de l'approbation de notre plan visant le capital, ainsi que de notre plan d'exploitation. Le Comité de vérification est chargé de la gouvernance des activités de gestion du capital. Il approuve notamment les politiques de gestion du capital, il procède à un examen régulier de notre position de capital, ainsi que des processus de gestion des liquidités, du financement et des fonds propres, et il effectue un examen continu du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Par ailleurs, le BSIF se réunit avec notre Comité de vérification et avec notre Comité des politiques en matière de risque et de révision afin de discuter de nos politiques et procédures liées à la gestion du capital.

Le Comité actif-passif et la haute direction sont tous deux chargés de superviser la gestion du capital et ils reçoivent des rapports réguliers détaillant la conformité aux plafonds et aux lignes directrices établies. La Trésorerie

générale et la Gestion des risques du Groupe sont responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques liées à la gestion du capital réglementaire, du capital économique et du capital affecté aux filiales.

Actif ajusté en fonction des risques

En vertu du cadre actuel de l'accord de Bâle I, l'actif ajusté en fonction des risques est déterminé au moyen de l'application des règles prescrites par le BSIF concernant les risques figurant au bilan et hors bilan et il comprend un montant au titre du risque de marché lié à nos portefeuilles de négociation.

Au cours de l'exercice, l'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 23,9 milliards de dollars, en raison de la forte croissance enregistrée dans la plupart des catégories, notamment les prêts, les prêts hypothécaires et les dérivés hors bilan. Cependant, la croissance des actifs ayant une valeur nominale a été neutralisée en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en devises.

Actif ajusté en fonction des risques (1)

Tableau 37

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Montant au bilan	Taux de pondération moyen des risques (2)	Solde ajusté en fonction des risques	
			2007	2006
Actif au bilan				
Liquidités et dépôts à des banques	16 107 \$	18 %	2 852 \$	2 322 \$
Valeurs mobilières				
Émises ou garanties par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE (3)	16 858	–	52	42
Autres	161 591	6 %	9 495	7 811
Prêts hypothécaires résidentiels (4)				
Assurés	27 994	1 %	355	363
Ordinaires	81 713	40 %	32 885	27 921
Autres prêts et acceptations (4)				
Émis ou garantis par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE (3)	32 577	17 %	5 651	3 848
Autres	171 422	69 %	118 723	107 336
Autres actifs	92 100	11 %	10 487	10 609
	600 362 \$		180 500 \$	160 252 \$
Équivalent crédit (5)				
Instruments financiers hors bilan				
Instruments de crédit				
Garanties et lettres de garantie	19 758 \$	60 %	11 807 \$	14 092 \$
Lettres de crédit documentaire	100	78 %	78	65
Prêts de titres (6)	36 187	3 %	962	3 022
Engagements de crédit	21 954	85 %	18 752	16 666
Facilités de liquidité	4 826	98 %	4 746	4 413
Facilités d'émission d'effets/Facilités de prise ferme renouvelables	–	–	–	4
	82 825 \$		36 345 \$	38 262 \$
Dérivés (7)	57 973	25 %	14 457	10 432
Total des instruments financiers hors bilan	140 798 \$		50 802 \$	48 694 \$
Total du risque spécifique et général			16 333	14 763
Total de l'actif ajusté en fonction des risques			247 635 \$	223 709 \$

(1) Calculé selon les lignes directrices établies par le BSIF.

(2) Représente le taux de pondération moyen des risques de contrepartie liés à une catégorie donnée.

(3) OCDE signifie Organisation de coopération et de développement économiques.

(4) Les montants sont présentés déduction faite de la provision pour pertes sur prêts.

(5) Montant du risque de crédit imputable à un instrument financier hors bilan, déterminé à partir de la valeur nominale du risque.

(6) En 2007, notre bureau de Londres a adopté un nouveau système d'évaluation des risques de crédit commercial qui permet une meilleure détermination de ces soldes, ce qui a donné lieu à une diminution du solde ajusté en fonction des risques.

(7) Exclut les montants liés aux dérivés de crédit autres que de négociation qui sont traités à titre de garantie du capital aux fins du risque de crédit.

Capital réglementaire et ratios de capital

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux. Le capital réglementaire comporte deux catégories. Le capital de première catégorie se compose du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie. Le capital de première catégorie comprend les éléments de capital plus permanents et se compose principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, des actions privilégiées à dividende non cumulatif, dont la plupart ne peuvent pas être converties en actions ordinaires, ainsi que du montant admissible des instruments innovateurs. De plus, l'écart d'acquisition est porté en déduction du capital de première catégorie.

Le capital de deuxième catégorie se compose essentiellement de débentures subordonnées, de billets secondaires de fiducie, du montant admissible des instruments innovateurs qui ne peut pas être inclus dans le capital de première catégorie, et d'une tranche admissible du total de la provision générale pour pertes sur créances. Le capital total représente le

total du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie, moins les déductions prescrites par le BSIF. Pour plus de détails sur les modalités de nos actions privilégiées à dividende non cumulatif et des instruments innovateurs, se reporter aux notes 17 et 18 de nos états financiers consolidés.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés au moyen de la division du capital de première catégorie et du capital total par l'actif ajusté en fonction des risques. Le BSIF établit des objectifs officiels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif/capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF.

Le tableau suivant illustre les composantes du capital réglementaire ainsi que nos ratios de capital réglementaire.

Capital réglementaire et ratios de capital (1)

Tableau 38

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2007	2006
Capital de première catégorie		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	22 272 \$	21 065 \$
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	2 344	1 345
Titres de fiducie de capital	3 494	3 222
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	25	28
Écart d'acquisition	(4 752)	(4 182)
	23 383	21 478
Capital de deuxième catégorie		
Débentures subordonnées permanentes (3)	779	839
Débentures subordonnées non permanentes (3)	5 473	6 313
Provision générale	1 221	1 223
Titres de fiducie de capital (excédent en sus du ratio de capital de première catégorie de 15 %)	–	249
Billets secondaires de fiducie	1 027	–
Gain net cumulatif non réalisé sur les titres disponibles à la vente (4)	105	–
	8 605	8 624
Autres éléments déduits du capital		
Placements dans des filiales d'assurance	(2 912)	(2 795)
Autres	(505)	(643)
Capital total	28 571 \$	26 664 \$
Ratios de capital		
Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques	9,4 %	9,6 %
Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques	11,5 %	11,9 %
Coefficient actif-capital	19,9X	19,7X

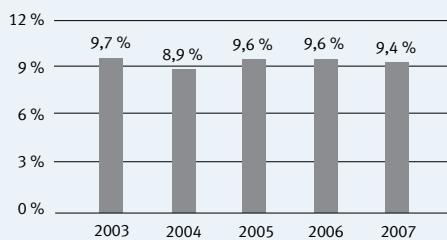
(1) Tel qu'il est défini dans les lignes directrices établies par le BSIF.

(2) Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, déduction faite d'actions privilégiées de 2 050 millions de dollars et d'autres éléments non inclus dans le capital réglementaire totalisant 117 millions.

(3) Les débentures subordonnées dont l'échéance survient dans moins de cinq ans sont assujetties à la méthode de l'amortissement linéaire sur l'échéance résiduelle jusqu'à leur élimination et sont, par conséquent, incluses dans ce tableau à leur valeur après amortissement.

(4) Tel qu'il est prescrit par le BSIF, certaines composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu sont pris en compte pour déterminer le capital réglementaire. Le montant net cumulatif de l'écart de conversion est compris dans le capital de première catégorie, sous le poste Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le montant net non réalisé des pertes à la juste valeur sur les titres disponibles à la vente est déduit aux fins du calcul du capital de première catégorie, tandis que le montant net non réalisé des gains à la juste valeur est pris en compte dans le capital de deuxième catégorie.

Ratio du capital de première catégorie



Au 31 octobre 2007, le ratio du capital de première catégorie était de 9,4 %, et le ratio du capital total, de 11,5 %.

Le ratio du capital de première catégorie a diminué de 20 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la croissance des activités et des acquisitions, qui se sont traduites par une hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et par une augmentation de l'écart d'acquisition porté en déduction du capital. La diminution tient aussi à l'incidence des rachats de nos actions ordinaires effectués dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte production de capital tiré du bénéfice et par l'émission d'actions privilégiées.

Le ratio du capital total a diminué de 40 points de base comparativement à l'exercice précédent, en raison de la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et du remboursement de débentures subordonnées. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'émission de billets secondaires de fiducie.

Au 31 octobre 2007, notre ratio actif/capitaux propres était de 19,9 fois comparativement à 19,7 fois à la même date en 2006. Notre ratio actif/capitaux propres demeure en deçà de la limite supérieure permise par le BSIF, laquelle s'établissait à 23 fois.

Principales activités de gestion du capital

Tableau 39

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006
Dividendes		
Actions ordinaires	2 321 \$	1 847 \$
Actions privilégiées	88	60
Actions ordinaires émises (1)	152	115
Rachat d'actions ordinaires – offre publique de rachat dans le cours normal des activités (2)	(646)	(844)
Actions privilégiées émises	1 150	600
Actions privilégiées rachetées	(150)	(250)
Débentures subordonnées émises	87	–
Rachat et remboursement par anticipation de débentures (3)	(985)	(955)
Émission de billets secondaires de fiducie (4)	1 000	–

(1) Correspondant aux montants en espèces reçus à l'égard des options sur actions exercées au cours de l'exercice.

(2) Se reporter à la note 18 des Notes complémentaires pour une analyse détaillée.

(3) Se reporter à la note 16 des Notes complémentaires pour une analyse détaillée.

(4) Se reporter à la note 17 des Notes complémentaires pour une analyse détaillée.

En 2007, nous avons pris plusieurs mesures pour assurer la gestion efficace de notre capital.

Capital de première catégorie

En 2007, nous avons racheté 11,8 millions d'actions ordinaires pour 646 millions de dollars en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités arrivée à échéance le 31 octobre 2007. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, aux fins du rachat d'un nombre maximal de 20 millions d'actions ordinaires, ou 1,6 %, de nos actions ordinaires en circulation au 31 octobre 2007. Cette offre publique de rachat prendra fin le 31 octobre 2008.

Le 26 avril 2007, nous avons émis un montant de 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AG, à 25 \$ l'action.

Le 14 mars 2007, nous avons émis un montant de 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AF, à 25 \$ l'action.

Le 19 janvier 2007, nous avons émis un montant de 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AE, à 25 \$ l'action.

Le 13 décembre 2006, nous avons émis un montant de 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AD, à 25 \$ l'action.

Le 24 novembre 2006, nous avons remboursé la totalité de nos 150 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série O, en circulation.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons émis un montant de 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AC, à 25 \$ l'action.

Capital de deuxième catégorie

Au cours de l'exercice, nous avons acheté une tranche de 24 millions de dollars US de nos débentures à taux variable en circulation d'un capital de 300 millions de dollars US venant à échéance en 2085.

Le 26 juin 2007, nous avons émis un montant de 10 milliards de yens japonais (87 millions de dollars CA) de débentures subordonnées libellées en yens japonais.

Le 4 juin 2007, nous avons remboursé au pair la totalité du montant de 500 millions de dollars de débentures subordonnées en circulation échéant le 4 juin 2012, plus les intérêts courus.

Le 30 avril 2007, nous avons émis un montant de 1 milliard de dollars de débentures subordonnées par l'intermédiaire de la Fiducie de billets secondaires RBC, une fiducie à capital fixe que nous détenons en propriété exclusive.

Le 8 novembre 2006, nous avons remboursé la totalité de nos 400 millions de dollars US de débentures subordonnées à taux variable en circulation échéant le 8 novembre 2011, à la valeur nominale intégrale plus les intérêts courus jusqu'à la date du remboursement.

Dividendes

Notre politique relative aux dividendes sur actions ordinaires reflète nos perspectives en ce qui concerne le bénéfice, notre ratio de distribution cible, ainsi que le besoin de maintenir des niveaux de capital adéquats pour financer les occasions d'affaires. Le ratio de distribution cible relativ aux dividendes sur actions ordinaires était de 40 % à 50 % pour l'exercice 2007. En 2007, le ratio de distribution s'est établi à 43 %, en hausse par rapport à 40 % en 2006. Les dividendes sur actions ordinaires versés au cours de l'exercice se sont établis à 2,3 milliards de dollars, en hausse de 26 % par rapport à l'exercice précédent.

Données concernant les actions et dividendes

Tableau 40

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	2007			2006			2005		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes par action
Actions privilégiées de premier rang (1)									
À dividende non cumulatif, série N	12 000	300 \$	1,18 \$	12 000	300 \$	1,18 \$	12 000	300 \$	1,18 \$
À dividende non cumulatif, série O	–	–	–	6 000	150	1,38	6 000	150	1,38
À dividende non cumulatif, série S	–	–	–	–	–	1,33	10 000	250	1,53
À dividende non cumulatif, série W	12 000	300	1,23	12 000	300	1,23	12 000	300	0,99
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	1,11	12 000	300	0,71	–	–	–
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	1,18	12 000	300	0,41	–	–	–
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	1,22	–	–	–	–	–	–
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	1,06	–	–	–	–	–	–
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,95	–	–	–	–	–	–
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,77	–	–	–	–	–	–
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,65	–	–	–	–	–	–
Total des actions privilégiées de premier rang		2 350 \$			1 350 \$			1 000 \$	
Actions ordinaires en circulation	1 276 260	7 300 \$	1,82 \$	1 280 890	7 196 \$	1,44 \$	1 293 502	7 170 \$	1,18 \$
Actions autodétenues – privilégiées	(249)	(6)		(94)	(2)		(91)	(2)	
Actions autodétenues – ordinaires	(2 444)	(101)		(5 486)	(180)		(7 053)	(216)	
Options sur actions									
Octroyées	26 623			32 243			36 481		
Pouvant être levées	21 924			26 918			28 863		

(1) Au 31 octobre 2007, le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion des actions privilégiées de premier rang de série N s'élevait à environ 5 743 000. Au 31 octobre 2007, les actions privilégiées de premier rang de série W n'étaient pas encore convertibles. Les autres actions privilégiées ne comportent pas d'option de conversion.

Au 23 novembre 2007, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation ou en cours se chiffrait à 1 276 292 000 et à 26 591 000, respectivement. Au 23 novembre 2007, le nombre de nos actions privilégiées

et ordinaires autodétenues s'établissait à 263 000 et à 2 775 000, respectivement. Se reporter aux notes 18 et 21 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements sur notre capital-actions.

Couverture des opérations libellées en devises

L'augmentation des actifs libellés en dollars américains et les sommes déduites du capital réglementaire nous ont incités à élaborer une politique visant la couverture de notre risque de change lié à nos activités à l'étranger. Les objectifs de notre politique de couverture sont les suivants : i) stabiliser nos ratios de capital réglementaire consolidés par rapport aux fluctuations des taux de change ; et ii) réduire la volatilité possible des résultats qui pourrait se produire à la cession de ces placements dans des établissements étrangers. Lorsque le dollar canadien s'apprécie ou se déprécie par rapport à d'autres devises, les pertes ou les gains sur les placements nets dans des établissements étrangers réduisent ou accroissent notre capital, ainsi que l'actif ajusté en fonction des risques et l'écart d'acquisition liés aux opérations libellées en devises. Un niveau adéquat de couverture de nos placements dans des établissements étrangers fait en sorte que les fluctuations des devises n'ont pas d'incidence importante sur nos ratios de capital réglementaire, en raison de l'effet compensatoire des variations proportionnelles de l'actif et du capital.

La couverture des opérations libellées en devises favorise une gestion du capital ordonnée et efficace. Cela facilite la conformité avec les exigences réglementaires sur une base continue et nous permet de maintenir un meilleur contrôle des ratios de capital clés et, par le fait même, de réduire le nombre d'opérations sur capitaux propres effectuées par suite des fluctuations des taux de change.

Capital économique

Le capital économique représente notre propre quantification des risques liés à nos activités commerciales. Le capital économique constitue le capital requis pour demeurer solvable et poursuivre nos activités, et ce, même dans des conditions de marché extrêmes, compte tenu de notre volonté de maintenir une cote de crédit d'au moins AA. Le capital économique est attribué à chaque secteur d'exploitation en fonction de l'évaluation des risques de la part de la direction. Il fournit des mesures de comparaison du rendement au sein de nos secteurs d'exploitation telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, pour lesquelles une analyse détaillée est présentée à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR. Par conséquent, le capital économique aide la haute direction à prendre des décisions en matière d'affectation des ressources, et il sert de point de référence aux fins de l'évaluation de notre goût du risque général en fonction de notre situation financière, laquelle doit tenir compte de facteurs non liés au capital économique.

Le capital économique sert également à évaluer l'adéquation de nos fonds propres. Notre politique a pour objectif de maintenir un niveau de capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, de même que d'autres instruments dont la permanence est analogue à celle des titres de capitaux et qui permettent d'absorber les pertes, qui excède considérablement le capital économique.

Le capital économique est calculé et attribué en fonction d'un plus grand nombre de risques que le capital réglementaire, lequel se fonde

principalement sur le risque de crédit, le risque de marché (activités de négociation) et, conformément à l'accord de Bâle II, le risque opérationnel. Le capital économique inclut également le capital lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels. Les risques identifiés (déscrits ci-dessous) pour lesquels nous calculons le capital économique sont le risque de crédit, le risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), le risque opérationnel, le risque commercial, les risques liés aux immobilisations corporelles, ainsi que le risque d'assurance. De plus, le capital économique permet de tirer parti des avantages de la diversification entre les différents risques et secteurs d'exploitation.

- *Le risque de crédit* correspond au risque de perte causée par l'incapacité ou le refus d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement.
- *Le risque de marché* correspond au risque que les fluctuations des facteurs de marché, tels que les taux d'intérêt et de change, le cours des actions et des marchandises et la volatilité de ces facteurs dans les portefeuilles d'intermédiation bancaire et de négociation entraînent des pertes. Le risque de marché peut être exacerbé par les marchés faisant l'objet de très peu de négociations ou par les marchés où il y a peu de liquidités.
- *Le risque opérationnel* correspond au risque de subir une perte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus internes, des systèmes, de facteurs humains ou de faits externes.
- *Le risque commercial* est le risque de pertes dues à des écarts dans les volumes, les prix et les coûts occasionnés par la concurrence, par des modifications réglementaires ainsi que par des risques liés à la réputation et aux stratégies.
- *Le risque lié aux immobilisations corporelles* constitue le risque que la valeur future de ces actifs soit inférieure à leur valeur comptable.
- *Le risque d'assurance* est le risque de perte susceptible de se produire lorsque les hypothèses liées à la conception du produit et à l'établissement des primes diffèrent des résultats techniques réels.

Se reporter à la rubrique Gestion du risque pour une analyse plus détaillée du risque de crédit, du risque de marché, du risque opérationnel et du risque d'assurance.

Le calcul et l'attribution du capital économique nécessitent la formulation d'hypothèses et de jugements. Les méthodes utilisées font l'objet d'une surveillance continue afin de s'assurer que le cadre de gestion du capital économique est exhaustif et uniforme. Les modèles et techniques d'évaluation du capital économique sont élaborés par la Gestion des risques du Groupe, et ils font l'objet d'évaluations indépendantes afin de déterminer leur caractère approprié et leur fiabilité. Les modèles sont continuellement comparés avec les principales pratiques du secteur au moyen de sondages, d'examens des méthodes et des relations permanentes établies avec des professionnels du secteur spécialisés en gestion des risques. Les modèles et les paramètres d'entrée sont assujettis à un processus d'examen et de validation indépendant, conformément aux politiques internes concernant le risque lié aux modèles.

Tableau 41

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	2007	2006
Risque de crédit	6 850 \$	5 800 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	2 700	2 500
Risque opérationnel	2 750	2 450
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 000	1 800
Risque d'assurance	150	200
 Capital-risque	 14 450 \$	 12 750 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	5 550	4 650
 Capital attribué (capital économique)	 20 000 \$	 17 400 \$
Capital non attribué	2 000	2 500
 Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	 22 000 \$	 19 900 \$

Le capital économique a augmenté de 2,6 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'accroissement du capital lié au risque de crédit, du capital lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels et du capital lié au risque opérationnel. L'accroissement du capital lié au risque de crédit et du capital lié au risque opérationnel tient principalement à la croissance des activités, notamment à l'incidence de l'acquisition de Flag, des succursales de AmSouth et de Carlin. Le capital

lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels a augmenté, en raison surtout de ces acquisitions, facteur neutralisé en partie par l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en devises.

Notre structure financière demeure favorable, et les niveaux actuels de capitaux propres admissibles excèdent le capital économique requis pour soutenir tous nos risques.

Capital affecté aux filiales

La gestion du capital consolidé est devenue un objectif stratégique clé, car le montant du capital affecté à nos filiales pour accroître leurs activités a augmenté afin de maximiser les profits et les rendements pour nos actionnaires. Par conséquent, les organismes de réglementation ont pris des mesures pour s'assurer que la société mère peut avoir accès au capital dont il est tenu compte pour mesurer le capital réglementaire, et ce, pour toutes les banques exerçant des activités à l'échelle internationale. Les filiales doivent cependant disposer de suffisamment de capitaux propres en tout temps, conformément aux exigences des organismes de réglementation locaux. Outre les besoins de trésorerie minimaux, ces règlements locaux peuvent prévoir des restrictions au chapitre des transferts d'actifs sous forme de liquidités, de dividendes, de prêts ou d'avances. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la note 18 de nos états financiers consolidés. Afin de satisfaire à ces exigences réglementaires et de faciliter la création et l'affectation coordonnées de capitaux au sein de l'entreprise, nous avons mis en place un cadre de gestion exhaustif du capital affecté aux filiales. Ce cadre établit les lignes directrices utilisées pour déterminer les investissements de capitaux dans nos filiales et pour établir des cibles minimales relativement à nos investissements totaux dans ces filiales.

Bien que chaque filiale soit responsable du calcul, de la surveillance et du maintien de capitaux propres adéquats conformément aux lois et aux règlements des territoires où elle exerce ses activités, la Trésorerie générale est responsable des activités de surveillance centralisée et des activités de gestion du capital de base consolidé des diverses entités.

Autres facteurs influant sur le capital

Mise en œuvre de l'accord de Bâle II

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2008 et par suite de l'adoption par le BSIF des nouvelles lignes directrices basées sur le document datant de juin 2006 intitulé *The International Convergence of Capital Measurement and Capital Standards : A Revised Framework – Comprehensive Version* (accord de Bâle II), les banques canadiennes seront tenues de calculer et de présenter leurs ratios de capital réglementaire selon les nouvelles normes d'évaluation. Nous comptons adopter l'approche des notations internes avancées (approche NI avancée) pour le risque de crédit et utiliser initialement l'approche standardisée relativement au risque opérationnel. Nous ne modifierons aucunement la façon dont nous traitons le risque de marché. Se reporter à la rubrique Gestion du risque pour plus de renseignements sur nos approches à l'égard des risques aux termes de l'accord de Bâle II.

En vertu de l'accord de Bâle II, les banques canadiennes doivent démontrer au BSIF qu'elles ont satisfait aux exigences prévues par l'approche NI avancée et que leur présentation des fonds propres est exacte et de première qualité. En 2007, le BSIF a procédé à des examens exhaustifs aux fins de l'approbation de l'utilisation de l'approche NI avancée. Nous avons présenté notre demande finale aux fins de l'adoption de cette approche pour la plupart de nos portefeuilles importants au BSIF le 31 octobre 2007, et nous nous attendons à recevoir une approbation officielle d'ici le 31 décembre 2007. Lorsque nous nous serons conformés à toutes les exigences aux termes de l'approche NI avancée et que le BSIF aura donné son accord, nous pourrons présenter nos capitaux propres en deçà des niveaux prévus par l'accord de Bâle I, sous réserve d'un plancher transitoire applicable pendant une période de deux ans en vertu duquel nos capitaux propres doivent refléter 90 % et 80 % des charges de capital aux termes de l'accord de Bâle I. Comme l'exige le BSIF, depuis le 1^{er} novembre 2006, nous calculons nos besoins de trésorerie conformément aux règles prévues par les accords de Bâle I et II.

De plus, le BSIF a donné la permission de procéder à l'adoption progressive de l'approche NI avancée. Il a notamment accordé une exemption visant RBC Centura Bank, en vertu de laquelle nous pourrons utiliser l'approche standardisée pour le risque de crédit jusqu'en 2010. Il a aussi accordé une prorogation de délai pour RBC Dexia IS (appliquable aux portefeuilles autres que les portefeuilles nord-américains), laquelle prévoit adopter l'approche NI avancée d'ici juin 2008. Par ailleurs, le BSIF a approuvé une exemption visant nos activités bancaires dans les Antilles, en vertu de laquelle nous pourrons utiliser l'approche standardisée tant que le portefeuille lié à ces activités ne sera pas important (soit 1 % ou moins du total du montant figurant au bilan et du montant d'équivalent-crédit).

Même si nos processus de gestion des risques et du capital étaient déjà en grande partie conformes aux principes de l'accord de Bâle II, nous avons mis en œuvre de nouvelles politiques et amélioré nos pratiques, le cas échéant, afin de faciliter la mise en œuvre de cet accord. Les mesures prises concernent le respect des normes requises à l'égard de ce qui suit :

- la conception et l'utilisation des systèmes d'établissement des cotes d'évaluation des risques;
- la quantification et la validation des risques, et l'utilisation de systèmes d'évaluation et de cotes d'évaluation internes;
- la gouvernance et la surveillance;
- la mise en œuvre d'un processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres rigoureux.

Nous appliquons une démarche coordonnée en matière d'adéquation des fonds propres et collaborons avec les unités fonctionnelles telles que la Gestion des risques du Groupe, la Trésorerie générale et les Finances. À l'heure actuelle, la Gestion des risques du Groupe collabore avec nos secteurs d'exploitation afin de déterminer, d'évaluer, d'atténuer et de surveiller tous les types de risque décrits à la rubrique Gestion du risque. Pour évaluer et déterminer l'adéquation des fonds propres, nous avons recours à des contrôles des risques exhaustifs et aux outils de gestion du capital dont nous disposons. L'adéquation des fonds propres est un processus dynamique qui tient compte de plusieurs variables, notamment le bénéfice, la croissance de l'actif et les opérations sur capitaux propres, et elle est assujettie à des contraintes réglementaires ainsi qu'à des contraintes liées aux marchés des capitaux, de manière à assurer l'atteinte des objectifs stratégiques.

En octobre 2007, nous avons présenté notre processus interne initial d'évaluation de l'adéquation des fonds propres au Comité de vérification. Ce processus prévoit des activités de surveillance par la haute direction, le recours à des évaluations exhaustives des facteurs de stress liés aux besoins de trésorerie réglementaires, lesquelles sont axées sur les risques, ainsi que notre propre évaluation des risques fondée sur le capital économique, qui devrait jouer un plus grand rôle dans le cadre des activités d'évaluation de l'adéquation des fonds propres en vertu de l'accord de Bâle II.

Notre processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres nous a permis de déterminer que nous disposons d'une structure financière solide et de suffisamment de capitaux propres pour satisfaire les besoins de trésorerie établis par la direction dans des conditions normales ainsi que selon divers scénarios de stress importants et plausibles. Ce processus joue un rôle important aux fins de l'établissement de nos ratios cibles en matière de capitaux autogénérés; il fait partie intégrante de notre cadre général de gestion du capital et il fera l'objet d'un examen annuel ainsi que de modifications périodiques.

Plusieurs de nos filiales doivent également présenter leur propre processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres aux organismes de réglementation locaux. Bien que la responsabilité de ces processus incombe à chaque filiale, la Trésorerie générale collabore avec nos filiales afin d'assurer l'uniformité des processus mis en œuvre à l'échelle de l'entreprise.

La mise en œuvre de l'accord de Bâle II donnera lieu à l'établissement de besoins de trésorerie qui pourraient différer de ceux que nous avons déterminés en fonction de l'accord de Bâle I. Cela tient en grande partie aux différentes méthodes de calcul utilisées, lesquelles reposaient sur des facteurs de pondération des risques prescrits qui seront délaissés en faveur de processus qui concordent davantage avec nos pratiques internes en matière de gestion des risques. Par ailleurs, l'accord de Bâle II prévoit une charge de capital liée au risque opérationnel, alors que l'accord de Bâle I ne prévoit aucune charge de ce genre. Étant donné que l'accord de Bâle II sera mis en œuvre sur une base prospective, il pourrait s'avérer difficile d'effectuer des comparaisons avec les données historiques et les ratios de capital établis en vertu de l'accord de Bâle I.

Les obligations d'information en vertu de l'accord de Bâle II prendront effet au premier trimestre de 2008 en ce qui nous concerne; nous comptons les appliquer progressivement au cours de cet exercice et prévoyons nous conformer à toutes les obligations d'ordre quantitatif et qualitatif dans notre rapport annuel 2008.

Considérations d'ordre comptable

Outre le contexte réglementaire, nous surveillons étroitement les changements apportés aux règles comptables et leur incidence éventuelle sur nos niveaux de capitalisation. Par suite de l'adoption récente des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers prévues par les PCGR du Canada, il existe des différences entre l'évaluation des capitaux propres aux fins de leur présentation dans les états financiers et l'évaluation aux fins de la réglementation. Ainsi, en vertu des PCGR du Canada, les titres de créance disponibles à la vente sont constatés à la juste valeur, et les gains et pertes non réalisés sont inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat étendu. À l'opposé, aux fins de la réglementation, ces titres de créance sont évalués au coût après amortissement, et le capital réglementaire ne reflète pas par conséquent les gains ou pertes non réalisés. De plus, les gains et pertes non réalisés sur les dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie et inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont exclus du calcul du capital réglementaire.

Le traitement des fonds propres liés aux placements en titres de capitaux propres dans d'autres entités se fonde sur diverses lignes directrices d'ordre comptable et juridique et sur le montant ou la nature du placement. Nous avons recours aux trois démarches générales suivantes :

- **Consolidation** : nous devons effectuer la consolidation intégrale des entités dans lesquelles nous détenons une participation conférant le contrôle dans notre bilan consolidé. Dans le cas des coentreprises, nous appliquons la méthode de la consolidation proportionnelle. Les titres détenus consolidés sont capitalisés directement par

- catégories d'actifs et ils ne sont pas traités comme des placements en titres de capitaux propres aux fins du calcul du capital réglementaire.
- Déduction : certains titres détenus sont portés en déduction aux fins du calcul du capital réglementaire. Ces titres comprennent tous les « intérêts de groupe financier » (tels qu'ils sont définis dans la *Loi sur les banques*), ainsi que tous les placements dans des filiales d'assurance.
- Pondération des risques : un facteur de pondération des risques est attribué aux placements en titres de capitaux propres non consolidés qui ne sont pas portés en déduction du capital, en fonction du taux prescrit aux fins du calcul des charges de capital.

Les critères utilisés pour déterminer le traitement des fonds propres liés aux placements en titres de capitaux propres en vertu de l'accord de Bâle II demeurent inchangés, mais les facteurs de pondération des risques prescrits par cet accord sont dans l'ensemble plus élevés que ceux prévus par l'accord de Bâle I.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans notre bilan. Les opérations hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques et du capital, ainsi qu'aux fins de gestion du financement, soit pour notre propre compte, soit pour celui des clients. Ces opérations incluent les opérations avec des structures d'accueil et l'émission de garanties. Elles entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque d'illiquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la section Gestion du risque.

Dérivés

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté trois nouvelles normes comptables de l'ICCA concernant les instruments financiers. Ces normes, ainsi que leur incidence sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, font l'objet d'une analyse dans la section Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, ainsi qu'à la note 1 des Notes complémentaires. Par suite de l'adoption de ces normes, tous les dérivés, y compris ceux qui sont admissibles à la comptabilité de couverture, sont désormais inscrits à la juste valeur dans les bilans consolidés. Avant le 1^{er} novembre 2006, les dérivés admissibles à la comptabilité de couverture n'étaient pas comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés. Se reporter à la note 7 des Notes complémentaires pour des renseignements plus détaillés sur nos produits dérivés.

Structures d'accueil

Les structures d'accueil sont habituellement créées dans un but unique et distinct. Leur durée de vie est limitée, et elles servent à isoler juridiquement les actifs financiers qu'elles détiennent par rapport à l'organisation cédante. Les structures d'accueil ne sont pas des entités en exploitation, elles n'ont généralement aucun effectif et peuvent comprendre des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) telles qu'elles sont définies dans la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'ICCA intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (variable rate entities)* (NOC-15). Se reporter à la section Conventions comptables critiques et estimations ainsi qu'aux notes 1 et 6 des Notes complémentaires pour en savoir davantage sur notre politique en matière de consolidation ainsi que sur les EDDV que nous avons consolidées ou celles dans lesquelles nous détenons des droits variables importants. En vertu de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 12 de l'ICCA, intitulée *Cessions de créances* (NOC-12), les structures d'accueil admissibles sont des entités juridiques manifestement distinctes du cédant, qui exercent des activités soumises à des limitations précises, qui détiennent des actifs précis et qui ne peuvent vendre ou céder des actifs désignés qu'en réponse automatique à des situations réunissant des conditions particulières.

La gestion et la surveillance de nos liens avec des structures d'accueil incombe à notre Comité de surveillance des montages financiers. Se reporter à la section Gestion du risque pour plus de détails à ce sujet.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous procémons périodiquement à la titrisation de créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels, principalement afin de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité. Nous procémons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation. Les gains et les pertes sur les opérations de titrisation sont inscrits dans les revenus autres que d'intérêt. Se reporter à la note 1 des Notes complémentaires pour une description de la convention comptable concernant les opérations de titrisation de prêts.

Outre les opérations de titrisation traditionnelles dans le cadre desquelles nous vendons nos prêts et nos créances, nous effectuons aussi des opérations de titrisation synthétique afin de transférer les risques liés à des éléments donnés de nos actifs financiers sans transférer réellement les actifs, par l'entremise de certains instruments financiers.

Créances sur cartes de crédit

Nous titrisons une partie de nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une structure d'accueil, sur une base renouvelable. Cette entité est financée au moyen de l'émission d'effets de premier rang et subordonnés garantis par les créances sur cartes de crédit sous-jacentes. Des cotations sont attribuées aux émissions par au moins deux agences de notation, soit DBRS, Moody's Investors Service (Moody's) ou Standard & Poor's Corporation (S&P). La structure d'accueil est une structure d'accueil admissible; par conséquent, en notre qualité de cédant des créances sur cartes de crédit, nous ne pouvons pas la consolider.

Nous continuons de fournir des services de gestion à l'égard des créances sur cartes de crédit cédées à la structure d'accueil admissible et nous administrons cette dernière. De plus, nous fournissons deux types de protection de premier niveau contre les pertes à la structure d'accueil admissible. Nos droits liés aux écarts excédentaires de ladite structure sont subordonnés à l'obligation de cette dernière envers les détenteurs de ses titres adossés à des créances mobilières. Les écarts excédentaires représentent le revenu net d'intérêt résiduel après le paiement de toutes les autres charges au titre de la fiducie. Les excédents servent à absorber les pertes liées aux créances sur cartes de crédit avant que ces dernières n'influent sur les paiements versés aux porteurs d'effets de la structure d'accueil admissible. La valeur actualisée de cet excédent est inscrite dans nos bilans consolidés à titre de droits conservés dans nos titres disponibles à la vente. Par ailleurs, nous consentons des prêts à la structure d'accueil admissible pour régler les charges initiales. Ces prêts sont de rang inférieur à tous les effets émis par la structure d'accueil admissible.

Prêts hypothécaires résidentiels

Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels garantis au Canada par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et cédonons une partie de ces titres à une structure d'accueil indépendante, sur une base renouvelable. Nous conservons des droits sur la marge excédentaire des titres vendus et nous continuons de fournir des services de gestion à l'égard des prêts hypothécaires sous-jacents que nous avons titrisés aux fins de nos besoins de financement et de liquidités.

En 2007, nous n'avons procédé à la titrisation synthétique d'aucun prêt hypothécaire résidentiel. Au 31 octobre 2006, nous avions procédé à la titrisation synthétique d'un montant de 20 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels, au moyen de garanties financières.

Prêts hypothécaires commerciaux

Nous titrisons des prêts hypothécaires commerciaux en les vendant à des structures d'accueil sous forme de groupes de biens affectés en garantie qui satisfont à certains critères de diversification, de levier financier et de couverture de la dette. Nous sommes le promoteur d'une de ces structures d'accueil. Les structures d'accueil financent l'achat de ces groupes de biens en émettant des certificats de rangs divers. Les certificats émis par la structure d'accueil dont nous sommes le promoteur sont assortis de cotations de crédit allant de AAA à B- qui leur ont été attribuées par l'une ou l'autre des agences DBRS, Moody's et S&P. Aucune cote de crédit n'est attribuée aux certificats qui sont de rang inférieur. Les certificats représentent les droits en copropriété dans le groupe de biens affectés en garantie, et la structure d'accueil dont nous sommes le promoteur, qui a vendu tous les droits en copropriété liés au groupe de biens, n'assume aucun des risques liés aux groupes de biens affectés en garantie. Nous ne conservons aucun droit de bénéficiaire dans les prêts vendus, sauf si nous achetons certains titres émis par les structures d'accueil pour notre compte. Aux termes d'un contrat conclu avec le tiers gestionnaire cadre, nous sommes le principal gestionnaire des prêts qui sont vendus à la structure d'accueil dont nous sommes le promoteur.

Opérations de titrisation de nos actifs financiers

Tableau 42

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006
Actifs titrisés en cours		
Prêts hypothécaires résidentiels	18 384 \$	14 131 \$
Créances sur cartes de crédit	3 650	3 650
Prêts hypothécaires commerciaux	3 727	1 914
Total	25 761 \$	19 695 \$
Droits conservés		
Prêts hypothécaires résidentiels :		
Titres adossés à des créances hypothécaires conservés (1)	5 954 \$	5 591 \$
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	414	206
Créances sur cartes de crédit :		
Titres adossés à des créances mobilières acquis (2)	870	1 390
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	27	26
Créances en vertu des contrats de prêt subordonnés	3	6
Prêts hypothécaires commerciaux		
Titres adossés à des créances mobilières acquis (2)	47	—
Total	7 315 \$	7 219 \$

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels titrisés sont tous assurés au Canada.

(2) Titres acquis au cours du processus de titrisation.

Opérations de titrisation en 2007

Au cours de l'exercice, nous avons titrisé un montant de 13,3 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels. Une tranche de 6,2 milliards de dollars de ce montant a été vendue, une tranche de 3,7 milliards a été réinvestie dans des titrisations à recharge, alors que la tranche résiduelle de 3,4 milliards a été conservée. Nous avons également titrisé un montant de 1,9 milliard de dollars de prêts hypothécaires commerciaux et acquis 48 millions de dollars (valeur en capital) de titres connexes durant le processus de titrisation. Se reporter à la note 5 des Notes complémentaires pour une analyse détaillée ainsi que pour les montants des prêts douteux et des prêts en retard que nous gérons, et de toutes pertes constatées au titre des opérations de titrisation durant l'exercice.

Fiducies de capital

Nous émettons des instruments innovateurs, soit les titres de fiducie de capital RBC (TruCS) et les billets secondaires de la Fiducie RBC (billets secondaires), par l'entremise de trois structures d'accueil : i) la Fiducie de capital RBC (Fiducie); ii) la Fiducie de capital RBC II (Fiducie II) et iii) la Fiducie de billets secondaires RBC (Fiducie III). Nous avons consolidé la Fiducie, mais nous ne consolidons pas la Fiducie II et la Fiducie III pour les raisons suivantes : nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire, nous ne sommes pas exposés à une majorité des pertes prévues et nous ne détenons pas de droits significatifs dans ces fiducies. Au 31 octobre 2007, nous détenions des droits résiduels de 1 million de dollars et de 1 million (1 million et néant en 2006) dans la Fiducie II et la Fiducie III, respectivement. Nous disposions d'un prêt à recevoir de la Fiducie II d'un montant de 40 millions de dollars (42 millions en 2006), et d'un prêt à recevoir de la Fiducie III d'un montant de 30 millions (néant en 2006), et nous avons inscrit le billet de dépôt de premier rang de 900 millions de dollars et celui de 999,8 millions (900 millions et néant en 2006) que nous avons émis à la Fiducie II et à la Fiducie III dans le passif lié aux dépôts. Dans certaines circonstances, les TruCS de la Fiducie II seront automatiquement échangés contre des actions privilégiées de RBC, et les billets secondaires, contre des billets subordonnés, sans le consentement préalable des porteurs. De plus, les porteurs de titres RBC TruCS de la Fiducie II peuvent échanger

leurs titres contre des actions privilégiées, comme cela est décrit à la note 17 des Notes complémentaires.

Les intérêts débiteurs sur les billets de dépôt de premier rang émis à la Fiducie II et à la Fiducie III se sont chiffrés à 52 millions de dollars et à 23,6 millions, respectivement (52 millions et néant en 2006; 52 millions et néant en 2005) pour l'exercice. Se reporter à la section Gestion du capital et à la note 17 des Notes complémentaires pour plus de détails sur les fiducies de capital et sur les modalités des TruCS et des billets secondaires émis et en circulation.

Titrisation des actifs financiers des clients

Notre principale activité à l'égard des structures d'accueil au sein du groupe des opérations de titrisation mondiales est l'administration de sept programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières offerts par des structures multicédantes (fonds multicédants), soit quatre au Canada et trois aux États-Unis. Nous exerçons des activités sur le marché des fonds multicédants parce que nos clients y accordent de la valeur, qu'elles nous offrent une source de revenus croissante et qu'elles génèrent un rendement intéressant de l'actif ajusté en fonction des risques. Nos clients ont principalement recours aux fonds multicédants pour diversifier leurs sources de financement et réduire leurs coûts de financement par l'entremise de garanties de première qualité. Les fonds multicédants achètent divers actifs financiers aux clients et ils financent les achats en émettant du papier commercial adossé à des créances mobilières bénéficiant de cotes élevées. Ces fonds acquièrent habituellement les actifs financiers dans le cadre d'opérations de titrisation de nos clients. Dans de telles situations, les cédants des actifs financiers continuent d'assurer la gestion des actifs respectifs, et ils fournissent généralement une certaine protection de premier niveau contre les pertes liées aux actifs.

Les fonds multicédants finançait également des actifs constituant soit des valeurs mobilières, y compris des titres adossés à des créances avec flux groupés ou des titres analogues à des valeurs mobilières, tels que des titres liés à la valeur du crédit. La qualité du crédit liée à ces opérations est très élevée; dans bien des cas, elle se situe dans la fourchette supérieure des catégories établies par les agences de notation qui attribuent des cotes à ces types de valeurs mobilières ou d'instruments analogues. Dans de telles situations, le fonds multicédant est dans bien des cas l'un des nombreux investisseurs dans les valeurs mobilières ou les instruments analogues.

Le papier commercial qu'émet chaque fonds multicédant est émis au nom de ce dernier et est assorti d'un recours à l'égard des actifs financiers que détient le fonds multicédant. Le papier commercial du fonds multicédant ne confère aucun droit de recours à notre égard, sauf par l'intermédiaire de notre participation dans des facilités de liquidité ou des facilités de rehaussement de crédit, ni à l'égard des autres fonds multicédants que nous administrons.

Nous n'avons aucune participation ni aucun droit conservé dans ces fonds multicédants. Nous fournissons certains services tels que ceux liés à la structuration des opérations et à l'administration, conformément aux ententes du fonds multicédant, à l'égard desquels nous touchons des commissions. Nous fournissons également des facilités de garantie de liquidité et des rehaussements de crédit partiels aux fonds multicédants. Notre risque de perte maximal en vertu de ces facilités s'établissait à 42,9 milliards de dollars en 2007 et à 35,1 milliards en 2006. L'augmentation des facilités de liquidité et de crédit est imputable à l'accroissement des activités des fonds multicédants au cours de l'exercice. Nous n'avons aucun droit ni contrôle sur les actifs que détiennent les fonds multicédants. Les commissions touchées à l'égard de ces services, qui sont constatées à titre de revenus autres que d'intérêt, se sont chiffrées à 72 millions de dollars pour l'exercice (60 millions en 2006; 58 millions en 2005).

Le total des engagements et des montants en cours au titre des facilités de liquidité et des rehaussements de crédit fournis aux fonds multicédants, qui font également l'objet d'une analyse à la section Garanties, s'établissait comme suit aux 31 octobre 2007 et 2006 :

Facilités de liquidité et de rehaussement du crédit

Tableau 43

(en millions de dollars canadiens)	2007			2006		
	Engagées	Risque de perte maximal	En cours	Engagées	Risque de perte maximal	En cours
Facilités de garantie de liquidité	42 567 \$	38 726 \$	-\$	34 880 \$	31 686 \$	-\$
Facilités de rehaussement du crédit	4 185	4 185	-	3 404	3 404	-

Le tableau suivant présente un sommaire de notre risque de perte maximal classé par type d'actifs des clients titrisés dans les fonds multicédants pour les exercices terminés les 31 octobre 2007 et 2006.

Risque de perte maximal par type d'actifs des clients titrisés

Tableau 44

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006
Actifs titrisés en cours		
Prêts-auto et crédit-bail automobile	12 157 \$	7 073 \$
Titres adossés à des créances mobilières	164	195
Prêts à la consommation	1 769	2 659
Prêts sur cartes de crédit	11 125	8 856
Créances au titre du financement des stocks des concessionnaires	496	—
Créances liées au marché de l'électricité	306	306
Créances au titre du matériel	2 279	2 132
Primes d'assurance	610	664
Autres prêts	288	—
Prêts hypothécaires résidentiels	3 793	4 358
Valeurs mobilières	1 669	1 497
Prêts aux étudiants	2 654	2 928
Créances clients	5 133	3 537
Prêts pour camions et crédit-bail pour camions	468	885
Autres	—	—
Total	42 911 \$	35 090 \$

Nous avons restructuré tous nos fonds multicédants en 2004. Dans le cadre de la restructuration, un tiers non lié (l'investisseur assumant les pertes prévues) a accepté d'absorber les pertes sur créances (jusqu'à concurrence d'un montant contractuel maximal) qui pourraient survenir à l'égard des actifs des fonds multicédants (la position de perte de premier niveau des fonds multicédants) avant nous et les détenteurs de titres de créance des fonds multicédants. En contrepartie de la prise en charge de la position de perte de premier niveau des fonds multicédants, chacun des fonds multicédants verse à l'investisseur assumant les pertes prévues un rendement proportionnel à sa position de risque. En outre, chaque fonds multicédant a octroyé à l'investisseur assumant les pertes prévues des droits de vote importants, y compris le droit d'approuver toute opération avant que le fonds multicédant n'effectue un achat et qu'il ne finance l'opération. Par suite de la restructuration, nous ne consolidons pas les fonds multicédants. En raison de l'augmentation des activités au cours de 2007, les actifs financiers des sept fonds multicédants totalisaient 29,3 milliards de dollars au 31 octobre 2007 (24,8 milliards en 2006). Le montant maximal des actifs que les fonds multicédants pourraient être tenus d'acheter en vertu des engagements d'achat en cours se chiffrait à 41,8 milliards de dollars (34,3 milliards en 2006) au 31 octobre 2007.

Création de produits de placement de crédit

Nous offrons des structures d'accueil généralement dans le but de transformer des dérivés de crédit en instruments de trésorerie, afin de créer des produits de crédit faits sur mesure qui répondent aux besoins des investisseurs ayant des exigences précises. Dans le cadre de ce processus, nous pouvons transférer nos actifs à ces structures d'accueil, mais nous sommes dans l'obligation de racheter ces actifs ultérieurement; nous pouvons aussi conclure des contrats sur dérivés avec ces structures d'accueil afin de modifier divers facteurs de risque, tels que les risques de rendement, de change et de crédit liés aux actifs sous-jacents et de répondre ainsi aux besoins des investisseurs. En notre qualité de contrepartiste, nous assumons en outre le risque de crédit connexe de contrepartie de la structure d'accueil.

Ces structures d'accueil émettent souvent des effets, à l'égard desquels des agences de notation externes peuvent attribuer des cotes. Par ailleurs, ces effets peuvent être cotés en Bourse et ils sont généralement négociés au moyen de systèmes de compensation d'obligations reconnus. Bien que l'on s'attende à ce que la plupart de ces effets soient vendus selon une stratégie d'achat à long terme, nous agissons occasionnellement à titre de teneur de marché. Nous ne fournissons cependant pas de garanties ni d'autres engagements connexes à ces structures d'accueil. Nous nous procurons plutôt une protection contre le risque de crédit auprès de ces structures d'accueil, au moyen de dérivés de crédit. Les investisseurs dans les effets assument en dernière analyse la responsabilité du coût relatif à tout paiement effectué par la structure d'accueil en vertu de ces dérivés de crédit. Nous consolidons les structures d'accueil à l'égard desquelles nos investissements dans les effets nous amènent à assumer la majorité des pertes prévues.

La création d'un tel produit nécessite maintes activités. Nous effectuons un certain nombre de ces activités, et des tiers indépendants ou des prestataires de services spécialisés se chargent des autres. À l'heure

actuelle, pour les structures d'accueil avec lesquelles nous traitons, nous sommes les seuls à assurer leur montage et à mettre en place les swaps, en plus d'être le seul agent payeur et émetteur de la plupart de ces structures d'accueil. Comme c'est le cas pour tous nos dérivés détenus à des fins de négociation, les contrats sur dérivés conclus avec ces structures d'accueil sont comptabilisés à leur juste valeur dans les actifs et les passifs se rapportant aux dérivés.

Au 31 octobre 2007, les actifs dans ces structures d'accueil s'établissaient à 5,2 milliards de dollars (3,8 milliards en 2006), dont une tranche de 0,3 milliard était consolidée au 31 octobre 2007 (0,7 milliard en 2006). L'augmentation de ces actifs est principalement attribuable à la création de nouvelles structures d'accueil en 2007.

Financement structuré

À l'occasion, nous investissons dans des entités hors bilan sous forme de substituts de prêt et de placements en titres de capitaux propres qui font partie des opérations structurées de manière à obtenir un résultat désiré, tel que la réduction de notre exposition à des actifs ou à des risques précis, l'accès indirect (à l'égard duquel les risques sont habituellement atténués) à des actifs financiers, le financement d'actifs donnés, le soutien et l'amélioration des rendements, ainsi que la satisfaction des exigences des clients. Ces opérations se traduisent normalement par un rendement supérieur ou des coûts de financement moins élevés après impôts, par rapport à ceux liés au financement de contreparties qui ne sont pas des structures d'accueil, à la détention d'une participation directe dans des actifs financiers ou à l'obtention d'un financement figurant au bilan. Elles sont structurées afin d'atténuer les risques liés aux placements directs dans les actifs financiers sous-jacents ou à l'obtention d'un financement direct, et elles peuvent être structurées d'une façon telle que notre risque de crédit ultime équivaudra à celui d'une entité autre qu'une structure d'accueil qui, dans la plupart des cas, est une autre institution financière. Ces opérations prévoient des conditions de désistement afin de réduire notre exposition aux risques découlant des modifications apportées aux lois ou aux règlements. Nous consolidons les EDDV utilisées à des fins de financement structuré à l'égard desquelles les droits que nous détenons nous amènent à assumer la majorité des pertes prévues. En 2007, nous avons réduit le total de nos placements dans certaines opérations. Au 31 octobre 2007, le total de l'actif des entités non consolidées dans lesquelles nous détenons des placements importants ou auxquelles nous avons accordé des prêts importants s'établissait à 4,8 milliards de dollars (6,9 milliards en 2006). Au 31 octobre 2007, le total des placements dans ces entités et des prêts consentis à ces entités était de 2,5 milliards de dollars (2,9 milliards en 2006), montant dont nous tenons compte dans nos bilans consolidés.

Fonds de placement

Nous concluons des opérations sur dérivés avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement contre des honoraires afin d'offrir aux investisseurs le degré de risque qu'ils souhaitent, et nous couvrons notre risque lié à ces dérivés en investissant dans d'autres fonds. Nous consolidons les fonds de placement lorsque notre participation dans le dérivé ou notre investissement dans d'autres fonds nous amènent à assumer la majorité des pertes prévues. Au 31 octobre 2007, le total de l'actif des fonds que nous n'avons pas consolidés et dans lesquels nous détenons des droits importants s'établissait à 1,6 milliard de dollars (3,6 milliards en 2006), et la baisse est principalement imputable à la réduction de l'actif d'un des fonds de placement. Au 31 octobre 2007, notre exposition totale à ces fonds s'élevait à 423 millions de dollars (319 millions en 2006).

Fiducies, fonds communs de placement et organismes de placement collectif

Notre coentreprise, *RBC Dexia IS*, offre des services de garde internationale, des services d'administration de fonds et de caisses de retraite, des services aux actionnaires, des services d'opérations de change et de prêt de titres ainsi que d'autres services connexes. En ce qui concerne les services d'administration fiduciaire ou de garde pour les fiducies personnelles ou institutionnelles, *RBC Dexia IS* doit, aux termes de sa responsabilité fiduciaire, agir au mieux des intérêts des bénéficiaires des fiducies. *RBC Dexia IS* touche des commissions au titre de ces services, et nous incluons dans nos revenus une tranche de 50 % de ces commissions, qui représente notre quote-part de notre participation dans la coentreprise. Se reporter à la note 9 des Notes complémentaires pour plus de détails.

Nous gérons les actifs des fonds communs de placement et des organismes de placement collectif et nous touchons des commissions fondées sur les taux du marché pour ces fonds et ces organismes, mais nous ne garantissons aucunement aux investisseurs le capital ni les rendements de ces fonds et de ces organismes.

Garanties

Nous concluons des ententes de garanties qui répondent à la définition de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'*ICCA*, intitulée

Informations à fournir sur les garanties (NOC-14), en contrepartie de frais inscrits à titre de revenus autres que d'intérêt. Les principaux types de garanties que nous offrons à des tiers sont des dérivés de crédit, des ventes d'options de vente, des garanties pour prêt de titres, des facilités de garantie de liquidité, des lettres de garantie financière, des garanties de bonne fin, des produits à valeur stable, des rehaussements de crédit, des prêts hypothécaires vendus avec recours et certaines ententes d'indemnisation.

Par suite de l'adoption des trois nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers le 1^{er} novembre 2006, les garanties financières sont maintenant constatées en fonction de la juste valeur initiale de l'obligation liée à la garantie donnée. L'évaluation ultérieure des garanties financières à la juste valeur n'est pas requise, sauf si la garantie financière est admissible à titre de dérivé. Étant donné que la valeur comptable de ces garanties financières ne reflète pas le montant maximal possible de nos paiements futurs, nous continuons de considérer les garanties comme des arrangements hors bilan. Avant le 1^{er} novembre 2006, les garanties financières devaient uniquement être présentées dans les Notes complémentaires.

Au 31 octobre 2007, le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à ces garanties se chiffrait à 152 milliards de dollars (125 milliards en 2006). En outre, au 31 octobre 2007, les garanties pour prêt de titres de RBC Dexia IS totalisaient 63,5 milliards de dollars (45,6 milliards en 2006). Le risque auquel nous sommes exposés correspond à 50 % de ce montant. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximal en cas de défaut complet des parties aux garanties, sans qu'il soit tenu compte des

recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu des dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou reçus en gage.

Au 31 octobre 2007, nous disposions de facilités de garantie de liquidités d'un montant de 40,4 milliards de dollars relativement à nos programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières, dont une tranche correspondant à 96 % était engagée auprès de fonds multicentraux gérés par RBC.

La note 27 des Notes complémentaires fournit des renseignements détaillés relatifs à la nature des types de garanties mentionnés ci-dessus et à l'exposition maximale potentielle liée à ces types de garanties.

Engagements commerciaux

Nous fournissons aussi des engagements commerciaux à nos clients dans le but de les aider à combler leurs besoins en financement. Au nom de nos clients, nous concluons des lettres de crédit documentaire permettant à un tiers de tirer des traites jusqu'à concurrence d'un montant établi et qui sont garanties par les livraisons de marchandises auxquelles elles se rapportent. Nous concluons des engagements de crédit qui représentent les tranches non utilisées des autorisations de crédit offertes sous forme de prêts, d'acceptations bancaires ou de lettres de crédit. Nous avons également des montants non engagés, à l'égard desquels nous nous réservons le droit de consentir du crédit à un emprunteur. Ces garanties et ces engagements nous ont exposés au risque d'illiquidité et de financement. Le tableau ci-après présente un sommaire détaillé de nos engagements commerciaux hors bilan.

Engagements commerciaux (1)

(en millions de dollars canadiens)

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Lettres de crédit documentaire	477 \$	24 \$	-\$	-\$	501 \$
Engagements de crédit et facilités de liquidité	40 015	30 053	22 596	8 924	101 588
Montants non engagés (2)	47 110	-	-	-	47 110
	87 602 \$	30 077 \$	22 596 \$	8 924 \$	149 199 \$

(1) Basé sur la durée restante jusqu'à l'échéance.

(2) Les montants non engagés représentent le crédit que nous pouvons choisir d'accorder à un emprunteur.

Tableau 45

Gestion du risque

Aperçu

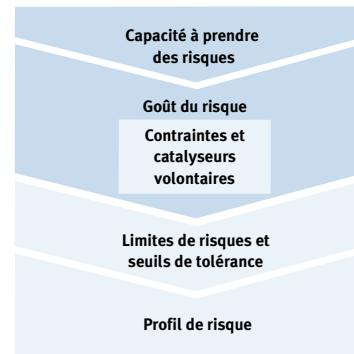
Nos activités commerciales nous exposent à divers risques, qui touchent presque toutes les facettes de notre exploitation. Nous gérons ces risques en cherchant à nous assurer que nos activités commerciales et nos opérations se traduisent par un équilibre adéquat entre le rendement obtenu et les risques assumés, et qu'ils s'alignent sur notre goût du risque.

Notre processus de gestion du risque est étayé par de saines pratiques en matière de gestion des risques et par des cadres de gestion du risque généraux qui sont efficaces. La pierre angulaire de ces cadres de gestion du risque consiste en une culture de gestion du risque bien établie, qui est étayée par des politiques, procédures et plafonds rigoureux appliqués à l'échelle de l'entreprise et nécessitant la participation de nos spécialistes de la gestion du risque ainsi que des secteurs d'exploitation et des autres unités fonctionnelles. Ce partenariat vise à assurer l'alignement continu de notre goût du risque et de nos stratégies et activités commerciales.

Goût du risque

Le cadre de gestion lié à notre goût du risque fournit une démarche structurée qui permet de déterminer la nature et le montant des risques que nous pouvons accepter et que nous sommes disposés à accepter aux fins de l'atteinte de nos objectifs. Ce cadre inclut les processus suivants :

- l'établissement des contraintes réglementaires qui limitent notre capacité à accepter le risque et nous aident à déterminer notre capacité à prendre des risques, laquelle correspond au risque maximal et au type de risque que nous pouvons prendre en charge;
- l'établissement et la confirmation, sur une base régulière, des contraintes et des catalyseurs volontaires en vertu desquels nous avons choisi de limiter les risques que nous prenons ou d'exercer une influence sur ces risques;
- la conversion de notre goût du risque en limites de risques et en seuils de tolérance qui servent de lignes directrices à nos secteurs d'exploitation aux fins de la prise de risques;
- l'évaluation et le suivi périodiques de notre profil de risque, lequel sert à comparer les risques auxquels nous sommes réellement exposés à nos limites de risques et seuils de tolérance.



Principes de gestion du risque

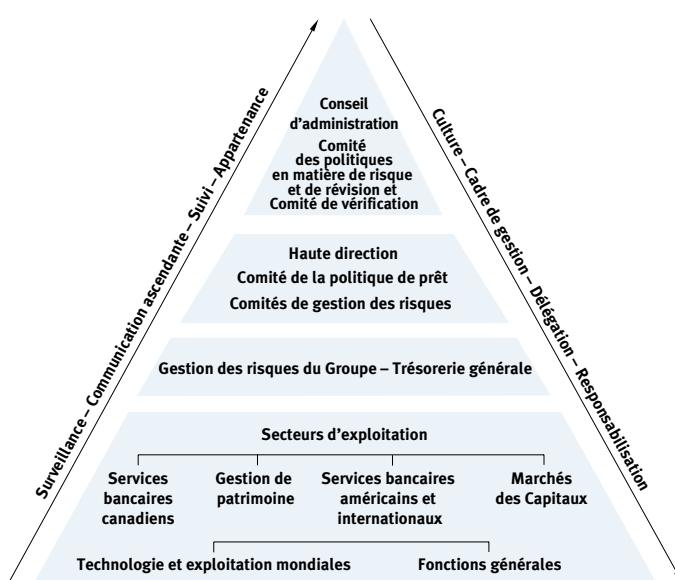
Nous appliquons les six principes généraux suivants au processus d'établissement, de suivi et de gestion des risques au sein de l'entreprise :

- i) Pour assurer l'équilibre entre les risques et les récompenses, a) nous assurons la concordance entre notre goût du risque et notre stratégie commerciale; b) nous diversifions les risques; c) nous établissons les prix en fonction des risques; d) nous atténuons les risques au moyen de contrôles préventifs; e) nous transférons les risques à des tiers.
- ii) Tous les échelons de l'organisation sont responsables de la gestion du risque. La direction de chaque secteur d'exploitation est responsable de tous les risques pris dans le cadre des activités du secteur, et les unités fonctionnelles Gestion des risques du Groupe, Technologie et exploitation mondiales (TEM) et Fonctions générales fournissent à cette fin des lignes directrices et assurent une surveillance.
- iii) Nous basons notre processus efficace de prise de décisions sur notre compréhension approfondie des risques.
- iv) Nous exerçons nos activités commerciales de manière à ne pas ternir notre réputation.

- v) Nous nous assurons que les services que nous fournissons répondent aux besoins des clients et que ces derniers en ont une bonne compréhension.
- vi) Nous nous assurons que des jugements appropriés sont exercés dans toute l'organisation aux fins de la gestion du risque.

Gouvernance du risque

La pyramide de structure générale de gouvernance du risque ci-dessous illustre les rôles et responsabilités des diverses parties prenantes.



Le Conseil et ses comités

Le Conseil d'administration fournit des services de surveillance et s'acquitte de son mandat de gestion du risque par l'entremise du Comité des politiques en matière de risque et de révision et du Comité de vérification.

Le Comité des politiques en matière de risque et de révision a pour but de s'assurer que nous avons mis en œuvre des politiques, des processus et des contrôles visant à gérer les risques importants et que nous nous conformons à la *Loi sur les banques* (Canada) et aux autres lois et règlements pertinents.

Le Comité de vérification fournit des services de surveillance afin d'assurer l'intégrité des états financiers, il procède à un examen du caractère approprié et de l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle, et il s'assure que les politiques en matière de gestion des liquidités, du financement et du capital ont été mises en œuvre.

Haute direction et Comité de la politique de prêt

La Haute direction se compose des cadres dirigeants et elle a à sa tête le président et chef de la direction. C'est à la Haute direction qu'incombe la responsabilité générale de notre stratégie et sa mise à exécution, et elle doit à cette fin donner le ton. Les activités de surveillance des risques incombent principalement au Comité de la politique de prêt, ainsi qu'aux cinq comités de gestion des risques suivants :

- Le Comité actif-passif examine, recommande et approuve les cadres touchant la gestion du capital, la gestion du risque de taux d'intérêt à l'échelle de l'entreprise, les prix de cession interne des fonds, les liquidités et le financement, ainsi que la gouvernance des filiales.
- Le Comité de déontologie et de conformité à la réglementation soutient directement notre processus de gestion des risques liés à l'environnement réglementaire, à la conformité et à la réputation.
- Le Comité d'examen de la politique est le principal responsable de l'approbation des risques liés aux politiques, aux produits et aux services.
- Le Comité de surveillance des montages financiers procède à l'examen des montages financiers et des prêts complexes.
- Le Comité de la gouvernance d'entreprise – États-Unis est responsable de toutes les questions de gouvernance touchant nos activités aux États-Unis.

Gestion des risques du Groupe et Trésorerie générale

La Gestion des risques du Groupe collabore étroitement avec nos secteurs d'exploitation afin de déterminer, d'évaluer, d'atténuer et de surveiller tous les risques avec lesquels nous devons composer. En collaboration avec le chef de la direction et les autres membres de la Haute direction, le chef de la gestion des risques et la Gestion des risques du Groupe sont principalement chargés de promouvoir notre culture de gestion du risque. Les responsabilités du chef de la gestion des risques et de la Gestion des risques du Groupe incluent :

- l'élaboration d'un processus exhaustif d'établissement et d'approbation des risques;
- l'élaboration de méthodes d'évaluation des risques adéquates;
- l'élaboration de contrôles et de plafonds liés aux risques, de manière à assurer une diversification des risques adéquate et à optimiser le rapport risque-rendement de chaque portefeuille et de chaque opération;
- le suivi des niveaux de risque et la communication aux cadres dirigeants et au Conseil d'administration de l'information concernant les principaux risques que nous assumons ou avec lesquels nous devons composer;
- l'exercice d'un rôle catalyseur aux fins de l'établissement et de la communication de notre goût du risque.

La Trésorerie générale est responsable de la gestion et de la surveillance de notre position de capital, du risque de taux d'intérêt à l'échelle de l'entreprise, ainsi que du risque d'illiquidité et de financement, et de la communication d'informations à leur sujet. Elle recommande les politiques et les pouvoirs liés à l'établissement, à l'évaluation et à la gestion du risque d'illiquidité et de financement, par l'entremise du Comité actif-passif et du Comité de la politique de prêt, aux fins de leur approbation par le Comité de vérification.

Secteurs d'exploitation et groupes de soutien

Les secteurs d'exploitation, le groupe Technologie et exploitation mondiales et le groupe Fonctions générales sont également responsables de la gestion du risque. Leurs responsabilités sont les suivantes : i) assumer la responsabilité des risques avec lesquels ils doivent composer; ii) aligner la stratégie commerciale sur le goût du risque; iii) cerner, contrôler et gérer les risques assumés.

Évaluation des risques

Notre capacité à évaluer les risques est une composante clé de notre processus de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise. Certaines méthodes d'évaluation s'appliquent à divers types de risques, tandis que certaines autres ne s'appliquent qu'à un seul type de risque. Bien que l'évaluation quantitative des risques soit importante, nous nous appuyons également sur des facteurs qualitatifs. Nos modèles et techniques d'évaluation font continuellement l'objet d'évaluations indépendantes par la Gestion des risques du Groupe, afin de déterminer leur pertinence et leur fiabilité. Dans le cas des types de risques difficiles à quantifier, nous accordons une plus grande importance aux facteurs de risque qualitatifs et à l'évaluation des activités afin d'évaluer le niveau de risque général et de nous assurer qu'il s'aligne sur notre goût du risque.

Pertes prévues

Les pertes prévues représentent les pertes auxquelles la conduite des affaires normales est susceptible de donner lieu dans une période de temps donnée selon les prévisions statistiques.

En ce qui concerne le risque de crédit, les principaux paramètres utilisés pour évaluer nos pertes prévues sont la probabilité de défaillance, la perte en cas de défaillance et le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance. Ces paramètres se fondent sur l'expérience en matière de pertes et ils sont étayés par des analyses comparatives et mis à jour régulièrement. Ils se définissent comme suit :

- **Probabilité de défaillance :** pourcentage estimatif qui représente la probabilité qu'un cas de défaillance par les débiteurs se produise dans un délai de un an lorsqu'une cote donnée a été attribuée ou qu'un portefeuille d'expositions existe.
- **Perte en cas de défaillance :** pourcentage estimatif du risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance susceptible de donner lieu à des pertes advenant un cas de défaillance par un débiteur.
- **Risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance :** valeur en dollars estimative du montant brut prévu de l'exposition liée à une facilité lorsqu'une défaillance par un débiteur se produit avant la constatation de provisions spécifiques ou de radiations partielles.

En ce qui concerne le risque de marché lié aux activités de négociation, nous utilisons une technique statistique, soit la valeur à risque, pour évaluer les pertes prévues. La valeur à risque constitue une mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur marchande maximale que subiraient nos portefeuilles de négociation en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché sur une période de un jour. Se reporter à la rubrique Risque de marché pour plus de détails.

Pertes imprévues et capital économique

Les pertes imprévues représentent une estimation statistique de l'excédent des pertes réelles sur les pertes prévues pour un horizon donné, évalué en fonction d'un niveau de confiance précis. Nous utilisons, à l'échelle de l'entreprise, le capital économique pour estimer les pertes imprévues liées à nos activités commerciales. Nous calculons le capital économique en estimant le niveau de capital requis pour couvrir les risques, compte tenu de nos normes de solvabilité et cotes de crédit cibles. Le recours au capital économique à titre de mesure du risque nous permet d'évaluer la performance des opérations et des portefeuilles sur une base plus comparable ajustée en fonction des risques. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Analyse de sensibilité et évaluation des facteurs de stress

Les analyses de sensibilité et les évaluations des facteurs de stress nous aident à assurer que les risques que nous prenons n'excèdent pas notre goût du risque et que le niveau de capital demeure adéquat. Les paramètres d'entrée des modèles et les hypothèses utilisés dans le cadre des analyses de sensibilité sont variés, ce qui permet d'évaluer la mesure dans laquelle l'évaluation des risques varie. Les évaluations des facteurs de stress nous aident à déterminer l'incidence de la volatilité extrême potentielle des marchés sur nos portefeuilles. Les scénarios de stress se fondent, d'une façon prudente, sur des événements peu susceptibles de se produire qui pourraient avoir une incidence défavorable sur le marché, ainsi que sur des faits nouveaux touchant l'économie en général.

Validation des modèles

Afin d'assurer la solidité de nos techniques d'évaluation, des spécialistes du risque n'ayant aucun lien avec les personnes responsables de l'élaboration et de l'application des modèles et des hypothèses procèdent à un processus de validation des modèles.

Contrôle du risque

Nous avons recours à un processus exhaustif de contrôle du risque à l'appui de notre démarche de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise. Ce processus comprend l'élaboration et la communication de politiques, la mise en œuvre de processus officiels d'examen et d'approbation des risques, ainsi que l'établissement des pouvoirs délégués et des limites de risque fixées. La mise en œuvre de contrôles du risque solides nous permet d'optimiser le rapport risque-rendement de chaque portefeuille et de chaque opération.

Structure de notre politique de gestion du risque

Nos cadres et politiques de gestion du risque sont structurés selon les quatre niveaux suivants :

Niveau 1 : Cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise : nos cadres et politiques de gestion du risque reposent sur ce cadre, au moyen duquel la direction donne le ton.

Niveau 2 : Cadres de gestion propres à chaque risque : ces cadres de gestion individuels exposent plus en détail chaque type de risque, ainsi que les points suivants :

- les méthodes utilisées pour cerner et évaluer les risques, pour assurer leur suivi et pour présenter de l'information à leur sujet;
- les principales politiques;
- les rôles et responsabilités liés à un risque donné.

Niveau 3 : Cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise : ces politiques constituent des critères minimaux auxquels nos secteurs d'exploitation, la Technologie et exploitation mondiales ainsi que les Fonctions générales doivent satisfaire relativement à divers types de risques.

Niveau 4 : Politiques et procédures propres aux secteurs d'exploitation et à la Technologie et exploitation mondiales : les secteurs d'exploitation et la Technologie et exploitation mondiales élaborent ces politiques et procédures afin de gérer les risques qui sont propres à leurs activités.

Processus d'examen et d'approbation des risques

Nos processus d'examen et d'approbation des risques sont élaborés par la Gestion des risques du Groupe, en fonction de la nature, de l'importance

et de la complexité du risque visé. En règle générale, dans le cadre du processus, une personne, un groupe ou un comité indépendants procède à l'examen officiel des risques et approuve ceux-ci. Les responsabilités au chapitre de l'approbation sont régies par les pouvoirs délégués, selon les quatre catégories suivantes :

- Projets et initiatives : le processus de documentation de l'évaluation des risques est régularisé dans le cadre de l'examen et de l'approbation, par la Gestion des risques du Groupe et par les Fonctions générales, de chaque demande d'approbation de projet (DAP).
- Nouveaux produits et services : nous avons élaboré des politiques et procédures aux fins de l'approbation de produits et services nouveaux ou modifiés, afin de nous assurer que nos produits et services font l'objet d'un processus d'examen et d'approbation exhaustif et rigoureux, qui vise à tenir compte de tous les risques connexes, tout en facilitant les occasions d'affaires.
- Opérations : nous nous assurons que des processus d'évaluation des risques ont été mis en œuvre aux fins de l'examen et de l'approbation de tous les types d'opérations, y compris les opérations liées aux produits de crédit.
- Montages financiers et prêts complexes : le Comité de surveillance des montages financiers procède à l'examen des nouveaux montages financiers et des opérations qui entraînent d'importants risques liés à la réputation, risques liés à l'environnement réglementaire et juridique, risques comptables ou risques fiscaux.

Pouvoirs et limites

Par l'entremise du Comité des politiques en matière de risque et de révision, le Conseil d'administration délègue les pouvoirs liés à l'établissement de limites concernant le risque de crédit, le risque de marché et le risque d'assurance au chef de la direction, au chef de l'exploitation et au chef de la gestion des risques. En vertu des pouvoirs qui leur sont délégués, ces dirigeants peuvent établir des niveaux de tolérance à l'égard des risques, approuver des limites d'exposition aux risques pour chaque secteur géographique (pays et région) et chaque secteur d'activité qui s'inscrivent dans des paramètres définis, et établir des limites en matière de prise ferme et de stocks pour ce qui est des activités de négociation et des services de banque d'investissement. Le Conseil d'administration et le Comité des politiques en matière de risque et de révision reviennent et approuvent annuellement les pouvoirs délégués. La Gestion des risques du Groupe est responsable d'établir :

- les critères selon lesquels ces pouvoirs peuvent être délégués à d'autres personnes;
- les exigences minimales liées aux processus de documentation, de communication et de surveillance des pouvoirs délégués.

Le Comité des politiques en matière de risque et de révision doit approuver toutes les opérations dont les limites excèdent les pouvoirs délégués à la direction.

Par l'entremise du Comité de vérification, le Conseil d'administration approuve les limites de risque visant à contrôler le risque d'illiquidité et de financement. Ces limites constituent une composante de notre cadre de gestion des liquidités et un contrôle des risques clé élaboré de manière à nous assurer que nous disposons de sources de liquidités fiables et efficientes pour satisfaire à nos engagements actuels et prospectifs, qu'ils soient présentés dans le bilan ou hors bilan.

Communication de l'information

Le processus de suivi et de communication des risques à l'échelle de l'entreprise constitue une composante cruciale de notre programme général de gestion du risque et il établit la capacité des hauts dirigeants et du Conseil d'administration à assumer efficacement leurs responsabilités en matière de gestion et de surveillance des risques.

Des informations internes sont communiquées régulièrement au moyen du rapport sur les risques du Groupe, afin de s'assurer que les cadres dirigeants et le Conseil d'administration reçoivent, en temps opportun, des informations prospectives sur les risques importants avec lesquels notre organisation doit composer, pour lesquelles des mesures peuvent être prises. Nous préparons également des rapports concernant des risques individuels, qui s'alignent sur nos politiques en matière de gouvernance et sur les lois et règlements pertinents. Chaque année, le chef de la gestion des risques fournit au Conseil d'administration un rapport d'examen exhaustif concernant les nouveaux risques avec lesquels l'organisation dans son ensemble et chaque secteur d'exploitation doivent composer. Notre processus de communication externe de l'information est conforme aux lois et autres règlements pertinents. Nous présentons régulièrement des rapports sur les risques auxquels nous sommes exposés aux parties prenantes, notamment les organismes de réglementation, les agences de notation externes et les analystes.

Accord de Bâle II

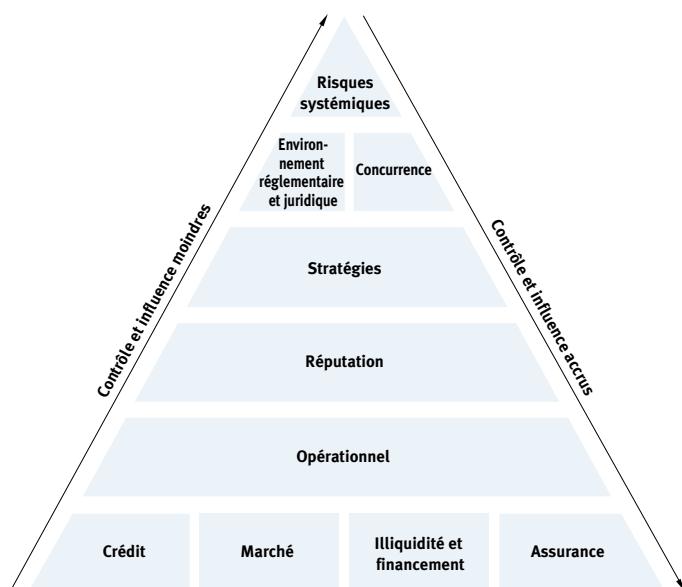
Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007, nous avons mis en œuvre l'accord de Bâle II, lequel permet de mieux aligner les exigences en matière de fonds propres réglementaires et notre profil de risque sous-jacent ainsi que nos pratiques internes en matière de gestion du risque, par rapport à l'accord de Bâle I. L'accord de Bâle II représente un changement majeur au chapitre de la réglementation des banques, en ce sens qu'il permet aux banques de choisir l'une des diverses méthodes prescrites afin de calculer les fonds propres minimaux requis à l'appui du risque de crédit et du risque opérationnel qu'elles assument.

Risque de crédit

Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) s'attend à ce que toutes les principales banques canadiennes adoptent l'approche avancée fondée sur les notations internes (approche NI avancée) relativement à tous leurs portefeuilles importants, quoiqu'une certaine flexibilité sera permise en ce qui concerne l'échéancier de mise en œuvre. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section Gestion du capital. Lorsque le BSIF aura approuvé nos systèmes de notations internes aux termes de cette approche, nous pourrons évaluer le risque de crédit auquel nous sommes exposés en ayant recours à ces systèmes, et nous pourrons utiliser les évaluations du risque produites par ces systèmes pour calculer les fonds propres réglementaires dont nous avons besoin.

Pyramide de risques

Nous utilisons une pyramide pour cerner et classer les risques auxquels nous sommes exposés. Ces risques sont classés verticalement dans la pyramide de risques, de manière à refléter leur contrôlabilité. La pyramide de risques permet d'appliquer un langage et une discipline communs aux fins de l'établissement et de l'évaluation des risques liés à nos secteurs d'exploitation, nos produits, nos initiatives, nos acquisitions et nos alliances. Cette pyramide fait l'objet d'exams réguliers afin de s'assurer qu'elle reflète tous les risques principaux et que le classement de ces risques est approprié.



Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité ou le refus d'une contrepartie à remplir ses obligations de paiement. Il peut être direct (émetteur, débiteur, obligé ou titulaire de police) ou indirect et associé à un obligé secondaire (garant ou réassureur).

Nous offrons un vaste éventail de produits de crédit et de services de prêts aux particuliers et entreprises clients au Canada, aux États-Unis et dans maints autres pays. Nos principaux produits incluent les prêts, les prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, les prêts sur cartes de crédit, les marges de crédit et les lettres de crédit. Les services de prêts spécialisés incluent le financement reposant sur l'actif, les prêts sur marge, le prêt de titres et le financement de projets. La plupart de nos secteurs d'exploitation offrent des produits et des services de crédit. Le risque de crédit découle également d'autres activités qui ne sont pas liées

Risque opérationnel

Le BSIF n'exige pas la conformité à un aussi grand nombre de normes aux fins du calcul des fonds propres requis pour soutenir le risque opérationnel. Les deux options possibles en vertu de l'accord de Bâle II sont l'approche standardisée et l'approche des mesures avancées (AMA). Nous avons décidé de mettre en œuvre les pratiques de gouvernance et de gestion du risque plus pointues, prescrites en vertu de l'approche AMA, mais nous aurons initialement recours à l'approche standardisée pour calculer les fonds propres à l'égard du risque opérationnel.

Cette démarche normalisée se traduit par une gouvernance et une gestion plus saines du risque opérationnel, et elle nous positionne en prévision de l'adoption de l'approche AMA, laquelle se produira lorsque les progrès au chapitre des capacités d'évaluation nécessiteront une méthode de calcul fondée sur des modèles. Le BSIF appuie sans réserve cette stratégie, qui vise à effectuer une saine gestion du risque opérationnel tout en préparant le terrain à des capacités d'évaluation plus avancées.

Risque de marché

Le traitement du risque de marché en vertu de l'accord de Bâle II demeure inchangé par rapport à son traitement aux termes de l'accord de Bâle I.

Bas de la pyramide – Les catégories de risques au bas de la pyramide sont celles sur lesquelles nous exerçons le niveau le plus élevé qui soit de contrôle et d'influence. Ces risques incluent le risque de crédit, le risque de marché, le risque d'illiquidité et de financement, ainsi que le risque d'assurance. Bien que le risque opérationnel soit considéré comme l'un des risques sur lesquels nous exerçons le niveau le plus élevé qui soit de contrôle et d'influence, nous l'avons classé plus haut dans la pyramide que les autres risques sur lesquels nous exerçons un niveau élevé de contrôle. Ce classement reflète le degré de contrôlabilité associé aux ressources humaines, aux systèmes et aux événements externes.

Milieu de la pyramide – Le risque stratégique et le risque lié à la réputation, sur lesquels nous exerçons un plus grand contrôle que les risques situés au haut de la pyramide, sont moins contrôlables que les risques situés au bas de la pyramide. Le risque stratégique découle de l'une ou l'autre des deux situations suivantes : i) le choix de la mauvaise stratégie; ii) le choix de la bonne stratégie, mais sa mise en œuvre inadéquate. Le risque lié à la réputation se trouve au milieu de la pyramide afin de refléter le juste niveau de contrôle et d'influence que nous pouvons exercer pour gérer ce type de risque, lequel est habituellement lié à d'autres risques, principalement le risque lié à l'environnement réglementaire et juridique et le risque opérationnel.

Haut de la pyramide – Le risque systémique se trouve au haut de la pyramide car il constitue le risque le moins contrôlable et car nous ne pouvons habituellement pas le gérer au moyen de mesures directes d'atténuation des risques telles que l'établissement de limites de risques ou la diversification des portefeuilles. Le risque lié à l'environnement réglementaire et juridique et le risque de concurrence sont contrôlables dans une certaine mesure, car nous pouvons exercer une influence sur ces risques en tant que personne morale et en tant que participant actif au sein des secteurs des services financiers au Canada et à l'étranger.

directement à la prestation de produits ou de services de crédit aux clients, notamment les placements à court terme liés à la gestion des liquidités et les activités de placement liées aux services d'assurance.

Nos produits de crédit constituent un inducteur important de notre rendement général. Si nous ne réussissons pas à gérer efficacement le risque de crédit lié à tous nos produits, services et activités à l'échelle de l'organisation, cela pourrait avoir une importante incidence directe et immédiate sur nos résultats et notre réputation.

Nos principes de gestion du risque de crédit se fondent sur les six principes de gestion des risques dont il est question à la section Gestion du risque. Plus particulièrement, deux de ces principes sont étayés par les facteurs liés à la gestion du risque de crédit énumérés ci-après.

- Afin d'assurer un équilibre efficace entre les risques et le rendement :
- nous nous assurons que la qualité du crédit n'est pas compromise aux fins de notre croissance;
- nous diversifions les risques de crédit liés aux transactions, aux relations d'affaires et aux portefeuilles;
- nous utilisons des systèmes, des politiques et des outils aux fins des analyses de l'évaluation des risques ainsi que de l'établissement de cotations de crédit;
- nous établissons nos prix en fonction des risques de crédit pris en charge;
- nous appliquons une démarche uniforme aux fins de l'évaluation des risques de crédit auxquels nous sommes exposés;
- nous atténuons le risque de crédit au moyen de contrôles préventifs et de contrôles de détection;
- nous transférons les risques de crédit à des tiers, le cas échéant, au moyen de techniques d'atténuation des risques approuvées, notamment des opérations de couverture et des assurances.

Nous exerçons nos activités commerciales de manière à ne pas nuire à notre réputation. Nous évitons donc certains types de clients et de transactions afin de maintenir notre réputation, notamment :

- le financement d'activités liées à la fabrication de matériel à des fins de guerre nucléaire, chimique ou biologique et de mines terrestres;
- le financement d'activités liées aux jeux de hasard sur Internet;
- l'octroi de prêts à des entités faisant l'objet de sanctions économiques;
- les opérations de crédit qui facilitent les activités illégales ou qui contribuent à la présentation d'états financiers ou de renseignements aux fins de la réglementation qui sont trompeurs;
- les opérations de crédit mettant en cause des ententes, des décaissements ou des transferts de fonds non documentés;
- l'octroi de prêts à une entreprise ou à un particulier qui participe à des activités non conformes aux normes de comportement éthique généralement reconnues au sein de la collectivité.

Responsabilités

Nous sommes d'avis que la gestion du risque de crédit s'applique à tous les échelons de l'entreprise. Le tableau suivant donne un aperçu général des responsabilités des principaux comités qui participent au processus de gestion du risque de crédit.

Conseil d'administration et Comité des politiques en matière de risque et de révision

- Ils orientent et influencent notre culture en matière de gestion du risque de crédit et approuvent notre goût du risque de crédit.
- Ils s'assurent que la direction a mis en œuvre les cadres, les politiques, les processus et les procédures nécessaires à la gestion du risque de crédit (y compris les pouvoirs d'approbation aux fins du cadre de gestion du risque de crédit et les principales politiques de gestion du risque de crédit à l'échelle de l'entreprise), et ils évaluent l'efficacité avec laquelle nous gérons le risque de crédit.
- Ils approuvent les plafonds de risque de crédit, délèguent les pouvoirs d'approbation au chef de la direction, au chef de l'exploitation et au chef de la gestion des risques, et ils approuvent les opérations de crédit comportant des risques supérieurs aux risques pour lesquels des pouvoirs d'approbation ont été délégués à la direction.
- Ils procèdent à un examen de l'information présentée relativement aux risques de crédit à l'échelle de l'entreprise, des principaux risques auxquels nous sommes exposés et des dérogations aux plafonds établis.

Comité de la politique de prêt

- Il s'assure que notre profil de risque de crédit est conforme à nos objectifs stratégiques.
- Il s'assure que nous appliquons constamment des politiques, processus et procédures adéquats et efficaces aux fins de la gestion du risque de crédit (et il recommande au Conseil d'administration, à des fins d'approbation, le cadre de gestion du risque de crédit ainsi que les principales politiques aux fins de la gestion du risque de crédit à l'échelle de l'entreprise).
- Il approuve les politiques et produits de crédit comportant des risques importants que le chef de la gestion des risques porte à son attention.
- Il recommande au Conseil d'administration, à des fins d'approbation, les opérations de crédit comportant des risques supérieurs aux risques pour lesquels des pouvoirs d'approbation ont été délégués à la direction.
- Il procède à un examen de l'information présentée relativement au risque de crédit à l'échelle de l'entreprise, ainsi que des principaux risques auxquels nous sommes exposés et des principaux processus, et il s'assure que les informations sur les questions liées au risque de crédit et sur la gestion de ce risque sont communiquées en temps utile au Conseil d'administration.

Comité d'examen de la politique

- Il procède à l'examen du cadre de gestion du risque de crédit et recommande son approbation.
- Il approuve les politiques de gestion du risque de crédit à l'échelle de l'entreprise.
- Il approuve les nouvelles politiques et les politiques modifiées de gestion du risque de crédit liées aux secteurs d'exploitation ainsi que les produits comportant des risques importants.

Comité de surveillance des montages financiers

- Il procède à la surveillance des risques liés aux montages financiers et aux prêts complexes, et il s'assure notamment que ces risques sont cernés et atténués.
- Il examine et approuve les produits et les transactions qui sont portés à son attention conformément à nos politiques.

Mesure du risque

Étant donné que le risque de crédit est susceptible d'avoir une incidence importante sur nos résultats, il est essentiel que ce risque soit quantifié avec exactitude, tant en ce qui concerne les risques liés aux débiteurs individuels que ceux liés aux portefeuilles. Cela nous permet d'estimer de manière efficace les pertes sur créances prévues et de réduire les pertes imprévues afin de gérer et de limiter la volatilité des résultats.

Les risques de crédit auxquels nous sommes exposés touchent nos portefeuilles de prêts de gros et de prêts de détail, et nous avons recours à divers processus d'évaluation des risques pour chaque portefeuille. Le portefeuille de prêts de gros donne lieu à des risques liés aux entreprises, aux États souverains et aux banques, y compris les prêts aux entreprises de moyenne et grande taille et certains prêts aux petites entreprises gérés individuellement. Le portefeuille de prêts de détail se compose des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers, des prêts sur cartes de crédit et des prêts aux petites entreprises gérés collectivement. Ces catégories de risque sont conformes aux lignes directrices de l'accord de Bâle II, en vertu duquel les banques sont tenues de fournir des informations sur les risques auxquels elles sont exposées, en se basant sur la façon dont elles gèrent leurs activités et leurs risques.

Les systèmes d'établissement de cotations de crédit ont été élaborés afin d'évaluer et de quantifier les risques liés aux activités de prêts d'une manière précise et uniforme. Nous utilisons un système bidimensionnel en ce qui concerne les risques liés aux prêts de gros et de détail.

Portefeuille de prêts de gros

En ce qui concerne les prêts de gros, le système d'établissement de cotations de crédit sert à évaluer et à cerner les risques liés à nos activités de prêt d'une manière précise et uniforme, selon deux dimensions.

Dans le cas de la première dimension, une cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur (CERE) est attribuée à chaque débiteur; cette cote reflète notre évaluation de la qualité du crédit du débiteur. Chaque cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur est assortie d'une probabilité de défaut. Cette probabilité constitue une estimation de la probabilité qu'un cas de défaut par un débiteur auquel une cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur a été attribuée se produise sur un horizon de un an. La cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur classe le risque de défaut d'un débiteur et correspond à notre évaluation de la capacité et de la volonté du débiteur de satisfaire à ses obligations contractuelles, malgré des conditions commerciales défavorables ou entraînant un stress,

des creux dans le cycle économique, des ralentissements économiques ou des événements imprévus susceptibles de se produire. L'attribution des cotes d'évaluation du risque lié à l'emprunteur se fonde sur une évaluation des activités et du rendement financier du débiteur en fonction de plusieurs facteurs de risque. Nous utilisons des documents aux fins de l'établissement des critères de risque, lesquels fournissent un processus structuré qui permet de déterminer et d'analyser de manière constante les informations importantes nécessaires à l'évaluation des débiteurs dans plusieurs secteurs d'activité. En règle générale, les principaux facteurs de risque évalués incluent l'industrie, les marchés, la capacité concurrentielle de la société, sa stratégie ainsi que la qualité de sa gestion, son rendement financier et son accès à des fonds. Les documents aux fins de l'établissement des critères de risques fournissent des lignes directrices sur les enjeux devant être mis en évidence dans le cadre de l'évaluation des sociétés exerçant leurs activités dans un secteur donné, ainsi que des facteurs de pondération, qui peuvent varier d'une industrie à l'autre. Nous revoyons nos cotes de crédit internes sur une base annuelle ou plus souvent.

Notre système d'établissement de cotes de crédit est semblable à celui utilisé par les agences de notation externes. Le tableau suivant illustre ce système de notation interne, lequel se base sur 22 points, et il fournit une comparaison par rapport aux cotes de crédit attribuées par les agences externes.

Cotes de crédit internes

Tableau 46

Cote	Standard & Poor's	Moody's Investors Service	Description
1 à 4	AAA à AA-	Aaa à Aa3	de première qualité
5 à 7	A+ à A-	A1 à A3	
8 à 10	BBB+ à BBB-	Baa1 à Baa3	
11 à 13	BB+ à BB-	Ba1 à Ba3	de qualité inférieure
14 à 16	B+ à B-	B1 à B3	
17 à 20	CCC+ à CC	Caa1 à Ca	
21 à 22	C à D	C à faillite	prêts douteux/défaillance

Dans le cas de la deuxième dimension, la perte en cas de défaillance représente la portion du risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance susceptible de donner lieu à des pertes lorsqu'un cas de défaillance par un débiteur se produit. Les taux de pertes en cas de défaillance se fondent en grande partie sur des facteurs tels que le rang des prêts, les garanties additionnelles et le type de client, ainsi que le secteur dans lequel le débiteur exerce ses activités. Le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance représente une estimation du montant brut prévu de l'exposition liée à une facilité de crédit lorsqu'une défaillance par un obligé se produit. Au moment de la défaillance, il se pourrait que le débiteur ait utilisé la totalité de la facilité ou qu'il ait remboursé une tranche du capital. Nous estimons le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance en nous basant sur le montant de l'encours et sur un montant estimatif de la tranche non utilisée qui sera probablement prélevée au moment de la défaillance. L'estimation de ces paramètres représente une composante essentielle de notre système d'établissement de cotes de crédit. Ce processus sert à quantifier les risques liés aux débiteurs et aux facilités connexes au moyen de l'estimation de valeurs et de leur attribution aux paramètres. Les estimations liées aux paramètres se fondent sur notre expérience et elles sont comparées à des données externes, le cas échéant. Bien que nous ayons recours à la probabilité de défaillance en ce qui concerne le débiteur, nous estimons la perte en cas de défaillance et le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance en ce qui concerne les diverses facilités de crédit liées à ce débiteur.

Ces cotes et ces évaluations des risques servent à déterminer le montant des pertes prévues et imprévues, ainsi que le montant du capital économique et du capital réglementaire. Elles servent aussi aux fins de l'établissement des plafonds de risque, de la gestion des portefeuilles et de l'établissement des prix des produits.

Portefeuille de prêts de détail

L'évaluation du crédit par cote constitue le principal système d'établissement de notation utilisé pour évaluer les risques liés au débiteur et à la transaction dans le cas des prêts de détail. Nous l'utilisons dans le cas des nouveaux clients (évaluation par cote des nouveaux clients) ainsi qu'aux fins de la gestion des comptes des clients existants (évaluation du comportement par cote).

Les modèles d'évaluation par cote des nouveaux clients, qui sont utilisés à des fins de souscription, se fondent sur des méthodes statistiques établies d'analyse des caractéristiques des nouvelles demandes et du

risque passé afin d'estimer le risque de crédit futur. Lors de l'élaboration des modèles, toutes les sources de données disponibles, y compris les données fournies par le client (états de service), les données internes (renseignements sur les prêts) et les données fournies par des sources externes (agences de notation), sont utilisées.

Nous nous servons de modèles d'évaluation du comportement par cote aux fins de la gestion continue des comptes des clients ayant un prêt de détail avec lesquels nous avons une relation bien établie. Ces modèles se fondent sur des techniques statistiques qui tiennent compte du comportement passé afin de prédire le comportement futur et qui incorporent des informations telles que les flux de trésorerie et les tendances en matière d'emprunts, ainsi que l'étendue de notre relation avec le client. Les modèles d'évaluation du comportement par cote sont dynamiques et ils sont habituellement mis à jour mensuellement afin de constamment réévaluer les risques. Les caractéristiques utilisées aux fins de ces modèles se fondent sur les données liées aux comptes existants et aux prêts concernant chaque client, ainsi que sur les données fournies par des sources externes, telles que les agences de notation.

Aux fins de la gestion générale des portefeuilles, nous évaluons les risques liés aux prêts de détail collectivement, et chaque bloc d'expositions regroupe les risques possédant des caractéristiques homogènes. Ces blocs d'expositions permettent d'estimer avec une plus grande précision et une plus grande uniformité les caractéristiques des défaillances et des pertes. Les critères utilisés pour établir les blocs d'expositions servant à quantifier les risques incluent le type de produit aux fins de l'évaluation du comportement par cote (prêt hypothécaire, prêt sur cartes de crédit, marge de crédit et prêt remboursable par versements), le type de garantie (biens meubles, actifs liquides et biens immobiliers), ainsi que la situation de défaillance (prêt productif, en retard, en défaillance) liée au risque. Nous procédons à un suivi régulier et à des ajustements périodiques afin de nous assurer que ce processus donne lieu à une différenciation des risques utile. Cela nous permet également de grouper les expositions homogènes du point de vue des risques et d'effectuer une estimation précise et uniforme des caractéristiques des pertes propres au bloc. Nous transférons les expositions d'un bloc à l'autre pour évaluer la qualité du crédit.

Les blocs sont évalués selon deux dimensions, soit la probabilité de défaillance et la perte en cas de défaillance. L'estimation de la probabilité de défaillance et de la perte en cas de défaillance tient compte des caractéristiques de l'emprunteur et de la transaction, notamment l'évaluation du comportement par cote, le type de produit et la situation de défaillance. Nous estimons la perte en cas de défaillance en fonction de facteurs propres à la transaction, notamment les types de produits et de garanties. Nos cotes de crédit sont revues et modifiées régulièrement.

Le tableau suivant illustre les taux de probabilité qu'une défaillance se produise et les niveaux de risque connexes :

Cotes de crédit internes

Tableau 47

Taux de probabilité	Description
0,0 %–1,0 %	Faible risque
1,1 %–6,4 %	Risque moyen
6,5 %–99,99 %	Risque élevé
100,00 %	Prêt douteux/défaillance

Validation

Nous nous assurons que nos systèmes et méthodes aux fins de l'établissement de cotes de crédit font régulièrement l'objet d'une validation indépendante. Les processus de validation nous fournissent la confirmation que nos systèmes permettent de déterminer de façon appropriée les facteurs qui nous aident à différencier les risques, à quantifier de façon adéquate le risque et à élaborer des mesures du risque qui réagissent aux variations de l'environnement macroéconomique et de l'environnement de crédit; ces processus sont conformes aux exigences réglementaires et à notre philosophie en matière d'établissement de cotes de crédit. Les personnes responsables des processus de validation exercent leurs activités indépendamment du groupe dont les méthodologies et les processus font l'objet de la validation.

Nous assurons une séparation adéquate des responsabilités liées i) à la mise en œuvre de la transaction et à son approbation, activités qui prennent place au sein des secteurs d'exploitation; ii) à l'élaboration, au développement et au maintien des méthodes d'établissement de cotes de crédit, lesquelles incombent à la Gestion des risques du Groupe. Ce groupe est également responsable de l'estimation des trois paramètres de risques décrits ci-dessus. Afin d'assurer une séparation adéquate des responsabilités, la Gestion des risques du Groupe approuve les modèles élaborés par les secteurs d'exploitation.

La validation des paramètres de risque estimatifs liés aux portefeuilles de prêts de gros et de détail tient compte du processus d'estimation ainsi que de la plausibilité des estimations utilisées pour calculer le capital réglementaire. Les facteurs suivants font l'objet d'un examen et d'une évaluation :

- les méthodes et processus de quantification, ainsi que la plausibilité des données obtenues;
- la relation entre les données historiques et les valeurs des paramètres établies selon des calculs internes, lesquelles tiennent compte du jugement expert des personnes ayant effectué l'estimation et d'étaillons externes;
- l'exhaustivité des observations sur les données, le caractère approprié des sources de données et la segmentation des données;
- l'importance statistique et l'efficacité prédictive des valeurs estimatives; les niveaux de tolérance sont déterminés et comparés aux résultats réels, et les dérogations sont clairement soulignées.

Nous utilisons diverses méthodes de validation quantitatives (statistiques) et qualitatives (non statistiques) afin de nous assurer de la validité de notre système d'établissement de cotes de crédit. Nous appliquons à tout le moins les techniques suivantes afin de nous assurer que le processus de validation sert à :

- examiner les données importantes et pertinentes que nous possérons et celles qui sont fournies par des sources externes, de manière à établir un contexte aux fins des hypothèses, des calculs et des données obtenues;
- démontrer que les estimations se fondent sur l'expérience;
- fournir des indicateurs raisonnables des défaillances et pertes futures.

Des rapports détaillés sur le processus de validation sont préparés afin d'évaluer les méthodes d'établissement de cotes de crédit et les paramètres de risque estimatifs.

Capital économique

Le capital économique constitue l'estimation par la direction du capital requis pour couvrir nos risques. Nous avons recours au capital économique pour prendre des décisions en matière de prix fondées sur les risques et pour évaluer la rentabilité, afin d'assurer un rapport risquerendement adéquat. En ce qui concerne notre portefeuille de prêts de gros, le capital économique permet d'établir des plafonds pour les risques à l'échelle individuelle ou à l'échelle du secteur, de manière à gérer la concentration des risques. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Analyses de sensibilité et évaluations des facteurs de stress

Les analyses de sensibilité et les évaluations des facteurs de stress servent à déterminer l'importance des pertes possibles liées aux portefeuilles de prêts de gros et de détail, en fonction de divers scénarios. Bien que les pertes imprévues soient, de par leur nature, difficiles à quantifier, nous utilisons des évaluations des facteurs de stress, des scénarios et des analyses de sensibilité afin de mieux comprendre et d'atténuer les pertes sur créances imprévues. Ces activités servent à avertir la direction d'événements qui, bien que peu susceptibles de se produire, pourraient avoir une incidence défavorable sur le marché, ainsi que de faits nouveaux touchant l'économie en général, et de leur répercussions sur l'adéquation générale de nos fonds propres. Les scénarios liés au risque de crédit tels qu'un ralentissement économique ou un repli de l'industrie, qui sont sélectionnés sont considérés comme utiles et représentatifs d'événements ou de circonstances possibles et réalisables, et ils sont raisonnablement prudentes.

Contrôle du risque

La Gestion des risques du Groupe est responsable de l'élaboration, de la communication et du maintien de nos politiques de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise. Ces politiques établissent les exigences minimales aux fins de la gestion prudente du risque de crédit, compte tenu de divers contextes de gestion des transactions et des portefeuilles.

Politiques de gestion du risque de crédit

Nos politiques de gestion du risque de crédit ont évolué au fil des ans, de manière à refléter notre expansion géographique et la complexité de nos produits, et nous les avons peaufinées en nous fondant sur notre expérience, sur l'influence des organismes de réglementation et sur les innovations en matière de gestion des risques. Ces politiques se divisent en six catégories principales :

- L'évaluation du risque de crédit englobe les politiques liées à l'analyse du risque de crédit, la notation des risques, l'évaluation du crédit par cote et les risques de crédit commercial.

- L'atténuation du risque de crédit touche notamment les montages financiers, les biens donnés en garantie et les cautionnements.
- L'approbation du risque de crédit vise notamment les plafonds de risque de crédit et les dérogations à ces plafonds.
- La documentation du risque de crédit touche le processus de documentation et d'administration.
- L'examen du risque de crédit et la détérioration de ce risque visent notamment le processus de suivi et d'examen.
- La gestion des portefeuilles de crédit englobe la gestion des portefeuilles et la quantification des risques.

Approbation des produits et des services de crédit

Nos produits et services font l'objet de processus rigoureux aux fins de l'examen et de l'approbation des risques. Dans le cas des nouveaux produits et services et de ceux qui sont modifiés, un examen de tous les risques qui peuvent y être liés, y compris le risque de crédit, doit être effectué, conformément à notre pyramide des risques; lorsque le niveau de risque augmente, un niveau supérieur d'approbation est requis.

Plafonds de risque de crédit

Les plafonds servent à nous assurer que notre portefeuille est bien diversifié et qu'il s'aligne sur le goût du risque approuvé par le Conseil d'administration. Nous établissons des plafonds relativement aux risques de crédit suivants afin d'assurer leur diversification adéquate et de réduire la concentration des risques :

- le risque lié à une seule entreprise
- le risque de prise ferme
- le risque lié à un secteur géographique (pays ou région)
- le risque lié à un secteur d'activité
- le risque lié aux produits et aux portefeuilles.

Le plafond lié au capital économique est un complément des plafonds nominaux, et le risque lié à une seule entreprise doit donc respecter ces deux plafonds. Afin de nous assurer que ce risque demeure bien en deçà des seuils réglementaires et que la concentration des risques est gérée de façon prudente, i) nous avons établi des plafonds internes d'exposition au risque lié à une seule entreprise exprimés en pourcentage du total des fonds propres, qui sont inférieurs aux plafonds exigés par le BSIF; ii) nous avons formulé une définition relative à l'exposition au risque lié à une seule entreprise plus générale et plus modérée que celle formulée par le BSIF. Ces contrôles fournissent une importante marge de manœuvre entre notre niveau de tolérance aux risques et celui des organismes de réglementation. La Gestion des risques du Groupe effectue le suivi des dérogations et les signale au chef de la gestion des risques, et elle présente un rapport au Comité des politiques en matière de risque et de révision, conformément à son mandat.

Atténuation du risque de crédit

Nous cherchons à réduire notre exposition au risque de crédit et avons pour ce faire recours à divers moyens, notamment des montages financiers, des biens donnés en garantie et des dérivés de crédit. Une analyse des politiques et des processus que nous avons mis en œuvre aux fins du suivi de l'efficacité de nos activités visant à atténuer les risques est présentée ci-après.

Montages financiers

Le montage adéquat d'une facilité de crédit est essentiel à l'atténuation des risques liés à la transaction et il nécessite dans bien des cas le recours à des cautionnements, à des sûretés, à des créances de premier rang et des clauses restrictives. Nous avons recours à des politiques et procédures en matière de crédit afin d'établir les exigences liées aux montages financiers. Des lignes directrices propres à chaque produit décrivent les montages adéquats des produits et les critères relatifs aux clients.

Biens donnés en garantie

Nous exigeons habituellement des débiteurs qu'ils donnent des biens en gage à titre de garantie lorsque nous leur accordons un prêt. Cela nous procure une certaine protection en cas de défaillance. Ces biens peuvent notamment être des biens immobiliers, des actifs liquides, des espèces, des obligations et des titres d'État. La mesure dans laquelle les biens donnés en garantie atténuent les risques dépend du type et de la qualité desdits biens. Nos politiques de gestion du risque de crédit énoncent les exigences liées à l'évaluation et à la gestion des biens donnés en garantie. La Gestion des risques du Groupe gère nos positions relatives aux garanties au moyen d'un système qui sert à maintenir l'information liée à une contrepartie. Les évaluations des biens donnés en garantie se basent sur diverses sources, et nous les comparons à nos positions relatives aux garanties.

Dérivés de crédit

Nous atténuons également le risque au moyen de dérivés de crédit qui servent à transférer le risque à un tiers. Ces dérivés servent aussi à atténuer la concentration des risques liés à un secteur d'activité et le risque lié à une seule entreprise. Nous avons mis en œuvre des procédures afin de nous assurer que ces couvertures sont efficientes et efficaces.

Toutes les opérations sur dérivés pour lesquelles des biens ont été donnés en gage à titre de garantie sont documentées au moyen de conventions cadres standards du secteur. Nous avons élaboré des politiques internes pour chaque pays afin d'assurer le caractère exécutoire des arrangements liés aux biens donnés en garantie. Les espèces et les valeurs mobilières données en gage sont détenues par nous ou par un dépositaire autorisé. La concentration des risques liés aux biens donnés en garantie est minime.

Nous procédons à des ajustements des évaluations du crédit relativement aux opérations sur dérivés qui sont exposées aux variations de la qualité du crédit de la contrepartie. Nous effectuons ces ajustements au moins une fois par mois au moyen de modèles internes et de méthodes approuvées par la Gestion des risques du Groupe, qui se composent d'algorithmes mathématiques complexes. La plausibilité du niveau des ajustements fait l'objet d'un examen indépendant mensuel.

La compensation est une technique qui peut réduire notre risque de crédit découlant des produits dérivés; elle est facilitée, en général, par l'utilisation d'accords généraux de compensation. Un accord général de compensation prévoit un règlement unique sur la base du solde net de tous les instruments financiers visés par l'accord en cas de manquement aux dispositions ou de résiliation d'un contrat donné conclu avec la contrepartie. Nos unités fonctionnelles responsables des activités de négociation fournissent à la Gestion des risques du Groupe tous les détails pertinents concernant les transactions en cours, y compris des données

à la valeur de marché détaillées. Ces données servent à effectuer un suivi du montant de l'avantage au titre de la compensation qui est comptabilisé. Pour plus de détails sur la compensation, se reporter à la note 7 des Notes complémentaires.

Présentation de l'information

La Gestion des risques du Groupe fournit à la haute direction et au Conseil d'administration des rapports sur le risque de crédit à l'échelle de l'entreprise, afin de mettre en évidence toute variation du risque de crédit auquel nous sommes exposés ou toute tendance négative liée à notre profil de crédit et de faire en sorte que des mesures appropriées soient prises, le cas échéant.

Chaque trimestre, un rapport sur le risque de crédit à l'échelle de l'entreprise est fourni au Conseil d'administration, au Comité de la politique de prêt et aux cadres dirigeants. Ce rapport fournit un aperçu dynamique de notre profil de risque, y compris des informations sur les tendances et sur les risques importants. Il comprend aussi une analyse des variations importantes de notre exposition, des pertes prévues, du capital économique et la notation des risques. Nous préparons aussi des rapports sur les dérogations aux politiques représentant un risque de crédit important, sur les risques de contrepartie importants et sur les révisions à la baisse importantes des cotes de crédit des contreparties. Nous effectuons une analyse pour chaque portefeuille et pour chaque secteur d'activité et nous préparons des rapports sur les résultats des évaluations des facteurs de stress et des analyses de sensibilité.

Des rapports sur les risques propres à chaque secteur d'exploitation sont également fournis aux cadres dirigeants, qui assurent le suivi de la qualité du crédit de leurs portefeuilles respectifs, ainsi que des industries naissantes ou des tendances du marché.

Prêts et acceptations par portefeuille et par secteur

Tableau 48

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005	2004	2003
Prêts hypothécaires résidentiels	109 745 \$	96 675 \$	91 043 \$	81 998 \$	75 790 \$
Prêts aux particuliers	48 743	44 902	41 045	36 848	32 186
Prêts sur cartes de crédit	8 322	7 155	6 200	6 456	4 816
Prêts aux petites entreprises ⁽¹⁾	2 652	2 318	1 951	1 928	1 335
Prêts de détail	169 462 \$	151 050 \$	140 239 \$	127 230 \$	114 127 \$
Entreprises ⁽²⁾					
Exploitations agricoles	5 367	5 435	5 238	4 992	4 789
Industrie automobile	3 285	2 958	2 545	2 370	2 346
Biens de consommation	5 206	4 553	4 437	4 566	4 920
Énergie	7 632	6 010	5 628	3 462	3 621
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	4 245	2 588	1 892	935	1 120
Industrie forestière	1 349	1 126	1 210	1 150	1 523
Produits industriels	4 119	3 659	3 157	2 827	2 952
Mines et métaux	2 301	1 072	543	511	987
Secteur immobilier et secteurs connexes	19 187	16 145	13 730	12 224	12 286
Technologie et médias	2 423	2 326	2 244	2 135	2 723
Transport et environnement	2 656	2 400	1 900	2 555	3 196
Autres	17 583	15 586	14 772	12 319	11 894
États souverains ⁽³⁾	932	887	550	800	732
Banques	5 468	3 252	903	668	1 176
Prêts de gros	81 753 \$	67 997 \$	58 749 \$	51 514 \$	54 265 \$
Total des prêts et des acceptations	251 215 \$	219 047 \$	198 988 \$	178 744 \$	168 392 \$
Total de la provision pour pertes sur prêts	(1 493)\$	(1 409)\$	(1 498)\$	(1 644)\$	(2 055)\$
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	249 722 \$	217 638 \$	197 490 \$	177 100 \$	166 337 \$

(1) Comprennent les prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

(2) Comprennent les prêts aux petites entreprises gérés individuellement.

(3) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

Analyse du portefeuille de crédit

2007 par rapport à 2006

Notre portefeuille de crédit est demeuré bien diversifié et a continué de connaître une croissance solide en 2007. Le total des prêts et des acceptations a augmenté de 32 milliards de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par la croissance continue de nos portefeuilles de prêts de détail et de gros.

Portefeuille de prêts de détail

Les prêts de détail ont augmenté de 18 milliards de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, surtout en raison de la croissance importante constatée au pays pour l'ensemble des catégories du portefeuille de prêts.

Les prêts hypothécaires résidentiels se sont accrus de 13 milliards de dollars, ou 14 %, malgré l'effet de compensation créé par le montant de 13 milliards en prêts titrisés au cours de l'exercice. Cette croissance tient au maintien d'importantes activités sur le marché de l'habitation au Canada, à la faiblesse relative des taux d'intérêt d'un point de vue historique, ainsi qu'à un solide marché du travail.

Les prêts aux particuliers se sont accrus de 4 milliards de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète principalement la forte croissance du financement aux fins d'accession à la propriété au Canada, laquelle a été stimulée par le maintien des importantes activités sur le marché de l'habitation ainsi que par les conditions favorables sur le marché du travail.

Les prêts sur cartes de crédit ont augmenté de 1 milliard de dollars, ou 16 %. Cette augmentation reflète nos efforts fructueux déployés au chapitre des ventes et le maintien des dépenses de consommation.

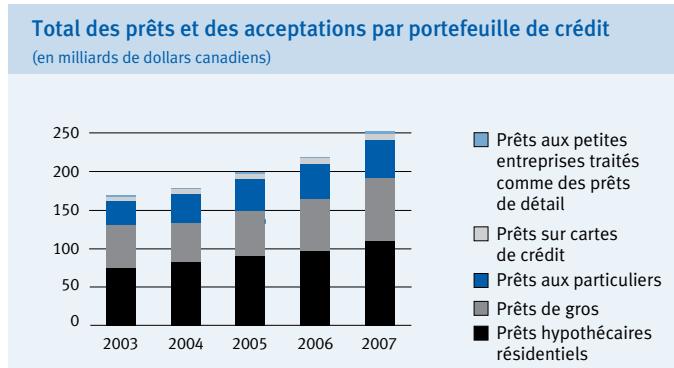
Portefeuille de prêts de gros

Les prêts et acceptations liés au portefeuille de prêts de gros ont augmenté de 14 milliards de dollars, ou 20 %, résultat qui s'explique en grande partie par la forte croissance enregistrée dans divers secteurs, le secteur immobilier et les secteurs connexes ainsi que le secteur bancaire et le secteur de l'énergie ayant affiché la croissance la plus importante. Notre exposition au secteur immobilier et aux secteurs connexes s'est accrue de 3 milliards de dollars, en raison principalement du maintien des importantes activités d'aménagement immobilier au Canada. Notre exposition au secteur bancaire a augmenté de 2 milliards de dollars, en raison des hausses générales enregistrées au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays. Notre exposition au secteur de l'énergie a augmenté de 2 milliards de dollars, en raison surtout du maintien des investissements effectués par les sociétés de production d'électricité, ainsi que des activités d'exploitation et de production dans le secteur pétrolier et gazier au Canada.

Notre portefeuille est demeuré bien diversifié, et sa composition globale n'a pas changé considérablement par rapport à l'exercice précédent. Ainsi, le portefeuille se compose à 44 % de prêts hypothécaires résidentiels, à 33 % de prêts de gros, à 19 % de prêts aux particuliers, à 3 % de prêts sur cartes de crédit et à 1 % de prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

Le portefeuille a enregistré des hausses dans tous les secteurs géographiques. La hausse la plus importante, qui tient à une conjoncture généralement favorable, a été enregistrée au Canada et elle touchait les portefeuilles de prêts de détail et de gros. La hausse des prêts aux États-Unis et à l'étranger est principalement attribuable à la croissance des prêts aux entreprises. Se reporter au tableau 59 à la rubrique Information financière supplémentaire pour une analyse plus détaillée.

Total des prêts et des acceptations par portefeuille de crédit
(en milliards de dollars canadiens)



Tendance sur cinq ans

Au cours des cinq derniers exercices, le total des prêts et des acceptations a suivi une tendance à la hausse. Par rapport à 2003, notre portefeuille a augmenté de 83 milliards de dollars, ou 49 %, en raison de la croissance de nos portefeuilles de prêts de détail et de gros.

Depuis 2003, les prêts de détail se sont accrûs de 55 milliards de dollars, ou 48 %, en raison principalement de la croissance élevée enregistrée au Canada pour toutes les catégories de prêts, notamment les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers, nonobstant le nombre de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts sur cartes de crédit titrisés au cours de la période. Cette croissance reflète l'importance que nous continuons d'accorder à la croissance de nos portefeuilles de détail, en raison du maintien d'importantes activités sur le marché de l'habitation canadien, de la faiblesse relative des taux d'intérêt et des solides conditions du marché du travail.

Depuis 2003, les prêts de gros ont augmenté de 27 milliards de dollars, ou 51 %. Les secteurs ayant affiché la croissance la plus importante sont le secteur immobilier et les secteurs connexes, le secteur bancaire, le secteur de l'énergie et le secteur des services financiers autres que ceux fournis par des banques, en raison principalement de la demande élevée visant les prêts au Canada et d'une conjoncture économique généralement favorable durant de la période. L'augmentation de notre exposition au secteur immobilier et aux secteurs connexes au cours de la période tient en grande partie aux marchés de l'habitation relativement solides en Amérique du Nord, ainsi qu'aux acquisitions que nous avons effectuées aux États-Unis. Bien que le marché de l'habitation aux États-Unis se soit avéré relativement solide au cours des derniers exercices, un ralentissement important s'est produit au deuxième semestre de 2007, ce qui atténué la croissance des prêts. Notre exposition au secteur de l'énergie a augmenté de 4 milliards de dollars, résultat en grande partie attribuable à la hausse des investissements effectués par les sociétés qui exercent des activités d'exploitation et de production dans le secteur pétrolier et gazier au Canada et aux États-Unis.

Au Canada, notre portefeuille a continué de s'accroître au cours de la période, en raison de nos importantes capacités de distribution et de l'amélioration continue de nos produits, ainsi que de la demande élevée visant les prêts et d'une conjoncture économique généralement favorable. Notre exposition au secteur États-Unis et International a suivi de façon générale une tendance à la baisse, sauf au cours des trois derniers exercices, reflétant en partie la réduction stratégique de notre exposition aux secteurs sensibles au risque, la réduction des concentrations du risque liées aux sociétés individuelles ainsi que l'abandon de nos relations secondaires avec les clients. Grâce à nos réalignements stratégiques relatifs à ces facteurs, notre exposition au secteur États-Unis et International a augmenté depuis 2005, ce qui s'explique principalement par nos initiatives d'expansion fructueuses, y compris nos acquisitions.

Position sur dérivés de crédit (montants notionnels) (1)

Tableau 49

(en millions de dollars canadiens)	2007		2006	
	Protection achetée (2)	Protection vendue (2)	Protection achetée (2)	Protection vendue (2)
Gestion de portefeuille				
Prêts aux entreprises				
Industrie automobile	379 \$	-\$	272 \$	5 \$
Biens de consommation	-	67	-	92
Énergie	957	-	273	7
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	1 161	-	441	-
Produits industriels	-	-	-	35
Mines et métaux	591	-	95	-
Secteur immobilier et secteurs connexes	413	-	-	-
Technologie et médias	10	-	6	11
Transport et environnement	335	-	177	-
Autres	472	119	520	142
États souverains (3)	220	-	-	-
Banques	731	-	22	-
Total, gestion de portefeuille	5 269 \$	186 \$	1 806 \$	292 \$

(1) Comprennent les swaps sur défaut, les swaps sur rendement total et les options panier sur défaut.

(2) Déduction faite de la protection acquise et vendue aux fins de compensation de 261 millions de dollars (312 millions en 2006).

(3) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

2007 par rapport à 2006

Le total de la protection sur dérivés de crédit achetée a augmenté de 3 milliards de dollars comparativement à l'exercice précédent. La protection contre le risque de crédit achetée visait principalement les services financiers autres que ceux fournis par des banques, le secteur bancaire, le secteur de l'énergie, ainsi que les mines et les métaux, et elle reflétait principalement l'acquisition d'une protection contre le risque de crédit afin d'atténuer la concentration des risques liés à une seule entreprise de notre portefeuille. La protection contre le risque de crédit vendue a diminué de 106 millions de dollars, ou 36 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution touche principalement les produits industriels, les biens de consommation et le secteur de la technologie et des médias, et elle traduit principalement les conditions défavorables des marchés des capitaux aux États-Unis.

Montant brut des prêts douteux et provision pour pertes sur créances

Les prêts sont généralement classés à titre de prêts douteux lorsque le plein recouvrement du capital ou des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré.

La provision pour pertes sur créances est maintenue à un niveau jugé suffisant par la direction pour absorber les pertes probables des portefeuilles de prêts figurant au bilan et hors bilan. Cette provision est évaluée trimestriellement en fonction de nos évaluations des comptes problèmes, des pertes récemment subies et de l'évolution d'autres facteurs, dont la composition et la qualité du portefeuille ainsi que la conjoncture économique. La provision est augmentée de la dotation à la provision pour pertes sur créances (qui est imputée aux résultats), et réduite du montant des radiations, déduction faite des recouvrements. Pour une analyse détaillée, se reporter à la section Conventions comptables critiques et estimations ainsi qu'à la note 1 des Notes complémentaires.

Évolution du montant brut des prêts douteux

Tableau 50

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2007	2006	2007 par rapport à 2006 Augmentation (diminution)	
Montant brut des prêts douteux au début				
Prêts de détail	383 \$	340 \$	43 \$	13 %
Prêts de gros	451	434	17	4
	834 \$	774 \$	60 \$	8 %
Nouveaux prêts douteux				
Prêts de détail	926 \$	810 \$	116 \$	14 %
Prêts de gros	720	271	491	181
	1 646 \$	1 081 \$	607 \$	56 %
Prêts remboursés, de nouveau inscrits comme des prêts productifs, et autres				
Prêts de détail	(132)\$	(144)\$	12 \$	8 %
Prêts de gros	(340)	(164)	(218)	(133)
	(472)\$	(308)\$	(206)\$	(67)%
Montant net des nouveaux prêts douteux				
Prêts de détail	794 \$	666 \$	128 \$	19 %
Prêts de gros	380	107	273	255
	1 174 \$	773 \$	401 \$	52 %
Prêts radiés				
Prêts de détail	(759)\$	(623)\$	(136)\$	(22)%
Prêts de gros	(109)	(90)	(19)	(21)
	(868)\$	(713)\$	(155)\$	(22)%
Montant brut des prêts douteux à la fin				
Prêts de détail	418 \$	383 \$	35 \$	9 %
Prêts de gros	722	451	271	60
Total du montant brut des prêts douteux	1 140 \$	834 \$	306 \$	37 %
Principaux ratios				
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,45 %	0,38 %	n.s.	7 p.b.
Total des radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,30 %	0,25 %	n.s.	5 p.b.

Évolution de la provision pour pertes sur créances

Tableau 51

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2007	2006	2007 par rapport à 2006 Augmentation (diminution)	
Provision spécifique				
Solde au début	263 \$	282 \$	(19)\$	(7)%
Dotation à la provision pour pertes sur créances	782	482	300	62
Radiations	(868)	(713)	(155)	(22)
Recouvrements	170	205	(35)	(17)
Ajustements	4	7	(3)	(43)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la fin	351 \$	263 \$	88 \$	33 %
Provision générale				
Solde au début	1 223 \$	1 286 \$	(63)\$	(5)%
Dotation à la provision pour pertes sur créances	9	(53)	62	117
Ajustements	(11)	(10)	(1)	(10)
Provision générale pour pertes sur créances à la fin	1 221 \$	1 223 \$	(2)\$	-
Provision pour pertes sur créances	1 572 \$	1 486 \$	86 \$	6 %

2007 par rapport à 2006

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 306 millions de dollars, ou 37 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis découlant du repli du marché de l'habitation aux États-Unis.

Le montant brut des prêts de détail classés comme prêts douteux a augmenté de 35 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation reflète principalement la hausse du nombre de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux petites entreprises aux États-Unis et au Canada, ainsi que la croissance des portefeuilles au Canada, facteurs neutralisés en partie par la diminution du nombre de prêts aux particuliers au Canada classés comme prêts douteux.

Le montant brut des prêts de gros classés comme prêts douteux a augmenté de 271 millions de dollars, ou 60 %, comparativement à l'exercice précédent. L'augmentation est largement imputable au secteur immobilier et aux secteurs connexes, qui reflète principalement la hausse du nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis découlant du repli du marché de l'habitation aux États-Unis. Ces résultats ont été neutralisés en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés au secteur de la technologie et des médias, qui tient en grande partie au règlement favorable d'un prêt douteux consenti à un emprunteur.

Le ratio du montant brut des prêts douteux exprimé en pourcentage des prêts et des acceptations s'est chiffré à 0,45 %, contre 0,38 % à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis. Se reporter au tableau 60 à la rubrique Information financière supplémentaire pour une analyse détaillée.

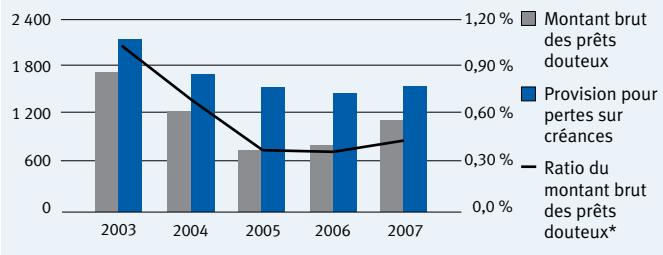
Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 86 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation reflète principalement la hausse de la provision spécifique liée à l'affaiblissement de la qualité du crédit de notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis.

La provision spécifique s'est accrue de 88 millions de dollars, ou 33 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par l'accroissement du nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis découlant du repli du marché de l'habitation aux États-Unis.

La provision générale est demeurée relativement stable par rapport à l'exercice précédent, car la hausse de la provision liée principalement à notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis a été neutralisée par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la provision libellée en dollars américains après la conversion.

Montant brut des prêts douteux et provision pour pertes sur créances (en millions de dollars canadiens)



* Ratio du montant brut des prêts douteux : montant brut des prêts douteux en pourcentage du total des prêts bruts et des acceptations.

Tendance sur cinq ans

Montant brut des prêts douteux

De 2003 à 2006, le montant brut des prêts douteux a suivi une tendance à la baisse, reculant de 911 millions de dollars, ou 52 %, en raison principalement de la diminution du nombre de prêts de gros classés comme prêts douteux. En 2007, le montant brut des prêts douteux a augmenté de 306 millions de dollars, ou 37 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète en grande partie l'accroissement du nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis découlant du repli du marché de l'habitation aux États-Unis.

Le montant brut des prêts de détail classés comme prêts douteux est demeuré relativement stable au cours de la période. L'augmentation du montant brut des prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels aux États-Unis et au Canada, qui s'explique principalement par la croissance des portefeuilles, a été en grande partie neutralisée par la diminution, au sein du portefeuille canadien, des prêts aux particuliers classés comme prêts douteux au cours de la période.

Le montant brut des prêts de gros classés comme prêts douteux a suivi de façon générale une tendance à la baisse de 2003 à 2006 et il a diminué de 613 millions de dollars, ou 46 %. Ce recul a été observé dans tous les secteurs géographiques et dans la quasi-totalité des secteurs d'activité, mais le recul le plus important a été enregistré dans les secteurs de l'énergie, des produits forestiers, des transports et de l'environnement et des exploitations agricoles. Le recul reflète la conjoncture économique généralement favorable enregistrée au cours de la période. En 2007, le montant brut des prêts de gros classés comme prêts douteux a augmenté considérablement, résultat qui s'explique essentiellement par l'accroissement du nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis découlant du repli du marché de l'habitation aux États-Unis.

Le ratio du montant brut des prêts douteux exprimé en pourcentage des prêts et des acceptations a baissé considérablement pour se chiffrer à 0,38 % en 2006, contre 1,04 % en 2003, et il a augmenté pour s'établir à 0,45 % en 2007, résultat qui s'explique par les facteurs susmentionnés. Se reporter au tableau 60 à la rubrique Information financière supplémentaire pour une analyse plus détaillée.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 592 millions de dollars, ou 27 %, au cours des cinq derniers exercices, soit depuis 2003, pour s'établir à 406 millions en 2007. Cette diminution est principalement attribuable à une réduction de la provision spécifique.

La provision spécifique s'est chiffrée à 351 millions de dollars en 2007, en baisse de 406 millions, ou 54 %, par rapport à 2003. Pour la période allant de 2003 à 2006, le portefeuille de prêts de gros a affiché la baisse la plus importante de la provision spécifique. Cette baisse générale a touché l'ensemble des portefeuilles, des secteurs d'activité et des secteurs géographiques. En 2007, la provision spécifique a augmenté, en raison principalement de la baisse de la qualité du crédit de notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis, laquelle découle du repli du marché de l'habitation aux États-Unis.

La provision générale s'est établie à 1 221 millions de dollars en 2007, soit 186 millions, ou 13 %, de moins qu'en 2003. Cette diminution s'explique surtout par la contrepassation d'une tranche de 175 millions de dollars de la provision générale en 2004 et la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale en 2006, grâce essentiellement à l'amélioration de la qualité du crédit ainsi qu'à la conjoncture économique qui a marqué ces années.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances imputée aux résultats représente le montant qui est nécessaire pour porter la provision pour

pertes sur créances à un niveau jugé approprié par la direction, comme il est expliqué à la section Conventions comptables critiques et estimations ainsi qu'à la note 1 des Notes complémentaires.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

Tableau 52

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2007	2006	2007 par rapport à 2006	
			Augmentation (diminution)	
Prêts hypothécaires résidentiels	13 \$	6 \$	7 \$	117 %
Prêts aux particuliers	364	306	58	19
Prêts sur cartes de crédit	223	163	60	37
Prêts aux petites entreprises (1)	34	29	5	17
Prêts de détail	634 \$	504 \$	130 \$	26 %
Entreprises (2)	148 \$	(22)\$	170 \$	n.s.
États souverains (3)	–	–	–	–
Banques	–	–	–	–
Prêts de gros	148 \$	(22)\$	170 \$	n.s.
Total de la provision spécifique pour pertes sur créances	782 \$	482 \$	300 \$	62 %
Total de la provision générale	9 \$	(53)\$	62 \$	117 %
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	791 \$	429 \$	362 \$	84 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,33 %	0,23 %	n.s.	10 p.b.

(1) Compriment les prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

(2) Compriment les prêts aux petites entreprises gérés individuellement.

(3) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

n.s. : non significatif

2007 par rapport à 2006

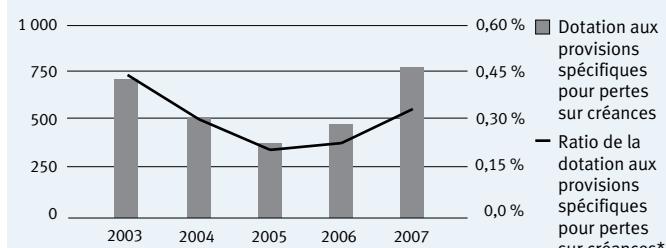
Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui était dans un creux cyclique et tend à retrouver un niveau normal, a augmenté de 362 millions de dollars, ou 84 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation reflète la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts de gros et de prêts de détail, laquelle découle principalement de la croissance des portefeuilles et du nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis imputable au repli du marché de l'habitation aux États-Unis. La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations s'est accrue comparativement à l'exercice précédent, résultat qui reflète le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances liée aux prêts de détail a augmenté de 130 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à il y a un an. L'augmentation tient principalement à la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de marges de crédit non garanties aux particuliers, qui s'explique essentiellement par les taux de pertes plus élevés et par la croissance des portefeuilles.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances liée aux prêts de gros a augmenté de 170 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation est en grande partie imputable à notre portefeuille de prêts aux entreprises principalement en raison du nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis, et de la hausse des radiations au Canada. L'augmentation tient également à la baisse des recouvrements au titre de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises comptabilisées au cours de l'exercice considéré.

La provision générale a augmenté de 62 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la contrepassation, à l'exercice précédent, d'une tranche de 50 millions de la provision générale liée à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. L'augmentation s'explique aussi par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis, qui reflète en grande partie la baisse de la qualité du crédit découlant du ralentissement du marché de l'habitation aux États-Unis.

Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances (en millions de dollars canadiens)



* Ratio de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances : dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations.

Tendance sur cinq ans

De 2003 à 2005, la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances a suivi de façon générale une tendance à la baisse, qui reflète principalement la réduction des provisions au titre de notre portefeuille de prêts aux entreprises. Nous avons comptabilisé des recouvrements importants en 2005 et en 2006, particulièrement en ce qui concerne les prêts aux grandes entreprises. En 2007, les provisions spécifiques ont suivi une tendance à la hausse et se sont rapprochées de la moyenne historique, résultat qui s'explique essentiellement par la hausse des provisions liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises comptabilisée au cours de l'exercice considéré, qui s'explique en grande partie par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis, la croissance des portefeuilles et l'augmentation des radiations au Canada. La hausse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit, causée par l'augmentation des taux de pertes et à la croissance des portefeuilles, a également contribué à l'augmentation. La dotation aux provisions spécifiques exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations a diminué de 2003 à 2006, en raison principalement de la réduction des provisions liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises. Le ratio s'est élevé à 0,33 % en 2007, résultat qui reflète en grande partie le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis. Se reporter au tableau 61 à la rubrique Information financière supplémentaire pour une analyse détaillée.

Le risque de marché correspond au risque que les variations des facteurs de marché, tels que les taux d'intérêt et de change, le cours des actions et des marchandises ou les écarts de taux entraînent des pertes. Nos activités de négociation et nos activités de gestion de l'actif nous exposent à un risque de marché. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et des rendements, et la composition de notre portefeuille de négociation.

Risque de marché lié aux activités de négociation

Le risque de marché lié aux activités de négociation se compose de divers risques associés aux montants en espèces et aux produits dérivés connexes négociés sur les marchés des taux d'intérêt, les marchés du change, les marchés boursiers, les marchés du crédit et les marchés des marchandises. Les composantes du risque de marché lié aux activités de négociation sont les suivantes :

- *Le risque de taux d'intérêt* correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux d'intérêt sur nos résultats et sur notre valeur économique. Il se compose : i) du risque directionnel, lequel tient aux mouvements parallèles de la courbe de rendement; ii) du risque lié à la courbe de rendement, lequel découle de la variation non uniforme des taux pour diverses échéances; iii) du risque de corrélation, qui résulte de la couverture imparfaite d'un type d'instrument par un autre type d'instrument pour lequel les variations de prix ne sont pas parfaitement corrélées; iv) des risques liés aux options, qui tiennent aux variations de la valeur des options intégrées découlant des variations de prix ou de taux d'intérêt et de leur volatilité. La plupart des instruments financiers sont assujettis à un risque de taux d'intérêt.
- *Le risque de change* correspond à l'incidence défavorable possible des variations et de la volatilité des cours du change et des métaux précieux sur nos résultats et sur notre valeur économique. En ce qui a trait à nos positions pour notre propre compte, nous sommes exposés au risque de change à la fois sur les marchés des opérations de change au comptant, des contrats de change à terme et des dérivés.
- *Le risque sur actions* correspond à l'incidence défavorable possible des variations du cours de certaines actions ou de l'évolution générale de la valeur du marché boursier sur nos résultats. Nous sommes exposés au risque sur actions en raison de nos opérations d'achat et de vente d'actions à titre de contrepartiste liées à nos activités de placement, ainsi que de nos activités de négociation, qui comprennent le placement de produits dérivés sur actions adaptés, les opérations d'arbitrage et la négociation pour notre propre compte.
- *Le risque lié aux cours des marchandises* correspond à l'incidence défavorable possible des variations et de la volatilité des marchandises sur nos résultats et sur notre valeur économique. Les principales marchandises négociées comprennent le pétrole brut, l'huile de chauffage et le gaz naturel. En ce qui a trait à nos positions pour notre propre compte, nous sommes exposés au risque lié aux cours des marchandises à la fois sur les marchés des opérations de change au comptant, des contrats de change à terme et des dérivés.
- *Le risque d'écart de taux* représente l'incidence défavorable générale que pourraient avoir, sur nos résultats et sur notre valeur économique, des changements dans les écarts de taux liés aux instruments assujettis au risque de crédit que nous détenons.
- *Le risque spécifique de crédit* représente l'incidence défavorable possible que pourraient avoir, sur nos résultats et sur notre valeur économique, des changements dans le degré de solvabilité et les défaillances des émetteurs des obligations ou des instruments du marché monétaire que nous détenons, ou des dérivés de crédit sous-jacents.

Nous exerçons des activités de négociation sur le marché hors cote et sur les marchés boursiers en ce qui a trait aux opérations au comptant, aux contrats à terme de gré à gré, aux contrats à terme standardisés et aux options. Nous procédons également à des opérations concernant des produits dérivés structurés. Les risques de marché associés aux activités de négociation découlent des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des taux d'intérêt, des devises, des actions, des marchandises et du crédit. Notre groupe des opérations sur titres joue un rôle de premier plan dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de nos clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché des capitaux. Nous agissons également à titre de contrepartiste et adoptons des positions de risque de marché pour notre propre compte en respectant les limites autorisées établies par le Conseil d'administration. Le portefeuille de négociation se compose de positions de trésorerie et de positions sur dérivés détenues à des fins de revente à court terme, qui visent à profiter à court terme des écarts réels ou prévus entre les cours acheteur et vendeur ou à fixer les profits tirés des activités d'arbitrage.

Responsabilités

La surveillance du risque de marché incombe au Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration approuve les pouvoirs d'approbation des plafonds liés au risque de marché en fonction des recommandations du Comité des politiques en matière de risque et de révision, et ces pouvoirs sont délégués aux cadres dirigeants.

La surveillance indépendante des activités de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation incombe à la division Gestion des risques de marché et de crédit commercial, Gestion des risques du Groupe, qui se compose d'importantes unités situées à Toronto, à Londres, à New York et à Sydney. Cette division établit les plafonds et les politiques liés au risque de marché, elle élaborer les techniques quantitatives et les outils analytiques, elle étudie en détail les modèles et systèmes de négociation, elle maintient les systèmes de valeur à risque (VAR) et d'évaluation des risques entraînant un stress, et elle prépare des rapports sur les activités de négociation à l'échelle de l'entreprise. Elle est également responsable de la surveillance indépendante des activités de négociation et elle s'occupe notamment de l'établissement et de l'administration des plafonds opérationnels liés aux activités de négociation, de la conformité aux plafonds du risque de marché et du risque de crédit de contrepartie, de l'analyse des risques ainsi que de l'examen et de la surveillance des opérations non traditionnelles ou complexes.

Les secteurs d'exploitation sont responsables des risques de marché liés à leurs activités, et ils travaillent en collaboration avec la Gestion des risques du Groupe afin d'assurer l'alignement du goût du risque et des stratégies commerciales.

La division Gestion des risques de marché et de crédit commercial, Gestion des risques du Groupe est chargée d'établir les exigences réglementaires et les exigences en matière de capital économique liées au risque de marché et de présenter des rapports sur ces exigences, et elle fournit aux organismes de réglementation, relativement aux documents déposés régulièrement, une assurance sur l'exactitude de l'information présentée et sur l'exécution rapide et le fonctionnement approprié des modèles statistiques, en fonction du niveau de confiance approuvé.

Mesure du risque

Nous utilisons des outils de mesure des risques tels que la VAR, les analyses de sensibilité et les évaluations des facteurs de stress. La Gestion des risques du Groupe se sert de ces mesures pour évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement et pour signaler les tendances ou les positions défavorables à la haute direction.

En ce qui concerne la plupart de nos positions liées aux activités de négociation sur les marchés des devises, des taux d'intérêt, des actions, des marchandises et du crédit, nous calculons les capitaux propres au moyen de modèles internes, et les dérivés de crédit structurés, selon l'approche standardisée. Nous utilisons également cette dernière pour déterminer le risque découlant de changements dans le degré de solvabilité et le risque de crédit liés à un nombre limité de produits de taux d'intérêt. Notre VAR globale ne tient pas compte de ces produits et de ces risques.

Valeur à risque (VAR)

La VAR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours de la période, en fonction d'un intervalle de confiance de 99 %. Il se pourrait que des pertes plus importantes se produisent, mais une telle probabilité est faible. Par exemple, notre modèle de la VAR est fondé sur un intervalle de confiance de 99 %. Par conséquent, dans le cas d'un portefeuille ayant une VAR de 20 millions de dollars détenu sur une période de un jour, la probabilité qu'une perte supérieure à 20 millions se produise durant cette période est de 1 %. La VAR est évaluée sur 10 jours aux fins d'établissement des besoins de trésorerie réglementaires.

Nous évaluons la VAR pour chaque catégorie de risque important sur une base distincte. Par ailleurs, nous évaluons et surveillons l'incidence des corrélations entre les fluctuations des taux d'intérêt, des écarts de taux, des taux de change, des cours des actions et des marchandises, et nous mettons en évidence l'effet de diversification de notre portefeuille de négociation. Nous quantifions ensuite les résultats obtenus et les incluons à l'effet de diversification illustré dans le tableau de la VAR globale présenté ci-après.

Comme c'est le cas pour toute mesure du risque modélisée, certaines limitations découlent des hypothèses liées à la VAR. La VAR historique se fonde sur l'hypothèse que l'avenir sera identique au passé. Par conséquent, les scénarios historiques pourraient ne pas refléter le prochain cycle du marché. Qui plus est, le recours à une VAR sur un horizon de 10 jours aux fins de l'évaluation des risques laisse supposer que des positions pourraient être vendues ou couvertes dans les 10 prochaines séances, mais cette hypothèse pourrait se révéler peu réaliste si une illiquidité partielle ou complète était observée sur le marché. Cette situation a par exemple été observée à l'égard certains titres à risque aux États-Unis depuis le mois d'août 2007. La VAR est évaluée en fonction des positions à la fin de la séance.

Validation

Afin que la VAR reflète efficacement notre risque de marché, nous supervisons et améliorons constamment nos méthodes. Des contrôles *ex post* quotidiens servent à comparer les profits et pertes hypothétiques et la VAR, afin de surveiller la validité statistique de l'intervalle de confiance de 99 % lié à l'évaluation de la VAR quotidienne. Aux fins des contrôles *ex post*, nous maintenons les positions et isolons l'incidence des fluctuations réelles des taux du marché au cours de la prochaine séance et des 10 prochaines séances sur la valeur de marché des portefeuilles. Les variations des positions intrajournalières donnent lieu à la quasi-totalité de l'écart entre les profits et pertes établis au moyen des contrôles *ex post* théoriques et les profits et pertes réels. Les modèles de la VAR et les facteurs liés au risque de marché font l'objet d'exams indépendants périodiques, de manière à s'assurer de leur exactitude et de leur fiabilité. En 2007, nous avons relevé cinq cas où les résultats des contrôles *ex post* ont excédé la VAR. Ces cas se sont produits en juillet et en août, alors que les marchés étaient volatils. La VAR calculée au moyen de données historiques peut entraîner des failles dans les contrôles *ex post* lorsque les données historiques utilisées aux fins des calculs sont moins volatiles que les marchés actuels. Au cours de cette période, nous avons fréquemment modifié nos scénarios de manière qu'ils reflètent les événements courants sur les marchés.

Analyse de sensibilité et évaluations des facteurs de stress

Les analyses de sensibilité servent à mesurer l'incidence des mouvements mineurs des facteurs de risque individuels tels que les taux d'intérêt et les taux de change, et elles sont conçues de manière à isoler et à quantifier l'exposition aux risques sous-jacents.

La VAR est une mesure d'évaluation du risque qui est significative uniquement lorsque la conjoncture des marchés est normale. Dans le cas de conjonctures de marchés plus extrêmes, nous utilisons des évaluations des facteurs de stress pour mesurer notre exposition à des événements politiques, économiques ou d'autres événements perturbateurs possibles et elles servent à alerter la haute direction de la situation. Nous procérons actuellement à plusieurs types d'évaluations des facteurs de stress touchant des événements historiques tels que l'effondrement boursier de 1987 ainsi que des événements hypothétiques, qui représentent des événements futurs possibles plausibles, mais qui sont peu probables. Les scénarios liés à ces évaluations sont revus et modifiés le cas échéant, afin de tenir compte d'événements ou de situations hypothétiques pertinents. Bien que nous nous efforçons de demeurer prudents dans le cadre de nos évaluations des facteurs de stress, rien ne garantit que nos hypothèses à

cet égard tiendront compte de tous les scénarios qui pourraient se produire sur le marché.

Contrôle des risques

Politiques

Un cadre de référence exhaustif concernant les politiques en matière de gestion du risque régit les activités de négociation et les risques liés à ces activités, et il fournit des lignes de conduite sur la gestion des activités de négociation, les unités fonctionnelles de suivi de marché et de conformité à la réglementation et les secteurs d'activité. Nous utilisons une gamme étendue de principes, de règles, de contrôles et de limites qui sont conformes aux meilleures pratiques de l'industrie. Notre cadre de référence pour la gestion du risque de marché est conçu de manière à assurer une diversification globale appropriée de nos risques. Les plafonds liés au risque relatif à la taille théorique, au risque à terme et au risque global qui sont fixés pour les pupitres, les portefeuilles et les secteurs d'activité font l'objet d'une surveillance.

Présentation de l'information

Les rapports sur les risques de négociation sont fournis par la division Gestion des risques de marché et de crédit commercial, Gestion des risques du Groupe au chef de la gestion des risques et au comité administratif de Marchés des Capitaux chaque semaine, et aux membres de la haute direction chaque jour. Les rapports à l'échelle de l'entreprise servent à contrôler la conformité aux plafonds établis aux fins de la VAR et des facteurs de stress approuvés par le Conseil d'administration, ainsi que les plafonds d'exploitation tirés de ces plafonds approuvés par le Conseil. Outre ces activités de surveillance, la division Gestion des risques de marché et de crédit commercial, Gestion des risques du Groupe approuve au préalable les chiffres en sus des plafonds et communique toute violation au chef de la gestion des risques et au comité administratif de Marchés des Capitaux.

Les rapports internes présentés aux cadres dirigeants incluent les calculs des risques individuels liés aux portefeuilles auxquels s'applique l'approche standardisée de calcul du capital réglementaire, et ces calculs sont ensuite combinés aux résultats découlant des modèles afin d'obtenir un profil de risque pour l'ensemble de l'entreprise.

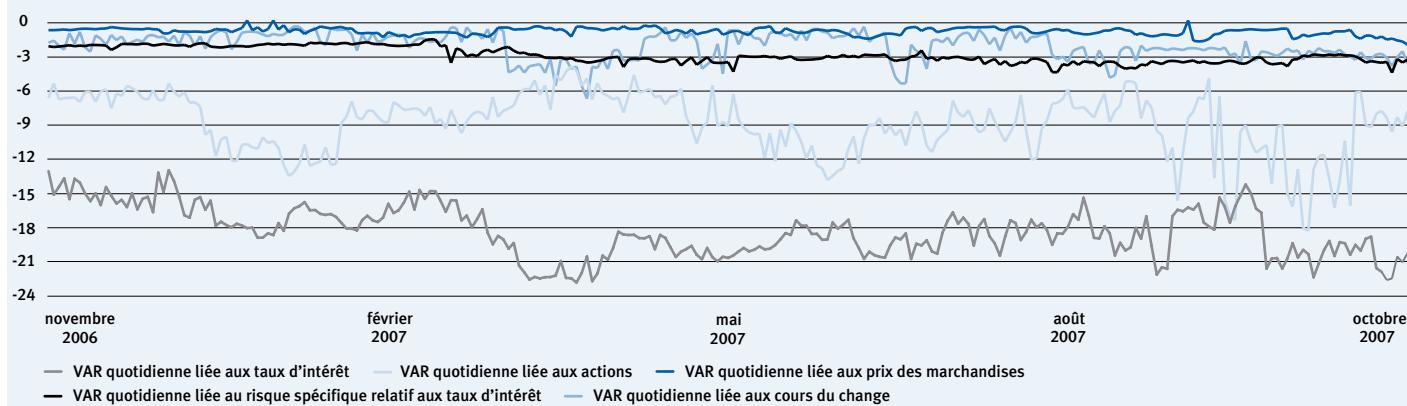
Le tableau ci-après illustre notre VAR globale par catégorie de risque qui est important liée au total de nos activités de négociation selon notre démarche d'attribution du capital fondée sur des modèles, ainsi que l'effet de diversification de nos portefeuilles, lequel représente l'écart entre la VAR globale et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

Tableau 53

(en millions de dollars canadiens)	2007				2006			
	Au 31 oct.	Pour l'exercice terminé le 31 octobre			Au 31 oct.	Pour l'exercice terminé le 31 octobre		
		Haut	Moyenne	Bas		Haut	Moyenne	Bas
Actions	8 \$	18 \$	9 \$	4 \$	7 \$	11 \$	7 \$	5 \$
Change	4	7	2	1	2	4	2	1
Marchandises	2	2	1	—	1	2	1	—
Taux d'intérêt	20	23	19	14	13	20	13	9
Risque spécifique lié à la dette	3	5	3	2	3	4	3	2
Effet de diversification	(19)	n.s.	(13)	n.s.	(9)	n.s.	(8)	n.s.
VAR globale	18 \$	27 \$	21 \$	16 \$	17 \$	25 \$	18 \$	13 \$

n.s. : non significatif

VAR globale par catégorie de risque important (en millions de dollars canadiens)



VAR globale

Comparaison entre 2007 et 2006

La moyenne de la VAR globale pour l'exercice s'est chiffrée à 21 millions de dollars, en hausse par rapport à 18 millions à l'exercice précédent. Cette hausse reflète principalement l'augmentation de la VAR liée aux taux d'intérêt et aux actions, laquelle découle de l'accroissement des activités de négociation et de la volatilité accrue des marchés au cours de 2007. Ces

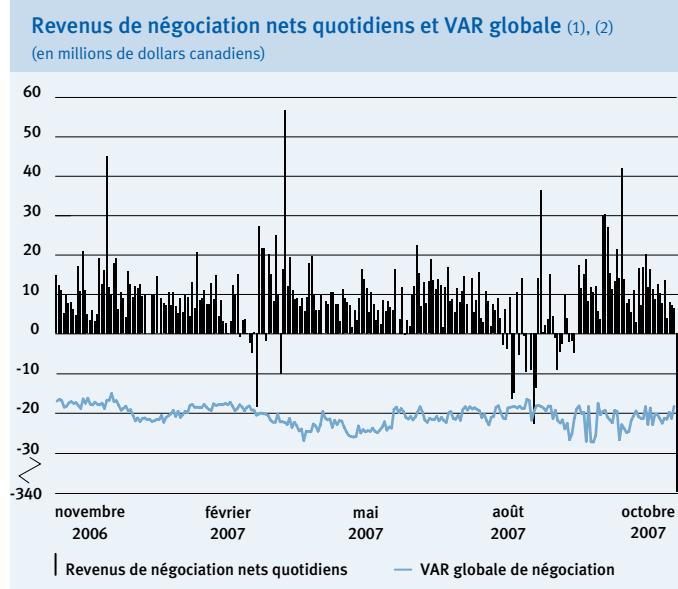
résultats à la hausse ont été neutralisés en grande partie par l'amélioration de l'effet de diversification général, qui a augmenté pour s'établir à 38 %, par rapport à 31 % à l'exercice précédent.

Revenus de négociation

Comparaison entre 2007 et 2006

La volatilité des revenus de négociation quotidiens au cours du deuxième

semestre de 2007 reflète les conditions difficiles dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation de produits liés aux taux d'intérêt et au crédit, lesquelles tiennent aux conditions très difficiles ayant sévi sur le marché durant cette période. Une volatilité importante a également été observée sur les marchés boursiers en juillet et en août. Les réductions de valeur relatives à des titres adossés à des créances avec flux groupés liés à des titres adossés à des créances mobilières et des titres adossés à des



(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, exclusion faite des revenus liés aux EDDV consolidées.

(2) La réduction de 357 millions de dollars à l'égard de la valeur des titres adossés à des créances avec flux groupés liés à des titres adossés à des créances mobilières et des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis a été comptabilisée le 31 octobre 2007.

Risque de marché lié aux activités bancaires autres que de négociation (Gestion de l'actif et du passif)

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent au risque de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui en est la principale composante.

Notre objectif consiste à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau ciblé. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture proactive pour atteindre le niveau ciblé. Pour des renseignements supplémentaires sur l'utilisation de dérivés aux fins de la gestion de l'actif et du passif, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan ainsi qu'à la note 7 des Notes complémentaires. Nous surveillons constamment l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt au sein de la Trésorerie générale, en fonction de la valeur et du bénéfice.

Pour une analyse du processus de gestion du risque de change lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan, se reporter à l'analyse concernant la couverture des opérations libellées en devises présentée à la rubrique Gestion du capital.

Responsabilités

Bien que nos filiales et nos secteurs d'exploitation gèrent les activités quotidiennes, la Trésorerie générale est responsable de la gestion du risque de taux d'intérêt à l'échelle de l'entreprise, de la surveillance des plafonds approuvés et de la conformité aux politiques ainsi qu'aux normes en matière d'exploitation. Notre Comité actif-passif fournit des services de supervision à la Trésorerie générale; il examine la politique élaborée par la Trésorerie générale et présente ses recommandations au Comité des politiques en matière de risque et de révision, aux fins d'approbation.

Mesure du risque

Nous recherchons constamment les meilleures pratiques en matière d'évaluation des instruments, de modélisation économétrique et de nouvelles méthodes de couverture. Pour ce faire, nous procédons notamment à une évaluation des processus traditionnels de gestion de l'actif et du passif et nous appliquons les méthodes quantitatives les plus récentes à nos processus sur une base pro forma.

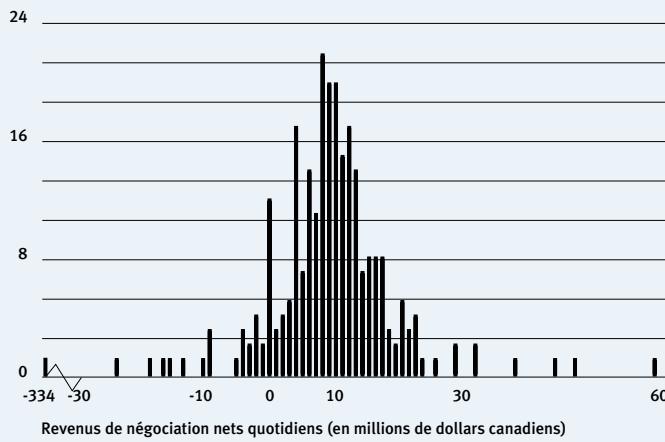
Nous mesurons notre risque sur une base quotidienne, hebdomadaire et mensuelle, en adoptant la fréquence appropriée selon la taille et la complexité du portefeuille. La mesure du risque est fonction des taux facturés aux clients ainsi que des taux sur lesquels se fonde l'établissement des prix de cession interne des fonds. Nous utilisons l'analyse du taux de référence à titre de principale mesure aux fins de la gestion des risques. Cette analyse nous fournit une évaluation de la sensibilité de la valeur économique de nos capitaux propres aux fluctuations instantanées des points individuels sur la courbe de rendement.

La valeur économique des capitaux propres correspond à la valeur actualisée nette de notre actif, de notre passif et de nos instruments hors bilan.

créances hypothécaires résidentielles à risque aux États-Unis s'inscrivant dans le cadre de nos activités de crédit structuré ont totalisé 357 millions de dollars. En plus de cette séance de négociation au cours de laquelle nous avons enregistré une perte, nous avons connu 25 séances de négociation marquées par des pertes nettes, et la plus importante perte enregistrée en une seule séance s'est chiffrée à 23 millions de dollars.

Histogramme des revenus de négociation nets quotidiens (1), (2)

(nombre de jours)



Prix de cession interne des fonds

Nous utilisons un mécanisme de prix de cession interne des fonds en ce qui concerne les transactions, afin de transférer le risque de taux d'intérêt à la Trésorerie générale et de déterminer la rentabilité de divers produits. Les taux utilisés pour établir les prix de cession interne des fonds sont fondés sur les taux du marché et concordent avec les principes de gestion du risque de taux d'intérêt. Nous corroborons ces taux au moyen de recherches empiriques concernant le comportement des clients, et les décisions relatives à l'établissement des prix de notre secteur de détail sont essentiellement fondées sur ces taux.

Nous nous concentrons en outre sur l'élaboration de modèles d'évaluation des produits de détail qui tiennent compte de l'incidence du comportement des consommateurs. Ces modèles d'évaluation sont habituellement fondés sur une estimation économétrique des choix exercés par les consommateurs à l'égard des options intégrées dans les produits de détail. Les principales options intégrées sont les options relatives aux engagements liés aux taux hypothécaires et les options de paiement anticipé. De plus, nous modélisons la sensibilité de la valeur des dépôts ayant une échéance indéterminée aux variations des taux d'intérêt.

Validation

Nous complétons notre évaluation en mesurant le risque de taux d'intérêt en fonction de divers scénarios de marché dynamiques et statiques. Les scénarios dynamiques simulent notre revenu d'intérêt en réponse à diverses combinaisons de facteurs commerciaux et de facteurs de marché. Les facteurs commerciaux incluent des hypothèses concernant des stratégies futures d'établissement des prix ainsi que le volume et la composition des nouvelles affaires, tandis que les facteurs de marché incluent des fluctuations présumées des taux d'intérêt ainsi que des variations dans la forme des courbes de rendement. Les scénarios statiques complètent les scénarios dynamiques et sont aussi utilisés pour évaluer les risques liés à la valeur des capitaux propres et au revenu net d'intérêt.

Dans le cadre de notre surveillance de l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt au sein de la Trésorerie générale, surveillance que nous exerçons en fonction de la valeur et du bénéfice, les hypothèses qui sous-tendent les modèles sont corroborées par le comportement réel des clients.

Contrôle des risques

Politiques et plafonds

Les politiques qui régissent la gestion du risque de taux d'intérêt établissent les normes de gestion et les plafonds acceptables en deçà desquels le risque lié au revenu net d'intérêt sur un horizon de 12 mois et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres doivent être maintenus. Ces plafonds sont fondés sur un mouvement parallèle immédiat et soutenu de 100 points de base sur la courbe de rendement. Le plafond relatif au risque lié au revenu net d'intérêt est égal à 3 % du revenu net d'intérêt prévu et, en ce qui concerne le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, il correspond à 5 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires prévus. Les politiques et les plafonds ayant trait au risque de taux d'intérêt sont revus et approuvés annuellement par le Conseil d'administration.

Présentation d'information concernant les risques

Chaque filiale et chaque secteur d'exploitation préparent des rapports mensuels sur les activités de gestion du risque de taux d'intérêt. Chaque filiale et chaque secteur d'exploitation doivent immédiatement informer la Trésorerie générale de toute dérogation aux politiques de

gestion du risque de taux d'intérêt et obtenir son approbation quant aux mesures correctrices.

Un rapport d'entreprise sur le risque de taux d'intérêt est examiné chaque mois par le Comité actif-passif et chaque trimestre par le Comité de risque de prêt et par le Conseil d'administration.

Évaluation des risques de marché – activités autres que de négociation

Tableau 54

(en millions de dollars canadiens)	2007						2006		2005	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Toutes les devises	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Toutes les devises				
Avant l'incidence fiscale d'une : augmentation des taux de 100 p.b. diminution des taux de 100 p.b.	(391) \$ 315	(49) \$ (6)	(440) \$ 309	40 \$ (97)	14 \$ (14)	54 \$ (111)	(496) \$ 375	87 \$ (153)	(435) \$ 291	106 \$ (181)
Avant l'incidence fiscale d'une : augmentation des taux de 200 p.b. diminution des taux de 200 p.b.	(819) 640	(111) (87)	(930) 553	68 (202)	29 (29)	97 (231)	(1 044) 658	147 (319)	(920) 461	162 (365)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

Analyse pour 2007

Le tableau ci-dessus présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur

des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques. Au cours de 2007, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, des systèmes, de facteurs humains ou de faits externes.

Ce risque est inhérent à toutes nos activités, y compris les pratiques et contrôles utilisés pour gérer les autres risques. Si nous ne gérons pas le risque opérationnel, cela pourrait entraîner une perte financière directe ou indirecte, une atteinte à notre réputation, la réprobation des organismes de réglementation ou notre incapacité à gérer d'autres risques tels que le risque de crédit ou le risque de marché.

Notre cadre de gestion du risque opérationnel est directement lié à notre cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise et il établit les principes et pratiques utilisés pour gérer le risque opérationnel, qui comprennent un processus d'établissement, d'évaluation, de contrôle, de surveillance et de communication du risque. Au cours de 2007, nous avons renforcé notre cadre de gestion du risque opérationnel en faisant appel à un langage plus général aux fins de l'établissement, de l'évaluation et de la compréhension des risques. Nous avons également mis en œuvre, dans toute l'entreprise, un programme intégré d'évaluation et de surveillance du risque opérationnel et des contrôles. Ce programme englobe plusieurs programmes individuels visant à cerner et à évaluer les risques opérationnels.

Responsabilités

Il incombe au Conseil d'administration de superviser la gestion du risque et de s'assurer que des politiques appropriées ont été mises en œuvre pour gérer le risque opérationnel. Le chef de la gestion des risques et la Gestion des risques du Groupe sont responsables de la mise en œuvre du cadre de gestion du risque opérationnel à l'échelle de l'entreprise, ainsi que de l'orientation et de l'approbation des politiques visant les risques opérationnels importants liés aux activités. Une équipe dévouée a été formée au sein de la Gestion des risques du Groupe afin d'élaborer et d'appuyer les politiques, programmes et initiatives en matière de risque opérationnel, et de surveiller les progrès accomplis aux fins de leur mise en œuvre et de leur exécution sur une base permanente. Les secteurs d'exploitation et les Services de soutien généraux sont responsables de la gestion éclairée et active du risque opérationnel lié à leurs activités, conformément au cadre de gestion du risque opérationnel. Le cas échéant, la Technologie et exploitation mondiales assure la mise en œuvre de certains programmes de gestion du risque opérationnel au nom des secteurs d'exploitation et des Services de soutien généraux.

Mesure du risque

Étant donné que le risque opérationnel est dans bien des cas implicite ou involontaire et qu'il est souvent regroupé avec d'autres risques, il est difficile d'effectuer une évaluation complète et précise de ce risque. Les méthodes d'évaluation actuelles utilisées dans l'industrie bancaire ne

cessent d'évoluer. Nous pouvons toutefois évaluer notre risque opérationnel en utilisant plusieurs méthodes concurremment.

Évaluation du risque

Nous ciblons les risques opérationnels et évaluons leurs répercussions possibles à l'aide de programmes intégrés d'évaluation et de surveillance du risque opérationnel et des contrôles mis en œuvre à l'échelle de l'entreprise. Notre cadre de gestion du risque opérationnel permet d'assurer l'uniformité du processus d'établissement et d'évaluation des risques opérationnels et des contrôles mis en œuvre pour gérer ces risques.

Indicateurs de risque

Les secteurs d'exploitation et les Services de soutien généraux utilisent divers indicateurs de risque pour gérer leurs activités quotidiennes. La Gestion des risques du Groupe a recours à des indicateurs de risque pour surveiller le risque opérationnel à l'échelle de l'entreprise. Ces indicateurs fournissent des informations sur le niveau et la nature des risques opérationnels avec lesquels nous devons composer, ainsi que sur les variations possibles de ces risques.

Collecte et analyse d'informations sur les événements entraînant un risque opérationnel

Les événements entraînant un risque opérationnel sont intégrés dans une base de données centrale. Les informations complètes sur ces événements qui sont ensuite recueillies comprennent les montants, l'événement, la date à laquelle l'événement s'est produit et la date à laquelle il a été mis en évidence, le secteur d'activité et les produits concernés, les causes fondamentales et les inducteurs de risque. L'analyse d'informations sur les événements entraînant un risque opérationnel nous aide à comprendre l'origine et la cause des risques avec lesquels nous devons composer, elle nous fournit des informations historiques sur notre expérience en matière de risque opérationnel, et elle nous permet d'établir une base sur laquelle se fonde l'évaluation de notre exposition au risque opérationnel et des capitaux requis pour soutenir ce risque.

Analyse des pertes dans l'industrie

Nous examinons et analysons les informations sur les pertes d'ordre opérationnel que les autres institutions financières ont subies. Nous avons pour ce faire recours aux informations publiques et aux informations auxquelles nous avons accès grâce à notre adhésion à Operational Riskdata eXchange (ORX), un consortium privé qui effectue le partage de données. Cela nous donne une meilleure connaissance de l'importance et de la nature des risques auxquels nous pourrions être exposés, et nous pouvons ainsi comparer notre expérience au chapitre des pertes avec celle de nos homologues et déterminer si nous nous trouvons dans une position

extrême. Nous pouvons également surveiller les faits nouveaux et les tendances qui touchent le secteur financier dans son ensemble.

Contrôle du risque

Pour gérer le risque opérationnel, nous avons recours à l'infrastructure, aux contrôles, aux systèmes et aux ressources humaines en place au sein de l'organisation, ainsi qu'à plusieurs groupes à l'échelle de l'entreprise, qui concentrent leurs activités sur la gestion de risques opérationnels précis tels que ceux liés à la fraude, à la protection des renseignements personnels, à l'impartition des services, à l'interruption des activités, aux ressources humaines et aux systèmes.

Un certain nombre des groupes à l'échelle de l'entreprise assurent la mise en œuvre efficace de tous ces contrôles et systèmes, conformément à notre cadre de gestion du risque opérationnel. Ces groupes incluent le groupe de la conformité à la réglementation, qui se concentre sur nos obligations en matière de réglementation et adopte une démarche coordonnée et efficace pour répondre à ces obligations, et le groupe de vérification interne, qui fournit une évaluation indépendante des pratiques, des contrôles internes et des processus de gouvernance liés à la gestion du risque.

Atténuation du risque

Tous les risques élevés que nous cernons font l'objet de mesures correctives, d'une surveillance et de tests des contrôles. Ces risques incluent les risques mis en évidence dans le cadre de notre programme intégré

d'évaluation et de surveillance des risques et des contrôles, des vérifications internes, des examens de la conformité, des examens visant à déterminer notre capacité à maintenir les opérations, ainsi que de la communication d'informations sur les événements entraînant un risque opérationnel.

Par l'intermédiaire du service central des assurances, nous transférons une partie de notre exposition au risque opérationnel en sousscrivant de l'assurance, dont la nature et le montant sont établis à l'échelle de l'entreprise.

Présentation de l'information

La Gestion des risques du Groupe fournit des rapports trimestriels portant sur le risque opérationnel dans toute l'entreprise à la haute direction et au Conseil d'administration. Ces rapports donnent un aperçu de notre profil de risque opérationnel ainsi que des tendances et des perspectives concernant les risques auxquels nous sommes exposés. Les rapports comprennent des détails sur les événements présentant des risques accrus, sur les risques opérationnels individuels qui font l'objet d'une vigilance accrue, sur les questions de réglementation et de conformité à la réglementation, et sur les événements importants qui entraînent un risque opérationnel. S'ajoutent à ces documents des rapports plus détaillés préparés par le groupe de la conformité à la réglementation, le groupe de vérification, le contentieux et les ressources humaines.

Risque d'illiquidité et de financement

Le risque d'illiquidité et de financement est le risque qui se produit lorsqu'une institution n'est pas en mesure de générer ou d'obtenir, en temps opportun et de façon rentable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à ses engagements.

Notre cadre de gestion des liquidités et du financement vise à assurer que nous disposons continuellement de sources fiables et rentables de trésorerie et d'équivalents de trésorerie pour satisfaire à nos engagements financiers actuels et éventuels, dans des conditions normales et dans des conditions entraînant un stress. Afin d'atteindre cet objectif, nous nous engageons à maintenir les stratégies clés suivantes en matière d'atténuation du risque d'illiquidité et de financement :

- le maintien d'un nombre important de dépôts de base provenant des clients;
- l'accès continu à des sources diversifiées de financement de gros, y compris notre aptitude manifeste à procéder à la monétisation de catégories d'actifs donnés;
- le maintien d'un plan d'urgence exhaustif relatif aux liquidités à l'échelle de l'entreprise, étayé par un portefeuille de titres négociables non grevés (appelés les « actifs liquides en cas d'urgence ») qui nous donne un accès immédiat à des liquidités en cas de crise.

Nos pratiques et processus aux fins de la gestion des liquidités et du financement renforcent ces stratégies d'atténuation du risque, car elles nous permettent d'attribuer des plafonds prudents aux paramètres liés à ces activités ou d'établir des objectifs prudents à leur égard, et d'évaluer et de surveiller régulièrement les diverses sources de risque d'illiquidité, tant en fonction de conditions du marché normales que de conditions du marché entraînant un stress. En gérant ce risque, nous désirons établir un équilibre conservateur entre le niveau de risque que nous assumons et les coûts engagés pour atténuer ce risque, et nous reconnaissons qu'il pourrait s'avérer nécessaire de modifier cet équilibre si des changements importants surviennent dans les contextes internes ou externes.

Responsabilités

Le Conseil d'administration est responsable de la supervision de notre cadre de gestion des liquidités et du financement, lequel est établi et mis en œuvre par la haute direction.

- Le Comité de vérification approuve notre cadre de gestion des liquidités et du financement, notre cadre de mise en gage et le plan d'urgence relatif aux liquidités, et il établit des niveaux généraux de tolérance relativement au risque d'illiquidité. Le Conseil d'administration est périodiquement avisé de notre position de liquidité actuelle et prospective.
- Le Comité de la politique de prêt et le Comité actif-passif supervisent la gestion des liquidités et les politiques y ayant trait et reçoivent régulièrement des rapports sur la conformité aux principaux plafonds et aux principales lignes de conduite établis.
- La Trésorerie générale est responsable de l'élaboration de politiques, de stratégies et de plans d'urgence en matière de gestion des

liquidités et du financement, ainsi que de la recommandation et de la surveillance de plafonds s'inscrivant dans ce cadre. La Gestion des risques du Groupe l'aide à s'acquitter de ces fonctions. La Trésorerie générale participe activement aux initiatives nationales et internationales du secteur afin d'effectuer une analyse comparative de ses pratiques de gestion des liquidités et de les améliorer.

- Les services de trésorerie des secteurs d'exploitation et des principales filiales effectuent les transactions conformément aux politiques et stratégies établies aux fins de la gestion des liquidités.
- Les filiales qui sont responsables de la gestion de leurs propres liquidités le font conformément aux politiques et pratiques établies par l'unité fonctionnelle Trésorerie générale, ainsi qu'aux exigences réglementaires en vigueur.

Mesure du risque

L'évaluation de notre position de liquidité reflète les estimations, hypothèses et jugements conservateurs de la direction quant aux conditions propres à l'entreprise et aux conditions du marché actuelles et éventuelles ainsi qu'au comportement de nos clients et de nos contreparties. Nous mesurons et surveillons notre position de liquidité en fonction des trois risques suivants :

Risque d'illiquidité structural

La gestion du risque d'illiquidité structural porte sur le risque découlant des décalages entre les échéances réelles des actifs et des passifs, et plus précisément sur le risque lié à la trop grande confiance accordée aux passifs à court terme pour financer des actifs non liquides à plus long terme. Nous utilisons un modèle de capital en liquidités et un modèle de l'horizon de survie aux fins de l'évaluation de la liquidité du bilan et de l'établissement d'un échéancier approprié pour notre financement par emprunt. Ces méthodes nous permettent aussi de mesurer et de surveiller la relation entre les actifs non liquides et le financement de base, y compris notre exposition à une perte prolongée de dépôts en gros non garantis dans des conditions entraînant un stress.

Risque d'illiquidité stratégique

La gestion du risque d'illiquidité stratégique se rapporte à nos besoins de financement quotidiens habituels, et elle repose sur l'établissement de limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités en dollars canadiens et en devises pour certaines périodes à court terme importantes, ainsi qu'à nos activités de mise en gage, qui sont assujetties à un cadre de gestion à l'échelle de l'entreprise en fonction duquel des plafonds ajustés en fonction des risques sont attribués à l'ensemble des risques liés à nos activités de mise en gage, et des plafonds individuels sont attribués à chaque type d'activité de mise en gage. Les actifs qui sont gagés incluent un portefeuille d'actifs admissibles qui servent exclusivement à soutenir notre participation aux systèmes de paiement et de règlement.

Risque d'illiquidité éventuel

La gestion du risque d'illiquidité éventuel permet d'évaluer l'incidence d'événements soudains entraînant un stress ainsi que notre réaction connexe. Le plan d'urgence relatif aux liquidités définit des plans d'action exhaustifs qui seront mis en œuvre selon la durée et la gravité des diverses crises de liquidité mises en évidence dans le cadre de nos évaluations des facteurs de stress. La Trésorerie générale maintient et administre le plan d'urgence relatif aux liquidités. L'équipe de gestion des crises de liquidité, qui se compose de cadres des principaux secteurs d'exploitation et des principales unités fonctionnelles, se réunit régulièrement pour évaluer les facteurs de stress ainsi que notre état de préparation relative au plan d'urgence relatif aux liquidités.

Nos évaluations des facteurs de stress se basent sur des modèles qui permettent d'évaluer notre exposition possible à des événements mondiaux, des événements touchant un pays ou des événements touchant RBC (ou encore à une combinaison de ces événements), et elles tiennent compte d'événements historiques et hypothétiques. Différents degrés de gravité sont pris en considération relativement à chaque type de crise, notamment des révisions à la baisse de deux et de quatre crans des cotes de crédit et l'attribution de cotes de qualité inférieure découlant d'événements touchant RBC. Ces évaluations exhaustives font appel à des éléments des scénarios et des techniques utilisés aux fins des analyses de sensibilité et des évaluations des facteurs de stress. Dans tous les cas, l'incidence de la crise est évaluée en fonction d'un horizon de neuf semaines, que nous utilisons également pour évaluer le risque d'illiquidité stratégique et qui constitue selon nous le laps de temps le plus critique lorsque survient un événement touchant les liquidités. Les membres de l'équipe de gestion des crises de liquidité participent au processus de formulation des hypothèses concernant le comportement prévu des actifs et passifs figurant au bilan ainsi que les risques hors bilan; pour ce faire, ils tiennent compte de leurs clients, des produits ainsi que des perspectives du marché. Certains scénarios sont testés mensuellement, et les autres, annuellement. La fréquence des tests dépend de la probabilité et des répercussions des scénarios. Après avoir examiné les résultats, l'équipe modifie parfois le plan d'urgence relatif aux liquidités et les autres pratiques connexes de gestion du risque d'illiquidité et de financement, à la lumière des leçons apprises. Si les cibles minimales déterminées à l'avance ne sont pas atteintes dans le cadre de certains tests ainsi que des évaluations des risques dont il est fait mention ci-dessus, l'équipe devra en aviser la Haute direction et, le cas échéant, le Conseil d'administration, et il se pourrait que les plafonds et les objectifs fassent l'objet de modifications.

Nos actifs liquides se composent principalement d'un groupe diversifié de titres négociables auxquels des cotes élevées ont été attribuées, et ils comprennent des portefeuilles distincts (libellés en dollars canadiens et en dollars américains) d'actifs liquides en cas d'urgence afin de composer avec les risques d'illiquidité possibles (notamment la baisse des dépôts, la réduction des prêts et l'accroissement des garanties exigées), tant au bilan que hors bilan, qui ont été estimés à l'aide de modèles que nous avons élaborés ou à l'aide d'analyses de scénarios et d'évaluations des facteurs de stress que nous effectuons périodiquement. Ces portefeuilles doivent satisfaire à des niveaux minimaux d'actifs et à des critères d'admissibilité stricts, de manière à garantir un accès immédiat à des liquidités en cas d'urgence.

Contrôle du risque

Nous surveillons et gérons notre position de liquidité sur une base consolidée et nous tenons compte des restrictions d'ordre juridique, réglementaire, fiscal et opérationnel ainsi que de toute autre restriction applicable lorsque nous analysons notre capacité à prêter ou à emprunter des fonds au sein des succursales et des filiales.

Politiques

Nos principales politiques en matière de liquidités et de financement sont revues et approuvées annuellement par les comités de la haute direction et par le Conseil d'administration. Ces politiques ayant un vaste champ d'application servent à déterminer les paramètres de tolérance aux risques, et elles habilitent les comités de la haute direction ou la Trésorerie générale à approuver des politiques plus détaillées et des plafonds concernant des mesures, des activités et des produits donnés. Ces politiques et ces procédures régissent les activités de gestion et d'évaluation et les obligations d'information, et elles précisent les plafonds de liquidité et de financement approuvés.

Pouvoirs et limites

Les objectifs relatifs à notre position de liquidité structurale, qui se fondent sur un paramètre de « capital en espèces » et sur une évaluation de « l'horizon de survie », sont approuvés annuellement et font l'objet de contrôles réguliers.

En ce qui concerne les besoins de financement net à court terme, tous les plafonds font l'objet d'un contrôle régulier afin d'assurer la conformité aux objectifs. Le traitement prescrit des flux de trésorerie dans des conditions diverses fait l'objet d'un examen périodique afin de confirmer sa pertinence ou de déterminer s'il y a lieu de modifier les hypothèses et les plafonds à la lumière des faits internes ou externes survenus. La volatilité des marchés mondiaux au deuxième semestre de 2007 nous a incités à modifier notre traitement des liquidités touchant certaines catégories d'actifs, de manière qu'il reflète notre point de vue selon lequel la liquidité des marchés visant ces produits demeura sporadique pendant un certain temps. Nous sommes en voie de réviser certaines limites, notamment de manière à tenir compte des résultats découlant des évaluations des facteurs de risque que nous avons modifiées de manière qu'elles reflètent les leçons apprises durant cette période de volatilité des marchés.

Présentation de l'information

Nous surveillons quotidiennement les rapports détaillés des décalages entre les montants de nos principaux actifs et passifs à court terme afin d'assurer leur conformité avec les limites de prudence établies à l'égard du risque global du Groupe, ainsi qu'avec les limites concernant les principales devises ainsi que les succursales, les filiales et les secteurs géographiques. Conformément à notre cadre de gestion des liquidités et du financement, toutes les dérogations possibles aux plafonds établis à l'égard des sorties de fonds nettes ou à d'autres règles, que celles-ci fassent l'objet d'un contrôle quotidien, hebdomadaire, mensuel ou trimestriel, sont immédiatement signalées à la trésorerie générale, qui fournit ou obtient les approbations requises après avoir examiné les mesures correctrices proposées.

Financement

Stratégie de financement

La diversification des sources de financement est une composante essentielle de notre stratégie globale de gestion des liquidités parce qu'elle se traduit par une plus grande souplesse du financement, qu'elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et qu'elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. À ces fins, nous avons émis nos premières obligations couvertes canadiennes en novembre 2007. Le maintien de cotes de crédit concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable. Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises, constitue l'assise sur laquelle repose notre solide position de liquidité structurale.

Cotes de crédit

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficientes dépend principalement du maintien de cotes de crédit concurrentielles, qui sont en grande partie déterminées en fonction de la qualité de nos résultats, de l'adéquation de notre capital et de l'efficacité de nos programmes de gestion des risques. En nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des cotes de crédit qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes. Une série de révisions à la baisse pourrait toutefois avoir une incidence négative sur notre capacité de financement, sur nos exigences en matière de biens donnés en garantie et sur nos résultats d'exploitation.

Cotes de crédit

Tableau 55

Au 29 novembre 2007 (1)	Dette à courte terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service	P-1	Aaa	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	positive
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
DBRS	R-1(élevé)	AA	stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ou sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de cotation en tout temps.

Au cours de l'exercice, deux événements favorables liés à nos cotes de crédit se sont produits. Au deuxième trimestre de 2007, Moody's Investors Service a révisé à la hausse la cote de notre dette à long terme de premier rang, la portant de Aa2 à Aaa, en raison des améliorations apportées à son analyse de défaut conjoint. Au troisième trimestre de 2007, Standard & Poor's a modifié de stable à positive la perspective liée à nos cotes de crédit, en raison notamment de notre solide profil de liquidités et de notre infrastructure bien établie aux fins de la gestion des liquidités. Les cotes et les perspectives qui nous sont attribuées par Fitch et par DBRS n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2006. Toutes nos cotes de crédit demeurent au nombre des cotes les plus élevées attribuées à une banque canadienne par les agences de notation et elles étaient notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti de façon concurrentielle.

Profil des dépôts

Un sommaire de la composition du total du passif lié aux dépôts est présenté à la note 13 des Notes complémentaires. En 2007, les dépôts des particuliers sont demeurés notre principale source de financement pour ce qui est des dépôts en dollars canadiens figurant au bilan, tandis que la plupart des dépôts en devises proviennent de sources de gros non garanties, y compris de grandes entreprises et d'importants clients institutionnels, ainsi que des banques centrales et commerciales étrangères.

Les dépôts de particuliers constituent notre principale source de fonds prévisibles et fiables. Certains groupes de clients commerciaux et institutionnels maintiennent également des soldes relationnels dont la volatilité est relativement faible. Pris dans leur ensemble, ces clients représentent une source extrêmement constante de dépôts de base dans les conditions les plus imaginables, puisqu'ils sont moins sensibles aux développements du marché que les prêteurs sur opérations et les investisseurs, en raison des répercussions de l'assurance-dépôts et de leurs relations étendues, et parfois même exclusives, avec nous. Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des soldes des dépôts des particuliers et des dépôts des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, ont augmenté au cours de l'exercice et représentaient environ 2 % à 56 % du total de nos dépôts. Nous favorisons de plus la diversification du financement de gros et examinons régulièrement les sources de financement à court terme afin d'assurer le maintien d'une diversification importante pour ce qui est des fournisseurs, des produits, des marchés et de la provenance géographique. Par ailleurs, nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller constamment les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent.

Sources de financement à terme		Tableau 56		
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005	
Encours du financement à long terme	51 540 \$	33 361 \$	24 004 \$	
Total des titres adossés à des créances hypothécaires vendus	14 239	12 186	8 487	
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales vendus	2 405	1 914	1 237	
Créances sur cartes de crédit financées au moyen de billets émis par une entité ad hoc créée aux fins de titrisation	2 759	2 250	2 500	

Nous gérons nos sources de financement à long terme de manière à réduire la concentration par secteur géographique et par secteur d'investissement ainsi que la concentration des instruments, des devises et des échéances. De plus, les objectifs en matière de liquidité ainsi que la conjoncture du marché, les taux d'intérêt, les écarts de crédit et la structure financière désirée influent sur nos activités de financement à long terme. Nous avons recours à des programmes d'émission de titres d'emprunt au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Australie et au Japon. Nous évaluons régulièrement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement non exploités en fonction des coûts d'émission relatifs.

Au cours de l'exercice 2007, nous avons continué d'accroître notre capacité de financement à long terme en émettant, dans diverses devises et sur divers marchés, des billets de dépôts de premier rang totalisant, directement ou par l'intermédiaire de nos filiales, 30,7 milliards de dollars. Le total du financement à long terme en cours a augmenté de 18,2 milliards de dollars. Les titres d'emprunt de premier rang en circulation comportant des éléments susceptibles de déclencher une révision des cotes de crédit, qui entraînerait un remboursement anticipé, constituent une très petite tranche du total de l'encours de notre dette.

Autres sources de liquidités et de financement

Nous utilisons des programmes de titrisation adossés à des créances hypothécaires commerciales, à des créances hypothécaires résidentielles et à des créances sur cartes de crédit à titre de source supplémentaire de financement et aux fins de gestion des liquidités et des actifs et passifs. Nous avons conservé des droits dans nos programmes de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et de créances sur cartes de crédit. Le total de nos titres adossés à des créances hypothécaires en circulation vendus a augmenté de 2,1 milliards de dollars sur douze mois. Nos créances sur cartes de crédit, financées au moyen de billets émis par une entité ad hoc créée aux fins de titrisation, ont augmenté de 509 millions de dollars sur douze mois. Se reporter à la section Arrangements hors bilan et à la note 5 des Notes complémentaires pour de plus amples détails.

Incidence de la crise des marchés mondiaux sur notre capacité de financement à terme

Malgré les événements survenus récemment sur les marchés mondiaux, notamment la réduction des liquidités sur les marchés du financement à terme, notre position de liquidité et de financement demeure solide et appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Aucune tendance, demande, ni aucun engagement ou événement n'est actuellement susceptible d'avoir une incidence importante sur cette position.

Tout en améliorant nos programmes de financement nouveaux et existants au Canada et à l'échelle internationale, nous avons continué de nous procurer du financement à terme de gros au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2007. La plupart de ce financement provient d'opérations de grande taille, mais une grande partie de ce financement est également lié à diverses opérations de financement à faible coût. En 2007, nous avons obtenu du financement à terme de gros libellé en douze devises différentes, dont des montants libellés en six devises différentes ont été obtenus au quatrième trimestre. La tourmente du marché ne nous a pas empêchés de lancer le premier programme canadien d'obligations couvertes, en vertu duquel nous avons vendu pour 2 milliards d'euros de billets au cours de la première opération qui s'est conclue le 5 novembre 2007. Notre capacité à obtenir du financement à terme de gros a une fois de plus surpassé considérablement nos besoins en financement au cours de la deuxième moitié de 2007.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

Obligations contractuelles		Tableau 57						
(en millions de dollars canadiens) (1)		Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	2006	2005
Financement à long terme non garanti	16 892 \$	16 350 \$	13 628 \$	4 670 \$	51 540 \$	33 361 \$	24 004 \$	
Débentures subordonnées	–	118	–	6 117	6 235	7 103	8 167	
Obligations découlant de contrats (2)	494	835	608	1 224	3 161	2 486	2 508	
	17 386 \$	17 303 \$	14 236 \$	12 011 \$	60 936 \$	42 950 \$	34 679 \$	

(1) Le montant ne représente que le capital et exclut les intérêts courus.

(2) Presque tous les engagements contractuels sont en cours.

Risque lié à la réputation

Le risque lié à la réputation représente le risque qu'une action accomplie par une entreprise ou par un de ses représentants ternisse son image aux yeux de la collectivité ou la confiance que lui accorde le public, ce qui pourrait entraîner une diminution des affaires, des actions en justice, ou l'assujettir à une surveillance réglementaire accrue.

Un certain nombre d'événements peuvent entraîner un risque lié à la réputation, et ce risque est principalement d'ordre réglementaire, juridique ou opérationnel. Les défaiillances d'exploitation ainsi que la non-conformité aux lois et aux règlements peuvent avoir une incidence importante sur la réputation de l'organisation.

Outre les six principes de gestion des risques dont il est fait mention à la rubrique Gestion du risque, nous appliquons les principes suivants à notre cadre général de gestion du risque lié à la réputation :

- **Nous devons agir avec intégrité en tout temps afin de maintenir la réputation solide et favorable dont nous jouissons.**
- **Il incombe à tous nos employés, y compris la haute direction, de protéger notre réputation, et cette responsabilité incombe aussi à tous les membres du Conseil d'administration.**

Code de déontologie

Nos valeurs et notre Code de déontologie soutiennent la gestion du risque lié à notre réputation et favorisent notre culture au chapitre de la déontologie. La sensibilisation de nos employés et de nos administrateurs aux comportements qui protègent notre réputation et à ceux qui y nuisent repose sur notre Code de déontologie.

Responsabilités

Le Conseil d'administration est responsable de la gestion du risque lié à la réputation. Les principaux comités de la haute direction chargés de la surveillance et de la communication du risque lié à la réputation à l'échelle

de l'entreprise sont : le Comité de déontologie et de conformité à la réglementation, le Comité d'examen de la politique, le Comité de surveillance des montages financiers et le Comité de la politique de prêt.

Contrôle du risque

Politiques

Nous avons élaboré des politiques et des procédures qui nous aident à gérer le risque lié à la réputation dans toute l'organisation. Les secteurs d'exploitation ont recours à des politiques précises aux fins de la gestion des risques liés à leurs activités, lesquels incluent le risque lié à la réputation. Les politiques stipulent des exigences exhaustives aux fins de l'établissement et de l'évaluation des risques liés à la réputation, y compris des contrôles et procédures aux fins du contrôle préalable s'inscrivant dans le cadre du programme « Bien connaître son client », des exigences liées à la lutte contre le blanchiment et le financement d'activités terroristes, des exigences concernant l'indépendance des vérificateurs, les normes en matière de recherche et le signalement de situations douces, ainsi que des exigences liées à la gestion des conflits d'intérêts.

Présentation de l'information

La surveillance et la communication du risque lié à la réputation incombent principalement à la Gestion des risques du Groupe. Des rapports exhaustifs sont fournis régulièrement au Comité de la politique de prêt ainsi qu'au Conseil d'administration et aux comités du Conseil. Ces rapports incluent des rapports annuels sur les questions concernant la fraude et les litiges, ainsi que des rapports trimestriels touchant les questions en matière de réglementation, de conformité et de risque opérationnel. Les questions touchant le risque lié à la réputation sont également soulevées dans les rapports de vérification interne fournis à la Haute direction, et des rapports sommaires sur ces questions sont fournis au Comité de vérification.

Risque lié à l'environnement réglementaire et juridique

Le risque lié à l'environnement réglementaire et juridique correspond au risque que des facteurs défavorables influent sur les activités commerciales, les résultats ou le capital, les relations avec les organismes de réglementation ou la réputation, par suite d'un manquement, ou de l'incapacité à s'adapter, à la réglementation, aux lois, aux codes d'activité économique, aux attentes des organismes de réglementation ou aux normes déontologiques.

La Gestion globale de la conformité, qui fait partie de la Gestion des risques du Groupe, a élaboré un Cadre réglementaire de gestion générale de la conformité qui s'aligne sur les directives du BSIF et des autres organismes de réglementation. Ce cadre vise à promouvoir la gestion proactive du risque lié à l'environnement réglementaire. Il s'applique à tous nos secteurs d'exploitation et à toutes nos activités, à nos entités juridiques et à nos employés à l'échelle mondiale, et il confirme les obligations de rendre compte de tous les employés, de manière à assurer le maintien de programmes rigoureux et efficaces de gestion du risque lié à l'environnement réglementaire et des contrôles de la conformité. Le cadre de gestion couvre les huit éléments suivants du processus de gestion de la conformité à la réglementation : Liaison avec les autorités de réglementation, Identification et évaluation du risque, Conception du contrôle et évaluation, formation et sensibilisation, Application de la conformité, Contrôle et surveillance, Gestion des problèmes et information et Gestion des initiatives.

Responsabilités

La Gestion globale de la conformité formule les exigences générales aux fins de l'établissement, de l'évaluation, du contrôle, de la supervision et de la communication des risques liés à la réglementation et à la conformité (et les risques connexes liés aux activités et à la réputation), ainsi que des mesures visant à rectifier tous les problèmes mis en évidence. La supervision est assurée par le Comité des politiques en matière de risque et de révision et le Comité de vérification du Conseil d'administration. Le Comité de déontologie et de conformité à la réglementation appuie notre gestion du risque lié à l'environnement réglementaire. Il approuve les programmes et politiques touchant la conformité et il signale au Comité de la politique de prêt et au Comité des politiques en matière de risque et de révision les principales questions touchant la réglementation et il leur fournit des conseils sur les mesures correctrices.

Le chef de la conformité à la réglementation et l'unité fonctionnelle Gestion globale de la conformité collaborent étroitement avec les secteurs d'exploitation afin d'assurer l'efficacité générale des contrôles de la gestion des risques liés à la réglementation et à la conformité, à l'échelle de l'entreprise. Ces contrôles font partie intégrante du Cadre réglementaire de gestion générale de la conformité, lequel comprend des politiques ayant pour objectif la mise en œuvre d'un processus de conformité uniforme et efficace, la supervision indépendante des contrôles de la conformité, la présentation au moment opportun de rapports sur les tendances et la communication ascendante des questions à la haute direction et au Conseil d'administration, ainsi que la mise en œuvre rapide de plans d'action appropriés.

Mesure du risque

Le processus d'établissement et d'évaluation du risque lié à l'environnement réglementaire comprend des activités officielles d'évaluation des risques dans toute l'organisation, tant au chapitre des activités et de l'exploitation que de l'entreprise dans son ensemble. Pour mesurer le risque, nous évaluons l'incidence des changements d'ordre réglementaire et organisationnel, du lancement de nouveaux produits et services, ainsi que de l'acquisition ou de la création de nouveaux secteurs d'activité. Nous évaluons également l'efficacité des contrôles établis afin d'assurer la conformité aux exigences et aux attentes des organismes de réglementation. Bien que le recours à des paramètres pour évaluer les questions de conformité soit relativement nouveau et qu'il existe peu de méthodes ayant fait leurs preuves pour déterminer les principaux indicateurs, nous sommes en voie d'élaborer de tels paramètres. Entre-temps, nous utilisons les mesures dont nous disposons afin de déterminer les questions et les tendances.

Contrôle du risque

Politiques

Notre culture au chapitre de la déontologie et de la conformité est bien établie et elle s'appuie sur notre Code de déontologie. Nous revoyons et mettons à jour le Code de déontologie régulièrement, de manière qu'il continue de répondre aux attentes des organismes de réglementation et des autres parties prenantes. Tous nos employés doivent réaffirmer leur compréhension du Code et leur engagement envers ce

dernier au moins tous les deux ans, et les employés occupant certains postes clés, notamment la Haute direction et les employés responsables de la surveillance des finances dont il est fait mention dans notre politique en matière d'indépendance du vérificateur doivent faire de même tous les ans.

Nous fournissons à tous les employés un programme d'apprentissage électronique et individuel concernant la lutte contre le blanchiment, et les employés concernés bénéficient également d'une formation visant des questions concernant la conformité et le risque lié à l'environnement réglementaire. Cette formation leur est fournie à l'aide d'autres outils de formation électroniques et de la documentation de travail, dans le cadre de la formation régulière des employés ou des programmes d'orientation des nouveaux employés, et dans le cadre de programmes de formation web diffusés périodiquement.

Présentation de l'information

Chaque trimestre, le chef de la conformité à la réglementation présente des rapports sur les questions de conformité à la Haute direction, aux comités de gestion, au Comité de vérification et au Comité des politiques en matière de risque et de révision. Par ailleurs, le chef de la conformité à la réglementation prépare un rapport annuel qui porte sur la conformité générale à la réglementation et sur des sujets précis tels que les opérations entre apparentés, les conflits d'intérêts, et la conformité aux règles en matière de protection des consommateurs au Canada. Le chef du groupe Conformité à la réglementation, Lutte anti-blanchiment mondiale prépare, au moins une fois par année, un rapport sur la conformité aux règles sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les principaux agents, Conformité à la réglementation, de nos filiales présentent quant à eux des rapports annuels et trimestriels pertinents à la haute direction et au Conseil d'administration de leur organisation.

Risque environnemental

Le risque environnemental correspond au risque que l'incidence de problèmes environnementaux n'entraîne une perte de valeur financière ou opérationnelle, ou une atteinte à notre réputation. Il découle de nos activités commerciales et de nos activités d'exploitation. Par exemple, les questions d'ordre environnemental liées à l'achat et à la vente, par nos clients, de propriétés contaminées ou au développement de projets à grande échelle pourraient faire en sorte que nous serons exposés au risque de crédit et au risque lié à la réputation. Nous pourrions être obligés de composer avec le risque opérationnel et le risque lié à l'environnement juridique lorsque des questions d'ordre environnemental surviennent dans nos succursales, nos bureaux ou nos centre de traitement des données.

Nous effectuons des recherches indépendantes et participons à des recherches coopératives afin de déterminer et de mieux comprendre les principaux risques environnementaux avec lesquels nous devons composer. Les préoccupations actuelles et les préoccupations d'actualité incluent notamment les changements climatiques, la biodiversité, l'eau et les droits des Autochtones.

Responsabilités

La gestion du risque environnemental incombe au Groupe des affaires environnementales et à ses partenaires au sein des secteurs d'exploitation et des services de soutien généraux. Ce groupe est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre du système de gestion du risque environnemental. Il doit notamment déterminer les risques environnementaux au sein de l'organisation, élaborer et soutenir des politiques et des programmes en matière de gestion du risque environnemental et surveiller leur mise en œuvre, et superviser les communications et les programmes de formation. Le groupe fournit également des services-conseils et des services de soutien aux secteurs d'exploitation et aux unités fonctionnelles, aux fins de la gestion de risques environnementaux précis.

Mesure du risque

Certains risques environnementaux liés à nos activités commerciales et à nos activités d'ordre opérationnel peuvent aisément être quantifiés, tandis que les autres sont évalués sur une base qualitative. Ainsi, dans le cadre de nos activités de prêts, nous quantifions les coûts relatifs à la décontamination environnementale de propriétés utilisées pour garantir les prêts, ainsi que les coûts qu'un débiteur doit engager pour effectuer des changements d'ordre opérationnel afin de satisfaire aux exigences en matière de réglementation de l'environnement ou à d'autres obligations. Dans le cadre de nos activités, nous quantifions les coûts que nous engageons aux fins de la conformité aux règlements environnementaux ou aux normes applicables. Nous évaluons les autres risques environnementaux sur une base qualitative, notamment les risques liés aux répercussions des changements climatiques ou des règlements visant les changements climatiques avec lesquels un secteur donné doit composer. Au fur et à mesure que les méthodes d'évaluation des risques, principalement celles liées aux changements climatiques, évolueront, nous incorporerons à nos processus d'autres mesures quantitatives des risques.

Contrôle du risque

Afin de gérer le risque environnemental, nous maintenons un système de gestion qui se fonde sur les exigences prescrites dans nos politiques, sur des stratégies de gestion et d'atténuation des risques, et sur la présentation d'information. Plus précisément :

- nous élaborons et maintenons des politiques, normes, procédures et lignes de conduite aux fins de la gestion du risque environnemental;
- nous surveillons les lois et règlements pertinents ainsi que les autres exigences auxquels nous nous conformons;
- nous maintenons des programmes et des projets environnementaux;
- nous établissons les rôles et responsabilités aux fins de la gestion du risque environnemental au sein de l'organisation;

- nous donnons aux employés une formation sur la détermination et la gestion des;
- nous maintenons un dialogue avec les parties prenantes internes et externes;
- nous évaluons notre rendement et le comparons à nos objectifs, ce qui nous permet de cerner les points que nous pouvons améliorer;
- nous nous assurons périodiquement que nos politiques et processus de gestion du risque environnemental sont mises en œuvre de la façon envisagée.

Politiques

Notre stratégie en matière d'environnement, que nous avons publiée en octobre 2007, constitue une mise à jour de notre politique environnementale. On y trouve des informations détaillées sur les questions d'ordre environnemental qui revêtent de l'importance pour nous et pour nos parties prenantes, ainsi qu'un aperçu de notre engagement à réduire notre empreinte écologique, à effectuer nos activités de prêts et de placement et à accroître nos activités de manière responsable, et à concevoir des produits et services respectueux de l'environnement.

Nos politiques de gestion du risque de crédit lié à l'environnement nous permettent de cerner et de gérer de façon proactive les risques environnementaux liés à nos activités de prêts. Nous revoyons ces politiques régulièrement afin d'assurer leur conformité aux exigences d'ordre juridique et opérationnel, et de manière à tenir compte de l'évolution de nos activités commerciales.

Outre nos politiques générales aux fins des activités de prêts commerciaux et de prêts aux grandes entreprises, nous appliquons des politiques et des lignes directrices propres aux secteurs d'activité et à nos secteurs d'exploitation. Ainsi, nous avons mis en œuvre la politique « Évaluation sociale et environnementale aux fins de financement de projets », laquelle reflète notre adhésion aux Principes d'Équateur. Ces principes, qui ont été révisés en 2007, constituent des directives volontaires qui aident les institutions financières à composer avec les risques environnementaux et sociaux liés au financement de projets.

Gestion et atténuation des risques

Outre les politiques, normes, procédures et lignes directrices que nous appliquons pour atténuer le risque environnemental, nous avons aussi recours à un processus de structuration des opérations et à des programmes d'assurance, ainsi qu'à d'autres processus. Le Groupe des affaires environnementales soutient les activités des prêteurs, des gestionnaires de risque et des clients visant à atténuer les risques environnementaux liés aux opérations; il recommande pour ce faire des stratégies ayant pour but de traiter, de supprimer ou de transférer (au moyen de programmes d'assurance) le risque environnemental.

Présentation de l'information

Le Conseil d'administration et les comités de la haute direction reçoivent périodiquement, le cas échéant, des rapports et des analyses sur les risques liés aux questions environnementales (p. ex., les changements climatiques et le protocole de Kyoto, ainsi que les Principes d'Équateur). Les pertes de valeur de prêts découlant de questions environnementales font l'objet d'un suivi et elles sont signalées aux cadres dirigeants.

Nous fournissons annuellement des informations sur la mise en œuvre des Principes d'Équateur dans notre Rapport sur la responsabilité de l'entreprise et dans notre Déclaration de responsabilité publique, ainsi que sur le site rbc.com. Le Rapport sur la responsabilité de l'entreprise et la Déclaration de responsabilité publique fournissent aussi des informations sur nos politiques environnementales, les activités de prêts, les questions d'actualité, l'engagement des parties prenantes ainsi que notre rendement et nos initiatives au chapitre de l'environnement.

Risque d'assurance

Le risque d'assurance est le risque de perte susceptible de se produire lorsque les hypothèses actuarielles liées à la conception du produit et à l'établissement des primes diffèrent des résultats techniques réels. Nos activités d'assurances vie, maladie, crédit, habitation, automobile et voyage et nos activités de réassurance donnent lieu à un risque d'assurance.

Le risque d'assurance se compose des risques secondaires suivants :

- **Le risque lié aux sinistres** constitue le risque que la gravité ou la fréquence des sinistres diffère des hypothèses utilisées aux fins de l'établissement des primes. Ce risque peut résulter i) d'une estimation inappropriate des sinistres prévus par rapport aux sinistres réels; ii) d'une sélection inappropriate des risques dans le cadre du processus de tarification.
- **Le risque lié au comportement des titulaires de polices** constitue le risque que le comportement des titulaires de polices à l'égard des paiements de primes, des retraits ou avances sur polices, des polices tombées en déchéance, des rachats et des autres résiliations volontaires diffère du comportement hypothétique utilisé aux fins de l'établissement des primes.
- **Le risque lié aux charges** constitue le risque que les charges au titre de l'acquisition ou de la gestion de polices, ou celles au titre du traitement des sinistres, excèdent les coûts hypothétiques utilisés aux fins de l'établissement des primes.

Responsabilités

Le Conseil d'administration établit les pouvoirs d'approbation des risques en se fondant sur la recommandation de ses comités et il délègue ces pouvoirs aux cadres dirigeants.

Le conseil d'administration de chaque filiale d'assurance est responsable de la gérance des sociétés d'assurances. Les conseils d'administration coordonnent et supervisent la gestion des filiales d'assurance et ils s'assurent que ces filiales sont gérées de façon adéquate et que leurs activités s'inscrivent dans le cadre de nos stratégies et politiques générales.

La Gestion des risques du Groupe fournit des lignes de conduite et des services de surveillance aux fins de la gestion des risques liés aux activités d'assurance, et elle est responsable de la préparation de rapports exhaustifs sur les risques d'assurance avec lesquels l'organisation doit composer. Les actuaires désignés de nos filiales d'assurances canadiennes sont nommés par les conseils d'administration et sont, en vertu des exigences de la loi, tenus d'exprimer des opinions sur le caractère adéquat des obligations au titre de l'assurance, sur la suffisance des fonds propres, sur la situation financière future des sociétés d'assurances, ainsi que sur l'équité du traitement des titulaires de polices. Des actuaires externes supervisent, conformément aux lignes directrices du BSIF et aux normes de l'Institut canadien des actuaires, le travail des actuaires désignés. Nos filiales d'assurance internationales font l'objet d'une supervision actuarielle similaire. Le groupe Fonctions générales et le groupe Technologie et exploitation mondiales fournissent également des lignes de conduite et des services de surveillance aux fins de la gestion des risques liés aux domaines d'expertise.

Les unités fonctionnelles responsables des activités d'assurance s'occupent de la gestion active du risque d'assurance, en collaboration avec la Gestion des risques du Groupe et d'autres groupes Fonctions générales et le groupe Technologie et exploitation mondiales.

Mesure du risque

Nous évaluons les risques d'assurance régulièrement pour nous assurer que notre profil de risque fait l'objet d'une supervision adéquate, que des informations à son sujet sont communiquées, et qu'il s'aligne sur les hypothèses concernant nos activités. Nous utilisons ces mesures du risque aux fins de la quantification du capital économique et de l'évaluation des provisions techniques, et de manière à nous conformer aux obligations de déclaration. La Gestion des risques du Groupe gère ce processus au moyen de modèles.

Les modèles utilisés aux fins de la mesure du risque font l'objet d'un processus d'examen et de communication rigoureux et systématique, conformément à notre politique en matière de gestion des risques liés aux modèles. Les éléments clés de cette police incluent le maintien de documents appropriés concernant les modèles, un processus d'approbation

visant à assurer la répartition appropriée des responsabilités, des examens indépendants et périodiques des modèles, et un processus de responsabilisation et de surveillance bien défini.

Contrôle du risque

Politiques

Les politiques en matière de risque d'assurance énoncent les stratégies que nous utilisons pour déterminer les risques d'assurance, pour les classer par ordre de priorité et pour les gérer. La Gestion des risques du Groupe est responsable des politiques en matière de risque d'assurance. Ces politiques établissent les attentes et les paramètres en fonction desquels nous pouvons exercer nos activités d'assurance, elles communiquent notre tolérance au risque et elles assurent la responsabilisation au moyen de l'établissement de rôles et de responsabilités précis.

Pouvoirs et limites

Le Conseil d'administration établit les pouvoirs d'approbation des risques et les limites de risque et il les délègue aux cadres dirigeants des unités fonctionnelles, de manière à orienter les activités d'assurance. Ces pouvoirs et limites délégués permettent d'assurer que notre portefeuille d'assurance est bien diversifié et qu'il est conforme au goût du risque approuvé par le Conseil d'administration.

Surveillance et approbation des risques

La Gestion des risques du Groupe assure une surveillance indépendante de nos activités d'assurance, notamment l'élaboration des produits, l'établissement des primes et la gestion du processus de tarification et des sinistres. Elle approuve également les pouvoirs relatifs aux activités qui excèdent les pouvoirs et limites des unités fonctionnelles, ainsi que les pouvoirs relatifs à certaines activités qui présentent un risque important.

Atténuation des risques

Les principaux éléments auxquels nous avons recours pour cerner, évaluer et gérer les risques d'assurance incluent l'application d'une démarche fondée sur les risques aux fins de l'élaboration des produits et de l'établissement des primes, ainsi que le recours à des lignes de conduite et pratiques efficaces aux fins de la gestion du processus de tarification et des sinistres. Par ailleurs, nous transférons les risques d'assurance à des sociétés d'assurances indépendantes ou à des sociétés de réassurance afin de diversifier nos risques d'assurance, de limiter les risques importants auxquels nous sommes exposés et de disposer de capacités supplémentaires aux fins de la croissance future de nos activités.

Provisions techniques

Les provisions techniques correspondent aux montants estimatifs requis pour satisfaire aux obligations liées aux contrats d'assurance. Les obligations au titre des montants estimatifs futurs des indemnités d'assurance et des frais d'assurance sont calculées conformément aux normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires et aux exigences du BSIF et d'autres organismes professionnels et organismes de réglementation pertinents. Les provisions techniques aux fins des PCGR du Canada sont calculées selon la méthode canadienne axée sur le bilan. Ces estimations et ces hypothèses actuarielles tiennent compte de provisions précises pour détérioration des résultats afin d'assurer le caractère adéquat des obligations, et elles sont validées au moyen d'exams et vérifications internes exhaustifs et d'examens et vérifications externes indépendants.

Présentation de l'information

La Gestion des risques du Groupe procède régulièrement à une évaluation indépendante des risques d'assurance avec lesquels les secteurs d'exploitation et l'organisation doivent composer, et elle présente des rapports à ce sujet à la direction. Les rapports facilitent l'analyse et la communication de l'information et ils contribuent à la compréhension générale du risque d'assurance. Les rapports comprennent une évaluation des risques avec lesquels les unités fonctionnelles responsables des activités d'assurance doivent composer et ils traitent des tendances en matière de sinistres et du caractère adéquat des provisions techniques. Ils servent par ailleurs à évaluer le profil risque rendement lié aux produits d'assurance et fournissent un point de vue sur les risques possibles.

Risque stratégique

Le risque stratégique correspond au risque que nous ou l'un de nos secteurs d'activité effectuions des choix stratégiques inappropriés ou soyons incapables de procéder à la mise en œuvre fructueuse de stratégies données ou de plans et décisions connexes. Pour gérer le risque stratégique, nous appliquons les principes suivants :

- Les décisions importantes sont alignées sur notre stratégie d'entreprise.
- Les stratégies des secteurs d'exploitation sont alignées sur notre stratégie d'entreprise.
- Toutes les stratégies commerciales sont fondées sur une analyse du marché et de la concurrence ainsi que des projections financières relatives à leur incidence prévue.

La définition et l'évaluation efficaces de ce risque sont essentielles pour nous et requièrent la participation de la haute direction et du Conseil d'administration en ce qui concerne la définition et l'évaluation des diverses occasions stratégiques s'offrant à l'organisation.

Responsabilités

Il incombe aux directeurs d'unité individuels d'assurer la mise en œuvre réussie des stratégies. L'équipe Stratégie et expansion au sein du groupe Fonctions générales est responsable de l'élaboration de notre stratégie d'entreprise. Cette équipe fournit également un soutien à l'élaboration des stratégies des secteurs d'exploitation et des secteurs d'activité. La définition et l'analyse des questions stratégiques, des occasions et des risques avec lesquels nous devons composer est un élément fondamental de leurs responsabilités globales.

Risque de concurrence

Le risque de concurrence correspond au risque lié à notre incapacité d'établir ou de maintenir un avantage concurrentiel durable dans un ou plusieurs marchés donnés. Ce risque peut se poser au sein ou à l'extérieur du secteur financier et provenir de concurrents traditionnels ou non traditionnels, à l'échelle nationale ou internationale.

Risque systémique

Le risque systémique correspond au risque que le système financier dans son ensemble ne résiste pas aux effets d'une crise résultant de circonstances exceptionnelles d'ordre économique, politique, social ou financier, ce qui pourrait entraîner des pertes financières ou autres, ou nuire à notre réputation.

Risques additionnels susceptibles d'influer sur les résultats futurs

De par leur nature même, les déclarations prospectives, notamment celles énoncées dans le présent rapport, exigent la formulation d'hypothèses et sont assujetties à des incertitudes et à des risques intrinsèques, si bien que les résultats réels pourraient différer sensiblement de nos attentes exprimées dans de telles déclarations prospectives. Parmi les facteurs qui pourraient faire en sorte que notre performance financière réelle diffère considérablement de nos déclarations prospectives, il y a le risque de crédit, le risque de marché, le risque opérationnel, le risque d'illiquidité et de financement et d'autres risques expliqués en détail à la section Gestion du risque. Par ailleurs, cette section présente d'autres facteurs qui, à notre avis, pourraient également influer sur nos résultats réels et faire en sorte que ceux-ci diffèrent considérablement des résultats attendus.

Facteurs relatifs à l'industrie

Conjoncture économique générale au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays où nous exerçons nos activités

Les taux d'intérêt, les taux de change, la stabilité de divers marchés des capitaux, y compris l'incidence de la volatilité constante du marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis et des marchés connexes ainsi que du resserrement des liquidités dans divers marchés financiers, les dépenses de consommation, les investissements des entreprises, les dépenses publiques, le niveau d'activité et de volatilité des marchés financiers, l'inflation et le terrorisme, tous ces facteurs ont des répercussions sur le contexte commercial et l'environnement économique d'une région géographique donnée et, en fin de compte, sur notre volume d'activités dans cette région et sur les revenus que nous en tirons. Par exemple, le ralentissement économique d'un pays peut entraîner une hausse du chômage ainsi qu'une baisse du revenu familial, du bénéfice des sociétés, des investissements des entreprises et des dépenses de consommation, de sorte que la demande concernant nos prêts et autres produits baîsserait. Par ailleurs, la dotation à la provision pour pertes sur créances augmenterait probablement, entraînant par le fait même une diminution du bénéfice. De même, un ralentissement d'un marché des actions ou des titres de créance pourrait entraîner une baisse des nouvelles émissions, des activités de négociation des investisseurs, ou des biens sous gestion et des biens administrés, qui se traduirait par un recul des commissions et autres produits. De plus, tout défaut de paiement par une institution financière au Canada, aux États-Unis ou à l'échelle internationale pourrait avoir une incidence défavorable sur les marchés des capitaux en général, et sur nous en particulier.

Contrôle du risque

Nous utilisons le processus de demande d'approbation de projet (DAP) pour gérer le risque stratégique. Notre groupe Initiatives stratégiques effectue un examen initial et coordonne la soumission de chaque DAP à l'examen, à l'avis et à l'approbation de la Gestion des risques du Groupe, du Groupe juridique et de la Trésorerie générale. Le Conseil d'administration ou le Comité de la politique de prêt peut approuver la version définitive si son approbation est nécessaire. Les DAP sont un élément essentiel de notre cadre de gouvernance d'entreprise et, au besoin, sont disponibles pour examen par les organismes de réglementation ou nos vérificateurs externes.

Nous gérons le risque de concurrence au moyen de sa définition et de son évaluation appropriées dans le cadre de notre processus global de gestion des risques, ce qui comprend l'évaluation des risques à l'égard des produits et services nouveaux ou améliorés ainsi que des alliances et des acquisitions. Notre capacité de nous adapter à l'évolution de l'environnement concurrentiel aura une incidence sur notre rendement financier global.

Le risque systémique est considéré comme le risque le moins contrôlable auquel nous sommes exposés. Notre capacité d'atténuer ce risque dans le cadre de nos activités est très limitée, sauf au moyen de mécanismes de collaboration entre les participants de l'industrie et, le cas échéant, le secteur public, en vue de réduire la fréquence et l'incidence de ces risques.

Taux de change

Nos produits, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations du dollar canadien par rapport à ces devises. Ces fluctuations pourraient influer sur nos activités et nos résultats financiers dans leur ensemble. Notre exposition la plus importante touche le dollar américain, en raison du volume d'activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos opérations conclues en dollars américains. Au cours des quatre dernières années, l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence importante sur nos résultats. Nous sommes également exposés à un risque lié à la livre sterling et à l'euro en raison de nos opérations conclues dans ces devises à l'échelle mondiale. Si l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling et à l'euro se poursuivait, cela pourrait entraîner une réduction de la valeur de conversion de nos revenus, de nos charges et de notre bénéfice libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros, respectivement.

Politiques gouvernementales, monétaires et autres

Les politiques monétaires adoptées par la Banque du Canada, le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis ou les organismes internationaux, dans les territoires où nous exerçons nos activités, ont une incidence sur nos activités et notre bénéfice. Par exemple, les décisions prises par la Banque du Canada en matière de politique monétaire influent sur le niveau des taux d'intérêt et les fluctuations de ces taux peuvent avoir une incidence sur notre bénéfice. Par ailleurs, de telles politiques peuvent avoir des répercussions négatives sur les activités de nos clients et contreparties au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays, ce qui peut faire augmenter le risque de crédit de ces clients ou contreparties. Les politiques fiscales et autres adoptées par divers organismes de réglementation au Canada et aux États-Unis, ainsi que par des organismes internationaux, ont également des répercussions sur nos activités et notre bénéfice.

Niveau de concurrence

La concurrence à laquelle se livrent les sociétés de services financiers au sein des marchés des services aux particuliers et aux entreprises dans lesquels nous exerçons nos activités est vive. La fidélisation et le maintien de la clientèle dépendent de certains facteurs, notamment les niveaux relatifs de services, les prix et les caractéristiques des produits ou services, notre réputation et les mesures prises par nos concurrents. D'autres établissements financiers, comme des compagnies d'assurance ou des

institutions financières spécialisées, ainsi que les entreprises non financières, offrent de plus en plus des services traditionnellement offerts par des banques. Une telle concurrence pourrait aussi entraîner une réduction des commissions et avoir une incidence défavorable sur notre bénéfice.

Modifications des lois et des règlements

Des lois et des règlements ont été établis afin de protéger les intérêts financiers et autres de nos clients et des investisseurs, ainsi que l'intérêt public. Des modifications des lois, notamment des lois fiscales, ainsi que des règlements ou des politiques de réglementation, y compris des changements à notre cadre de gestion du capital et des changements dans la façon dont les lois sont interprétées, mises en œuvre ou exécutées, pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats, par exemple en réduisant les entraves à l'accès aux marchés dans lesquels nous exerçons nos activités et en augmentant les coûts que nous engageons pour nous conformer à ces lois, règlements ou politiques. Par ailleurs, notre non-respect des lois, des règlements ou des politiques de réglementation applicables pourrait entraîner des pénalités et des sanctions financières imposées par les organismes de réglementation qui seraient susceptibles de ternir notre réputation ou d'avoir une incidence défavorable sur notre bénéfice.

Jugements d'ordre juridique ou réglementaire et procédures judiciaires

Nous prenons des mesures que nous jugeons raisonnables afin d'assurer notre conformité avec les lois, règlements et politiques de réglementation des territoires dans lesquels nous exerçons nos activités, mais rien ne garantit que nous nous conformerons toujours à ces lois, règlements ou politiques, ou que nous serons réputés nous y conformer. Il est par conséquent possible qu'un tribunal ou un organisme de réglementation prononce un jugement ou rende une décision qui pourrait se traduire par des amendes, des dommages-intérêts ou d'autres frais qui pourraient ternir notre réputation et avoir une incidence négative sur notre bénéfice.

Nous sommes également engagés dans des litiges dans le cours normal de nos activités. Le règlement défavorable de tout litige pourrait avoir une incidence négative importante sur nos résultats, ou pourrait grandement compromettre notre réputation, ce qui pourrait influer sur nos perspectives commerciales futures.

Exactitude et intégralité des renseignements sur nos clients et contreparties

Lorsque nous décidons de consentir du crédit à des clients ou à des contreparties ou de conclure d'autres transactions avec eux, il se peut que nous nous basions sur les renseignements qui ont été fournis par ces clients ou contreparties ou en leur nom, notamment des états financiers vérifiés ou d'autres renseignements financiers. Il se peut également que nous fondions notre décision sur les déclarations des clients et des contreparties quant à l'intégralité et à l'exactitude de cette information. Si les états financiers et les autres renseignements financiers concernant les clients et les contreparties sur lesquels nous nous basons ne sont pas conformes aux PCGR ou s'ils comprennent des déclarations trompeuses importantes, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur notre situation financière.

Facteurs propres à la Banque

Mise en œuvre de notre stratégie

Notre capacité à réaliser nos objectifs et à mettre en œuvre notre stratégie a une influence sur notre performance financière. Si nous ne réalisons pas nos objectifs stratégiques ou si nous les modifions, cela pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Acquisitions et coentreprises

Nous examinons régulièrement les occasions d'acquisitions stratégiques ou de coentreprises au sein de nos secteurs d'exploitation, mais rien ne garantit que nous recevrons l'approbation requise des autorités de réglementation ou des actionnaires, ou que nous pourrons continuer de procéder à des acquisitions ou de former des coentreprises selon des modalités qui satisfont à nos critères d'investissement. Par ailleurs, il n'existe aucune certitude que nos objectifs financiers stratégiques ou les réductions de coûts prévues se concrétisent par suite des acquisitions ou de la formation de coentreprises. Notre rendement dépend de notre capacité à conserver la clientèle et les employés clés des sociétés acquises et des coentreprises, et rien ne garantit que nous serons toujours en mesure d'y parvenir.

Modification des normes comptables, conventions comptables et estimations

De temps à autre, le Conseil des normes comptables de l'ICCA modifie les normes de comptabilisation et de publication de l'information financière qui guident la préparation des états financiers. Il est difficile de prévoir ces modifications qui peuvent avoir une incidence importante sur la façon dont

nous comptabilisons et présentons notre situation financière et nos résultats d'exploitation. Dans certains cas, nous devons appliquer une nouvelle norme ou une norme révisée de manière rétroactive, ce qui nous oblige à retraiter les états financiers des périodes précédentes.

Les conventions et méthodes comptables que nous utilisons servent à déterminer la façon dont nous présentons notre situation financière et nos résultats d'exploitation, et leur application exige que la direction établisse des estimations ou se base sur des hypothèses touchant des questions de par leur nature incertaines. Ces estimations et ces hypothèses pourraient nécessiter des changements susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation et sur notre situation financière. Les principales conventions comptables sont décrites à la note 1 des Notes complémentaires.

Comme il est expliqué en détail dans la rubrique Conventions comptables critiques et estimations, sept conventions comptables « critiques » s'appliquent à la présentation de notre situation financière et de nos résultats d'exploitation, car i) la direction est tenue d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines et car ii) il est probable que des montants considérablement différents soient présentés dans des conditions différentes ou selon des hypothèses ou des estimations différentes.

Capacité d'attirer les employés et les cadres

La concurrence est forte entre les sociétés de services financiers, et même avec les entreprises non financières, lorsque vient le temps de recruter des employés et des cadres qualifiés. Si nous ne sommes pas en mesure d'attirer des employés et des cadres compétents ou de les garder, cela pourrait avoir une incidence négative importante sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière, y compris sur notre compétitivité.

Modification de nos cotes de crédit

Rien ne peut garantir que les cotes de crédit et les perspectives qui nous sont attribuées par des agences de notation telles Moody's Investors Service, Standard & Poor's, Fitch Ratings ou DBRS ne seront pas réduites, ou que ces agences de notation ne publieront pas de commentaires défavorables à notre égard, ce qui pourrait entraîner des frais de financement accrus et un accès réduit aux marchés des capitaux. La baisse de nos cotes de crédit pourrait aussi avoir une incidence sur notre capacité de conclure des opérations sur dérivés ou opérations de couverture dans le cours normal de nos activités, ainsi que sur le coût de telles opérations.

Élargissement et intégration de nos réseaux de distribution

Nous examinons régulièrement des occasions d'élargir nos réseaux de distribution, au moyen d'acquisitions ou de croissance interne, notamment par l'ajout de nouveaux bureaux de vente d'assurance, comptes d'épargne en ligne, guichets automatiques et succursales dans des marchés à forte croissance au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale. Toutefois, si nous ne sommes pas en mesure d'élargir ces réseaux de distribution ou de les intégrer efficacement, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

Autres facteurs

Les autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels incluent les modifications de la politique gouvernementale en matière de commerce, la mise au point réussie, au moment opportun, de nouveaux produits et services, les changements technologiques, les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs, l'incidence possible, sur nos activités, d'une épidémie ayant des répercussions sur l'économie locale, nationale ou mondiale, d'une panne de l'infrastructure publique, notamment les transports, la communication, les réseaux d'électricité ou d'aqueducs, de conflits internationaux et d'autres questions politiques, y compris celles liées à la guerre contre le terrorisme, et la mesure dans laquelle nous réussissons à prévoir et à gérer les risques connexes.

Nous informons nos lecteurs que l'analyse précédente des facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur nos résultats. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions à notre égard, doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes, ainsi que d'autres facteurs propres à l'industrie et à la Banque qui pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats futurs et sur l'évaluation boursière de nos actions ordinaires. À moins que la loi ne l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Information financière supplémentaire

Revenu net d'intérêt sur l'actif et le passif moyens liés aux activités poursuivies (1)

Tableau 58

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Soldes moyens (2)			Intérêt (3)			Taux moyen		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Actif									
Dépôts à d'autres banques									
Canada	1 570 \$	1 218 \$	915 \$	43 \$	41 \$	31 \$	2,74 %	3,37 %	3,39 %
États-Unis	2 904	1 856	1 587	176	155	55	6,06	8,35	3,47
Autres pays	5 436	4 913	4 068	319	284	145	5,87	5,78	3,56
	9 910	7 987	6 570	538	480	231	5,43	6,01	3,52
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	162 828	134 166	110 356	6 621	5 056	3 711	4,07	3,77	3,36
Titres disponibles à la vente (4)	31 516	—	—	1 044	—	—	3,31	—	—
Titres du compte de placement (4)	—	38 792	37 876	—	1 133	895	—	2,92	2,36
	194 344	172 958	148 232	7 665	6 189	4 606	3,94	3,58	3,11
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés									
Prêts (5)	71 759	55 615	44 420	3 450	2 827	1 354	4,81	5,08	3,05
Canada									
Prêts de détail	152 588	135 852	124 001	9 376	8 157	7 037	6,14	6,00	5,67
Prêts de gros	31 541	31 539	28 087	1 047	1 264	1 262	3,32	4,01	4,49
États-Unis	184 129	167 391	152 088	10 423	9 421	8 299	5,66	5,63	5,46
Autres pays	25 718	21 871	20 572	2 240	2 110	1 626	8,71	9,65	7,90
Autres	13 388	8 286	6 993	2 061	1 177	865	15,39	14,20	12,37
	223 235	197 548	179 653	14 724	12 708	10 790	6,60	6,43	6,01
Total de l'actif productif d'intérêts	499 248	434 108	378 875	26 377	22 204	16 981	5,28	5,11	4,48
Dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	2 137	2 806	2 567	—	—	—	—	—	—
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 270	8 748	6 411	—	—	—	—	—	—
Autres actifs	69 345	56 438	57 447	—	—	—	—	—	—
Total de l'actif	581 000 \$	502 100 \$	445 300 \$	26 377 \$	22 204 \$	16 981 \$	4,54 %	4,42 %	3,81 %
Passif et capitaux propres									
Dépôts (6)									
Canada	166 983 \$	167 015 \$	161 866 \$	5 669 \$	5 024 \$	3 724 \$	3,39 %	3,01 %	2,30 %
États-Unis	53 817	47 913	40 004	2 563	2 018	1 047	4,76	4,21	2,62
Autres pays	121 924	91 334	70 168	5 538	3 666	2 175	4,54	4,01	3,10
	342 724	306 262	272 038	13 770	10 708	6 946	4,02	3,50	2,55
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 654	38 630	34 169	1 997	2 071	1 381	4,28	5,36	4,04
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	42 503	32 786	25 912	2 364	1 882	1 120	5,56	5,74	4,32
Débentures subordonnées	6 704	8 013	8 359	338	419	442	5,04	5,23	5,29
Autres passifs portant intérêt	3 569	2 759	4 041	376	328	299	10,54	11,89	7,40
Total du passif portant intérêt	442 154	388 450	344 519	18 845	15 408	10 188	4,26	3,97	2,96
Dépôts ne portant pas intérêt	25 752	17 037	16 159	—	—	—	—	—	—
Acceptations	10 270	8 882	6 414	—	—	—	—	—	—
Autres passifs	79 087	66 755	58 757	—	—	—	—	—	—
Total du passif	557 263 \$	481 124 \$	425 849 \$	18 845 \$	15 408 \$	10 188 \$	3,38 %	3,20 %	2,39 %
Capitaux propres									
Actions privilégiées	1 553 \$	1 022 \$	811 \$	— \$	— \$	— \$	— %	— %	— %
Actions ordinaires	22 184	19 954	18 640	—	—	—	—	—	—
Total du passif et des capitaux propres	581 000 \$	502 100 \$	445 300 \$	18 845 \$	15 408 \$	10 188 \$	3,24 %	3,07 %	2,29 %
Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt	581 000 \$	502 100 \$	445 300 \$	7 532 \$	6 796 \$	6 793 \$	1,30 %	1,35 %	1,53 %
Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt (moyenne de l'actif productif) (7)									
Canada	280 385 \$	257 319 \$	229 184 \$	6 435 \$	6 045 \$	5 628 \$	2,30 %	2,35 %	2,46 %
États-Unis	106 044	90 684	74 842	412	108	608	0,39	0,12	0,81
Autres pays	112 819	86 105	74 849	685	643	557	0,61	0,75	0,74
Total	499 248 \$	434 108 \$	378 875 \$	7 532 \$	6 796 \$	6 793 \$	1,51 %	1,57 %	1,79 %

(1) Le classement géographique des actifs et passifs choisis est fondé sur le point d'inscription des actifs et des passifs en question.

(2) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le revenu d'intérêt comprend des commissions sur prêts de 331 millions de dollars (348 millions en 2006; 343 millions en 2005).

(4) Les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur. Avant le 1^{er} novembre 2006, les titres disponibles à la vente étaient classés dans les titres de placement et étaient comptabilisés au coût non amorti.

(5) Les soldes moyens comprennent les prêts douteux.

(6) Les dépôts comprennent les dépôts d'épargne, lesquels avaient des soldes moyens de 46 milliards de dollars (46 milliards en 2006; 46 milliards en 2005), des frais d'intérêt de 0,4 milliard (0,4 milliard en 2006; 0,3 milliard en 2005), ainsi que des taux moyens de 0,9 % (0,8 % en 2006; 0,6 % en 2005). Les dépôts comprennent également les dépôts à terme, lesquels avaient des soldes moyens de 240 milliards de dollars (206 milliards en 2006; 181 milliards en 2005), des frais d'intérêt de 10,7 milliards (8,3 milliards en 2006; 5,3 milliards en 2005), ainsi que des taux moyens de 4,43 % (4,02 % en 2006; 2,95 % en 2005).

(7) Au cours de l'exercice, nous avons réexaminé les données géographiques que nous utilisions pour calculer le revenu net d'intérêt et la marge nette d'intérêt des périodes antérieures et nous avons déterminé que certaines données n'étaient pas classées correctement. Le revenu net d'intérêt et la marge nette d'intérêt des périodes antérieures ont par conséquent été modifiés.

Prêts et acceptations par secteur géographique (1)

Tableau 59

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005	2004	2003
Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	107 453 \$	94 272 \$	88 808 \$	80 168 \$	73 978 \$
Prêts aux particuliers	42 506	37 946	33 986	30 415	26 445
Prêts sur cartes de crédit	8 142	6 966	6 024	6 298	4 663
Prêts aux petites entreprises (2)	2 652	2 318	1 951	1 928	1 335
Prêts de détail	160 753	141 502	130 769	118 809	106 421
Prêts aux entreprises (3)	51 237	44 353	42 383	35 214	34 551
Prêts aux organismes souverains (4)	585	553	521	535	572
Prêts aux banques	3 235	2 031	74	106	118
Prêts de gros	55 057	46 937	42 978	35 855	35 241
	215 810 \$	188 439 \$	173 747 \$	154 664 \$	141 662 \$
États-Unis					
Prêts de détail	6 804	7 652	7 741	7 010	6 189
Prêts de gros	18 548	13 847	12 317	11 698	13 213
	25 352	21 499	20 058	18 708	19 402
Autres pays					
Prêts de détail	1 905	1 896	1 729	1 411	1 517
Prêts de gros	8 148	7 213	3 454	3 961	5 811
	10 053	9 109	5 183	5 372	7 328
Total des prêts et des acceptations	251 215 \$	219 047 \$	198 988 \$	178 744 \$	168 392 \$
Total de la provision pour pertes sur prêts	(1 493)	(1 409)	(1 498)	(1 644)	(2 055)
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	249 722 \$	217 638 \$	197 490 \$	177 100 \$	166 337 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comptent le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comptent le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.

(4) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre				
	2007	2006	2005	2004	2003
Prêts hypothécaires résidentiels	210 \$	165 \$	146 \$	156 \$	138 \$
Prêts aux particuliers	189	205	183	204	255
Prêts aux petites entreprises (2)	19	13	11	8	17
Prêts de détail	418 \$	383 \$	340 \$	368 \$	410 \$
Prêts aux entreprises (3)					
Exploitations agricoles	65 \$	45 \$	48 \$	89 \$	146 \$
Industrie automobile	5	8	4	8	12
Biens de consommation	83	85	73	59	75
Énergie	3	6	47	162	240
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	14	15	15	14	45
Industrie forestière	29	12	16	163	181
Produits industriels	29	17	12	60	44
Mines et métaux	4	5	4	10	57
Secteur immobilier et secteurs connexes	345	82	74	102	113
Technologie et médias	10	49	52	89	129
Transport et environnement	19	19	14	19	143
Autres	116	108	75	116	150
Prêts aux organismes souverains (4)	–	–	–	–	–
Prêts aux banques	–	–	–	–	–
Prêts de gros	722 \$	451 \$	434 \$	891 \$	1 335 \$
Total des prêts douteux (5), (6)	1 140 \$	834 \$	774 \$	1 259 \$	1 745 \$
Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	149 \$	127 \$	106 \$	96 \$	110 \$
Prêts aux particuliers	152	183	161	178	213
Prêts aux petites entreprises (2)	19	13	11	8	17
Prêts de détail	320 \$	323 \$	278 \$	282 \$	340 \$
Prêts aux entreprises (3)	377	266	225	501	724
Prêts aux organismes souverains (4)	–	–	–	–	–
Prêts aux banques	–	–	–	–	–
Prêts de gros	377 \$	266 \$	225 \$	501 \$	724 \$
Total des prêts douteux	697 \$	589 \$	503 \$	783 \$	1 064 \$
États-Unis					
Prêts de détail	57 \$	15 \$	16 \$	44 \$	29 \$
Prêts de gros	314	151	173	332	332
Autres pays					
Prêts de détail	41 \$	45 \$	46 \$	42 \$	41 \$
Prêts de gros	31	34	36	58	279
Total des prêts douteux	72 \$	79 \$	82 \$	100 \$	320 \$
Provisions spécifiques pour pertes sur prêts	(351)	(263)	(282)	(487)	(757)
Prêts douteux, montant net	789 \$	571 \$	492 \$	772 \$	988 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations :					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,19 %	0,17 %	0,16 %	0,19 %	0,18 %
Prêts aux particuliers	0,39 %	0,46 %	0,45 %	0,55 %	0,79 %
Prêts aux petites entreprises (2)	0,72 %	0,56 %	0,56 %	0,41 %	1,27 %
Prêts de détail	0,25 %	0,25 %	0,24 %	0,29 %	0,36 %
Prêts de gros	0,88 %	0,66 %	0,74 %	1,73 %	2,46 %
Total	0,45 %	0,38 %	0,39 %	0,70 %	1,04 %
Provisions spécifiques pour pertes sur prêts en pourcentage du montant brut des prêts douteux	30,79 %	31,53 %	36,43 %	38,68 %	43,38 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comportent le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comportent le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.

(4) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(5) Comprend des biens saisis d'une valeur de 36 millions de dollars en 2007 (9 millions en 2006; 17 millions en 2005; 27 millions en 2004; 34 millions en 2003).

(6) Les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours, non compris dans les prêts douteux, totalisaient 353 millions de dollars en 2007 (305 millions en 2006; 304 millions en 2005; 219 millions en 2004; 222 millions en 2003).

Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances, par portefeuille de crédit et par secteur géographique (1)

Tableau 61

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour l'exercice terminé le 31 octobre				
	2007	2006	2005	2004	2003
Prêts hypothécaires résidentiels	13 \$	6 \$	2 \$	7 \$	8 \$
Prêts aux particuliers	364	306	259	222	254
Prêts sur cartes de crédit	223	163	194	167	155
Prêts aux petites entreprises (2)	34	29	27	27	39
Prêts de détail	634 \$	504 \$	482 \$	423 \$	456 \$
Prêts aux entreprises (3)					
Exploitations agricoles	2 \$	(1)\$	(12)\$	7 \$	-\$
Industrie automobile	2	4	-	2	-
Biens de consommation	27	7	24	(11)	17
Énergie	(7)	(53)	(20)	50	78
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	-	4	10	-	(1)
Industrie forestière	10	2	(52)	7	16
Produits industriels	10	4	(7)	13	5
Mines et métaux	1	-	(1)	(3)	5
Secteur immobilier et secteurs connexes	70	1	(11)	(1)	(8)
Technologie et médias	(2)	(5)	(6)	2	32
Transport et environnement	7	1	8	(32)	79
Autres	28	14	(26)	64	42
Prêts aux organismes souverains (4)	-	-	-	-	-
Prêts aux banques	-	-	-	-	-
Prêts de gros	148 \$	(22)\$	(93)\$	98 \$	265 \$
Total de la dotation aux provisions spécifiques	782 \$	482 \$	389 \$	521 \$	721 \$
Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	5 \$	6 \$	1 \$	6 \$	4 \$
Prêts aux particuliers	334	296	247	211	230
Prêts sur cartes de crédit	220	161	192	166	152
Prêts aux petites entreprises (2)	34	29	27	27	39
Prêts de détail	593 \$	492 \$	467 \$	410 \$	425 \$
Prêts aux entreprises (3)	102	15	(32)	3	102
Prêts aux organismes souverains (4)	-	-	-	-	-
Prêts aux banques	-	-	-	-	-
Prêts de gros	102 \$	15 \$	(32) \$	3 \$	102 \$
	695 \$	507 \$	435 \$	413 \$	527 \$
États-Unis					
Prêts de détail	34 \$	12 \$	15 \$	13 \$	30 \$
Prêts de gros	50	(38)	(60)	106	78
	84 \$	(26)\$	(45)\$	119 \$	108 \$
Autres pays					
Prêts de détail	7 \$	-\$	-\$	-\$	1 \$
Prêts de gros	(4)	1	(1)	(11)	85
	3 \$	1 \$	(1)\$	(11)\$	86 \$
Total de la dotation aux provisions spécifiques	782 \$	482 \$	389 \$	521 \$	721 \$
Total de la dotation à la provision générale	9 \$	(53)\$	66 \$	(175)\$	-\$
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	791 \$	429 \$	455 \$	346 \$	721 \$
Dotation aux provisions spécifiques en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,33 %	0,23 %	0,21 %	0,30 %	0,43 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comptent le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comptent le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.

(4) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

Provision pour pertes sur créances, par portefeuille de crédit et par secteur géographique (1)
Tableau 62

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2007	2006	2005	2004	2003
Provision au début	1 486 \$	1 568 \$	1 714 \$	2 164 \$	2 314 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	791	429	455	346	721
Radiations par portefeuille					
Prêts hypothécaires résidentiels	(5)	(5)	(5)	(7)	(10)
Prêts aux particuliers	(444)	(379)	(353)	(332)	(379)
Prêts sur cartes de crédit	(268)	(204)	(237)	(207)	(192)
Prêts aux petites entreprises (2)	(42)	(36)	(34)	(44)	(53)
Prêts de détail	(759) \$	(624) \$	(629) \$	(590) \$	(634) \$
Prêts aux entreprises (3)	(109) \$	(89) \$	(141) \$	(411) \$	(348) \$
Prêts aux organismes souverains (4)	—	—	—	—	—
Prêts aux banques	—	—	—	—	—
Prêts de gros	(109) \$	(89) \$	(141) \$	(411) \$	(348) \$
Moins : risques à l'égard des pays en développement	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$
Total des radiations par portefeuille	(868) \$	(713) \$	(770) \$	(1 001) \$	(982) \$
Recouvrements par portefeuille					
Prêts hypothécaires résidentiels	1 \$	— \$	— \$	— \$	— \$
Prêts aux particuliers	74	64	69	68	68
Prêts sur cartes de crédit	46	41	43	39	37
Prêts aux petites entreprises (2)	7	7	9	11	12
Prêts de détail	128 \$	112 \$	121 \$	118 \$	117 \$
Prêts aux entreprises (3)	42 \$	93 \$	53 \$	98 \$	53 \$
Prêts aux organismes souverains (4)	—	—	—	—	—
Prêts aux banques	—	—	—	—	—
Prêts de gros	42 \$	93 \$	53 \$	98 \$	53 \$
Total des recouvrements par portefeuille	170 \$	205 \$	174 \$	216 \$	170 \$
Radiations, montant net	(698) \$	(508) \$	(596) \$	(785) \$	(812) \$
Ajustements (5)	(7)	(3)	(5)	(11)	(59)
Total de la provision pour pertes sur créances à la fin	1 572 \$	1 486 \$	1 568 \$	1 714 \$	2 164 \$
Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	13 \$	11 \$	9 \$	11 \$	12 \$
Prêts aux particuliers	79	88	101	108	129
Prêts aux petites entreprises (2)	9	9	8	6	13
Prêts de détail	101 \$	108 \$	118 \$	125 \$	154 \$
Prêts aux entreprises (3)	153 \$	112 \$	112 \$	202 \$	284 \$
Prêts aux organismes souverains (4)	—	—	—	—	—
Prêts aux banques	—	—	—	—	—
Prêts de gros	153 \$	112 \$	112 \$	202 \$	284 \$
	254 \$	220 \$	230 \$	327 \$	438 \$
États-Unis					
Prêts de détail	14 \$	3 \$	3 \$	5 \$	11 \$
Prêts de gros	54	12	18	118	131
	68 \$	15 \$	21 \$	123 \$	142 \$
Autres pays					
Prêts de détail	13 \$	12 \$	12 \$	14 \$	15 \$
Prêts de gros	16	16	19	23	162
	29 \$	28 \$	31 \$	37 \$	177 \$
Total des provisions spécifiques pour pertes sur prêts	351 \$	263 \$	282 \$	487 \$	757 \$
Total de la provision générale	1 221 \$	1 223 \$	1 286 \$	1 227 \$	1 407 \$
Total de la provision pour pertes sur créances	1 572 \$	1 486 \$	1 568 \$	1 714 \$	2 164 \$
Principaux ratios					
Provision pour pertes sur créances en pourcentage des prêts et des acceptations	0,63 %	0,68 %	0,79 %	0,97 %	1,30 %
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,30 %	0,25 %	0,32 %	0,46 %	0,49 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comprendent le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comprendent le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.

(4) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(5) Les autres ajustements comprennent principalement les conversions en devises de la provision pour pertes sur créances libellée en devises autres que le dollar canadien, ainsi que les ajustements suivants au titre d'acquisitions : ajustement de 21 millions de dollars lié à Flag Bank en 2007; ajustement de 6 millions lié à Provident Financial Group Inc. en 2004; ajustement de 8 millions lié à Admiralty Bancorp, Inc. en 2003.

Information sur la qualité du crédit par province (1)
Tableau 63

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005	2004	2003
Prêts et acceptations					
Provinces de l'Atlantique (2)	11 556 \$	10 256 \$	10 255 \$	9 598 \$	9 191 \$
Québec	35 168	32 723	26 646	23 670	22 564
Ontario	92 956	83 839	78 283	70 896	64 351
Provinces des Prairies (3)	40 956	32 598	31 190	26 701	24 084
Colombie-Britannique et territoires (4)	35 174	29 023	27 373	23 799	21 472
Total des prêts et des acceptations au Canada	215 810 \$	188 439 \$	173 747 \$	154 664 \$	141 662 \$
Montant brut des prêts douteux					
Provinces de l'Atlantique (2)	53 \$	53 \$	47 \$	60 \$	81 \$
Québec	118	68	44	131	155
Ontario	322	286	269	254	348
Provinces des Prairies (3)	112	107	78	93	140
Colombie-Britannique et territoires (4)	92	75	65	245	340
Total du montant brut des prêts douteux au Canada	697 \$	589 \$	503 \$	783 \$	1 064 \$
Dotation aux provisions spécifiques					
Provinces de l'Atlantique (2)	40 \$	33 \$	30 \$	34 \$	46 \$
Québec	66	47	7	(1)	77
Ontario	490	344	368	318	309
Provinces des Prairies (3)	51	38	44	31	55
Colombie-Britannique et territoires (4)	48	45	(14)	31	40
Total de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances au Canada	695 \$	507 \$	435 \$	413 \$	527 \$

(1) En fonction du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comprendent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

(3) Comprendent le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

(4) Comprendent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

Prêts et acceptations liés aux petites entreprises au Canada par secteur (1)
Tableau 64

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005	2004	2003
Au 31 octobre					
Exploitations agricoles	271 \$	248 \$	715 \$	519 \$	70 \$
Industrie automobile	650	601	490	463	462
Biens de consommation	2 350	2 043	1 728	1 764	1 777
Énergie	370	284	182	150	137
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	88	73	78	51	97
Industrie forestière	351	366	311	276	298
Produits industriels	1 543	1 377	1 057	999	952
Mines et métaux	98	88	57	62	65
Secteur immobilier et secteurs connexes	2 822	2 565	1 982	1 821	1 777
Technologie et médias	314	300	243	232	242
Transport et environnement	901	774	549	502	503
Autres	4 488	4 098	3 365	3 298	3 325
Total des prêts liés aux petites entreprises	14 246 \$	12 817 \$	10 757 \$	10 137 \$	9 705 \$

(1) Comprendent le risque lié aux petites entreprises géré collectivement et individuellement.